

LA RESTRUCTURATION DE LA CHIMIE

Un conflit semble inévitable entre M. Chalandon et M. Fabius

LIRE PAGE 44

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Belgique, 16 sch. ; Danemark, 1,10 S. ; Espagne, 100 pes. ; France, 3 F ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Japon, 360 Y. ; Liban, 1.350 L. ; Luxembourg, 27 F. ; Norvège, 2,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Royaume-Uni, 3,80 F. ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 F. ; Yougoslavie, 65 d.

Tarif des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : 248-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Vers un sommet maghrébin

« Un sommet des pays du Maghreb aura lieu dans les prochains jours en Algérie », a annoncé mercredi soir, 25 mai, l'agence officielle Algérie Presse Service. Elle ne précise cependant pas si la rencontre se limitera aux chefs d'État du Maghreb central, le roi Hassan II rejoignant le président Chadli Bendjedid à l'occasion de la visite officielle que le président algérien doit faire à Alger du 29 au 31 mai, ou si elle sera élargie au colonel Kadafi et au lieutenant-colonel Khouna Ould Haïdalla, de Mauritanie.

L'imprécision tient à la poursuite des tractations avec les capitales intéressées et au fait que bien des ambiguïtés demeurent quant à la solution du conflit algérien. En effet, le processus de normalisation engagé entre Rabat et Alger par la rencontre entre le roi Hassan II et le président Chadli, le 26 février, semble quelque peu bloqué. Annoncé comme imminent, le rétablissement du trafic aérien entre les deux pays a été retardé. Les Algériens invoquent des raisons techniques, mais ils ont toujours dit que la normalisation aurait lieu par étapes, en fonction des signes de bonne volonté que Rabat fournirait sur le Sahara.

Les Algériens avaient posé deux conditions au tête-à-tête que souhaitait le souverain : qu'il admette le principe de l'indétermination au Sahara occidental et reconnaisse que le conflit est une question de principe, et non de territoire. En fait, les deux conditions ont été acceptées. Les Algériens ont promis de faciliter une solution. Ils ont, semble-t-il, obtenu certaines satisfactions. En tout cas, malgré un élément de M. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, des conversations ont eu lieu à Alger, entre Marocains et Sahraouis.

Les Algériens disent également, selon notre correspondant à Alger, « que l'idée d'un Etat sahraoui est plus ou moins acceptée par Hassan II, mais qu'il faut faire preuve d'imagination pour ne pas lui faire perdre la face ». Optimisme de commande ? Le roi s'est-il donné un délai de réflexion pour observer les répercussions sur la population marocaine du thème de l'édification du Grand Maghreb arabe orchestré par Alger et Tunis ? Ou bien espère-t-il, au contraire, comme on le laisse entendre à Rabat, qu'Alger obligera son protégé sahraoui à faire l'essentiel des concessions ? M. Mohamed Yala, ministre algérien de l'intérieur, qui se rend ce jeudi à Rabat, après être allé à Nomakchott, a pour principale mission de se faire une idée plus précise des intentions du roi.

Les pays maghrébins sont engagés dans une course contre la montre dans la mesure où le dix-neuvième sommet de l'O.U.A. est convoqué pour le 6 juin à Addis-Abeba. Parviendront-ils à débayer suffisamment le terrain d'ici là pour éviter un troisième échec qui serait fatal à l'organisation panafricaine ? En tout cas, le message que le président Reagan vient d'adresser à M. Arap Moi, président en exercice, et dans lequel il estime que les problèmes de l'Afrique doivent « recevoir une solution africaine », constitue, par son ton, un encouragement à sauver l'O.U.A. par des compromis.

Les pays du nord-ouest de l'Afrique, en dépit de leurs divergences, tablent sur la « dynamique maghrébine » et les espoirs qu'elle a soulevés pour surmonter les obstacles encore nombreux. Le principal risque demeure que chacune des parties intéressées ne cherche à utiliser cette dynamique pour faire prévaloir exclusivement sa thèse.

(Lire nos informations page 4.)

Le dérapage des salaires compromet la réussite du plan de rigueur

Les calculs — encore provisoires — du taux de salaire horaire au premier trimestre 1983 font apparaître une hausse de 3 %, totalement incompatible avec les objectifs du plan de rigueur. Ceux-ci visent, on le sait, des progressions très ralenties de l'ordre de 2 % tous les trois mois, aboutissant en fin d'année à une hausse à peu près égale à celle des

prix (8 % visés). Les calculs définitifs seront connus au début du mois de juin. La confirmation d'une progression de 3 % porterait la preuve que l'affrontement a déjà commencé, les salariés ayant pris les devants en obtenant des augmentations les mettant à l'abri de la hausse des prix (2,5 % au premier semestre 1983).

La démarche des pouvoirs publics tend à casser des hausses nominales de salaire beaucoup trop fortes depuis quinze ans, depuis l'après-mai 68 très exactement. Démarche périlleuse qui comporte des risques évidents d'affrontement avec les syndicats : on n'accepte pas facilement l'idée d'augmentations salariales limitées à 8 %, après avoir obtenu 12,5 % en 1982 et avoir en mémoire le temps — pas si lointain — où les rémunérations progressaient au rythme de 15 % l'an (1).

Deux facteurs ont probablement pesé, au cours du premier trimestre, à une forte hausse des salaires. Le premier — évident — est l'annonce des très fortes hausses de prix qui ont suivi la sortie du blocage à la fin d'octobre 1982 : 5,9 % en six mois, soit pratiquement 1 % chaque mois en moyenne. La plus grande partie des augmentations qui se sont produites étaient inévitables puisqu'elles permettaient tout au plus à l'industrie privée et aux entreprises publiques de limiter les pertes de leurs comptes d'exploitation. Il n'empêche que leur accumulation a peut-être mis en branle au sein des entreprises le jeu incontrôlable — parce que très largement décentré — des compensations salariales.

Ironie du sort, on entendement de l'histoire : c'est probablement en voulant assainir trop rapidement — après les élections de mars 1982 — la situation financière des entreprises publiques (2) que M. Barre avait cette année-là obtenu l'indirectement la hausse des salaires

(+ 12,8 %). Les socialistes ont-ils, en faisant la même démarche, déclenché le même réflexe de défense des salariés ? Une chose apparaît en tout cas certaine : le blocage des prix de l'été 1982, s'il a apporté un répit (probablement insuffisant) à l'accumulation des hausses qui, une fois libérées, ont donné l'impression d'une nouvelle vague inflationniste. Une preuve de plus — s'il en était besoin — des dangers d'une politique autoritaire des prix.

Un autre facteur a probablement joué un rôle important. Les fortes hausses du SMIC accordées depuis mai 1981 (+ 38,3 %) ne se sont pas « diffusées » sur l'ensemble des salaires, conformément aux recommandations du gouvernement. Mais,

ce faisant, les relèvements successifs du salaire minimum ont largement écrasé la grille des salaires ouvriers. Ainsi, les travailleurs qualifiés ou très qualifiés ont-ils vu l'écart séparant leur rémunération de celle des smicards se réduire fortement. Il est possible que la hausse du salaire horaire au premier trimestre 1983 s'explique en partie par une contre-offensive de ces ouvriers qualifiés pour élargir un écart jugé maintenant insuffisant avec les « smicards ». Dans cette hypothèse, les salariés gagnant aux environs de 5 000 F par mois auraient obtenu des hausses appréciables.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 36.)

Le groupe Creusot-Loire souhaite un soutien de l'Etat

Creusot-Loire a réuni le 25 mai son conseil d'administration, et le 26 son comité central d'entreprise. En plus des 600 millions de francs de pertes annoncées pour 1982, le groupe doit faire face à l'aggravation de la dégradation de son secteur sidérurgique. Ses fonds propres ayant disparu, il a un besoin urgent de plus de 2 milliards de francs et sollicite une intervention de la puissance publique.

L'Etat pourrait le délester de sa sidérurgie pour 1 milliard de francs, tout en partie de l'autre milliard provenant de la cession d'une part du capital de Framatome, seule entreprise du groupe à réaliser des bénéfices importants. Faute de quoi les filiales sidérurgiques de Creusot-Loire pourraient cesser leur exploitation.

Ce dossier épineux risque de repousser la question du rôle de l'Etat dans l'industrie et celle des nationalisations.

Le groupe Creusot-Loire a perdu plus de 600 millions de francs en 1982. Comme la conjoncture n'a pas fondamentalement changé, et qu'elle s'est même dégradée dans la mécanique, on ne voit guère pourquoi il ne perdrait pas autant et même davantage en 1983. Une fois de plus, c'est le secteur sidérurgique qui « enfonce », avec 750 millions de francs de pertes en 1982, partagées entre la filiale Imphy (plus de 200 millions de francs), les usines de Saint-Chély, de Pamiers, de l'Ondaine, et même

la filiale américaine Phoenix-Steel (140 millions).

En deux ans (1981 et 1982) le secteur a saigné le groupe de 1,5 milliard de francs et lui a, en fait, coûté plus de 2 milliards de francs en trésorerie si on y ajoute les investissements indispensables. Une tentative infructueuse pour faire d'Instrument S.A. la « grande » société française d'instruments de mesure a coûté 400 millions de francs en quelques années, et le marasme des travaux publics et du bâtiment a rendu défectueux les divisions Ermont (revêtement routier) et Pinguely (grues en tout genre).

Pour ne rien arranger, de sérieuses incertitudes pèsent sur les engagements de la filière d'ingénierie Creusot-Loire Entreprise, tandis que les cautions et obligations diverses attachées à Phoenix-Steel excèdent très largement le déficit d'exploitation de cette société.

A l'heure actuelle, non seulement Creusot-Loire n'a plus de fonds propres, mais encore sa valeur d'actif net est devenue négative. Sur le plan économique comme sur le plan strictement comptable, le groupe a besoin d'une injection de 2,5 milliards de francs de capitaux frais, alors que sa maison-mère, Schneider, est exsangue après les pertes et les apurements de passif de ces deux dernières années.

Une telle dégradation et des « différences d'appréciation » tant sur la situation de la société que sur le moyen d'y remédier avaient provoqué, au second semestre 1982, une crise grave et douloureuse à la tête de Creusot-Loire, dont le P-D, G. M. Philippe Boulton, père du quinquaire français, avait dû démissionner à la fin de l'année, au profit de M. Didier Pincus-Valencienne. M.-D. G. de Schneider (le Monde du 31 décembre 1982).

BRUNO DETHOMAS
et FRANÇOIS RENARD.
(Lire la suite page 36.)

AUJOURD'HUI

- Un entretien avec M^{me} Huguette Bouchardeau, secrétaire d'Etat chargée de l'environnement et de la qualité de la vie. (Lire page 39.)
- La préparation du sommet de Williamsburg. (Lire page 3.)

DEMAIN

- Un article de M. Laurent Fabius, ministre de l'industrie et de la recherche, sur la politique industrielle.

LE DÉFICIT DU SECTEUR PUBLIC

Le prix de l'atermolement

Le gouvernement dans son ensemble et son ministre de l'économie, des finances et du budget en particulier sont plus embarrassés que jamais pour mener leur politique de rigueur, et cela pour au moins trois raisons. La première est que les instruments de mesure dont on se sert traditionnellement en France pour suivre l'évolution de la situation se révèlent de plus en plus inadéquats : il en est ainsi notamment de la notion de masse monétaire, une

par PAUL FABRA.

variable qui est censée jouer pour autant un rôle déterminant dans le dispositif adopté pour lutter contre l'inflation.

La deuxième est que les objectifs annoncés le 25 mars dernier impliquent la mise en œuvre non seulement des dispositions fiscales ou assimilées déjà connues (taxe de 1 % et emprunt obligatoire pour les titulaires de revenus élevés et de « grandes fortunes ») mais aussi de mesures nouvelles dont le contenu n'est pas encore arrêté : elles concernent notamment la sécurité sociale et l'encadrement du crédit, que le ministre voudrait bien resserrer sans pour autant aggraver la situation de maintes entreprises au bord de la perdition, ce qui est proprement la quadrature du cercle.

La troisième raison est que, même ainsi compléti, le plan de rigueur risque fort d'apparaître encore comme un effort insuffisant de redressement des finances publiques, et, partant, de restauration ou, si l'on préfère, de maintien du bon

crédit de la France sur les marchés internationaux dont il n'est pas question de se passer dans un avenir prévisible. Plus soucieux apparemment du résultat des élections municipales que des impératifs de sa politique économique et financière, le gouvernement a attermoie. Il est en train, et les Français avec lui, de payer les conséquences de ce retard.

(Lire la suite page 37.)

ROLAND-GARROS

Les enfants du mercredi
Mac le Dingue

(Lire page 14 les articles
d'ALAIN GIARDO et d'OLIVIER MERLIN.)

DIX MILLE ANS D'ART A ISTANBOUL

La splendeur et l'ordre

En présence d'un détachement de l'ancienne armée ottomane reconstituée « à l'identique », avec musique et uniformes de l'époque, M. İlhan Evliyoglu, ministre de la culture et du tourisme, a ouvert dans l'enceinte du vieux palais impérial de Topkapı, à Istanbul, la dix-huitième exposition d'art organisée sous les auspices du Conseil de l'Europe par un Etat membre de l'organisation de Strasbourg.

Il s'agit, dans le cas d'Istanbul, d'une manifestation fractionnée en plusieurs expositions axées autour d'un thème général : les « civilisations anatoliennes » de la préhistoire la plus reculée au vingtième siècle. Dix mille ans d'art et d'histoire illustrés au fil de dix expositions, dont la clôture est fixée au 30 octobre.

C'est avec le même principe de la dispersion dans l'espace qu'ont été traités, entre autres, ces dernières années, les Bourbons à Naples, les Médicis à Florence, l'Orient à Marseille, et que l'est, à présent, la culture italienne à Lisbonne. La manifestation portugaise et, auparavant, celle de Florence, entrent comme Istanbul dans la catégorie des manifestations organisées sous l'égide du Conseil de l'Europe. Celle des cultures anatoliennes est de loin, par la variété et le nombre des objets réunis, la plus importante des expositions patronnées depuis sa création par l'organisation paneuropéenne.

Quel que soit le parrainage, on ne peut qu'approuver la tendance

actuelle à présenter des expositions « éclatées » qui permettent aux étrangers, mais aussi souvent aux autochtones, de découvrir des édifices ou des quartiers oubliés, bien des fois aussi révélateurs d'une civilisation que les ensembles monumentaux type Topkapı.

A cet égard le grand spectacle de l'art qui nous offre Istanbul cette année est hautement exemplaire. Sans lui nous ne serions sans doute jamais allés au Musée militaire de crainte de n'y passer un revue que des canons alignés. Certes il y a eu mais pour l'occasion on a remis en état et déployé — et une partie d'entre elles au principe resteront désormais visibles — les fabuleuses tentes ottomanes brodées de fleurs ou d'instruments de musique sous lesquelles le sultan-calife passait ses nuits de guerre ou de voyage veillé par ses janissaires et ses darviches.

J.P. PERONCEL-HUGOZ.
(Lire la suite page 15.)

Sorcière et sorcellerie en pays d'oc

Une plume dans la sorcellerie rurale des pays d'oc que La Roy Ladurie met en relation avec l'Europe « sorcellaire » du XVII^e siècle à nos jours. Un ouvrage à deux voix : énigme, quasi policière et comédie noire.

Le Roy Ladurie
La sorcière de Jasmin

Seuil

AU JOUR LE JOUR

Drogue

Le gouvernement s'est ému à juste titre, mercredi, de la montée de la drogue en France. M. Franceschi a indiqué qu'il y avait cent mille utilisateurs de drogues « dures » dans l'Hexagone et un million d'usagers de drogues dites « douces », mais illicites.

Ces chiffres sont inquiétants, mais incomplets. Ils passent sous silence les usagers d'une drogue licite, mais qui fait des ravages grandissants. Il s'agit de ces êtres pressés qu'on voit ces jours-ci quitter le bureau avant l'heure, s'enfermer chez eux, le regard fixe et dans une solitude honteuse, pour ingurgiter, des heures durant, au risque de la surdose, une drogue saisonnière : la Roland-Garrose.

BRUNO FRAPPAT.

Le jeu du réel et de l'imaginaire

par CHRISTIAN ZIMMER

DANS son film *La vie est un roman*, Alain Resnais fait citer par l'un de ses personnages ce mot de Verdi : « Pour l'artiste, il ne suffit pas de copier le réel. Il doit faire mieux encore : l'inventer. » Comment l'entendre ?

Serait-ce que le réel n'existe pas tout à fait et que l'art lui donne la réalité qui lui manque ? Ou plutôt que l'artiste n'a pas seulement à imaginer, à construire, à combiner des formes de façon inédite, mais aussi, et d'abord, à découvrir (ce que signifie étymologiquement *inventer*) ce qui est ? Car on ne découvre que ce qui existe, ce qui est là. Mais qu'on ne voyait pas. C'est tout le problème. Le poète, l'artiste, comme disait Rimbaud, est un « voyant ».

Par sa forme plus que par les idées qu'il exprime, le film de Resnais se veut exaltation du rêve, de l'imaginaire. Celui d'Alain Tanner, dans *La ville blanche*, n'affiche certes pas une telle ambition : il ne cesse, apparemment, de coller au réel. Or, il nous semble, en définitive, que c'est le second de ces films qui fait la part la plus belle à ce que le premier prend pour objet.

La « chair » unique de la réalité

Pourquoi ? Précisément parce que Tanner ne se contente pas de copier le réel et que, comme disait Verdi, il l'invente. Il l'invente, parce qu'il sait que le réel est premier et que tout rêve y prend sa source, que le sujet et le monde qui l'environne ne font qu'un : cette « chair » unique de la réalité, dont parlait Merleau-Ponty, — que le regard qu'on porte sur celui-ci n'est pas une façon de le mettre à distance, mais au contraire la façon même dont on s'y immerge, dont il nous engoutit.

Parce que, ainsi que le fait son héros, il l'arpente, l'inventorie inlassablement, sans craindre de repasser mille fois au même endroit, de s'attarder interminablement sur la même banalité quotidienne, fit-elle quelque peu sordide (un lavabo à la propriété douteuse), jusqu'à ce que, par l'effet de l'ostension de cette démarche, de l'intensité de ce regard, cette banalité finisse par lui parler, par décoller elle-même de son apparence.

Comme la liberté, l'imaginaire s'appuie sur le concret. Sinon, ils sont l'un et l'autre insaisissables. L'exercice de la liberté est lié à sa situation, *hic et nunc*, à son insertion dans la réalité, comme celui de l'imaginaire est lié à une identité bien assise, solidement enracinée.

Tout imaginaire se développe donc dans un espace. Mais il ne le peut qu'à la condition de ne pas être enfermé, clôturé par le dessin, par la

définition de cet espace. Il faut qu'à travers les limites de celui-ci la vie passe, qu'elle les traverse. Autrement dit, qu'elles soient elles-mêmes imaginaires. C'est là, comme le note Edgar Morin, l'un des caractères profonds de la réalité : pas de frontière qui ne soit aussi lieu de passage, pas de forme qui n'épouse une autre forme, qui ne possède une double fonction de délimitation et de communication.

Ainsi, ce n'est pas Resnais qui nous offre, avec son palais fantastique, une véritable architecture imaginaire : c'est Tanner, avec sa description d'une ville bien réelle, celle de Lisbonne. Le décor de Resnais ressemble à cette maquette à usage pédagogique que la jeune institutrice de son film a fait construire par ses élèves. Ainsi que le lui lance un de ses collègues, elle « bloque » l'imaginaire des enfants, au lieu de le favoriser son épanouissement ; elle donne un caractère figé, stéréotypé à leurs représentations de la réalité.

Pareillement, le *Kanadu de La vie est un roman* n'est qu'une construction sans âme, qui stérilise les rêves du spectateur comme elle emprisonne la triple action qui s'y déroule, à trois époques, ou, plus exactement, dans trois temporalités différentes. Pas de rapports imprévus et féconds entre le cadre et l'intrigue, entre l'architecture et les êtres : nous sommes bien loin de *Mariendal*.

Qu'il soit visible ou fond du parc, en grandeur réelle, ou présent sous forme de maquette comme au début de l'œuvre, le château du aux délires visionnaires d'un milliardaire excentrique garde un visage immuable, indifférent, si l'on ose dire, à toutes les scènes étonnantes ou cocasses dont les murs sont les témoins. Raideur, immobilité, froideur, qui sont en somme celles du film lui-même.

Un film-maquette

Film-maquette, en quelque sorte, ou, si l'on préfère, film-schéma, qui ne montre, strictement, que ce qui a été prévu sur le papier, la caméra ne trouvant à capter aucune parcelle d'aucune étonnante de vie véritable (c'est du reste d'un projet architectural que, selon les auteurs, tout le film est sorti : il en a, semble-t-il, conservé la rigidité géométrique).

Le montage — dont Resnais sut faire, en d'autres occasions, un si merveilleux usage — ne tire nulle plus-value de signification de l'enchaînement des trois histoires : à l'encontre, tout a une allure mécanique et dépourvue de surprises. La performance est sans profit esthétique : elle ne fait qu'apporter la preuve que le cinéma peut raconter deux, trois, quatre histoires parallèlement, ou plus encore. Au lieu de produire le sens, ou plutôt du sens, elle le clôture.

Nous sommes, avec *Dans la ville blanche*, aux antipodes de ce cinéma. Pas une seconde où ne songe que le film, comme tous les films, a une origine écrite, que le scénario a d'abord été une tâche de caractère littéraire : le regard du cinéaste semble aussi libre, aussi disponible que celui de son héros, suéno, à dessin. Bruno Ganz prête une certaine inexpérience, afin de ne pas étouffer le personnage de significations ou de connotations morales qui dicteraient sa lecture au spectateur.

Un homme marche et ouvre les yeux : l'aventure que nous relate Tanner est avant tout physique (le héros, du reste, est loin d'être un intellectuel). Et pourtant... Et, pourtant, la vision de cette nuit lustrale se charge, par un vrai travail de l'imaginaire, de toutes les dimensions qui lui manquent : nous sentons son odeur, sa légèreté, sa teneur, sa densité.

Le banal et l'extraordinaire

Et, pourtant, cette ville dont l'auteur a fui, avec une remarquable constance, tous les aspects pittoresques, revêt, par le simple recours à ce procédé aujourd'hui bien galvaudé qu'est la duplication, un aspect authentiquement fantastique : les images que recueille, avec sa caméra d'amateur, le héros de Tanner sont aussi ordinaires que celles du film lui-même, et, de plus, elles le répètent, mais chacun sait qu'une image vaut moins par ce qu'elle montre que par le désir qu'elle donne de la réalité qu'elle cache, ou, plus exactement, par la qualité d'absence qu'elle confère à celle-ci.

Le fantastique n'est qu'un jeu particulier entre l'absence et la présence, et c'est à cela que tient le trouble qu'il procure. L'absence dévalue la présence, autrement dit l'irréalité : le double devient autre, le même devient différent. Ce que je reviens par la parole, par l'image, n'est plus la réalité que j'ai vécue — comme le dit à peu près Regenstein dans *La Nausée*, la moindre anecdote véridique, à partir du moment où elle est racontée, devient une histoire extraordinaire. Le banal et l'extraordinaire, finalement, ne sont qu'une seule et même chose : ainsi, ce rideau grenat de *Dans la ville blanche*, donc, agité par la brise de nuit.

Mais, si l'on découvre l'autre dans le même, le découvre aussi, bien sûr, le même dans le visage de l'autre : envers nécessaire du phénomène. À la fin du film de Tanner, le héros, dans son compartiment de chemin de fer, voit s'asseoir en face de lui une jeune fille inconnue : il la contemple longuement, et nous comprenons que, peu à peu, celle-ci se métamorphose en la femme aimée qu'il vient de perdre.

Paris sera-t-il la nouvelle Rome ?

par MANUEL DE DIÉGUEZ

UNE politique des droits de l'homme et une politique de l'intelligence sont les deux voies parallèles de la seule action réaliste, donc mondiale, de la France d'aujourd'hui. Paris sera-t-il la nouvelle Rome ? Peut-être. A condition de méditer la question de Socrate : « Aurons-nous le courage de nous poser la question de la nature du courage véritable, celui de l'intelligence ? »

A l'actif du bilan, la psychanalyse de Lacan — qui date, il est vrai, de 1936, et qui a commencé de se faire reconnaître en 1948, puis d'une manière décisive en 1965 — illustre une percée française mondiale de la connaissance de l'homme par l'homme, à laquelle se joignent les affligentes limites philosophiques du jacobinisme et le part de grosse charlatanerie de cet homme de génie. Mais les manques de Lacan, ce sont les perspectives fécondes ouvertes par son avancée dans l'analyse du moi spéculaire qui se révèle.

Sur le plan sociologique, l'école française retrouve du moins, par-delà le pastoralisme bien-pensant des Marguerite Mead ou l'émiettement du sociologisme dans les monographies aveugles, l'armature d'une réflexion sur la politique au sens profond, qui fut de tout temps l'âme même de la sociologie.

Dans l'ordre philosophique, l'étranger commença de découvrir l'avenir d'une psychanalyse française de l'inconscient du vocabulaire de la rationalité et de l'irrationalité dans les sciences, ce qui conduisit à une psychanalyse de l'éthique, en général. Cette voie est encore, nous le pensons, inconnue, mais entièrement ignorée par l'intelligentsia française d'aujourd'hui. Mais l'école philosophique française, qui a occupé le terrain de 1950 à 1980, avec les Foucault et les Barthes, a connu également un retentissement mondial dont les échos, heureusement, sont encore loin de s'éteindre.

Il reste donc à se demander pourquoi la littérature semble avoir connu un fâcheux déclin — tous les grands noms qu'on peut évoquer, de Duras à Yourcenar en passant par les Michaux, les Ponge et même en y incluant les Beckett ou les Simonon n'ont pas surgi après 1960.

Pour tenter d'en comprendre les raisons, il faut d'abord se demander s'il n'y a pas de grands hommes parmi nous. En effet, l'art et la littérature ont toujours été le domaine d'élite capable de conférer prestige et éclat. Honoré fait ardeur. Or, non seulement en France, mais dans le monde entier, les élites souffrent d'une éclipse dramatique de leur puissance. Elles sont dans l'incapacité physique de faire prévaloir leur jugement en raison de leur mise en minorité. Si ce phénomène s'était produit du temps d'Augustin, ce n'était pas Horace, mais quelque bêteleur qui se serait fait applaudir de tout l'univers. Allez donc

parler de Bonnefoy ou de Deguy comme poètes aux Américains ! Des poètes ? Connais pas.

On sait que l'art et les lettres ont quelquefois été honorés par la société capitaliste. Mais c'était avant l'envahissement de ce type de société par le mercantilisme-roi. Le gaullisme possédait encore une dimension littéraire en raison de la culture du général et de la société de sa prose classique — mais le pouvoir a passé ensuite aux affairistes et aux technocrates. Le capitalisme sauvage n'a aucune vocation naturelle à jouer un rôle éducatif : il ne s'agit pour lui que de faire « bien » voter les masses. Le socialisme, de son côté, se heurte au problème inverse : son souci constant et sincère d'élever les masses à la « culture » peut aboutir à leur servir un breuvage facile à digérer et fâcheusement teinté d'idéologie, à moins que, passant de Charybde en Scyllie, une pastorale effrénée et naïve conduise à une culture, prétentieuse par l'éducation nationale, « qui n'est pas la culture », comme le rappelle Malraux. Que faire quand la mort de Hergé fait la « une » des journaux télévisés et efface celle d'Arthur Koestler ?

Et pourtant, il semble que le socialisme soit l'annonciateur d'un retour au pouvoir des élites. Certains indices ne trompent pas la sociologie attentive. On remarque, par exemple, que beaucoup de personnes font de nouveaux liens en parlant — on n'ose plus, de peur d'avoir l'air « distingué », donc « de droite ». On voit l'état d'esprit des artistes ignorés de la foule — rien de plus élitiste que d'honorer Borges.

La vraie culture à la mesure du réalisme. Elle sait que tout pouvoir est oligarchique. Il en est ainsi depuis que le monde est monde. Mais il s'agit de savoir, quelles élites méritent le pouvoir. Il en est de meilleures que d'autres. C'est la hiérarchie des valeurs d'une société qui décide de ce qui est le meilleur. Puisque les sociétés aristocratiques ont toujours péri de s'être enclousées dans une culture de caste, et les sociétés démocratiques de s'être dégradées dans une culture de masse, il faut trouver l'équilibre entre la culture sur soi et la noyade dans la mer. Eschyle et Sophocle sont populaires et éternels. Euripide, premier « bourgeois », du théâtre, témoigne d'un équilibre unique, mais éphémère. Après, c'est Byzance.

Une classe dirigeante dépourvue de dimension spirituelle est condamnée à l'autodestruction d'aujourd'hui, c'est Hollywood qui joue Virgile. Si Paris avait le courage intellectuel de dénoncer d'une seule voix le lament de pacotille qui fait passer un pseudo-férisson culturel dans l'univers quand merite Tarnassens Williams, ce super-Bernstein porté au pouvoir par le cinéma, alors l'intelligence reviendrait au pouvoir.

Pour une réédition de Simone Weil

par GILBERT COMTE

A une époque où le nazisme plongeait encore dans la récente histoire, mais surtout moins de tapages commerciaux qu'aujourd'hui, un Albert Camus, lorsqu'il dirigeait la collection « Espoir », à la N.R.F., avait pris le sérieux parti de rassembler sept textes écrits par Simone Weil après un séjour à Berlin, d'août à septembre 1932, devenus introuvables à cause de leur dispersion entre plusieurs périodiques.

Normalienne, agrégée de philosophie, amoureuse de la Grèce antique mais viscéralement hostile à la Rome républicaine comme à celle des Césars, juive, bourgeoise, pareillement déshabillée de ses origines familiales que de son milieu social, notre voyageuse n'apportait pas une bien vaste expérience des révolutions quand elle débarqua dans la ville où se jouait l'avenir de l'Europe. En profonde sympathie avec les trotskistes, elle se voulait d'abord servante du peuple et de la raison. Ce manichéisme sommaire menaçait de lui causer bien des évidences. Mais l'intelligence vraie sort de toutes les impasses par une aptitude spéciale à se retourner, là où la sottise s'enfonçait voluptueusement dans les chemins douteux.

Une thèse bousculée

Dès ses premières sorties, Simone Weil découvre un monde rétrospéctivement inrassemblable : « Politiquement, tout est toujours ironique, observe-t-elle. On est moins fier de nous concernant les événements allemands ici qu'à Paris. A peine si l'on voit quelques nazis en uniforme dans les rues, et ils se conduisent comme tout le monde. » Ces images-là bousculent singulièrement la thèse admise d'un pays ensanglanté par de constants combats entre hitlériens et communistes durant

l'agonie du régime de Weimar. Mais la promesse constante bientôt d'autres troubles paradoxes, tombés eux aussi dans un étrange oubli.

Lorsque les communistes répondent par des grèves aux décrets-lois du gouvernement Papen, les nazis se joignent à eux sans hésitation, et les deux partis organisent de concert l'arrêt des transports publics. Par cette tactique, Hitler veut sans doute exercer un chantage sur les conservateurs, toujours méfiants à son égard. Simone Weil remarque surtout le prodigieux succès de la manœuvre auprès des fameuses masses populaires.

Des alliés d'occasion

Un « front unique entre communistes et ouvriers hitlériens » s'établit spontanément à la base, par-dessus les chefs du P.C. Toujours perspicace, l'admiratrice de Léon Trotski observe de sourdes convergences psychologiques entre les deux camps. L'un comme l'autre, ils haïssent le système en place, quand la droite classique et les sociaux-démocrates n'aspirent, au fond, qu'à le défendre. « Il est naturel que ceux qui, ayant du fait de la crise, tout perdu, sont prêts à tout essayer, note encore Simone Weil, se jettent sur les deux partis qui promettent du nouveau. »

Par goût personnel de l'aventure, certains hommes rallient indifféremment l'un ou l'autre et précèdent même entre eux d'étonnantes aller-retour. Parmi les communistes, « un certain courant de sympathie », se dégage « à l'égard des hitlériens, dont parfois, notamment dans les grèves, l'énergie apparente contraste avantageusement avec les capitulations social-démocrates. » Entre

deux rapprochements, ces alliés d'occasion se massacrent. Mais en fin, des relations insolites n'en existent pas moins, d'histoire contemporaine ne parle plus jamais. Sans doute parce qu'elles dérangent trop de conformismes.

Tandis qu'ils attiraient de nombreux communistes, les hitlériens effrayaient par comparaison beaucoup moins qu'eux la gauche modérée. La révolution bolchevique appartenait encore à une histoire toute récente, et les réformistes allemands craignaient de suivre le sort de leurs camarades russes, renversés quinze ans plus tôt par les gardes rouges. Une fois de plus, Simone Weil aperçoit des évidences bien négligées aujourd'hui. Les socialistes « ne veulent à aucun prix du front unique : ils ont compris la leçon de 1917 et l'imprudence de Kerensky. En fin de compte, le fascisme semble moins redoutable à leurs yeux que la révolution », car ils pensent, « comme tout le monde, que Kerensky aurait mieux fait de s'allier à Kornilov qu'à Lénine. »

En outre, le programme économique des nazis envisage, comme celui des sociaux-démocrates, de confier les décisions importantes au pouvoir politique « sans transformation préalable de l'appareil d'Etat, sans organisation d'un contrôle ouvrier effectif ». Pour les socialistes, raison de plus de ne pas s'effrayer ! Parmi tous les partis en lutte, le nazisme réunissait donc seul, dans une synthèse paradoxale, des passions, des intérêts, des calculs épars entre ses adversaires. Il tira de cette ambivalence des forces colossales pour le paralyser. D'abord, Simone Weil le suppose comme leurs états-majors « aux mains du grand capital ». Peu à peu, sa vision s'aigrit, et elle constate qu'il entretient avec les milieux d'affaires des rapports de chantage réciproque.

Marxiste, manifestement bonne lectrice des *Luttes des classes* en France et du *18-Bromaire* de Louis Bonaparte, elle ne s'installe pas dans le confort scolastique du matérialisme historique, mais en adapte au contraire la souplesse pour parvenir à une interprétation plus correcte des événements. Non sans donner des analyses parfaitement conformes à la méthode élaborée par l'auteur du *Capital*, mais très supérieures, par l'intelligence, à l'antidémocratie de pacotille mise de nos jours à la mode dans le commerce. Jamais elle ne se méprend sur la nature foncièrement criminelle de l'hitlérisme. Du moins, son opinion possède sur beaucoup d'autres la supériorité d'un jugement personnel, acquis au contact des faits et non noté comme une incantation.

Une prescience d'extralucide

Parmi les nombreux étrangers présents à Berlin à la même époque, peu vivent si distinctement quelques-unes des causes essentielles, mais cachées, du drame. Parfois, sa compréhension des rapports de forces touche à une véritable prescience d'extralucide, comme dans ce fragment de l'hiver 1940 où, six mois avant l'entrée des Allemands à Paris, elle distingue la « principale cause de faiblesse de Hitler », dans ce qu'il « n'a pas vaincu Carthage, c'est-à-dire l'Angleterre ».

Malheureusement, ces textes, réunis par Albert Camus en 1960 dans un gros volume avec d'autres *écrits historiques et politiques* du même auteur, ne courent plus les librairies. Gallimard ne pourrait-il pas les réimprimer à part, pour l'éducation d'une jeunesse qui n'a, paraît-il, jamais entendu parler de Hitler ? Au moins, une lecture comme celle-ci lui mettrait un peu d'ordre dans la tête.

NOUVEAU !

J. FERRARI
Les philosophes salariés suivi de Idées sur la politique de Platon et d'Aristote 110 F

O. RANK
Le mythe de la naissance du héros suivi de La légende de Lohengrin 160 F

P. DESY/J. TANNER
Trente ans de captivité chez les Indiens Ojibwa
Récit de John Tanner recueilli par Edwin James
Présentation, traduction et commentaires par Pierrette Déry 110 F

I. FONAGY
La vive voix
Essais de psycho-phonétique
Préface de Ramon Jakobson 130 F

C. CUXAC
Le langage des sourds 74 F

P. DIEI
J. SOLOTAREFF
Le symbolisme dans l'Evangile de Jean
pbb n° 400 - 36 F

R. PASSET
L'économie et le vivant
pbb n° 401 - 31 F

PAYOT

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Mathématiques
75471 PARIS CEDEX 19
C.C.P. Paris 4297-23

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOLE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par vole aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (ou virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de valider tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beauvillier (1944-1968)
Jacques Fauriol (1968-1982)

Impression :
Le Monde
5, rue des Mathématiques
PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437
ISSN : 0395 - 2037.

سكس من الرطل

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE WILLIAMSBURG

**M. Mitterrand est « sans illusion »
au point de s'être demandé « s'il devait y aller »**
déclare le porte-parole de l'Elysée

« Nous allons à Williamsburg sans illusion, avec la volonté d'expliquer franchement entre amis, entre alliés, quel est notre point de vue et d'essayer de prendre en compte le point de vue des autres », a déclaré, mercredi 25 mai, M. Vauzelle. Le porte-parole de l'Elysée a insisté sur la « prudence » du président de la République et sur l'effort de prudence et de « déception ».

« L'essentiel pour la France, a-t-il dit, est de ne pas se laisser enfermer dans une alternative qui défigurerait sa démarche (...). Soit de nous rendre à ce sommet en reconnaissant que le poids relatif des Etats-Unis est tel qu'il n'est pas possible de progresser dans le sens que nous souhaitons (...), soit de nous trouver dans une position d'isolement tout en poursuivant le discours que le président de la République tient depuis deux ans. »

Le président de la République, a poursuivi M. Vauzelle, n'a jamais voulu paraître et n'est jamais effectivement apparu comme un donneur de leçons parant au nom d'une certaine idée de la France ou du socialisme pour faire adopter son point de vue par des pays qui ont aussi leurs problèmes. « Il a toujours refusé, notamment, pour des problèmes aigus comme celui du Proche-Orient », le « titre toujours périlleux d'arbitre ».

Si la ligne de la France d'Oranva (1981) à Williamsburg est très claire - selon M. Vauzelle - « ce n'est pas une raison pour penser qu'il faut faire céder les autres et les amener à notre point de vue. Nous ne sommes jamais allés à aucune rencontre internationale pour aboutir à des résultats de cette sorte, ajoute le porte-parole de l'Elysée, qu'il a provoqué une certaine déception ».

Aussi bien, loin de placer beaucoup d'espoir dans Williamsburg, ajoute M. Vauzelle, « M. Mitterrand s'est posé la question de savoir

s'il devait y aller » et si « ces sommets étaient utiles ». Mais « est-ce une raison pour baisser les bras ? » M. Vauzelle ajoute en substance : dans un monde agité par les guerres, les menaces de guerre et les situations de guerre économique, « il est très important pour des pays qui ont une puissance militaire et économique de se rencontrer et de discuter ».

M. Vauzelle admet qu'à Versailles la forme était « spectaculaire ». M. Mitterrand, ayant déjà trouvé en place la tradition des sommets industrialisés, a voulu bien recevoir ses invités. Mais sur le fond, dit-il, « il est vrai qu'il y a eu un peu de déception ». Et le président s'est demandé « s'il ne fallait pas repenser le principe des sommets ». Il tient en tout cas à ce que ceux-ci ne deviennent pas une institution qui se substituerait à d'autres. Il a été d'accord pour un retour « à l'esprit qui a présidé à la création de ces sommets » (à Rambouillet 1975), en laissant de côté « l'appareil fantasmagorique des administrations et des techniciens » pour donner aux chefs d'Etat et de gouvernement la possibilité d'essayer « d'une façon décontractée » de rapprocher leurs points de vue.

Évoquant les problèmes politiques, M. Vauzelle a déclaré que la France « n'a jamais établi le moindre début de convergence entre des préoccupations en matière de défense et de sécurité et nos préoccupations en matière de développement économique ». Le porte-parole de l'Elysée faisait allusion à l'article d'un magazine américain indiquant que la France abandonnerait son appui à l'OTAN dans l'affaire des armées si elle n'obtenait pas satisfaction dans la stabilisation des taux de change. « Cela ne nous empêche pas, a ajouté M. Vauzelle, de répéter qu'il nous paraît paradoxal de

demandeur à tel ou tel d'être un allié solide sur le plan militaire et de ne pas prendre en considération les problèmes économiques que peuvent éprouver les pays qui font cet effort. »

Au total, conclut M. Vauzelle, « le résultat de Williamsburg ne se litra pas dans un communiqué, mais dans les mois à venir. (...) C'est dans le courant de l'année prochaine que l'on pourra en juger, savoir si ces sommets sont utiles et si l'on doit remettre en cause leur principe ou la façon dont ils sont organisés ».

Le programme

Le président français, accompagné de M. Cheysson, ministre des relations extérieures, et de M. Delors, ministre des finances, arrivera à Williamsburg le 26 à 16 h 30 locales samedi 29 mai. Il aura aussitôt un entretien avec le président Reagan, suivi d'un autre avec le premier ministre japonais, M. Nakasone. Il rencontrera M. Thatcher dimanche après-midi et prendra lundi son petit déjeuner avec le ministre canadien, M. Trudeau, lundi, après la clôture du sommet.

Comme lors des précédentes rencontres de ce type, les discussions officielles - dimanche matin au cours d'une séance restreinte qui ne réunira que les chefs d'Etat et de gouvernement, puis dimanche après-midi et lundi matin - seront réservées aux affaires économiques. Les affaires politiques seront discutées au cours des repas. Chacun est libre de soulever les questions de son choix, mais il est prévu que le dîner de samedi sera consacré aux problèmes de défense et de sécurité, le déjeuner de dimanche aux relations Est-Ouest en général, enfin le dîner de dimanche au Proche-Orient et aux problèmes divers.

MAURICE DELARUE.

**Redingotes, crinolines et « fast food »
pour accueillir six mille visiteurs**

Washington. - Les Américains se sont fait un point d'honneur de réusir le sommet de Williamsburg. Politiquement, mais aussi matériellement - et ce dernier aspect n'est pas le plus simple, malgré leur génie de l'organisation.

Près de six mille personnes (dont quatre mille journalistes) sont attendues du 27 au 31 mai dans cette paisible ville-jardin qui prétend vivre au rythme du dix-huitième siècle, avec ses costumes d'époque et ses voitures à cheval. Six mille personnes plus exigeantes que des touristes et qu'on ne peut se permettre de décevoir : il y va du prestige des Etats-Unis, « la plus grande nation de la Terre », comme aime à dire le président Reagan.

On ne concurrencera pas aisément Versailles, où le sommet se tenait l'an dernier. Les Américains affirment qu'ils veulent éviter le faste et les dépenses excessives. Ne faut-il pas favoriser au maximum les rencontres informelles entre chefs d'Etat et de gouvernement, dans une ambiance détendue, quasiment familiale ? L'organisation de la conférence reviendra tout de même à 7 millions de dollars (plus de 50 millions de francs). « Moins cher que Versailles », affirme-t-on ici.

M. Reagan voulait un sommet très « américain ». Il l'aurait bien vu dans une merveille naturelle de l'Ouest comme Yosemite-Park (Californie) ou Jackson-Hole (Wyoming). On a été rebattu sur Williamsburg, tant pour des raisons pratiques - proximité d'un aéroport international, fort équipement hôtelier - que de prestige. Cette ville de neuf mille habitants, située à 250 kilomè-

tres au sud de Washington, passe pour un haut-lieu politique. Capitale de la Virginie sous l'occupation britannique, elle ebrisa les premiers débats indépendantistes. Et, aujourd'hui, elle ressemble à un musée vivant d'histoire américaine.

Grâce aux largesses de John Rockefeller, Williamsburg fut complètement transformée en 1926. On rasa les maisons modernes, on reatoura quatorze-vingt-huit bâtiments d'époque et on en construisit de nombreux autres dans le style du dix-huitième siècle. Le résultat est un peu artificiel, mais personne ne résista à cette grande promenade asseptisée entre des arbres centenaires, qui s'étend sur plus de 80 hectares. Les habitants accueillent les visiteurs en redingote et robe à crinoïne, avec une aisance très américaine.

Appel au bénévolat

Pour organiser le sommet, une « force de frappe » de soixante-quinze personnes a été constituée sous la direction d'un ancien dirigeant de Pepsi-Cola, M. Michael McManua. Il a fallu réserver cinq mille cinq cents chambres d'hôtel, installer six cents téléphones supplémentaires, prévoir un bureau de poste, un bureau de change et même une agence de voyages, transformer un gymnase en salle de presse géante, l'équiper d'un conditionneur et le prolonger par une tente-restauration. Sans compter la sécurité, qui mobilisera plusieurs centaines d'agents.

Voulant « faire américain », on n'allait pas cuisiner français. La critique gastronomique du New York Times, Graig Clairborne, a été consultée sur les menus, et sept grands chefs des Etats-Unis ont accepté de se déplacer. Quant à nourrir la presse, c'est, paraît-il, la cauchemarde des organisateurs et le chapitre le plus lourd du budget, bien que la formule « fast food » ait été choisie.

Pour limiter les dépenses, la Maison Blanche a fait appel aux bonnes volontés. Le président Reagan ne pleide-t-il pas pour un rôle accru du bénévolat et des entreprises privées dans la vie nationale ? Une centaine de sociétés ont répondu à l'appel, fournissant nourriture, boissons, machines à écrire, télécopieurs, photocopieuses... Sur les deux cents véhicules qui sillonnent Williamsburg durant ces trois jours, la plupart ont été gracieusement fournis par les fabricants de Detroit.

Le site sera fermé aux touristes pour la première fois depuis cinquante-sept ans. C'était pourtant un week-end exceptionnel, avec un lundi férié (Memorial Day). De quoi susciter la jalousie des hôteliers périphériques, qui ne bénéficieront même pas du sommet. La fondation qui administre Williamsburg subira elle-même un manque à gagner d'un demi-million de dollars, après une année 1982 très mauvaise à cause de la récession. Mais on se console en pensant à la publicité qui sera faite à l'étranger : sur un million de visiteurs tous les ans, ce Versailles du Nouveau Monde ne compte encore que 5 % de non-Américains.

R. S.

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La station de radio raciste de Dodge-City (Kansas)

De notre correspondante

New-York. - Dodge-City (Kansas), connue des amateurs de westerns pour les personnages peu recommandables qu'elle abrita au temps de la ruée vers l'Ouest, est en train de voir sa nouvelle respectabilité voler en éclats par les soins d'une petite station de radio qui incite ouvertement à la haine raciale. Le ménage Babbs, Nellie et Charlie, se considère comme le « gardien de Dieu » et, comme tel, invite deux fois par jour ses concitoyens à débarrasser la région des « enfants de Satan », Noirs, Asiatiques, catholiques, juifs, mais aussi des locaux, magistres et représentants de l'administration des impôts.

Entre deux sermons, Nellie et Charlie Babbs donnent à leurs concitoyens des conseils de guérilla urbaine : comment établir des dossiers sur les « ennemis » (nom, adresse, numéro de téléphone, immatriculation de la voiture), comment établir des barrières routières efficaces, monter une embuscade, s'introduire de nuit dans la maison des « enfants de Satan », les ligoter, dresser des potences, etc.

Les émissions de K.T.T.L.-F.M. sont préparées sur cassette par des évangélistes de choc, membres d'un groupe paramilitaire appelé Posse Comitatus, dont le refus de l'impôt est l'un des chevaux de bataille et qui a d'assez nombreux partisans dans les petites communautés rurales du Middle West. L'un des dirigeants des Posse Comitatus, Gordon Kohl, est actuellement recherché par la police fédérale pour avoir tué, en février dernier, dans le Dakota du Nord, deux policiers qui étaient venus l'arrêter.

Le sénateur républicain du Kansas, M. Robert Dole, a demandé une enquête sur le propagande « raciste » et le « terrorisme verbal » diffusés par la station de Dodge-City, mais il risque d'attendre plusieurs mois avant d'obtenir satisfaction. La commission fédérale des communications est soucieuse, en effet, de respecter la liberté de parole et d'opinion.

NICOLE BERNHEIM.

Pas de Noirs, pas d'exemption fiscale

« Les Etats-Unis sont bien mal en point si huit millions de Noirs et une dizaine de millions de blancs peuvent imposer leur loi contre les libertés américaines. » C'est par ces paroles peu conformes au respect traditionnellement dû aux neuf juges de la Cour suprême (qui comptent une femme parmi eux depuis la nomination de M^{me} O'Connor par le président Reagan), que le révérend Bob Jones, président de l'université fondée par son père à Greenville (Caroline du Sud), a accueilli la décision prise mardi 24 mai par la Cour, confirmant la suppression des avantages fiscaux pour les institutions d'enseignement pratiquant la discrimination raciale.

L'université Jones, fermée aux Noirs, avait perdu le bénéfice de l'exemption fiscale en 1976 mais refusait de payer ses impôts et avait fait appel devant la Cour suprême. La président Reagan, tout en se disant personnellement opposé aux avantages fiscaux pour les établissements noirs, refusait des étudiants noirs, avait fait savoir qu'il ne voyait aucune base juridique pour les priver d'un droit reconnu à toutes les universités. La Cour en a décidé autrement.

La juridiction suprême américaine a rendu le même arrêt contre les écoles chrétiennes de Goldsboro (Caroline du Nord) qui n'acceptent pas d'élèves noirs.

LA SITUATION EN AMÉRIQUE CENTRALE

Un conseiller militaire américain a été tué dans un attentat au Salvador

Les guérilleros du Front Farabundo-Martí de libération nationale ont fait sauter un pont situé sur la route panaméricaine, près de San-Vicente, à l'est de la capitale du Salvador. L'ouvrage était gardé par une cinquantaine de soldats. Quarante-cinq d'entre eux ont été tués au cours de l'attaque menée par les insurgés, qui a duré plusieurs heures, le mercredi 25 mai. Les autorités militaires de San-Salvador, qui ont donné ces informations, précisent que des renforts de troupes sont arrivés sur les lieux et qu'un pont provisoire a été construit le même jour.

D'autre part, un conseiller militaire américain - il y en a une cinquantaine au Salvador - a été tué de quatre balles dans la tête, mercredi, dans un parking d'un campus universitaire de la capitale. La victime, le capitaine de frégate Albert Shauselberger, est présenté comme le numéro deux des conseillers envoyés des Etats-Unis auprès de l'armée salvadorienne. Il semble que l'attentat ait été commis par des guérilleros.

Deux journalistes et un médecin allemands tombent dans une embuscade au Nicaragua

Au Nicaragua, selon l'agence d'information officielle, deux journalistes et un médecin allemands sont tombés, mercredi, dans une embuscade, alors qu'ils naviguaient sur le fleuve San-Juan, frontalier avec le Costa-Rica. Mariana Sies et Valentin Shear, de la télévision de la République fédérale allemande, se trouvaient dans la région pour faire un reportage sur la destruction d'un bateau offert par le gouvernement de leur pays à celui de Managua. Ils étaient accompagnés d'un médecin, M. Welter Schütz.

Selon l'agence nicaraguayenne, ils ont été attaqués par des « contre-révolutionnaires » de l'Alliance révolutionnaire démocratique, que dirige le commandant Eden Pastora. Des garde-frontières qui précédaient les trois Allemands ont échappé à des coups de feu avec les ennemis. Il est difficile de savoir, néanmoins, si les journalistes et le médecin ont été tués. Selon l'agence officielle, le pilote du bateau, qui a été blessé, les a laissés, baignant dans leur sang, dans la rivière. Le gouvernement de Managua les donne pour « dis-

parus », mais un porte-parole de l'organisation de M. Eden Pastora a indiqué, dans une émission de radio du Costa-Rica, qu'ils avaient été « capturés ».

Au nord du pays, environ cinq mille soldats gouvernementaux poursuivent depuis quelques jours une offensive contre quelque mille deux cents antisandinistes, qui ont pénétré en plusieurs points du département de Nueva-Segovia, venant du Honduras. Selon les autorités militaires de Managua, quatre-vingt-dix insurgés et vingt et un soldats ont trouvé la mort au cours des affrontements. Mais, selon la Force démocratique nicaraguayenne - l'organisation qui regroupe les antisandinistes basés au Honduras - quatre cents soldats et seulement dix insurgés ont été tués. La F.D.N. affirme avoir saisi sur ses adversaires, au cours des combats, des mitrailleuses et des fusils chinois AK-47.

Pérou

ÉTAT D'URGENCE A LIMA

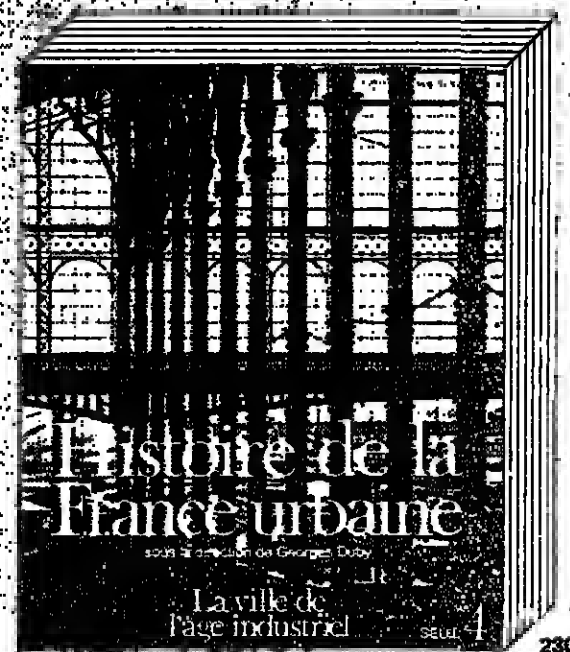
Lima (A.F.P., Reuter). - Le président de la République, M. Belaunde Terry, a décrété le mercredi 25 mai l'état d'urgence pour trois jours, à Lima et dans le port voisin de Callao, à la suite d'une mutinerie d'environ un millier de gardes civils - corps paramilitaire chargé du maintien de l'ordre - dans deux casernes de la capitale. La mutinerie n'obéit à aucune raison politique. Elle est due à diverses revendications, notamment salariales. Des policiers et des militaires ont patrouillé les rues des deux villes, qui sont restées calmes. Plusieurs tentatives de négociations ont été faites dans la journée, en vain.

D'autre part, le guérilla a dynamité mercredi un pont et un tunnel du chemin de fer qui relie Lima aux régions andines, à quelque 170 kilomètres à l'est de Lima. Le trafic a dû être interrompu. C'est la première fois que les terroristes salovent des équipements ferroviaires. Selon le quotidien gouvernemental la Cronica, quarante-neuf guérilleros du Sentier lumineux et un policier ont été tués au cours de deux affrontements à Huancasaneos et Acosvinehos, dans la province d'Ayacucho.

51 % des Français estiment que le sommet de Williamsburg ne débouchera pas sur des « mesures efficaces pour combattre la crise », selon un sondage publié cette semaine par Paris-Match. Selon les résultats de ce sondage, effectué du 1^{er} au 5 mai par B.V.A., 62 % des Français

interrogés contre 23 % considèrent que M. Mitterrand abordera le sommet « dans de meilleures conditions pour faire entendre la voix de la France ». 57 % contre 16 % pensent que le sommet de Versailles de l'an dernier « a, en fin de compte, été inutile ».

Histoire des villes et des citadins



TOME 4 : La ville de l'âge industriel
Le cycle haussmannien (1840-1950)
sous la direction de Maurice Agulhon

- 1 : Logiques urbaines par Marcel Roncayolo
- 2 : La production de la ville par Marcel Roncayolo
- 3 : Pensées sur la ville, arts de la ville par Françoise Choay
- 4 : Les citadins et leur vie quotidienne par Yves Lequin
- 5 : Les citadins et leurs cultures par Maurice Crubellier et Maurice Agulhon
- 6 : Les citadins, les classes et les luttes sociales par Yves Lequin
- 7 : Les citadins et la politique par Maurice Agulhon

Histoire de la France urbaine
sous la direction de Georges Duby
au Seuil

AFRIQUE

Un sommet maghrébin pourrait se réunir prochainement en Algérie

La visite du président Bourguiba à Alger, du 29 au 31 mai, est précédée d'une intense activité diplomatique et politique destinée à préparer un sommet maghrébin. M. Mohamed Yala, ministre algérien de l'intérieur, se rend ce jeudi 26 mai au Maroc dans le cadre des négociations sur la circulation des personnes et l'indemnisation des quelque trente-cinq mille Marocains expulsés d'Algérie en 1975, lorsque les forces marocaines ont pénétré au Sahara occidental.

Notre correspondant à Alger nous signale qu'une visite de son homologue marocain avait eu lieu à Alger avec la participation des walis (préfets), à l'exception de celui de Béchar, les Algériens ayant voulu marquer que les problèmes de cette wilaya, où se trouvent les réfugiés sahraouis, ne sont pas de même nature.

D'autre part, M. Shaboune Baly, ministre tunisien de la défense, a été reçu le mercredi 25 mai par le président Chadli. Quelques jours plus tôt, le ministre libyen des affaires étrangères s'est entretenu avec le roi Hassan II, tandis que M. Cherif Messadia, responsable du F.L.N. algérien, rencontrait à Tripoli le colonel Kadhaafi et que M. Hamed Yala remettait au président mauritanien Khouna Ould Haidalla un message du président Chadli.

Alors que les dirigeants de la République arabe sahraouie démocratique affirment avoir été invités au sommet de l'O.U.A. en tant que cinquante et unième membre, le président en exercice a diffusé un message à l'occasion du vingtième anniversaire de l'organisation, faisant état de cinquante membres seulement. A Paris, les ambassadeurs africains ont célébré cet anniversaire en offrant un dîner en l'honneur du président Mitterrand. Le représentant du Front Polisario n'avait pas été invité.

De passage à Paris avant de se rendre à Nairobi puis à Addis-Abeba, M. Ibrahim Hakim, ministre sahraoui des affaires étrangères, a confirmé que « plusieurs rencontres ont eu lieu à un niveau très élevé » entre sahraouis et marocains. M. Boucetta, ministre marocain des affaires étrangères, ayant démenti la semaine dernière toute rencontre avec un représentant de la R.A.S.D., M. Hakim a affirmé : « C'est une trahison de la vérité ». Il a indiqué que « le gouvernement de la R.A.S.D. clarifiera incessamment les choses ».

Il a également réaffirmé que la R.A.S.D. participera au dix-neuvième sommet de l'O.U.A. à Addis-Abeba, le 6 juin, et précisé que M. Mohamed Abdelaziz a reçu « en tant que président de la R.A.S.D. une invitation du président éthiopien, M. Mengistu, une communication du secrétaire général de l'O.U.A. et un appel du président en exercice, M. Arap Moi ».

Il s'agit là de la procédure administrative normalement utilisée avec les Etats membres. M. Hakim ne craint-il pas, néanmoins, que sa participation torpille le sommet, comme cela a été le cas à Tripoli ? « Le quorum sera atteint et le sommet se tiendra », a-t-il affirmé. A la question de savoir si la R.A.S.D. n'envoie pas de faire preuve de « modération » en acceptant une formule de compromis, il a déclaré : « Pour que l'Afrique nous demande quelque chose il faut qu'elle se réunisse, et se réunisse avec nous ».

La solution d'un conflit supposant des concessions des belligérants, c'est qu'estime-t-il négociable avec le Maroc, à partir du moment où les dirigeants sahraouis affirment que leur peuple s'est autodéterminé par les armes ? « La fin de la guerre », répond-il. Il admet, enfin, que des concessions pourraient être faites en ce qui concerne l'exploitation des phosphates et la pêche, mais dans un cadre maghrébin.

Guinée-Equatoriale

APRÈS L'ÉCHEC DU PUTSCH

Détente entre Madrid et Malabo

De notre correspondant

Madrid. — Au cours d'un voyage éclair effectué mardi 24 mai en Guinée-Equatoriale, le chef de la diplomatie espagnole, M. Fernando Moran, a finalement réussi à écarter la menace qu'un sous-officier de l'armée équato-guinéenne, le sergent Venancio Miko, faisait peser sur les relations entre l'Espagne et son ancienne colonie. Telle est du moins l'impression qui se dégage de la conférence de presse au cours de laquelle M. Moran a exposé, mercredi, l'accord écrit auquel il est parvenu avec le président Teodoro Obiang Nguema.

Réfugié à l'ambassade d'Espagne à la suite de l'échec d'un putsch, il y a deux semaines, le sergent Miko sera bien livré à la justice de son pays, comme l'exigeait le gouvernement de Malabo. Toutefois, a affirmé M. Moran, le président Obiang a accepté d'offrir les garanties que demandait Madrid. Ainsi le sergent rebelle ne sera pas remis directement à la police ou à l'armée équato-guinéenne, mais à la garde personnelle du chef de l'Etat, composée de soldats marocains.

Il pourra en outre bénéficier de l'assistance d'un avocat espagnol et sera visité régulièrement par des diplomates espagnols et un médecin, afin que « son intégrité physique et psychologique » soit respectée. L'accord prévoit enfin que, au cas où il serait condamné à mort, la sentence serait automatiquement com-

muniée, le sergent Miko pouvant même demander à être expulsé de son pays. Ce dernier point n'a pas été couché par écrit, mais « je ne doute pas de la parole du président Obiang », a ajouté M. Moran.

Le ministre a également annoncé que l'aide espagnole à son ancienne colonie se monterait cette année à 1 800 millions de pesetas (environ 13 millions de dollars) et que Madrid ne voyait aucun inconvénient à la prochaine adhésion de Malabo à la zone franc.

Comme pour bien montrer que l'incident est définitivement clos, M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement, a, en outre, fait savoir qu'il se rendra, le mois prochain, en visite officielle à Malabo.

Par ailleurs, selon des précisions fournies par les autorités équato-guinéennes sur le complot déjoué il y a deux semaines, les putschistes projetaient d'assassiner le président à l'occasion de l'inauguration d'une centrale électrique construite par les Chinois. Le chef de la conjuration serait un ancien ministre à la présidence, Carmelo Owono Ndonga, actuellement sous les verrous. Certaines informations, difficiles à vérifier, font également état de la présence, parmi les organisateurs présumés du putsch, de nombreux dignitaires du régime connus pour leurs positions prosoviétiques. Il se confirme en tout cas que tous les conjurés sont des proches du président Obiang et des membres du « clan de Mongomo », qui accapare le pouvoir depuis 1968, date de l'indépendance de ce petit Etat d'Afrique centrale.

(Interim.)

APRÈS LE RAID SUD-AFRICAIN SUR LE MOZAMBIQUE

M. Cheysson condamne solennellement Pretoria

Après le raid meurtrier lancé par l'armée sud-africaine sur la banlieue de Maputo, les réactions se multiplient à l'étranger.

A Paris, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a solennellement condamné Pretoria mercredi 25 mai à l'Assemblée nationale, en adressant un message aux peuples d'Afrique australe, dans lequel il a rappelé la position de la France sur la politique de l'apartheid en Afrique du Sud. « Notre condamnation ne doit pas hésiter à être provocante auprès des dirigeants qui se réclament de la morale chrétienne » et « nous devons sans cesse condamner au nom des principes », a indiqué le ministre.

Jobannesburg. — « Plusieurs pays socialistes » ont offert au Mozambique de lui fournir du matériel militaire, a indiqué, sans les nommer, un communiqué publié

ministère des relations extérieures. D'autre part, toujours à Paris, M. Léonard Mawumana, représentant en France du Congrès national africain, a dit, mercredi 25 mai, que ce mouvement avait décidé « de répondre par la violence révolutionnaire à la violence de l'apartheid ».

A Washington le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, s'entretenait ce jeudi 26 mai de l'après-midi avec le président de l'Organisation des peuples du Sud-Ouest africain (SWAPO), M. Sam Nujoma et les ministres des affaires étrangères des six pays de la ligne de front (Angola, Botswana, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe).

De notre correspondant
mercredi 25 mai par le gouvernement. Selon Maputo, « de nombreux gouvernements » se seraient engagés « à ne pas assister passivement à un second Beyrouth ». A New-York, le ministre des affaires étrangères, M. Joaquim Chissano, invité par Pretoria à clarifier la position de son pays à l'égard du Congrès national africain (A.N.C.), a déclaré, selon l'agence sud-africaine de presse (SAPA), que son gouvernement continuait de soutenir le mouvement anti-apartheid et poursuivait la lutte jusqu'au renversement de la suprématie minoritaire blanche en Afrique du Sud.

De son côté, plus inquiet que jamais après le raid de lundi sur Maputo, le gouvernement du Lesotho a envoyé mercredi une note officielle à Pretoria protestant contre la pratique qui consiste, pour les autorités sud-africaines, à identifier le petit royaume à une base de l'A.N.C. Maseru, qui fut le théâtre sanglant d'un premier raid en décembre dernier, rappelle qu'elle accueille des réfugiés sud-africains, mais ne leur permet pas pour autant de constituer des bases d'attaques contre la République.

Pour prouver sa bonne foi, le gouvernement du royaume a réitéré son offre de démanteler sur le champ, à condition que les Sud-Africains lui désignent, les fameuses installations de l'A.N.C. sur son territoire. M. P. K. Botha, le ministre sud-africain des affaires étrangères, a répété mercredi ses accusations et invité Maseru à prouver sa bonne foi en prenant des mesures concrètes contre l'organisation clandestine. Un peu plus tard, l'éditorialiste de la radio gouvernementale, soulignant que le Lesotho venait d'établir des relations diplomatiques avec la Chine communiste, qualifiait les protestations d'innocence du royaume « d'irréfutablement fausses ».

PATRICE CLAUDE.

Victoire gouvernementale aux élections régionales. — L'Avant-garde de la révolution malgache (AREMA), qui dirige le président Didier Ratsiraka, a remporté au cours du week-end de la Pentecôte la quasi-totalité des 242 sièges à pourvoir aux élections des comités populaires des Faritany (régions). Seuls les grands électeurs présents à cette consultation. Les deux cent quarante-deux élus désigneront à leur tour, dimanche prochain, les comités exécutifs des Faritany. Cette série d'élections, commencée au début de 1983, prendra fin en juillet avec les élections législatives et la formation d'un nouveau cabinet. — (Reuters.)

UNE COMMUNICATION DE M. NUCCI AU CONSEIL DES MINISTRES

Le statut des coopérants va être mieux défini et amélioré

M. Christian Nucci, ministre délégué à la coopération et au développement, a fait, le mercredi 25 mai, au conseil des ministres, une communication sur la politique française d'assistance technique et annoncé diverses mesures concernant le statut des coopérants.

Dressant un bilan de la situation actuelle, le ministre a indiqué que, avec vingt mille agents déployés à travers le monde, la France était le premier fournisseur d'assistance technique. Les 3,5 milliards de francs consacrés au traitement de ces agents, a-t-il d'autre part souligné, représentent 40 % du budget de la coopération. La France concentre les quatre cinquièmes de l'effectif de ses coopérants en Afrique francophone, et, professionnellement, les deux tiers de l'effectif sont affectés à des tâches d'enseignement et de formation.

Evolution des faiblesses du système actuel, M. Nucci a dit notamment que la coopération était mal vécue par ceux qui la font, parce qu'ils se sentent à la fois mal employés et mal informés. Il a ajouté que le malaise des coopérants était également dû à la mauvaise définition de leurs statuts, à l'insécurité de leur emploi, à la dégradation de leurs conditions de travail et de séjour.

Traçant les directions d'une nouvelle politique, le ministre a insisté sur la redéfinition de la place et du contenu de l'assistance technique. Dans ce cadre, il sera fait beaucoup plus largement appel à la fois aux organisations non gouvernementales (O.N.G.) et aux volontaires du service national actif (V.S.N.A.). D'autre part, la coopération de substitution sera progressivement remplacée par « une coopération de projets, par négociations avec les partenaires et en liaison avec les administrations françaises concernées ».

Les conditions d'emploi des agents vont être substantiellement améliorées. C'est dans cet esprit qu'est prévue la titularisation des contractuels « sans tenir le relèvement

l'assistance technique, ni perdre la flexibilité des emplois ».

On recourra désormais plus systématiquement au concours de fonctionnaires « en sensibilité des administrations », en valorisant les services en coopération et en créant de nouvelles incitations aux départs. La place qu'occuperont les contractuels dans l'assistance technique sera mieux définie, ceux-ci étant désormais recrutés pour des durées limitées (trois ans renouvelables une fois) et « dans un cadre juridique adapté ».

Est prévue une harmonisation des régimes de rémunération, car la disparité des régimes actuels est rendue plus choquante par l'imposition de la politique d'assistance technique au sein du ministère des relations extérieures. D'ores et déjà vont être adoptées une série de mesures transitoires : révision du régime d'allocation familiale, assouplissement concernant les congés de maladie, les temps de séjour des familles, mise en place au sein du ministère des relations extérieures d'une structure unique de recrutement et de gestion de tous les coopérants fonctionnant en liaison avec les ministères fournisseurs.

Le gouvernement entend, enfin, s'attaquer à accroître l'efficacité des coopérants sur le terrain, notamment par une meilleure préparation au départ, par des possibilités élargies de formation permanente, par des conditions de séjour mieux assurées. Est prévue l'ouverture d'un dialogue entre les assistants techniques et l'administration dans le cadre de structures de concertation qui seront mises en place dans les prochains mois : commissions consultatives paritaires nationales et locales pour les questions individuelles des personnels ; comité technique paritaire pour tous les problèmes d'ordre collectif et général intéressant les coopérants. Cette concertation est originale car elle tiendra compte des limites imposées par la souveraineté des Etats et par la double qualité des coopérants, à la fois agents de l'Etat français et nationaux en mission à l'étranger.

A TRAVERS LE MONDE

Turquie

NEUF MILITANTS D'EXTRÊME GAUCHE ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À MORT mercredi 25 mai, à Istanbul, par un tribunal militaire. Ils faisaient partie d'un groupe de quatre-vingt-huit personnes accusées d'être membres de l'Avant-Garde révolutionnaire du peuple, organisation liée au Front de libération du peuple turc, mouvement d'extrême gauche interdit. Le tribunal avait également condamné à mort huit autres accusés, mais cette peine a été commuée en détention à perpétuité. Quarante autres personnes du même groupe ont été condamnées à des peines de prison allant de quatre mois à vingt-quatre ans. Trente et un accusés ont été acquittés. Ces quatre-vingt-huit militants étaient poursuivis pour activités terroristes et accusés d'avoir commis plusieurs meurtres.

Union soviétique

UN NOUVEAU ADMINISTRATEUR POUR LE FONDS SOLJENITSYNE. — M. André Kistiakovsky, écrivain-traducteur, a annoncé dans une déclaration aux journalistes occidentaux qu'il prenait en charge l'administration de ce fonds d'aide aux prisonniers politiques et à leurs familles jusqu'à la libération de son ami, M. Sergueï Khodkovitch, arrêté le 7 avril, et inculpé d'activités subversives. — (Reuters.)

Philanthropie d'ABDULLAH I. AL-BASSIR Burydah - ARABIE SAOUDITE

LA CANDIDATURE POUR LES PRIX MONDIAUX D'AL-BASSIR A LA LITTÉRATURE ARABE ET AUX SCIENCES

La Philanthropie d'ABDULLAH I. AL-BASSIR « Secrétaire des Prix » a le plaisir d'annoncer le commencement du dépôt de candidatures pour ses prix mondiaux de l'année 1403/1404 Hégire (1982/1983). Elle invite les universités, les institutions, les centres de recherche scientifiques, les associations et les organisations littéraires à déposer la candidature de ceux qu'ils considèrent méritant un des trois prix suivants :

- 1 - Le Prix mondial d'Al-Bassir pour la Propagation de l'Islam (D'enseignement islamique) et le service de l'action islamique ;
- 2 - Le Prix mondial d'Al-Bassir pour la production littéraire et linguistique ;
- 3 - Le Prix mondial d'Al-Bassir pour les sciences (Il est consacré cette année à la médecine).

Les points essentiels qui seront pris en considération pour les prix de cette année sont les suivants :

- 1 - Le candidat au premier prix doit être en des plaines dans le domaine de la propagation de l'Islam, il doit jouer un rôle efficace dans la renaissance de la nation islamique, ou dans la préservation de son existence matérielle ou morale et dans le développement de cette existence.
- 2 - Le candidat au deuxième prix doit avoir fourni le meilleur effort linguistique, pratique ou scientifique visant à améliorer le capital de la langue arabe de pouvoir exprimer le progrès scientifique, et du contenu aux terminologies.
- 3 - Le candidat au troisième prix doit participer d'une manière efficace et claire à la recherche scientifique dans le domaine du cancer oncologique lymphatique aigu chez les enfants.

La valeur de chaque prix est fixée à la somme de 300 000 riyals saoudiens, ou l'équivalent de 67 000 dollars américains. Le gagnant obtiendra aussi une médaille précieuse portant l'insigne de la Philanthropie, ainsi qu'une attestation portant son nom, un résumé de son sujet et de ses ouvrages.

Les prix seront décernés lors d'une cérémonie grandiose dans le courant du mois de Safar de l'année 1405 Hégire (novembre 1984).

Les candidats doivent prendre en considération les conditions suivantes :

- Les candidatures doivent être envoyées en un des deux langages, l'arabe ou l'anglais, et contenir des renseignements complets sur le candidat, ses références pratiques et scientifiques, les diplômes obtenus, le sujet présenté au prix. Elles doivent être accompagnées de huit exemplaires du travail présenté et de trois photos 6 x 8 du candidat.
- Le candidat ne doit pas avoir obtenu un prix semblable pour le même travail présenté.
- La publication précédente du sujet présenté ne doit pas avoir plus de quatre ans à la date du dépôt de la candidature.
- La date ultime du dépôt des candidatures est le 15/2/1404 Hégire (20-11-1983). Les candidatures déposées après cette date seront exclues.

Les candidatures ainsi que toutes les correspondances doivent être envoyées en arabe ou en anglais à l'adresse suivante :

Royaume d'Arabie Saoudite - Gassein Burydah - B.P. 1069

Les candidatures ainsi que les copies des sujets présentés ne seront pas rendues. La Philanthropie a le droit d'imprimer et de publier le sujet gagnant. Dans ce cas, le candidat gagnant a droit à 10 % des exemplaires imprimés. La Philanthropie offre gratuitement une partie des exemplaires imprimés et vendra une autre partie à son coût.

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT REDUCTION. ETRAIVE 38, av. Daumesnil PARIS-12^e - ☎ 347.21.32

LE NOUVEL ECONOMISTE

SAVOIR POUR DÉCIDER, MAÎTRISER POUR AGIR.

LES SOCIALISTES ET L'HERITAGE

Ouvriers ou grands patrons, nous sommes tous concernés par la réforme des droits de succession à laquelle François Mitterrand vient de réaffirmer son attachement. Cette semaine, le Nouvel Economiste ouvre ce dossier brûlant, sans tabous. A quoi pourrait ressembler une réforme socialiste « réaliste » de l'héritage ? Jusqu'où le gouvernement pourra-t-il en modifier les règles ? Au moment où l'on a plus que jamais besoin de l'épargne, pourquoi toucher à cette « vache sacrée » ? Quant à l'entreprise, mérite-t-elle d'être traitée différemment des autres biens ?

Le Nouvel Economiste répond et, avec l'aide de notaires, vous conseille.

Au même sommaire : Williamsburg : Les cinq dossiers urgents du sommet. Assurance-vie : Renaissance de la "mixte".

Vendredi 27 mai, votre rendez-vous de semaine.

هكوان الوطن

AFRIQUE

LA SÉCHERESSE EN AFRIQUE AUSTRALE

La famine menace certains bantoustans

Johannesburg. — L'été a pris fin en Afrique du Sud. Pour toute la partie nord du pays (1), où sont concentrées l'essentiel des exploitations agricoles intensives, c'est la fin de l'espoir. Sauf miracle, la récolte de maïs, aliment de base et principal produit d'exportation du secteur agricole, devrait tomber autour de 4,5 millions de tonnes contre 12 millions en année normale, et même 14,6 millions pour l'exceptionnelle saison de 1980-1981.

De 400 000 tonnes en moyenne, la récolte de grains de tournesol sera réduite à environ 240 000 tonnes, et celle de sorgho est estimée à 169 000 tonnes contre 550 000 tonnes en 1980, et même 700 000 tonnes en 1979. Pour les comptes de la nation le manque à gagner est évalué à près de 2 milliards de rands (1 rand = 6,50 FF), soit 10 % du budget, sans compter les innombrables effets indirects de la sécheresse (hausse des prix répétés dans tous les secteurs). Les contrats d'exportation de céréales avec les États voisins et Taiwan ont été annulés, et le pays se prépare à importer 1,5 million de tonnes de maïs des États-Unis pour faire face à la consommation intérieure.

Les conséquences du fléau pour les dix millions de Noirs ruraux, qui vivent essentiellement de leur agriculture de subsistance, sont presque impossibles à cerner avec exactitude, faute de statistiques. Dans certains bantoustans « indépendants », la menace de famine est réelle, et les dirigeants de ces « réserves » tirent les sonnettes d'alarme, sans être toujours entendus.

Le chef du Gazankulu, un des bantoustans situés dans l'extrême nord, près de la frontière mozambicaine, estime que la moitié de ses 500 000 administrés ne survivront à l'hiver qu'avec une aide alimentaire massive. Plus de 15 % des 400 000 têtes de bétail de ce bantoustan sont déjà mortes d'inanition, et plusieurs milliers supplémentaires, sont sur le point de succomber. Idem, dans le Venda indépendant voisin,

L'Afrique australe ne souffre pas seulement des graves tensions politiques et des conflits armés produits par la permanence de la ségrégation raciale en Afrique du Sud, ainsi que le soulignent l'attentat de Pretoria et le raid sud-africain au Mozambique. La grave sécheresse dont elle pâtit, cette année, au même titre que la zone sahélienne et les grandes îles du Pacifique, y fait de nombreuses victimes et provoque un déficit alimentaire catastrophique, ainsi que le rapportent nos collaborateurs Patrice Claude et Jean-Pierre Langelier.

De notre correspondant

Onze mille familles rurales du Kangwane, (autre bantoustan) situé en bordure du Swaziland, lui-même dans une situation alarmante, s'apprêtent à passer l'hiver quasiment sans récolte. « Les mois à venir pourraient signifier la fin de notre peuple », a déclaré M. Enos Mabuza, le dirigeant de la réserve. Les autorités du Lebowa, elles, s'attendent à un triplement des maladies de la pauvreté (washington, rubéole, typhoïde, choléra, gastro-entérites, etc.), et à une vertigineuse augmentation de la mortalité infantile, qui atteint déjà 270 à 400 selon les régions rurales noires, contre 14 chez les Blancs.

Situation désespérée

An Ciskei et dans le Transkei, réserves déclinées indépendantes situées dans le nord-est de la province du Cap, la situation a été qualifiée de « désespérée ». Pretoria a attribué à ces bantoustans 13 millions de rands d'aide exceptionnelle à se partager. Le Bophuthatswana, dont les cinq morceaux territoriaux jointent le Botswana, n'est pas en meilleure posture et s'est vu allouer un prêt d'urgence de 9 millions de rands. Au total, le gouvernement sud-africain a réservé un budget de 100 millions de rands pour combattre les effets à court terme de la sécheresse, mais l'essentiel de ces

fonds sont utilisés pour secourir les exploitations commerciales appartenant aux 70 000 fermiers blancs.

Des organisations humanitaires, les Églises et l'Institut des relations raciales (organisme privé anti-apartheid) ont mis en place des campagnes contre la faim essentiellement financées par des dons privés. Cent mille enfants du Kwazulu dépendent entièrement de ces organisations pour survivre. Voilà pour les victimes directes du fléau.

Dans les grandes agglomérations réservées aux Blancs et aux Noirs munis de laissez-passer spéciaux, les restrictions d'eau imposées par la quasi-totalité des municipalités (sauf celles de l'extrême-sud du pays) concernent, pour l'instant, les piscines privées — seules les nouvelles constructions peuvent être remplies. — les jardins dont l'arrosage est interdit cinq jours par semaine, et les automobiles qui doivent être lavées au baquet et non plus, sous peine d'amende, au tuyau.

D'autres restrictions plus draconiennes sont cependant envisagées depuis qu'une centrale électrique de 465 mégawatts, située dans le Natal, a dû être arrêtée la semaine dernière faute d'eau, et que l'alimentation en précieux liquide dans l'est du Transvaal, a été réduite de 40 %. L'Escom (Electricity Supply Commission) utilise à peine 2 % de toute l'eau consommée en Afrique du Sud (2), mais outre que la plupart des centrales thermiques sont précisément situées dans la région la plus touchée par la sécheresse (l'est du Transvaal fournit environ 80 % de l'électricité du pays), l'arrêt, même partiel, des turbines aurait évidemment des conséquences énormes sur l'ensemble des activités économiques.

Or la plupart des bassins de retenue du centre et du nord du pays sont aux deux tiers vides. Le coefficient national de remplissage desdits bassins est tombé à moins de 40 % contre 54 % en 1982 et plus de 65 % en période normale. Plusieurs di-

zaines de millions de rands sont investis dans le creusement de puits, mais il en existe déjà un demi-million, et les ressources souterraines qui contribuent, pour l'instant, à un neuvième de la consommation, ne sont pas illimitées. Le salut ne peut venir que du ciel.

Aride ou semi-aride selon les régions, le « moins africain des pays d'Afrique » s'habitue mal à sa condition actuelle. Selon le ministère de l'environnement, la moyenne annuelle de précipitations est de 464 mm, mais environ le cinquième du pays reçoit moins de 200 mm d'eau par an, et pour comble de malheur, l'extraordinaire ensoleillement dont jouit l'Afrique du Sud accroît d'autant le phénomène d'évaporation et la privation de la plus grande part de ses eaux de pluie.

La prise en compte de l'évaporation ne se limite d'ailleurs pas à rendre hasardeuses les opérations de stockage à ciel ouvert. Elle réduit à 9 % (contre une moyenne mondiale de 31 %) la part des précipitations qui s'en vont grossir les fleuves. Le débit total de l'ensemble des rivières sud-africaines (bantoustans compris) est évalué à environ 52 millions de mètres cubes, soit à peu près le débit du Rhin à Rotterdam.

Sauf à tirer jusqu'à Darban les icebergs de l'Antarctique — solution préconisée par certains — on a installé des usines de désalinisation d'eau de mer le long des côtes — méthode coûteuse envisagée, — les autorités sont relativement désarmées face au fléau. La dernière grande sécheresse avait duré six ans pour culminer en 1966, mais la présente sécheresse, selon le ministre de l'environnement, la dépasse largement en ampleur et rappelle plutôt celle des années 30 (3).

PATRICE CLAUDE.

(1) Celle-ci reçoit son maximum de précipitations en été, de janvier à mars surtout, l'extrême nord en janvier et le centre en mars. Seule la bande côtière allant du Cap à Port-Elizabeth est arrosée toute l'année. La façade maritime occidentale du Cap à la frontière namibienne reçoit des pluies en hiver, de mai à octobre.

(2) La consommation annuelle nationale d'eau est estimée à 25 milliards de mètres cubes et répartie comme suit : utilisation domestique 14 %, industries 8 %, Escom 2 %, irrigation 72 %, bétail et parcs nationaux 4 %.

(3) Cette sécheresse avait culminé en 1933 et 1934, années où 60 % des bœufs des centaines de milliers de têtes de bétail avaient été perdus.

Zimbabwe

La fin du « grenier à maïs »

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Pour la deuxième année consécutive, le Zimbabwe subit sa pire sécheresse depuis 1947. Celle-ci frappe gravement le sud et le sud-ouest du pays, voués à la culture et à l'élevage extensif, tandis que les « terres blanches » des hauts plateaux du Centre et du Nord restent mieux arrosées. En 1981, la récolte de maïs, avec 2,5 millions de tonnes, avait atteint un record historique. Le surplus représentait 1,7 million de tonnes. En 1982, elle a chuté de moitié autour de 1,25 million de tonnes. Cette année, elle devrait tout juste couvrir les besoins nationaux, environ 900 000 tonnes.

Dans la province du Matabeleland, troublée depuis un an par une dissidence armée, l'insécurité aggrave les effets de la sécheresse. L'instauration d'un couvre-feu en juillet 1982, qui vient d'être partiellement levé, a perturbé l'activité agricole. Depuis de longs mois, la majorité des villages du nord de la pro-

vince, sinistrés de facto, dépendaient totalement des secours alimentaires. Or ceux-ci ont été suspendus dans les régions peuplées de paysans soupçonnés de sympathie envers les rebelles. Ce « chantage à la faim » a obligé certains villageois à se nourrir d'herbes. Le ravitaillement en farine de maïs — la nourriture de base — vient d'être rétabli dans certaines zones du Matabeleland.

La sécheresse au Zimbabwe pourrait avoir de sérieuses répercussions régionales, car nombre de pays voisins envisagent d'acheter au gouvernement de Harare le maïs qui leur manque. En 1981 et 1982, le Zimbabwe exportait ses surplus céréaliers, par l'entremise du programme alimentaire mondial (PAM) vers une quinzaine de pays africains. Ses stocks étant cette année en voie d'épuisement, il lui sera plus difficile d'assumer ce rôle, crucial et rentable, de « grenier à maïs » de l'Afrique noire.

Mozambique

Apparition du choléra

Quatre millions de Mozambicains — soit un tiers de la population — sont affectés par la sécheresse. En 1980, celle-ci avait frappé le nord du pays. Cette année, le fléau ravage le Centre et le Sud. Dans les provinces centrales de Manica et Sofala, les pluies ont été quatre fois moins abondantes qu'en régime normal. Les provinces méridionales de Maputo, Gaza et Inhambane n'ont pratiquement reçu aucune pluie depuis un an.

Au Mozambique, la sécheresse est un phénomène cyclique, qui surgit tous les dix ans environ. Mais ses effets sont cette fois aggravés par la guérilla que mène la résistance nationale du Mozambique. Selon le ministre du commerce intérieur, la situation est « désastreuse ». Les eaux des deux principaux fleuves — le Limpopo et l'Incomati — ont atteint leur plus bas niveau

depuis quarante ans. Cet assèchement menace de détruire entièrement la récolte de riz. Le manque d'eau a favorisé l'apparition d'une épidémie de choléra.

Une centaine de têtes de bétail meurent chaque jour à cause de la sécheresse. Les autorités encouragent, avec un succès mitigé, les éleveurs à vendre une partie de leurs troupeaux, avant qu'il ne soit trop tard. Les récoltes sont durement frappées. Le gouvernement estimait, en janvier, les pertes globales de céréales, légumineuses et manioc à 1,5 million de tonnes. Il a lancé un appel à l'aide internationale et estime ses besoins immédiats en grains à 100 000 tonnes. En temps normal, le Mozambique importe déjà chaque année 400 000 tonnes de céréales, qui représentent près de 70 % des importations totales.

J.-P. LANGELLIER.

NOIR C'EST NOIR

BLANC C'EST BLANC

Quelle que soit la qualité des originaux, le contrôle automatique de l'exposition des copieurs Toshiba donne des aplats noirs, bien noirs, des blancs vraiment blancs. Un microprocesseur analyse la lumière réfléchie par l'original et détermine alors l'exposition optimale.

Un copieur intelligent, c'est original.

TOSHIBA

DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR : RICHARD SYSTEMES 12 BIS RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75006 PARIS
TEL: 7219703 / 7233611

ARLEQUIN

loterie nationale

vous gagnez dans l'ordre
vous gagnez dans le désordre

TIRAGE

CE SOIR

À LA

TELEVISION

Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille*.

Confiez-nous votre voiture...

et roulez détendus en TGV

Entre Paris, Lyon, Avignon et Marseille (dans les deux sens), vous pouvez prendre le TGV et retrouver votre voiture à l'arrivée. Exemple : il suffit de déposer votre voiture en gare de Paris avant 9 heures pour la reprendre à Marseille à partir de 18 h 15.

Vous-même et votre famille, vous pouvez utiliser n'importe quel TGV, notamment celui de 12 h 45 qui vous mène à Marseille également à 18 h 15.

(*) à partir du 29 mai 1983

TGV. Gagnez du temps sur le temps. SNCF

PROCHE-ORIENT

EN RÈGLEMENT D'UNE PARTIE DE SES DETTES

L'Irak livrera 4 millions de tonnes de pétrole par an à la France

Aux termes de l'accord global franco-irakien annoncé le 24 mai à Paris, la France a accepté le rééchelonnement d'une partie des dettes civiles et militaires de l'Irak, le solde étant réglé par des livraisons de pétrole.

La France s'est engagée à enlever 80 000 barils par jour, soit environ 4 millions de tonnes de pétrole sur l'année. Il s'agit, contrairement à ce qui avait été dit, de « brut » d'origine irakienne, et non soudanaise : l'Irak ayant des capacités d'exportations totales de 780 000 barils par jour et n'exportant réellement qu'environ 630 000 à 650 000 barils, cela laisse une marge de 130 000 à 150 000 barils par jour d'exportations supplémentaires.

Les modalités d'enlèvement de ce pétrole n'ont toutefois pas encore été définies. Les pouvoirs publics ont engagé mardi 24 mai des négociations avec les deux compagnies françaises, peu disposées, à priori, à accroître leurs approvisionnements par des contrats à moyen terme, compte tenu de la situation excédentaire du marché et des incertitudes liées à l'évolution des prix internationaux pratiqués sur le marché libre.

Deux points importants restent à régler. En premier lieu le prix. L'Irak, membre de l'OPEP, ne veut pas risquer d'être accusé de pratiquer des rabais par rapport au prix

officiel. Mais les compagnies françaises refusent d'être pénalisées par rapport à leurs concurrents en s'engageant sur un prix supérieur à celui auquel elles peuvent s'approvisionner sur le marché libre, lequel détermine le prix de reprise, donc leur prix de vente autorisé en France. Si les prix du marché libre restent, comme c'est le cas actuellement, proches du prix officiel, le problème n'est pas très difficile à régler. Par contre, si le marché libre « décroche » au cours des prochains mois des prix officiels, il faut trouver un arrangement permettant d'éviter aux compagnies françaises de perdre de l'argent.

Second point délicat : la répartition du pétrole entre les différentes compagnies. Les groupes français demandent avec insistance que l'Etat ait recours à l'obligation de devoir national prévue par la loi de 1928. Cette loi fait en effet obligation à toutes les compagnies opérant en France, qu'elles soient ou non françaises, de reprendre dans certains cas du brut à certains pays, et de répartir entre elles ces quantités. Le gouvernement, conscient de la difficulté de contraindre les groupes multinationaux (B.P., Mobil, Esso, etc.) à prendre leur part du fardeau, ne semble pas pour l'instant décidé à faire usage de cette loi.

Le roi Idriss Senoussi, ancien souverain de Libye, est décédé mercredi 25 mai à l'hôpital international de Meadi, au Caire, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Il était l'hôte du gouvernement égyptien depuis son renversement en septembre 1969 par le colonel Kadhafi.

Le 1^{er} septembre 1969, le roi Idriss de Libye avait accueilli avec résignation et philosophie, dans la petite station thermale turque où il suivait depuis près de quarante jours une cure médicale, la nouvelle du coup d'Etat qui venait de lui ravir son trône. D'aucuns virent dans cette attitude le signe d'un discret soulagement. N'avait-il pas d'ailleurs lui-même provoqué le sort en s'absentant de son royaume pour une si longue période ?

Sous la conduite du roi Idriss, la Libye était devenue, en l'espace d'une vingtaine d'années, un pays riche et prospère. Cependant, la forme de son gouvernement était demeurée archaïque et patriarcale. Une Constitution moderne avait bien été élaborée, mais elle avait été vidée de sa substance par le pouvoir royal et était incapable de défendre les libertés démocratiques qu'elle garantissait théoriquement. Le souverain, agissant en monarque bienveillant et en chef puissant et respecté, faisait et défaisait les

gouvernements. Il approuvait les lois ou ordonnait leur révision selon son bon plaisir, convoquait quand il lui plaisait le Parlement croupion, ou prononçait sa dissolution.

Tenant habilement la balance entre les forces tribales et régionalistes centrifuges et les personnalités en compétition, Idriss 1^{er} était devenu l'arbitre et l'unique garant de l'unité des trois provinces de son pays. Il paraissait d'autant plus irremplaçable qu'il avait de son vivant nommé pour lui succéder un personnage sans envergure, son neveu le prince Hassan Rida, dont la faiblesse de caractère notoire et l'impéritie constituaient autant d'encouragements aux intrigues d'une coterie despotique et corrompue qui gravitait autour du Palais.

Un puissant lien unissait tous ces personnages : la haine du nationalisme arabe et des mouvements populaires. A cet égard, la politique du souverain libyen constituait non seulement un anachronisme par rapport aux développements intervenus au sein du monde arabe, mais également un défi à l'histoire. Il était évident, en effet, que la Libye ne pouvait rester indéfiniment isolée du courant nationaliste prévalant dans la région. Idriss 1^{er} avait cru pouvoir prévenir la contagion des idées subversives en imposant un strict cordon sanitaire autour de son

Libye

L'ancien roi Idriss Senoussi est mort au Caire

Un monarque d'un autre temps

royaume et en réprimant avec la plus grande énergie les velléités révolutionnaires d'une population de plus en plus séduite par les attraits du nationalisme arabe. Le vieux monarque s'était, par surcroît de précaution, et dans le but de calmer son opinion publique, efforcé d'établir des relations harmonieuses avec l'ensemble des capitales arabes. Il avait adhéré à la Ligue arabe, où ses représentants faisaient preuve de la plus grande modération en s'abstenant régulièrement de prendre parti dans les nombreux conflits opposant les « réactionnaires » aux « progressistes », alors que, de toute évidence, les options de la monarchie libyenne auraient dû l'inciter à se ranger dans le camp des conservateurs.

Une longue lutte pour l'indépendance

La désaffection croissante du peuple libyen à l'égard d'un souverain dépassé par son temps explique en grande partie la facilité déconcertante avec laquelle les jeunes militaires libyens s'emparèrent du pouvoir en septembre 1969. Même les tribus de la Cyrénaïque, fief traditionnel de la dynastie des Senoussis, n'opposèrent que peu de résistance aux putschistes.

La vie d'Idriss 1^{er} est pourtant inséparable de l'histoire de la longue

lutte de son pays en vue de la création d'un Etat indépendant et unifié. Né le 13 mars 1890 dans l'oasis de Daghhabouh, aux confins égyptiens, Mohamed Idriss el Senoussi était le petit-fils du cheik Mohamed Ben Ali el Senoussi, quarante-deuxième descendant du prophète Mahomet, venu d'Algérie en 1843 pour installer en sol libyen la première « Zaouia » (communauté) d'une confrérie mystico-religieuse — la Senoussia — qui préconisait le contact direct avec Dieu par l'amour et la contemplation. La formation religieuse traditionnelle que reçut le jeune Idriss l'avait préparé à assumer la succession de cette confrérie et, sous l'occupation de la Cyrénaïque — où prédominait l'influence des senoussis — par l'Italie en 1911, il se serait vraisemblablement consacré entièrement à la méditation et aux prières. Idriss, qui n'avait rien d'un guerrier, s'efforça dès sa nomination à la tête de la Senoussia, en 1916, de traverser un terrain d'entente avec les autorités italiennes. En 1920, Rome le reconnaissait comme émir de la Cyrénaïque, mais, dix ans plus tard, Mussolini — arrivé entretemps au pouvoir — dénonçait le traité conclu avec les senoussis. C'est ainsi qu'en décembre 1922 Idriss quitta le cheikh de l'exil vers l'Égypte, où il devait être, pendant près de vingt-deux ans, l'hôte des autorités britanniques. C'est de cette époque que datait la vieille amitié du roi à l'égard de la Grande-Bretagne.

Durant la seconde guerre mondiale, il fut, avec l'émir Abdallah de Transjordanie, l'un des rares dirigeants arabes à appuyer activement la Grande-Bretagne dans sa lutte contre les puissances de l'Axe. En 1940, une conférence de tous les chefs tribaux libyens, réunie au Caire, lui donnait tous les pouvoirs pour négocier l'indépendance avec la Grande-Bretagne et lever une « force libyenne arabe » destinée à combattre aux côtés des troupes anglaises. La Grande-Bretagne devait, par la suite, se soumettre de cet appui. Le 6 janvier 1942, Sir Anthony Eden s'engageait formellement, au nom du gouvernement de Londres, à ne plus permettre le retour des senoussis sous la domination italienne. Cette promesse fut tenue, mais l'accession à l'indépendance fut lente. Ce n'est que le 24 décembre 1951 — après deux années de ténacité internationale — que le royaume de Libye fut proclamé indépendant et Mohamed Idriss el Senoussi, roi des trois provinces de la Cyrénaïque, de la Tripolitaine et du Fezzan.

Agé alors d'une soixantaine d'années, le roi Idriss avait acquis une grande autorité, fruit de longues années de lutte. Son passé de dirigeant à la fois féodal et religieux faisait de lui un monarque absolu qui, sous son aspect frêle et sévère de négociateur libyen, dissimulait une volonté tenace et une énergie peu commune. Il avait été pratiquement placé sur le trône de Libye par la Grande-Bretagne et n'ignorait pas ce qui lui était demandé en retour. Et c'est presque avec une pointe d'amertume qu'il avait déclaré le jour de son intronisation : « Il est plus difficile pour un pays de préserver son indépendance que de l'acquiescer ».

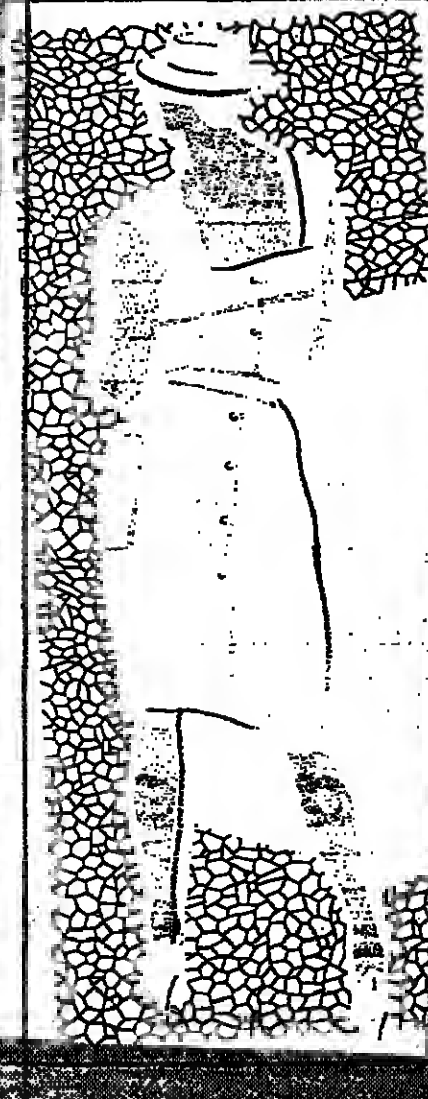
Ce jour-là, cependant, le souverain libyen avait fait son choix, et il devait par la suite, malgré les vicissitudes et les épreuves, s'en tenir strictement à la voie qu'il s'était tracée. Le vide provoqué par le départ des Italiens fut comblé par les Britanniques et les Américains, qui, aux termes de traités conclus en juillet 1953 et en septembre 1954, obtinrent, en échange d'une assistance financière, des privilèges administratifs et militaires, ainsi que des bases stratégiques, notamment celle de Wheelus Field. La découverte du pétrole vers la fin des années cinquante et le développement ultérieur des ressources énergétiques accrurent considérablement les revenus du royaume d'Idriss 1^{er}, sans pour autant inciter ce dernier à réduire la dépendance de son pays à l'égard des puissances anglo-saxonnes.

Devenu le principal chef de bataille de l'opposition nationaliste en Libye, la présence des bases étrangères devait finir par ternir l'image du héros de l'indépendance qu'avait été le souverain libyen dans sa jeunesse. Le refus persistant et obstiné de ce dernier de vouloir liquider ces enclaves étrangères fut sans aucun doute à l'origine de la radicalisation des cadres de son armée et du mouvement qui devait, au matin du 1^{er} septembre 1969, transporter son trône.

JEAN GUEYRAS

GALERIES LAFAYETTE

FESTIVAL DE LA MODE DU 2 MAI



-10% sur toute la mode avec la carte Galeries Lafayette, jusqu'au 18 Juin (sauf points rouges). Cette carte est gratuite, dès acceptation de votre dossier compte permanent.

Galeries Lafayette

مكتبة الامم المتحدة

ISRAËL ET POLE DE L'EAU Un des dans de l'histoire

MALGRÉ UNE MISE EN GARDE DE DAMAS

Jérusalem estime que la Syrie ne cherche pas un conflit généralisé avec Israël
De notre correspondant

Jérusalem. — Après avoir donné l'impression pendant des semaines de vouloir plutôt minimiser la gravité de la tension qui règne sur le front israélo-syrien, les dirigeants de Jérusalem ont soudain haussé le ton. Le communiqué publié mercredi soir 25 mai par le porte-parole de l'armée, à la suite de l'incident qui avait opposé quelques heures plus tôt des avions israéliens et syriens au-dessus du territoire libanais, est un avertissement lancé au gouvernement de Damas pour lui signifier qu'il y a des limites à l'escalade actuelle (1).

Indiquant qu'il n'y avait pas eu d'incident de ce genre depuis le 31 août 1982 (un Mig-25 avait été abattu par la chasse israélienne au-dessus de Beyrouth), le porte-parole de l'armée a déclaré que l'intervention des appareils syriens constituait « une grave violation de l'accord de cessez-le-feu » conclu l'an dernier après l'invasion israélienne au Liban. Il a rappelé que l'unité d'hélicoptères israéliens survolant la Bekaa avait été prise sous le feu de deux petits missiles SAM-7 tirés depuis les lignes syriennes, sans être atteint. Selon le porte-parole, il pouvait s'agir d'un incident « local », car ce type de missile fait partie de l'équipement de la plupart des unités syriennes et palestiniennes, et il a ajouté que cela ne signifiait pas que l'ordre de tirer avait été donné en haut lieu.

Mais il a ajouté qu'au cours des semaines précédentes des véhicules israéliens avaient été pris à plusieurs reprises sous le feu d'armes automatiques dans la même région. Il a précisé que les avions israéliens qui ont été attaqués le 25 mai n'effectuaient qu'un « vol de routine », sous-entendant que de telles missions sont fréquentes et n'ont auparavant provoqué aucune réaction de la part des Syriens. Il a ajouté qu'il « paraissait jusqu'à présent admis » qu'Israël puisse assurer des opérations de reconnaissance aérienne parce que celles-ci sont « absolument nécessaires à la sécurité d'Israël ». Il a souligné à ce

propos que l'aviation israélienne continuerait à l'avenir d'effectuer ce genre de vol, quelle que soit l'attitude syrienne.

Cependant, comme pour atténuer la gravité de la situation et les conséquences de cet avertissement, on a laissé entendre aussitôt, de source proche de l'état-major, que ce nouvel incident n'était pas « forcément révélateur » d'un « affrontement imminent » entre Israël et la Syrie. A Jérusalem, la plupart des dirigeants restent persuadés que le gouvernement de Damas ne cherche qu'à savoir « jusqu'où il peut aller dans l'escalade » sans risquer pour autant une véritable guerre. Les experts militaires israéliens pensent toujours que le président Assad ne cherche qu'à essayer de torpiller l'accord israélo-libanais et, à terme, à négocier à sa façon le retrait de ses troupes du Liban en obtenant un certain nombre d'avantages de la part du gouvernement de Beyrouth, avantages qui pourraient fuir le pendant à ceux obtenus par Israël.

Les dirigeants israéliens, avec le communiqué publié mercredi, ont cependant laissé entendre qu'ils étaient de plus en plus inquiets devant une situation qui risque de dégénérer à tout moment, bien qu'ils affirment ne pas vouloir céder aux « provocations » syriennes. A ce sujet, le porte-parole de l'armée a souligné que, durant l'incident aérien du 25 mai, les pilotes israéliens s'étaient abstenus de riposter après le tir de deux missiles air-air lancés par des appareils syriens. Il a même précisé qu'il n'y avait pas eu à proprement parler de « combat ».

Mais le ministre de la Défense, M. Moshe Arens, après avoir longtemps souligné que la tension qui règne au Liban entre Syriens et Israéliens était surtout de nature « politique », a tout récemment indiqué que l'armée syrienne semblait se préparer à une guerre, mais il avait toutefois pris soin de faire observer qu'il ne savait pas encore si ces « préparatifs » étaient de nature « offensive » ou « défensive ». Il avait déclaré : « Pour l'instant, nous n'en savons rien. »

Iran

L'U.R.S.S. EXPULSE TROIS DIPLOMATES IRANIENS

Selon la radio de Téhéran, les autorités soviétiques ont expulsé trois diplomates iraniens en poste à Moscou. La radio a souligné que cette mesure faisait suite à l'expulsion d'Iran, début mai, de dix-huit diplomates soviétiques accusés de liens avec le « Toudch, traître et espion ».

Mardi, la Pravda avait accusé les autorités iraniennes d'utiliser des « tortures médiévales barbares » pour arracher des confessions aux dirigeants du parti Toudch. L'article est rédigé par un groupe du parti exilé à Berlin-Est.

A Bagdad, M. Tarek Aziz, vice-premier ministre iranien, a déclaré que son pays était prêt à signer un « accord de paix spécial » avec l'Iran, sous les auspices des Nations unies, portant sur un engagement des deux pays à « ne pas s'attaquer aux villes et villages irakiens et iraniens en dépit de la poursuite de la guerre entre eux ». — (A.F.P., Reuters.)

FRANCIS CORNU.

(1) Damas a totalement passé sous silence l'incident.

POUR VOUS AIDER A ENTREPRENDRE, J'ARRIVE.



ISRAËL ET LE POIDS DE L'ELECTION

Un destin, une vocation, dans l'affrontement de l'histoire.

le Centurion

234 p. 85 F.

LU

« LA FORÊT EN FEU », de Simon Leys

La Chine, planète morte

« S'il se trouvait aujourd'hui quelque un d'étranger qui, tout en ayant été admis à s'asseoir au banquet chinois, n'hésiterait pas à vitupérer en notre nom contre la présente condition de la Chine, voilà ce que j'appellerais un homme vraiment honnête, un homme vraiment admirable. » Ce conseil de Lu Xun, Simon Leys a été le premier à le suivre. A une époque où les discours des thuriféraires du régime maoïste submergeaient les médias, il s'est opposé, seul ou presque, à des sommités académiques, politiques et autres sinophiles (parmi eux, notamment, celle qu'il a appelée la « dame italienne », Maria Antonietta Macciocchi, qui sera en sa compagnie, vendredi soir, à « Apostrophes ») pour donner de la Chine une image différente : celle d'une société totalitaire servie par une bureaucratie boulimique et corrompue, qui paralyse toute initiative (1).

Le nouvel ouvrage de Simon Leys, la Forêt en feu, montre que les temps ont incontestablement changé ; il n'est plus isolé. Il suffit, pour s'en convaincre, de relever que ce recueil d'articles, déjà publiés pour la plupart dans des périodiques et revues français de première importance (la Dabai, l'Express, le Monde, etc.) est

consacré en partie à des livres sur les droits de l'homme en Chine, sur le « printemps de Pékin », que l'auteur a aimés et dont il s'inspire : œuvres de J. et C. Broyelle, A. et M. London, Ken Ling, Huang Saa, V. Sidane, W. Zefanolli, C. Roy. Il n'a pas perdu pour autant sa verve cinglante pour rendre grotesques les polygraphes récidivistes qui continuent à jouer aux experts et à naviguer tant bien que mal entre les écueils ou à bêtement pratiquer la politique de l'autruche : R. Terril, Han Suyin, l'ambassadeur E. Manac'h.

Le voyage du Père Huc

Mais ces dénonciations ne constituent plus l'essentiel des propos de Simon Leys. Ses chroniques lui fournissent l'occasion de préciser ses analyses politiques, en démolissant, par exemple, avec une logique implacable, le concept « la Chine est différente » et ses multiples variantes qui servent toujours d'excuse facile aux hypocrites, aux timides et aux naïfs pour éluder la question des droits de l'homme en Chine. L'auteur plaide pour une universalité de la nature humaine qui ne peut évidemment s'accommoder d'aphorismes du

style A. Peyrefitte pour qui le maoïsme, c'est assez bon pour les Chinois.

Et puis, à la différence de ses précédents ouvrages pour un large public, ce recueil de Simon Leys contient aussi des études de sinologie classique consacrées à la culture traditionnelle. Un premier essai traite d'esthétique. L'auteur y montre que si la poésie chinoise s'efforce d'emprunter des voies normalement réservées à l'expression picturale la peinture adopte de son côté les procédés de la poésie : son objet n'est pas de décrire les apparences du réel, mais d'en manifester la vérité. Un second article aborde les réalités de l'empire mandchou des années 1850, à travers une analyse minutieuse du truchement d'un voyage d'un missionnaire lazariste gascon, le Père Huc. Ce qui frappe surtout l'auteur, ce sont les permanences entre la société du dix-neuvième siècle et celle d'aujourd'hui : indifférence fataliste des Chinois à l'égard des affaires politiques qui s'accompagne pourtant, parfois, d'un brusque goût fébrile des changements ; tradition du despotisme ; mythe de l'unité, mythe de l'immobilité.

D'autres textes sur Lu Xun achèvent de persuader le lecteur que culture et politique sont, à

l'instar de la peinture et de la poésie, inextricablement mêlées. De même que sont liés le passé et le présent de la Chine. Et les chroniques sur la politique contemporaine apparaissent bien alors comme un prolongement des essais sur la culture traditionnelle. La Chine est une, une Chine que le communisme fait ressembler à une « planète morte » qui « se trouve à nouveau plus ou moins sur orbite ; mais la nature même de son atmosphère politique exclut que rien de vivant puisse y apparaître et y croître ; elle poursuit ainsi sa course stérile et immuable, en attendant que le hasard d'une collision la fasse se désintégrer ».

ALAIN PEYRAUBE.

« LA FORÊT EN FEU. ESSAIS SUR LA CULTURE ET LA POLITIQUE CHINOISES, de Simon Leys. Hermann (Collection « Savoir »), 231 pages. 76 francs.

« Simon Leys sera à « Apostrophes » vendredi 27, sur le thème « Les intellectuels devant l'histoire du communisme ». Il sera également l'auteur de la préface de l'Enquête sur la mort de Lin Biao, de Yao Ming-Le, qui vient de paraître chez Laffont.

(1) Cf. Les Habits neufs du président Mao (Champ libre, 1971), Ombrages chinois (U.G.E. 10/18, 1974), Images brisées (R. Laffont, 1976).

AUJOURD'HUI RENÉ CHAR M'A INVITÉ À ARPENTER SES TERRITOIRES.

« En l'état présent du monde, nous étirons une bougie de sang intact au-dessus du réel et nous dormons hors du sommeil » (René Char). « Aussi soucieuse du chantier que du chant, la poésie de René Char établit une vaste fable de la restitution » (Jean Roudaut).

Lire ou relire un auteur dans la Pléiade, c'est découvrir dans toute sa richesse, l'œuvre d'un grand écrivain d'hier ou d'aujourd'hui. Chaque volume, relié de cuir souple, rassemble de nombreux écrits et leur appareil critique.

Beaux objets et vrais outils de travail, les livres de la Pléiade sont d'abord agréables à lire, à manier, à emporter partout avec soi. La finesse du papier bible permet de réunir en un seul livre, cinq volumes d'édition courante. De quoi ne plus quitter un écrivain sans l'avoir lu de bout en bout... Et dans la Pléiade, il y a plus de 300 auteurs à aimer !



GALLIMARD
LA PLÉIADE

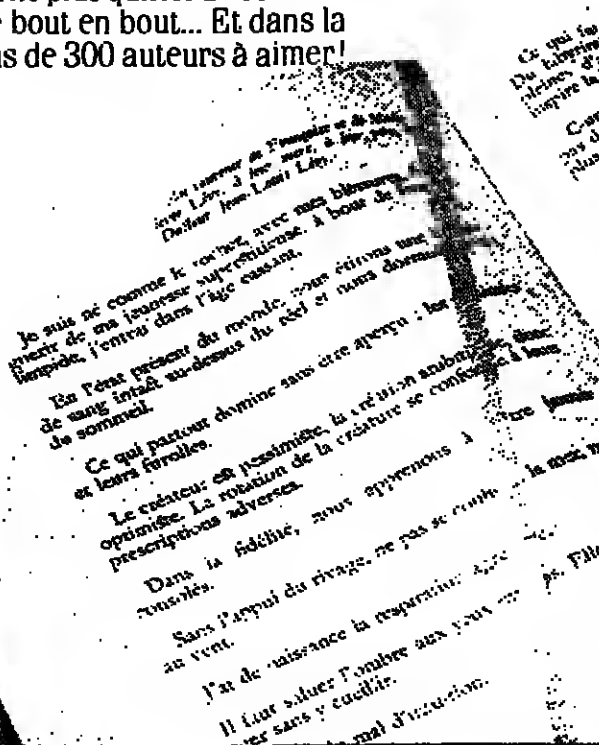
LA MEILLEURE FAÇON D'AIMER UN AUTEUR

QUINZAINE DE LA PLÉIADE

DU 25 MAI AU 10 JUIN

L'ALBUM VOLTAIRE

VOUS EST OFFERT PAR VOTRE LIBRAIRE POUR TOUT ACHAT DE 3 VOLUMES DE LA COLLECTION.



EUROPE

Pologne

M. Walesa appelle la population « à ne rien faire » qui puisse empêcher la visite du pape

De notre correspondant

Varsovie. — M. Lech Walesa a appelé, dans une déclaration datée du 22 mai, ses camarades de Solidarité et l'ensemble de ses compatriotes à « ne rien faire qui puisse favoriser » une annulation par les autorités de la visite de Jean-Paul II en Pologne.

Le 1^{er} avril déjà, la direction clandestine du syndicat avait demandé à la population de s'abstenir de toute forme de manifestation durant le séjour du pape. En réitérant cette position, M. Walesa ne fait donc que confirmer l'esprit des syndicalistes de voir le « pèlerinage » du Saint-Père donner à la Pologne l'occasion d'exprimer aussi massivement que sereinement ses sentiments profonds.

Cet espoir est désormais d'autant plus fondé que la crainte, un moment très vive parmi les militants de

Solidarité, que ce voyage ne scelle au détriment du syndicat un compromis institutionnel entre l'Eglise et l'Etat est maintenant largement dissipée. Aussi bien le syndicat que le pape et l'épiscopat se sont employés depuis à lever toute ambiguïté.

Le premier a su réaffirmer sa présence sur l'échiquier politique par la rencontre entre M. Walesa et les dirigeants clandestins, par le succès des manifestations des 1^{er} et 3 mai et par la constitution d'un front commun avec l'ensemble des autres organisations syndicales dissoutes. Jean-Paul II, lui, a su faire clairement savoir, en demandant qu'une amnistie générale accompagne sa venue, que ce n'était pas pour entériner l'état de fait mais pour favoriser

une reprise du dialogue qu'il entendait se rendre en Pologne. Les évènements, enfin, ont déclaré que l'arrivée du pape devrait autoriser à attendre une levée définitive de la loi martiale et de toutes les mesures répressives qui en ont découlé.

Cette modification du climat politique dans lequel devait se dérouler la visite pontificale est si patente qu'une autre crainte est apparue aujourd'hui dans les milieux syndicaux qui explique sans doute cette nouvelle déclaration de M. Walesa. Comme beaucoup de ses amis et de nombreux Polonais, le président du syndicat dissous appréhende que le pouvoir ne veuille, d'ici à l'arrivée de Jean-Paul II, manifester sa force et sa détermination en durcissant son attitude — quitte à aller au devant de tensions peu compatibles avec les rassemblements populaires auxquels donnera lieu la présence du pape.

Ce durcissement est déjà sensible dans la possibilité de retour au pluralisme syndical (le Monde du 25 mai) que dans l'arrestation du professeur Geremek et dans la multiplication des cas de violences incontrôlées ou trop bien contrôlées.

Il s'agit en conséquence pour M. Walesa d'éviter que d'éventuelles provocations n'entraînent des réactions impulsives et ne soient par là même couronnées de succès. L'immense majorité de la société espère que le pèlerinage du plus grand des Polonais dans sa patrie, écrit-il dans sa déclaration vainement envoyée pour publication à l'agence officielle PAP, contribuera à désamorcer les tensions sociales (...) et qu'il sera le début du chemin menant vers une véritable

entente nationale entre tous les Polonais. En même temps, les gens ne sont toujours pas sûrs que cette visite soit souhaitée par tous. Certains évènements de ces derniers temps témoignent qu'il existe en Pologne (...) des gens qui cherchent de façon prémeditée à empêcher la venue du Saint-Père.

Dans ce moment d'attente générale, poursuit-il, je souhaite m'adresser à tous les gens qui ne sont pas proches de la Pologne (...) à tous ceux auxquels sont proches les idéaux de Solidarité et de tout le mouvement syndical indépendant. Je voudrais leur adresser un appel afin qu'ils fassent preuve de pondération et de prudence, de calme et de modération, tout en manifestant une attitude ferme et inébranlable, de sorte qu'ils ne fassent rien qui puisse empêcher le pèlerinage et qu'ils s'opposent à toute action de nature à favoriser les visées des gens de mauvaise volonté voulant provoquer des évènements rendant difficile, voire impossible, l'arrivée en Pologne du plus grand de ses fils.

« Les premiers pas de Solidarité à l'étranger en 1981 », conclut M. Walesa, ont été dirigés vers le Saint-Père. Nous nous souvenons du séjour du pape polonais en Pologne en 1979. La visite que nous attendons avec ferveur a aujourd'hui une importance encore plus grande pour l'Eglise et pour notre nation.

L'aumônier du chœur Lénine de Gdansk, l'abbé Jankowski, a pour sa part assuré, mercredi 25 mai, que le pape recevrait bien M. Walesa au cours de sa visite et qu'une demande d'audience privée avait été remise en ce sens la semaine dernière au Vatican par le secrétaire de la Conférence épiscopale polonaise. BERNARD GUETTA.

R.F.A.

LE CONGRÈS DE LA C.D.U. A COLOGNE

Le chancelier Kohl est réélu à la présidence du parti chrétien-démocrate

De notre correspondant

Bonn. — Le point culminant de la première journée du congrès de la C.D.U. à Cologne, mercredi 25 mai, a certainement été la réélection de M. Helmut Kohl à la présidence du parti, par 631 voix contre 17 et 13 abstentions. Les sept vice-présidents avaient été choisis à l'avance, ce qui éliminait toute question de personne. Le congrès était à son aise, retrouvant le pouvoir après treize ans d'absence.

Dans son allocution inaugurale, le chancelier a mis en cause les réelles des dirigeants des trois partis de la coalition, et surtout celle de la C.S.U. (chrétiens-sociaux bavarois) avec les libéraux du F.D.P. Avec la première, il n'a pas pris de gants pour rappeler que la capitale de la République fédérale était bien Bonn, allusion au projet de M. Franz-Josef Strauss de réunir autour de lui les ministres chrétiens-sociaux à Munich le premier lundi de chaque mois. Le chancelier s'est longuement étendu sur l'avenir des jeunes générations, menacées de chômage, et sur les grands principes de sa politique étrangère. Il a repris une de ses expressions favorites en

prononçant « une société moderne à visage humain ».

M. Kohl a réaffirmé l'appartenance de la République fédérale à l'alliance atlantique en assurant que l'on pourrait compter sur elle. Si les voisins orientaux de l'Allemagne entretenaient de bonnes relations avec elle, et-t-il ajouté, c'est qu'ils « auront longtemps à la supporter » et parce qu'ils « savent de quel côté elle est ».

Avec l'Amérique du Nord, les relations sont sans cesse en mouvement. Les rapports entre Bonn et Washington n'ont été aussi intenses, a dit le chancelier. La construction européenne reste le grand objectif à atteindre, mais, en attendant, Bonn rejette la proposition de la Commission de Bruxelles d'augmenter de 1,4 % sa contribution au Marché commun sur la T.V.A. L'adoption d'un tel projet signifierait en effet un versement allemand supplémentaire de 4 milliards à la caisse de la Communauté, ce qui, a ajouté M. Kohl, n'est pas possible pour un pays qui s'efforce d'économiser 6,5 milliards de marks sur le budget en préparation.

ALAIN CLÉMENT.

UNE DISCRIMINATION A LA FINLANDAISE

Les sympathisants finlandais du syndicat indépendant polonais Solidarité sont dans le collimateur : les autorités de la région d'Uusima viennent d'interdire à leur association de collecter des fonds pour financer leurs activités. Cette décision a été motivée par des instructions du ministère de l'intérieur : le ministère considère que l'activité de Solidarité est « dirigée contre le gouvernement finlandais », précise l'agence U.P.I.

Les deux années précédentes, une telle collecte avait été autorisée comme continuant à l'être celles en faveur de différents mouvements de libération nationale d'Amérique latine et d'Afrique dont le caractère est nettement anti-gouvernemental.

Déjà l'an dernier une certaine aménité avait été prouvée dans l'opinion publique finlandaise lorsqu'on avait appris que tous les adhérents à l'association pro-Solidarité avaient été placés sur les listes noires des ministères des affaires étrangères et de la justice. Cette fois-ci, les victimes de cette discrimination estiment qu'il s'agit d'une décision aux motivations politiques contre laquelle ils ont l'intention de faire appel. Il est vrai que M. Kivistö entreprend le 6 juin une visite officielle de cinq jours en U.R.S.S. pour la première fois depuis son élection l'an dernier à la présidence de la République. Ses deux précédents déplacements n'avaient pas la caractéristique d'une visite d'Etat.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

et
ventes
par
adjudication

VTE s/auverg., au Pal. Just. Créteil, le JEUDI 9 juin 1983, à 9 h 30
EN UN SEUL LOT
MAISON D'HABITATION A VITRY-SUR-SEINE (94)
21, rue Félix-Faure, SUPERF. 2 a 59 ca.
MISE A PRIX : 60 000 F
S'adr. M^{rs} ALAIN FITREMANN, avoc., 11 bis, rue Portalis, PARIS-8^e, T. 622-22-88, M^{rs} R. BOISSEL, avoc., 14, r. Ste-Anne, PARIS-1^{er}, T. 26-92-66, M^{rs} G. L. BOGNY, Nanterre, Orteil, S. les lieux pr visiter.

Vies/sais. immob. Palais Justice NANTERRE, mercredi 8 juin 1983, 14 h
APARTEMENT BOIS-COLOMBES (92)
32, rue Charles-Chésson, 12, avenue Ledoux-Darvet
M. A PRIX 220 000 F S'adr. M^{rs} J. NICOLAS, Avocat, Paris-9^e, 9, rue Moncey. A tous avocats pr. Tribunaux Grande Instance de PARIS, BOIGNY, CRETEIL et Nanterre

Vente sur licitation au Palais de Justice de Paris le lundi 13 juin 1983 à 14 h. En un seul lot
PROPRIÉTÉ sise à SAINT-RAPHAEL (83)
lieudit SANTA-LUCIA, route de la Corniche n° 100
comportant une VILLA d'un seul étage surélevée, garage, terrain
sur le port - contenance 3 285 m²
DROIT DE JOUISSANCE d'attraits portuaires, garage à bateaux
TERRASSE au-dessus des garages à bateaux
MISE A PRIX : 600 000 F
S'adresser à M^{rs} NORMAND, NAUDIN, KARPIK, ORDONNEAU, avocats, à Paris (14^e), 16, rue de Marignan. Tél. 256-14-46

Vente Palais Justice Paris, Lundi 6 juin 1983, 14 h. EN 2 LOTS
PARIS (9^e) - 24, rue de Maubeuge
1) **LOGEMENT** 6^e étage Escalier A, 19 m² environ, entrée, cuisine, chambre, débarras 7 m².
2) **STUDIO** 6^e étage. Escalier B, avec entrée, salle d'eau (lavabo, w.-c., douche) 22 m².
LES DEUX LOTS SONT LIBRES DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX : 1) 50.000 F - 2) 70.000 F
S'adr. M^{rs} COPPER ROYER avoc., Paris (17^e), 1, rue G.-Berger, 2^e étage, 11, rue Tronchet, PARIS (8^e). Tél. 266-91-40, poste 1815. Sur place pour visiter, le 28 mai entre 16 et 18 h.

Vente après liquidation de biens au palais de justice de Paris le jeudi 2 juin 1983, à 14 heures. En un seul lot
dans un immeuble 119, rue de Tocqueville
à PARIS (17^e)
2 BOUTIQUES dans bâtiment A
Lot n° 1 : au rez-de-chaussée num. 1 comp. arrière-boutique, W.-C., dégt local à usage d'atelier, OCCUPÉE.
Lot n° 2 : au 1^{er} ét. 3 pièces comp. s. à manger, 2 ch., s. d. hns, cuis., W.-C., dégt, entrée, un escalier intérieur.
Lot n° 5 : au 2^e étage, 4 pièces comp. salle à manger, 3 ch., salle de bains, salle d'eau, W.-C., cuisine, placards, dégt, entrée.
Lot n° 6 : au 3^e étage de 4 pièces const. salle à manger, 3 ch., salle de bains, salle d'eau, W.-C., cuis., placards, dégt, entrée.
Lot n° 8 : au sous-sol une cave dans le bâtiment A.
BATIMENT B
Lot n° 101 : au rez-de-chaussée UN LOCAL à usage de réserve, accés par la boutique n° 1.
Lot n° 103 : au 2^e étage, UN APPARTEMENT en duplex de 3 pièces comp. séjour d'été, cuis., s. d. hns, W.-C., balcon, esc. d'accès au 3^e étage, où il comprend 2 ch., s. d. hns, plac., dégt, balcon.
MISE A PRIX : 1 000 000 FRANCS
S'adr. M^{rs} LYONNET DU MOUTIER, ancien avoué, avocat, 182, rue de Rivoli, Paris (1^{er}), tél. : 260.48.09. M^{rs} MEILLE, syndic, 79, rue du Temple, à Paris (3^e). Au greffe du T.G.I. de Paris, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur licitation en l'Etude de
M^{rs} LETULLE, LETULLE-JOLY et
DELOISON, not. ass., 12, rue d'Anjou,
PARIS-8^e
Mercredi 8 juin à 15 h
En un seul lot
150 PARTS SOCIALES
SCI PARC RESID. DES BAUX
dominant jouissance à un
TERRAIN DE 245 m²
environ, situé à
ROQUEBRUNE-SUR-ARGENS
(Var)
Mise à prix : 40.000 F
S'adr. M^{rs} S.C.P. LETULLE,
LETULLE-JOLY et DELOISON, not.
ass., 266-92-66 ; 2) M^{rs} G.A. PROS, av.
à PARIS-6^e, 30-32, rue de Fleurus.
Tél. 222-27-31.

Vente au Palais de Justice de PARIS - Lundi 6 juin 1983, 14 h
TERRAIN 500 m² - ST-MAUR LA VARENNE-SAINT-HILAIRE
65, av. Raspail, sur lequel sont implantés : une MAISON D'HABITATION sur cave, comp. d'un r.-d.-ch. et d'un étage partiel, surface au sol 32 m² environ. GARAGE surface 25 m². Ces deux constructions sont en mauvais état.
LE TOUT LIBRE DE LOCATION
M. A P. 120.000 F. - S'adr. M^{rs} COPPER ROYER
Avocat Paris (17^e), 1, rue G.-Berger, tél. 622-26-15. DOMAINES, Bureau 218, 2^e étage, 11, rue Tronchet, PARIS (8^e), tél. 266-91-40, poste 1815. Sur place pour visiter, le 28 mai 1983 entre 16 h et 17 h.

VENTE SUR SAISIE IMMOBILIERE AU PALAIS DE JUSTICE A
PARIS, le jeudi 9 juin 1983, à 14 heures
UN APPARTEMENT DE DEUX PIECES
principales au 2^e étage, cave et une aire de stationnement au sous-sol dans ensemble immobilier 8-10, rue Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle
à PARIS (6^e)
MISE A PRIX : 400.000 FRANCS
S'adresser à M^{rs} RIBAUDEAU-DUMAS, avocats, poursuivant, 17, avenue de Lamballe à Paris (16^e), tél. 524-46-40.

LA VILLE DE PARIS
vend LIBRES aux enchères publiques
3 APPARTEMENTS - 1 CHAMBRE
(dont 1 APPART. avec vue directe sur champ de courses)
à PARIS, entre
LE BOULEVARD SUCHET
ET LE CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL
le MARDI 21 JUIN à 14 h 30 à la Chambre des Notaires de Paris.
M^{rs} MAHOT DE LA QUEZANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE,
notaires associés, 14, rue des Pyramides, PARIS (1^{er}) - Tél. : 260-31-12.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES le JEUDI 2 JUIN 1983 à 14 h 15
avec continuation le VENDREDI 3 JUIN 1983 à 10 h et à 14 h 15 et à 17 h 15
à la BOURSE DE COMMERCE DE PARIS, 2, rue de Viarmes, PARIS-1^{er}
12 000 BOUTEILLES GRANDS VINS DE BORDEAUX et BOURGOGNE
M.D.C. des meilleurs millésimes : 1960, 1964, 1966, 1967, 1969, 1970 Cas
d'Encrement, Calos-Ségur, Granda-Larose, la Grâce de Dieu, Rausse-Ségur
Talbot, Monrose, Angéjus, Margaux, Léoville Les Cases, Brane Cantenac,
Chasse-Spiézen, Furs de la Tour, Lalande Borie, Haut-Baillet, Lafite-
Rothschild, Margaux, etc. Chassagne Montrachet, Beaune Bressandes, Savigny-
lès-Beaune, Pommard, etc. Volnay, Saumur, Alsace, Beaujolais, Côtes du
Rhône, Côtes de Provence, etc. MARCHANDISES DÉPOSÉES et
VISIABLES : les MERCREDI 1^{er} JUIN 1983, de 9 h 15 à 12 h et de 13 h 30 à
17 h et le JEUDI 2 JUIN, de 9 h 15 à 12 h, dans un entrepôt, 88, rue de la
Folie-Méricourt, 75011 PARIS. CATALOGUE DÉTAILLÉ à la disposition des
acquéreurs aux jours fixés pour les expositions. Il pourra être adressé sur
demande contre 3,60 F en timbres. FRAIS : 4 % en sus des enchères. Étude de
M^{rs} Jacques VENISSE, courtier de marchandises assermenté au tribunal de
commerce de Paris, 12, rue Gît-le-Cœur, 75006 PARIS. Tél. : 634-10-70.
Assisté de M. A. MARATIER, expert près la Cour de cassation et de
M. C. MARATIER, expert, 5, rue de Biaye, 75012 PARIS. Tél. : 343-67-87.

Grande-Bretagne

M. Michael Foot en campagne

« Le futur premier ministre du prochain gouvernement travailliste »

De notre envoyé spécial

Great-Yarmouth. — Les sondages sont trompeurs. Ils sont imprévisibles pour la popularité de M. Michael Foot, mais le tableau change complètement quand le leader de l'opposition travailliste est au milieu des siens. « Michael » est non seulement respecté, mais adoré par les militants. L'orateur brillant que l'on s'arrachait, il y a quelques années encore, n'est-il pas « l'homme le plus honnête de la politique britannique, resté toujours fidèle aux principes du socialisme et aux travailleurs », comme le présente le candidat travailliste de Great-Yarmouth ?

M. Foot a incontestablement un côté pathétique qui inspire la sympathie. Sur les conseils de sa femme, qui a de l'ambition pour deux, il a discipliné et coupé ses cheveux blancs-rejetés en arrière, acheté un costume bleu marine pour remplacer les longs blousons qu'il portait volontiers, et nous sur une chemise blanche éclatante cravate rouge aux couleurs du Labour. Avec ses grosses lunettes de myope et sa démarche hésitante, il a l'air d'un Pierrot lunaire. Si l'élection se fait sur les thèmes de l'autorité, de la fermeté, de l'effort, il a peu de chances face à M^{rs} Thatcher. M. Foot n'est pas moins confiant : « Nous sommes encore loin du but, admet-il, mais nous faisons une campagne magnifique. »

Remettre
la Grande-Bretagne
au travail

Dans l'est de l'Angleterre, cette « magnifique campagne » ne saine pas aux yeux. Pourtant le « prochain premier ministre » n'hésite pas à s'adresser en plein après-midi, à Peterborough, à une salle aux deux tiers vide, pour donner un coup de main au candidat local. Un peu plus tard, dans la station balnéaire de Great-Yarmouth encore endormie sous les vents froids du printemps, l'assistance est plus nombreuse au bord de la piscine du centre de loisirs.

Le thème du jour est le service national de santé à l'Etat-providence. M. Foot fait un discours bref, concret, dépourvu de ces formules choc qui font les titres des journaux. Pour toute note polémique, il reprend la comparaison lancée par son adjoint M. Denis Healey, entre la politique monétariste, d'après M^{rs} Thatcher et les bombardements allemands pendant la guerre : « Soit ça », crie un partisan conservateur isolé dans

la foule travailliste, malgré sa femme qui lui lance des coups de coude dans les côtes.

Pour « remettre la Grande-Bretagne au travail », il faut l'argent, reconnaît M. Foot. Le prochain gouvernement travailliste le trouvera dans des économies sur les indemnités de chômage (grâce à la diminution du nombre des demandeurs d'emploi), les revenus du pétrole de la mer du Nord et l'arrêt de l'évasion des capitaux. Il n'est pas impossible d'améliorer le système de sécurité sociale puisqu'il a été créé dans des conditions encore plus difficiles. Et M. Foot de se réclamer du New Deal de Roosevelt et du premier gouvernement travailliste d'après-guerre. Il ne croit pas à la « légende » de la reprise économique répandue par les « conservateurs et « offensante » pour le pays, alors que le chômage, selon les chiffres officiels eux-mêmes, doit encore augmenter jusqu'à quatre millions.

Sur le désarmement, qui soulève l'enthousiasme de l'auditoire, M. Foot est, si l'on ose dire, sur la défensive. Il ne fait rien pour clarifier la position des travaillistes, au moment où la droite du parti continue son offensive contre le désarmement unilatéral (le Monde du 26 mai). L'ancien premier ministre, James Callaghan, vient de joindre sa voix aux adversaires d'une renouveau unilatéral à la force de frappe britannique. M. Foot cultive l'ambiguïté : la course aux armements est une « folle poursuite impossible à décrire » ; des le premier jour de son existence, un gouvernement travailliste appliquera « sa force, son intelligence, son imagination et son influence sur les autres pays pour arrêter cette déviance ».

Attendri-t-il pour aller plus loin, des contre-parties des Soviétiques ? A cette question essentielle, le leader de l'opposition ne répond pas ; il s'en tire par des périphrases : les travaillistes ne veulent démanteler ni les défenses du pays, ni l'alliance atlantique ; ils veulent montrer la voie au monde et se débarrasser du « boomerang nucléaire », mais en procédant « pas à pas ». Toutes les interprétations sont possibles. Le parti est divisé. M. Foot essaie d'en dire assez pour apparaître comme un dirigeant responsable, et pas trop pour ne pas déplaire à telle ou telle tendance. C'est dur d'être « le futur premier ministre du prochain gouvernement travailliste ».

DANIEL VERNET.

مكتبة النور

Le Monde politique

LE DÉBAT SUR LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

A l'Assemblée, M. Savary dénonce l'« extraordinaire sens de l'oubli » de M. Barre

L'Assemblée nationale achève, le mercredi 25 mai, la discussion générale du projet de loi sur l'enseignement supérieur (le Monde du 26 mai). A la fin de celle-ci, M. Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine) dépose une motion de renvoi en commission. Il rappelle que le report de la discussion est demandé par les étudiants opposés au projet. Il ajoute que « ce texte est mal préparé dans sa forme. (...) Toutes les analyses qui le sous-tendent sont faussées ou discutables ». Abordant le problème de l'inégalité, il affirme : « Je ne me sentirai jamais quitte tant que dans les textes et dans les faits je n'aurai pas le sentiment de la certitude que nous avons fait tout ce qui est en notre pouvoir pour donner à chacun sa chance. » Mais il ajoute : « De quelque côté que vous vous retourniez, vous trouverez toujours une inégalité des chances dans tous les régimes et difficultés contournables. C'est celle qui tient à la famille et à l'héritage culturel. »

« Nationalisation »

Puis le député U.D.F. déclare que le gouvernement veut demander « un chèque sans provision » à l'Assemblée « car cette loi n'est accompagnée d'aucune prévision financière ». Enfin, il affirme : « Aujourd'hui vous réintroduisez par le haut, dans l'enseignement supérieur, ce service public unique et laïc que vous ne pouvez heureusement, pour l'instant, imposer par le bas. » Evoquant le projet de loi sur la formation professionnelle qui, dit-il, veut « nationaliser » la taxe d'apprentissage, il explique : « D'un côté vous préparez un moule unique pour l'enseignement supérieur prêt à accueillir tous les établissements, de l'autre vous vous donnez les moyens d'asphyxier financièrement

les établissements libres de l'enseignement supérieur. » Lui répondant, M. Evin (P.S., Loire-Atlantique), président de la commission des affaires culturelles, parle d'« acharnement prématuré » qui ne cherche qu'à « faire perdre du temps ». Il rappelle que la commission a obtenu le report du débat de trois semaines pour pouvoir étudier ce projet et que celle-ci s'est réunie « en l'absence d'un très grand nombre de députés ». Les commissaires U.D.F. et R.P.R. s'adressant à M. Madelin, il lui déclare : « Par vos propos sur la sélection et l'égalité des chances vous êtes fidèle à votre passé militant d'extrême droite. »

Le renvoi en commission est alors refusé, à main levée, par les députés socialistes et communistes contre ceux du R.P.R. et de l'U.D.F.

Répondant à l'ensemble des orateurs, M. Savary, ministre de l'éducation nationale, s'adresse particulièrement à M. Barre : « Il m'a interrogé. Je réponds au professeur », dit-il, ajoutant : « Il évoque ce qui pourrait être une politique de l'enseignement supérieur (...). Je me prends à rêver de ce merveilleux programme, jusqu'à ce que je réalise soudain que celui qui tenait ces propos était l'ancien premier ministre qui avait dirigé notre pays pendant cinq ans. »

M. Savary évoque « la médiocrité des attaques » contre les fonctionnaires et ajoute : « Le syndicalisme o ici so place (...). Il n'a pas à tracer sa conduite à l'État, mais il est un des éléments essentiels de la vie démocratique de ce pays. » S'adressant toujours à l'ancien premier ministre, il évoque « son extraordinaire sens de l'oubli » et « sa très grande légèreté dans l'analyse des textes ». Puis il souligne que « les inquiétudes des étudiants tiennent

tout autant à la conjoncture économique et sociale qu'au texte en discussion », affirmant que « dans l'ensemble les universités restent calmes : les examens ont commencé ».

Sans succès

Au début de la discussion des articles, l'opposition s'efforce sans

succès de faire adopter onze amendements qui, tous, visent à faire préciser que l'enseignement supérieur est « libre », ou à détailler quelques-unes des conditions de cette liberté. L'U.D.F. et le R.P.R. veulent ainsi, notamment, souligner leurs craintes de voir l'enseignement supérieur mis à mal par ce projet. M. Savary leur répond que ce n'est pas l'objet du

débat et leur conseille de « n'être pas plus royaliste que le roi ». Un amendement de M. Gentier (U.D.F., Paris), qui affirme « la présence de la loi ne s'applique qu'au secteur public », est ainsi repoussé par 329 voix (P.S., P.C.) contre 157 (R.P.R., U.D.F.). Dans la discussion de l'article premier, qui définit les tâches du service public de l'enseignement supé-

rieur, l'U.D.F. s'élève contre l'affirmation que celui-ci est « laïque ». L'Assemblée repousse des amendements de suppression de l'ensemble de l'article puis successivement de ses six alinéas, voire de certaines de leurs phrases.

Sont aussi rejetées diverses propositions de l'opposition qui cherchait à distinguer le service public et les établissements privés ou à limiter l'application de la loi aux seuls établissements relevant du ministère de l'éducation nationale. Puis le R.P.R. et l'U.D.F. s'efforcent sans succès de faire relier du texte l'évocation de la planification et du rôle de l'enseignement supérieur dans « la réalisation de la politique de l'emploi ». Le parti communiste fait au contraire préciser que ce rôle prendra « en compte les besoins actuels [d'emploi] et les évolutions prévisibles ». Un amendement du R.P.R. qui supprimait un membre de phrase, expliquant que le service public de l'enseignement supérieur contribue « à la réalisation de l'égalité entre les hommes et les femmes », est repoussé.

TH. B.

Droit d'amendement ou obstruction ?

Tous les records battus, distancés, laissés sur place ! Le projet de loi sur l'enseignement supérieur, en provoquant le dépôt de 2 150 amendements, a laissé loin derrière lui ses prédécesseurs les plus célèbres. Le projet de nationalisation n'avait bénéficié que de 1 438 amendements ; celui sur les institutions représentatives du personnel, 961 ; celui sur la décentralisation, 923...

De mémoire de fonctionnaire de l'Assemblée, jamais il n'y a eu autant de propositions de modification d'un projet de loi, au moins depuis 1945. Pour mesurer l'importance du chiffre, il suffit de savoir que, certaines années, il est arrivé qu'un sixième des débats législatifs il soit déposé moins d'amendements que sur le seul projet de M. Savary : 1620 en 1973, 1897 en 1974, par exemple...

Comme, pour leur part, la majorité et la commission n'en ont déposé que moins de deux cents, il semble bien qu'il s'agisse pour l'opposition de freiner le plus possible le débat, de faire de l'obstruction. « Pour faire ce que vous faites en ce moment, dans d'autres pays on donne lecture de la Bible », a remarqué le ministre de l'éducation nationale à l'intention de M. Gentier (U.D.F., Paris), M. Madelin (U.D.F., Ile-et-Vilaine) ne s'en cachait pas qui, dans les couloirs du Palais-Bourbon, expliquait : « Il s'agit de montrer qu'il y a une ligne

de résistance au projet gouvernemental. » Il reste en effet le recordman toutes catégories puisque à lui tout seul il a signé quatre cent quatre-vingts amendements, ce qui a permis à M. Evin (P.S., Loire-Atlantique) de l'accuser de se livrer « au plaisir solitaire de l'amendement » et « avec quelque exagération, car les socialistes, du temps où ils étaient dans l'opposition, ne se privaient pas d'abuser, eux non plus, de la procédure - d'être « une nuisance pour l'institution parlementaire ».

Certes certaines des modifications au texte du projet présentées par le R.P.R. et l'U.D.F. soulèvent des questions d'importance, mais combien d'autres ne sont que des prétextes à prises de parole répétitives ! Quand M. Madelin « soumet » un amendement de M. d'Aubert (U.D.F., Mayenne) ou M. Masson (R.P.R., Moselle) une proposition de M. Bourg-Broc (R.P.R., Marne), n'est-ce pas seulement pour pouvoir bénéficier des cinq minutes de temps de parole accordées à celui qui dépose un amendement ?

Résultat, en cinq heures et dix minutes de discussion, l'Assemblée, mercredi 25 mai, n'a même pas pu débattre de la totalité de l'article premier du projet. Elle a repoussé cinquante-trois amendements, en a accepté un - de forme - de la commission, et a discuté simplement de quatre al-

néas, qui, au total, ne comprennent que... six phrases !

Face à cette stratégie de retardement, que peut faire la majorité ? La déclaration « d'urgence » décrétée par le gouvernement ne permet que de limiter à trois lectures la discussion du texte par l'Assemblée nationale. S'armer de patience, alors ? C'est ce qu'ont fait le ministre et M. Cassing (P.S., Corrèze), le rapporteur de la commission des affaires culturelles, qui, dans la plupart des cas, se contentent de donner un sec « avis défavorable » aux propositions du R.P.R. et de l'U.D.F. Mais tout le monde n'a pas cette placidité : M. Suchod (P.S., Dordogne), qui présidait la séance de nuit, à la descente du « perchoir » parlait de « scandale » et de « filibuster ».

Et l'opposition ? D'avoir ainsi cherché - et réussi - à battre ses propres records, veut-elle dire qu'elle attache plus d'importance à la réforme de l'enseignement supérieur qu'aux nationalisations ? Ou est-ce simplement parce que depuis l'automne 1981 ces députés ont rodé leur technique ? Mais pensent-ils par un tel détournement du « droit sacré d'amendement » participer à la revalorisation du rôle du Parlement, que pourtant ils disent souhaiter ?

THIERRY BRÉHIER.

POUR VOUS AIDER A TROUVER DE BEAUX APPARTEMENTS, J'ARRIVE.



RENTREE 83 - 2^e-1^{re}S-T.ABCD
Inscription ouverte : U.P.A. SARI 720-44-38

Ne vous privez pas de l'Angleterre.



Faites vos valises et embarquez pour l'imprévu en ayant tout prévu ! La Grande-Bretagne vous offre un forfait liberté 8 jours pour 2 650 F - forfait à prendre chez l'agent de voyages "Transports et Voyages".

Sur l'allocation de 3 000 F (2 000 F en devises + 1 000 F français), seulement 1 150 F seront débités de votre carnet de change, les 1 850 F restant à votre disposition pour les menus frais du voyage. Apprécié par les temps qui courent ! Cette évasion à la carte comprend la traversée en car-ferry Townsend Thoresen et 7 nuits en demi-pension dans les hôtels Trusthouse Forte de votre choix.

Dînez plus petit déjeuner et qui ne connaît pas les petits déjeuners anglais ! Déjeuner dans un pub ne vous coûtera que 35 F environ, rien de très ruineux, n'est-ce pas ? Pour trouver un hôtel, plus de problème ! Faites des haltes au jour le jour, vos hôtels seront toujours réservés.

Trusthouse Forte Hotels

Plus de 200 hôtels Trusthouse Forte sur les parcs Grande-Bretagne vous attendent. Auberges historiques, hôtels de bord de mer, palaces londoniens ou relais routiers, le confort est toujours de rigueur "very British".

Trusthouse Forte vous propose également des formules nuit + petit déjeuner. L'idéal pour s'évader en toute tranquillité et passer un long week-end en Angleterre ! Vous pourrez utiliser la réserve de 1 000 F sans toucher au carnet de change. Vous bénéficierez aussi de 50 % de réduction sur le voyage en car-ferry Townsend Thoresen pour tout séjour de 2 jours et demi en Angleterre.

Côté culture avec le ticket "Open 10 View", 130 F environ pour les adultes (demi-tarif enfants), vous pourrez prendre d'assaut plus de 500 châteaux, manoirs, jardins et sites archéologiques. Véritable épreuve de force !

Partez à la conquête de la Grande-Bretagne avec Townsend Thoresen. Ferry le Magnifique. Au total 58 traversées par jour, 5 routes vers la Grande-Bretagne au départ de 3 ports français : Calais/Douvres en 75 mn, la traversée car-ferry France-Grande-Bretagne la plus rapide, Cherbourg ou Le Havre/Southampton ou Portsmouth plus Zeebrugge/Felixstowe, le plus court chemin vers l'Ecosse.

Pour tous renseignements sur ces forfaits, contactez directement Transports et Voyages, 8 rue Aubert, 75-44 Paris Cedex 09. Tél. 266 90 90 ou bien remplissez le bon ci-dessous.

GRANDE-BRETAGNE: L'ÎLE AUX TRESORS.

Je désire recevoir une documentation complète sur la Grande-Bretagne, sur les liaisons France-Grande-Bretagne Townsend Thoresen European Ferries et les forfaits "Transports et Voyages".

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____
Ville _____
Coupon à retourner à : l'OFFICE BRITANNIQUE DE TOURISME,
Service Publicité, 6, place Vendôme, 75001 PARIS.

Partez avec Ferry Le Magnifique.



LU 2716

POLITIQUE

AU SÉNAT

La protection des victimes de la délinquance sera améliorée

C'est à l'unanimité (301 voix sur 301 suffrages exprimés) que le Sénat a adopté, dans la nuit du mercredi 25 au jeudi 26 mai, le projet de loi, approuvé par l'Assemblée nationale (le Monde du 7 mai), renforçant la protection des victimes d'infractions.

M. Badinter a saisi l'occasion que lui fournissait l'examen de ce texte pour revendiquer « avec fierté » la conduite, depuis deux ans, d'une politique en faveur des victimes plus conséquente que celle de ses prédécesseurs. Cette mise au point faite, le garde des sceaux a reconnu que ce projet ne constitue qu'une première étape — certes « essentielle » — pour doter la France d'une législation particulièrement avancée en matière de protection des droits des victimes. Les deux prochaines étapes se traduiront par deux autres projets de loi : l'un améliorant la situation des victimes les plus exposées aux accidents de la circulation (piétons, cyclistes, personnes transportées) ; l'autre permettant aux victimes de voir leurs intérêts pris en compte au stade de l'exécution de la peine prononcée contre l'auteur de l'infraction.

Reste que le sort des victimes a des implications financières. M. Lombard (Un. centr., Finistère), rapporteur pour avis de la commission des finances, rappelle que la loi du 3 janvier 1977 (la dernière promulguée en ce domaine) était, par bien des aspects, restrictive : de 1978 à 1981, quatre cent dix indemnités ont été accordées pour un montant total de 26 millions de francs, soit 64 000 F en moyenne par victime. A ses yeux, les nouvelles dispositions restreintes, elles aussi, d'application limitée en raison de la modicité des crédits prévus : 24 millions pour 1984, soit le double de la somme prévue pour 1983. Pour M. Dreyfus-Schmidt (P.S., Territoire-de-Belfort), le texte est « bon » et « exige pas — justement — trop de gros sous ».

Favorable comme ses collègues au projet, mais « sans enthousiasme », M. Lederman (P.C., Val-de-Marne) émet cependant des réserves sur le risque d'« effets pervers » provoqués par l'intervention des compagnies d'assurances dans la procédure pénale : « Ne vont-elles pas ainsi

diriger en fait le procès ? » Les amendements qu'il défend pour prévenir ce risque ne seront pas adoptés.

En revanche, et malgré l'opposition de M. Badinter, les sénateurs (y compris les socialistes) suivent leur rapporteur de la commission des lois, M. Girault (R.I., Calvados), qui entend supprimer la disposition prévoyant que, dans le cas de l'organisation frauduleuse de l'insolvabilité, le tribunal pourra décider que la peine qu'il prononce ne se confondra pas avec celle ayant initialement condamné le prévenu à des dommages et intérêts. Le maintien de cette disposition, selon M. Girault, aurait été dérogatoire au principe traditionnel de non-cumul des peines en cas de concours d'infraction.

A la suite d'un compromis entre MM. Girault et Badinter, qui n'a pas l'assentiment de M. Dreyfus-Schmidt, le Sénat décide d'étendre la compétence civile des tribunaux répressifs en cas de fraude, même si des tiers responsables apparaissent comme devant être mis en cause.

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE PRÉVOYANCE

Le Sénat a adopté à l'unanimité, mercredi 25 mai, en deuxième lecture, la proposition de loi portant réforme des Caisses d'épargne et de prévoyance (C.E.P.), dont elle avait commencé l'examen la veille (le Monde du 26 mai).

Examinant les dispositions du titre III organisant les relations de travail dans le réseau des C.E.P., le Sénat modifie la liste des domaines qui doivent faire l'objet de nouveaux accords avant le 30 juin 1985. Il ajoute notamment, malgré l'avis contraire du gouvernement et de sa majorité, le « mode de rémunération ».

Il rétablit des dispositions supprimées par les députés, telles que la possibilité d'une renégociation quinquennale des accords conclus par la commission paritaire nationale ou le recours à la procédure d'arbitrage pour les désaccords persistant pendant deux ans.

Il adopte, sur proposition de la commission des finances et de son rapporteur, M. Cluzel (Un. cent., Allier), un article additionnel qui autorise les actuels groupements de caisses d'épargne à opérer la dévolution de leurs biens à des personnes morales dans lesquelles les membres sont détenteurs de parts représentatives du capital.

LES ENTRETIENS DE L'ÉLYSÉE

M. LECANUET : mettre de l'ordre chez soi

A sa sortie de l'Élysée, mercredi 25 mai, M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., qui venait de s'entretenir pendant une heure avec le président de la République, a déclaré :

« Nous sommes naturellement d'accord, comme tous les Français, pour souhaiter que l'on s'achemine vers un système de parités fixes des monnaies qui apporte un ordre monétaire au monde (...). Mais, à-t-il ajouté, je ne cacherais pas mon désaccord avec le président de la République et la politique suivie par son gouvernement. Ce désaccord porte sur l'impossibilité, pour la France socialiste, de pouvoir se situer d'une manière vigoureuse dans le monde libéral. Il y a un choix fondamental à réaliser, et les trois dévaluations, l'affaiblissement continu du franc — pas seulement par rapport au dollar mais par rapport, hélas, à toutes les monnaies fortes — montrent le dangereux glissement suivi par la France.

« Le vrai succès des négociations », a ajouté M. Lecanuet, commence à Paris. Tout dépend de la volonté du gouvernement français d'abandonner les erreurs du passé, de retrouver le sens de la compétition internationale et de la lutte contre l'inflation. On ne peut pas faire la leçon à l'étranger sans avoir mis d'abord de l'ordre chez soi », a conclu le président de l'U.D.F.

M. Marchais se déclare « sérieusement préoccupé » par la situation économique de la France

M. Georges Marchais, reçu par le président de la République, mercredi 25 mai, a indiqué, après cet entretien, que M. François Mitterrand l'avait informé des positions qu'il compte prendre au sommet de Williamsburg. « Je lui ai confirmé le soutien résolu de notre parti à tout ce qui peut contribuer à résister aux pressions économiques et monétaires des États-Unis », a déclaré le secrétaire général du P.C.F.

« Le dollar et les taux d'intérêts américains ne sont pas, en effet, tout puissants », a souligné M. Marchais. La France peut faire face (...) en étant forte au plan intérieur, ce qui suppose de développer la production et l'emploi. J'ai, naturellement, fait état des sérieuses préoccupations qui sont les nôtres en ce domaine.

M. Marchais a ajouté : « La France peut et doit faire face à l'extérieur. Elle peut réduire les exportations de capitaux vers les États-Unis. Elle peut faire jouer, en liaison avec nos partenaires de la Communauté, un rôle nouveau à l'Écu européen et agir pour démocratiser véritablement le F.M.I. Elle peut, enfin, utiliser pleinement toutes les possibilités offertes par ces véritables « marchés de l'avenir » que sont les pays du tiers-monde et les pays socialistes.

Le secrétaire général du P.C.F. a précisé que les préoccupations de son parti quant à la situation économique de la France sont motivées

par l'absence d'une « grande politique industrielle (...) qui s'appuierait résolument sur le secteur nationalisé et sur les droits nouveaux dont disposent les travailleurs dans les entreprises ».

Au sujet de la politique de défense, M. Marchais a indiqué que les communistes souhaitent « le succès de la négociation engagée à Genève afin que ne soient pas installés les Pershing et les Cruise », mais qu'il est « exclu » qu'on prenne en considération « la force de dissuasion française pour nous demander de la réduire ».



CAPEL
se met en quatre
pour les
doublemètres

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

Un grand roman japonais. Un succès mondial



Les lecteurs
français
lui ont déjà
fait un
accueil
trionphal

Balland

Décripation au sommet

Avant les sommets des pays industrialisés à Ottawa, en juillet 1981, et à Versailles, en juin 1982, M. François Mitterrand avait reçu les chefs des quatre grands partis, comme M. Valéry Giscard d'Estaing avait reçu leurs représentants en mai 1978, avant la session spéciale de l'ONU sur la désarmement. Accepté, non sans peine, dans la seconde moitié du septennat précédent, le « décripation » ou du moins son cérémonial, gage d'une alternance possible, puis réussie, était menacé, deux ans après l'arrivée au pouvoir de la gauche, par la banalisation.

M. Mitterrand a réagi à ce risque, en ajoutant à ce qui pouvait apparaître comme une formalité anodine le piment d'une rencontre avec son prédécesseur. Celui-ci ne pouvait refuser, sans contradiction avec lui-même, cette invitation au « châteaueau ». M. Giscard d'Estaing peut compter, en outre, avoir sa part de l'éclat de ces entretiens avant le sommet, que sa visite à l'Élysée rehausse.

Alors que l'examen du projet de loi sur l'enseignement supérieur est utilisé par l'opposition, à l'Assemblée nationale, pour donner un prolongement institutionnel à la contestation que la politique de la gauche subit dans la rue depuis plusieurs semaines, les conversations de M. Mitterrand avec les chefs de cette même opposition atténuent le poids des marques d'hostilité abondamment dispensées au gouvernement.

Le moment a été bien choisi par M. Pierre Mauroy pour dénoncer, de nouveau, comme marginale et relevant de l'application du droit commun, l'égitation de ceux qui cherchent à exaspérer les passions.

Le président de la République démontre que son autorité, fondée à la fois sur l'application de son programme et sur la recherche d'un consensus dès lors que l'intérêt commun est en cause, demeure intacte. Sans décourager les attaques les plus vives contre l'action de la gauche, les chefs de l'opposition jugent qu'un refus du dialogue serait mal compris de ceux dont ils veulent retrouver la confiance. Le président ne peut que tirer parti de ces heureuses dispositions.

M. Mitterrand poursuit ainsi sa démarche de soutien et d'accompagnement d'une politique économique rebatue, dont d'autres que lui supportent davantage l'impopularité. Son approche du sommet de Williamsburg comporte un volet de politique intérieure peut-être plus important que les résultats diplomatiques vers lesquels cette réunion pourrait permettre d'avancer. Les accusations portées

contre la politique américaine et les propositions qui leur correspondent reçoivent, à des degrés divers, une approbation quasi unanime. L'action du gouvernement est, alors, moins sujette aux deux sortes de critiques qui la visent : celles du P.C.F. et de la gauche socialiste, qui y voient une vaine, voire coupable tentative d'alignement sur l'austérité pratiquée par les principaux partenaires de la France ; celles de l'opposition, qui reproche à la gauche de faire payer aux Français la rançon de sa politique de nationalisation et de relance.

Ce danger n'a pas échappé aux interlocuteurs du président de la République. Les propos de MM. Jean Lecanuet et Georges Marchais à leur sortie de l'Élysée, mercredi, convergent dans l'expression d'un désaveu ou de « sérieuses préoccupations » quant à la politique économique que M. Mitterrand s'efforce d'expliquer et de faire accepter au pays. Les déclarations du président de l'U.D.F. rejoignent celles de M. Raymond Barre, exclu du ballet élyséen et qui avait pris les devants, si nécessaire, en confirmant qu'il dénie toute compétence économique à la gauche et en déclarant que la France, gouvernée par elle, a « la monnaie qui [elle] mérite ».

Les interventions ultérieures de M. Giscard d'Estaing — à la télévision suisse, jeudi soir, et surtout à Lyon, samedi, en présence de son ancien premier ministre — montreront si, après avoir paru reconnaître au pouvoir une certaine crédibilité face au malaise économique, il lui sera possible de revenir au discours, beaucoup plus répandu dans les rangs de l'opposition, qui rend la politique de la gauche responsable des difficultés qu'elle tente de résoudre.

L'attitude du parti communiste est, dans l'immédiat, plus préoccupante pour le pouvoir, qui a besoin de convaincre ses propres partisans de la nécessité d'une politique économique dont M. Lionel Jospin admet, dans le Matin de Paris, qu'elle « affaiblit électoralement ». Le premier secrétaire du P.S. traduit certainement la pensée du président de la République lorsqu'il observe que le P.C.F. doit « maintenir un équilibre raisonnable » entre « la solidarité gouvernementale » et « l'expression critique de ses positions propres ». M. Marchais a proclamé, une fois encore, que ceux qui « pensent que les communistes vont quitter le gouvernement se trompent lourdement ». Certes, mais le P.C.F. ne contribue-t-il pas lui-même à induire ceux-là en erreur ?

PATRICK JARREAU.

POUR QUE LA
FRANCE N'AIT
PLUS PEUR
DES AUTRES
CULTURES,
J'ARRIVE.



CAPEL met
l'homme fort
à son aise

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

ALTERNATIVES ECONOMIQUES

UN NUMERO HORS-SERIE :
UNE DECENNIE DE CRISE

Pour un prix modique (10 francs), un numéro essentiel : Pour comprendre l'essentiel sur la crise : le pétrole, le chômage, les politiques économiques, les analyses et les enjeux. Pour apprécier les transformations en cours : les nouvelles technologies, la crise du taylorisme, la montée du protectionnisme, les nouveaux pays industrialisés.

Pour le recevoir, deux formules :

1) Un chèque, ou 10 F en timbres.
2) L'abonnement de bienvenue, jumelé avec l'achat du livre de D. Clerc, A. Lipietz, J. Sautou, « La crise », qui vient de paraître (éd. Syros, 39F), au prix de 85F pour 7 numéros, au lieu de 99F (60 + 39).

Je m'abonne et je commande « La crise » ci-joint mon règlement, 85F, à l'ordre d'Alternatives Economiques
Je commande le numéro hors-série : une décennie de crise (ci-joint mon règlement, 10F)

NOM Prénom
ADRESSE

A découper et à renvoyer à Alternatives Economiques
57 Boulevard de la Motte 21800 Quenilly / Tél. 326.62.49

TIRAGES DIAPOS
EN 13x18 OU 18x24 - RECADRAGE - CORRECTIONS
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris-12e - 347.21.32

GENERAL MASSU BADEN 68 SOUVENIRS D'UNE FIDÉLITÉ GAULLISTE

« Un document d'une importance
exceptionnelle. »
CLAUDE VINCENT « FRANCE-SOIR »

« Le général Massu réduit à néant
le roman de la ruse » du 29 mai. »
« VALEURS ACTUELLES »

« Le général commandant en chef
des troupes Françaises en Allemagne a
le mérite de rendre compte de cette
journée historique telle qu'il l'a vécue :
au premier degré. »
ANDRÉ PASSERON « LE MONDE »

« Seul pouvait rétablir la vérité
le général Massu lui-même. »
« LE FIGARO »

« Un témoignage de fidélité
inconditionnelle et un document
d'une concision exemplaire. »
JACQUELINE RICHEROT « DAUPHINE LIBRE »

« Enfin Massu parle. »
« JOURNAL DU DIMANCHE »

PLON

AU TRIBUNAL DE PARIS

« Je ne plaide pas pour Saint-Zampa »

Un million de francs, telle est la somme réclamée pour prix de la diffamation par Gaëtan Zampa, célèbre figure du milieu de l'auteur du livre *Le Juge Michel*, M. Alain Laville. Ce dernier l'accuse d'être, ni plus ni moins, le commanditaire de l'assassinat du magistrat marseillais exécuté par deux tueurs à moto, le 21 octobre 1981. De quelle preuve dispose M. Laville, rédacteur en chef de *Télé 7 Jours*, pour élever pareille affirmation ? « *Aucune* », dira M. Paul Mouriac, mercredi 25 mai, devant la première chambre civile du tribunal de Paris. « Et pourtant, ajoute-t-il, la thèse de M. Laville ne laisse pas de place au doute. Sa démarche est méprisante car elle n'est empreinte ni de prudence, ni de circonspection. »

« un mauvais roman policier », et M. Laville, se demandant si « un journaliste avait le droit de dire n'importe quoi », indiquant qu'en plus l'ouvrage s'achevait par un véritable appel au meurtre contre son client.

M. François Alfonsi a répliqué, pour l'auteur, que celui-ci n'avait fait que refléter « l'intime conviction et la vérité subjective du juge Michel ». M. Alfonsi a été ensuite demandé si le tribunal, présidé par M. Michel Raynaud, « allait décerner un certificat de bonne conduite à Gaëtan Zampa, dont le nom a déjà été cité dans de nombreuses affaires criminelles ».

De son côté, M. Jean Lissbonne, qui représentait les éditions les Presses de la Cité, a été étonné que Gaëtan Zampa ait attendu si longtemps pour poursuivre M. Laville et également qu'il ne demande même pas l'occultation de certains passages. « Il veut de la publicité et de l'argent, mais pas le silence », a-t-il conclu. La justice dira, le 22 juin, si le journaliste s'est imprudemment avancé en écrivant ce qui lui qualifie « d'œil de la Mafia sicilienne en France » a fait assassiner le juge Pierre Michel.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Cent mille toxicomanes en France

« La lutte contre la toxicomanie est une priorité de l'action gouvernementale. Le pays tout entier doit se mobiliser contre ce fléau, symptôme d'un malaise profond de nombreux jeunes. » C'est ce que déclare le communiqué officiel du conseil des ministres du 25 mai, qui a entendu des communications à ce sujet de MM. Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, et Franceschi, secrétaire d'Etat à la sécurité publique.

De l'exposé de M. Franceschi on retiendra surtout des chiffres inquiétants.

● *L'usage.* — Sa progression a été spectaculaire. En 1963, la police française avait traité 62 affaires de drogue et interpellé 165 personnes. En 1982, 11 213 affaires ont été traitées, concernant plus de 22 000 personnes.

Les décès par surdose ont été de 5 en 1970, 37 en 1975, 172 en 1980 et 164 en 1982.

« On peut estimer, a dit M. Franceschi, à au moins 100 000 le nom-

bre de personnes, entre quarante ans et trente ans, s'adonnant régulièrement à la consommation de drogues dures et méritant ainsi la qualification de toxicomanes. « Quant à ceux « qui consomment habituellement ou occasionnellement des drogues dures et illicites », on peut, selon M. Franceschi, « évaluer leur nombre à un million ».

45 % des personnes présentées aux autorités judiciaires en flagrant délit (pour vol, recel, proxénétisme, détention d'arme, etc.) sont en infraction à la législation sur les stupéfiants.

● *La répression du trafic.* — La police a arrêté, en 1982, 568 « trafiquants internationaux » et 4 799 « revendeurs ».

Les quantités de produits saisis ont évolué, de 1973 à 1982, de la manière suivante : héroïne, de 39 kilogrammes à 98 kilogrammes ; L.S.S., de 2 900 doses à 30 000 doses ; cannabis, de 2,5 tonnes à 26 tonnes.

FAITS ET JUGEMENTS

Le lieutenant-colonel Deveaux sera jugé en France

M. Jean Gourlet, premier juge d'instruction à Paris, a inculpé, mercredi 25 mai, le lieutenant-colonel Roland Deveaux, quarante ans, d'infraction à la législation sur les stupéfiants et l'a fait écrouer à Fresnes. Les autorités égyptiennes ont, en effet, accédé à la demande du gouvernement français, en livrant cet officier à la justice française.

Transféré en France le 6 mai, le lieutenant-colonel Deveaux se trouvait, depuis cette date, aux arrestations dans une caserne parisienne. Il a toujours protesté de son innocence au sujet de la découverte, le 3 février, à l'aéroport du Caire, de 37,6 kilogrammes de baschisch dans

deux valises à son nom. Le lieutenant-colonel Deveaux, qui arrivait alors de Beyrouth, était détaché ce qualité d'observateur militaire auprès de l'Organisation des Nations unies pour la surveillance de la trêve en Palestine.

Il pourra être jugé pour ces faits commis à l'étranger en vertu de l'article 689 du code de procédure pénale. La cour d'assises du Caire l'avait condamné, le 24 mars, aux travaux forcés à perpétuité et à 10 000 livres égyptiennes d'amende.

Heinz Barth s'explique

Berlin-Est. — Heinz Barth, ancien lieutenant SS de la division Das Reich, a donné quelques indications sur son comportement lors de la première journée de son procès, mercredi 25 mai, à Berlin-Est (le Monde du 26 mai). Accusé d'avoir été l'un des participants au massacre d'Oradour-sur-Glane, en Haute-Vienne, le 10 juin 1944, Heinz Barth a déclaré : « Début juin 1944, nous devions rejoindre la Normandie d'urgence en brisant route résistance sur notre passage. » Selon lui, des exécutions ont eu lieu à Oradour-sur-Glane parce que « nous avions ordre de nous venger de l'enlèvement d'un commandant SS ». A propos de son engagement dans les jeunesses hitlériennes en 1932, à douze ans, il dit : « Je voulais déjà contribuer à la refonte de l'Allemagne en grand Reich, puisant, avec des colonies. » Père de deux fils âgés de trente-huit et vingt-neuf ans, il reconnaît avoir falsifié des documents pour cacher son passé chez les SS. « J'ai voulu travailler avec application en R.D.A. et je ne pensais pas que l'on me demanderait des comptes », explique-t-il. — (A.F.P.)

● *Au ministère de la justice.* M. Jean-Marc Sauvé a été nommé, par décision du conseil des ministres du 25 mai, directeur de l'administration générale et de l'équipement (le Monde du 26 mai).

Lisez

Le Monde

dossiers et documents

Les retombées de l'affaire des Irlandais de Vincennes

M. Charles Hernu fait à la justice « une absolue confiance ». Il l'a dit, mercredi 25 mai, à l'Assemblée nationale où il était interrogé sur l'affaire des Irlandais de Vincennes par M. Jean-Louis Masson (R.F.R., Moselle). Pour le ministre de la Défense, « l'honneur des armées commande à tous les gendarmes de répondre au magistrat instructeur avec la plus grande franchise ». Ce souci d'éclairer la justice devrait conduire M. Hernu à communiquer au juge d'instruction les conclusions de l'enquête interne, dite de commandement, qu'il a ordonnée. Cette communication serait dans la logique de l'attitude qui est maintenant celle du gouvernement et que résume la formule :

« Que la lumière soit. » Il y a là une forme d'autocritique si l'on songe aux propos tenus il y a trois mois par M. Hernu à l'époque où le Monde faisait état des premiers soupçons visant les gendarmes : « Ceux qui ont été pris à Vincennes ne sont pas comme on l'a dit des petits poissons (...). On se rendra compte bientôt que cette affaire était plus importante qu'on ne le croyait. »

Les investigations en cours ne satisfont qu'à demi les avocats des Irlandais qui, mercredi, ont officiellement demandé aux présidents des groupes socialistes et communistes de

l'Assemblée de constituer une commission d'enquête parlementaire.

Interrogé en séance sur l'attitude de l'Elysée au moment de l'opération de Vincennes, M. Hernu a répondu : « Le responsable du G.I.G.N. c'est moi et nul autre. (...) Ce soir-là [le 28 août 1982] c'est le ministre de la Défense (...) qui a demandé au G.I.G.N. d'intervenir. » Il n'empêche : les pouvoirs publics souhaitent mieux distinguer à l'avenir le rôle du G.I.G.N. et celui de la mission que dirige à l'Elysée l'ancien responsable de ces « super-gendarmes », le chef d'escadron Christian Prouteau.

La justice à pas comptés

La justice dispose désormais des moyens de mener à bien, c'est-à-dire à son terme, l'affaire des trois Irlandais de Vincennes. Aux accusations lancées initialement contre ceux qu'on avait présentés comme des « terroristes internationaux », s'ajoute maintenant le procès de certaines méthodes de haute police, haute parce que les gendarmes qui ont participé à l'opération du 28 août 1982 ont cru agir avec l'aval de l'Elysée.

siencé : que la lumière soit faite, et rapidement. Cette attitude a bénéficié aux trois Irlandais, libérés par le juge d'instruction sans que le parquet s'y oppose, tandis que, touchés par le grâce de ces révélations, MM. Mitterrand et Hernu faisaient savoir, dès le dimanche de Pentecôte, qu'eux aussi obstacle — en contraire — ne serait mis à l'action de la justice.

Divergences

Tout serait ainsi pour le mieux dans le meilleur des mondes si, déjà, n'apparaissaient des divergences sur la manière de mener l'enquête à bien. Aux yeux du gouvernement, il est impératif que celle-ci soit bouclée au plus vite pour qu'il ne soit plus dit que l'Elysée, la chancellerie ou le ministère de la Défense freinent M. Verleene, juge du siège, donc indépendant, entend, lui, prendre son temps. Certains le lui reprochent à demi-mot. C'est la tactique de lenteur calculée qui est la sienne depuis le début et qui, jusqu'ici, a payé. Le juge d'instruction ne souhaiterait pas, en particulier, limiter ses auditions au seul capitaine Baril, chef par intérim du G.I.G.N., et aux gendarmes vedettes de cette affaire, même si ces auditions spectaculaires renforçaient dans l'opinion l'idée que la justice frappe vite et haut avec l'aval du pouvoir.

Si on se réfère à la méthode qu'il a suivie jusqu'ici, il est probable que le juge d'instruction voudra aussi entendre certaines lampistes, c'est-à-dire d'autres gendarmes collègues de MM. Caudan et Lemonnier, cela afin de ne laisser dans l'ombre aucun receleur du dossier. Cette tactique prendrait nécessairement un certain temps.

An terme de ces nouvelles auditions, le parquet pourrait décider d'ouvrir une deuxième information visant non plus les trois Irlandais mais les gendarmes, s'il s'avérait que les graves accusations lancées contre eux d'avoir fabriqué des pièces à conviction et agi en dehors des règles de procédure étaient fondées.

Deux autres actions judiciaires sont actuellement pendantes : la première est le pourvoi en cassation formé par les avocats des trois Irlandais contre l'arrêt de la chambre d'accusation refusant d'annuler la procédure qui a conduit à l'inculpation des intéressés. L'examen de ce pourvoi est inscrit à l'ordre du jour de la chambre criminelle de la Cour de cassation pour le début de juillet. Mais depuis les nouvelles révélations de MM. Caudan et Lemonnier, les défenseurs des Irlandais ont saisi M. Verleene d'une seconde demande d'annulation, évidemment plus étayée que la première. Selon toute probabilité, le juge d'instruction transmettra bientôt cette seconde demande à la chambre

d'accusation avec avis favorable et aura, cette fois, l'appui du parquet. En cas de réponse positive de la chambre d'accusation, le pourvoi en cassation des avocats n'aurait donc plus d'objet.

Le feuilleton judiciaire de l'affaire des Irlandais réserve ainsi de nouvelles surprises, sans compter les remous à prévoir à l'intérieur de la gendarmerie et les

rebondissements politiques qui pourraient survenir. Tant qu'on ne saura pas, en particulier, sur la foi de quels renseignements, et de qui, l'opération de Vincennes a été réellement déclenchée, les interrogations subsisteront sur les intentions et les arrière-pensées de ceux qui sont l'origine de cette affaire.

BERTRAND LE GENDRE.

Les francs-tireurs du G.I.G.N.

Depuis quelque temps, la direction générale de la gendarmerie nationale a demandé un état quotidien de la position de chacun des membres du groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (G.I.G.N.) dont l'action, en août 1982, contre les Irlandais de Vincennes a été, depuis, si vivement mise en cause. Elle espère, ainsi, mieux en contrôler les activités tant cet organisme — sous l'autorité du chef d'escadron Christian Prouteau, qui cumule sa fonction avec celle de conseiller technique au cabinet du chef de l'Etat — a pris, au fil des mois, une autonomie qui n'est pas dans la tradition de la gendarmerie, davantage attachée au respect de la « chaîne » hiérarchique.

Le contrôle se révèle, en réalité, moins simple que prévu dès lors que, jouant de sa longue complicité avec son principal adjoint opérationnel, le capitaine Paul Baril, resté à la tête du G.I.G.N. au camp de Satory (Yvelines), le commandant de gendarmerie et conseiller technique Christian Prouteau peut répliquer à sa direction générale qu'il a besoin de place, momentanément, tel ou tel de ses subordonnés en service détaché pour « mission présidentielle ». Sans autre explication.

On touche du doigt ce qui est probablement le fond même du problème fait aujourd'hui à l'équipe Prouteau : la confusion des genres entre, d'une part, une « cellule » à l'Elysée, composée de fonctionnaires de la gendarmerie, des différents services de police et d'un représentant de la direction générale de la sécurité extérieure (D.G.E.S.), et animée par le conseiller technique, et, d'autre part, un G.I.G.N. — structure créée en 1974 pour des missions bien précises — auquel il est demandé, au coup par coup, de fournir ce que certains, déjà, ont appelé « assurance d'un service à action » pour la sécurité.

Les officiers de gendarmerie sont nombreux qui critiquent —

sans esprit de jalousie — ce mélange des genres par lequel n'est pas dans l'ordre déontologique des grands et servitudes de leur métier. Mission présidentielle signifie tout autre, protection de certains proches du président de la République, sécurité des ministres en campagne municipale ou, comme ce devrait être plus logiquement le cas, contrôle préalable des lieux où le chef de l'Etat séjournera en province.

La cellule et le bras

Les difficultés et les ambiguïtés s'aggravent lorsque, sans grande préparation, comme dans l'affaire de Vincennes, on demande à un G.I.G.N. spécialisé dans l'intervention ponctuelle et l'action de renseignement de procéder sur le terrain — pour parler au plus pressé — des équipes d'enquêteurs judiciaires qu'il ne peut pourtant pas suppléer parce qu'il n'est pas habitué à se substituer à elles dans leur tâche. Pour être efficaces sur le front des opérations, les hommes du G.I.G.N. ont besoin d'outils de techniques qui leur soient, localement et provisoirement, une grande liberté d'action, quitte à rendre compte après. Mais ils ne doivent pas oublier que leurs initiatives s'inscrivent dans une procédure judiciaire pour laquelle ils n'ont pas toujours compétence.

« Cellule » dysfonction de sécurité et « bras séculier » du G.I.G.N. ne peuvent être plus longtemps confondus sous la houlette d'un tandem Prouteau-Baril qui, arguant de la mission présidentielle vis-à-vis de sa propre hiérarchie professionnelle, a tendance à se situer, désormais, en franc-tireur. Avant 1981, M. Giscard d'Estaing avait transformé le 1^{er} régiment de la garde républicaine en garde prétoirienne du chef de l'Etat. Depuis août 1982, le G.I.G.N. est menacé de perdre son âme, par fidélité envers ses chefs, en s'éloignant de sa vocation.

JACQUES ISNARD.

FAITS DIVERS

Six personnes meurent de froid en gravissant le Monte-Cinto (Haute-Corse)

C'est, en définitive, six personnes qui sont mortes de froid, le 23 mai, sur les pentes du Monte-Cinto en Haute-Corse (nos dernières éditions). Il s'agit de trois Allemands, Reinier Baitinger, Herbert-Hell Kleuss et Joachim Lohr ; de deux Autrichiens, Kurt Berger et sa fille Gabrielle, d'un Français, Philippe Bacon, de Périgueux.

Equipement insuffisant, mauvaise connaissance de la montagne et erreurs d'appréciation semblent à l'origine de ce drame dont le scénario est en passe de devenir classique. Paris, le 23 mai, du sentier de grande randonnée G.R. 20, aux environs de Calenzana, les marcheurs ont été surpris par les mauvais temps. Ils ont continué leur ascension du Cinto en se séparant les uns des autres. La tempête s'aggravant, ils se sont réfugiés dans les anfractuosités où le froid (-5°C) les a surpris.

La montagne corse est accoutumée à ces modifications météorologiques soudaines et à une grande amplitude des changements de température. Presque chaque année, des randonneurs y succombent au froid.

L'AVIATION EN 1983

Deux siècles après le Montgolfière, les U.L.M. ces drôles de machines volantes sillonnent l'espace. L'aviation de tourisme se heurte aux trocs des coûts et des brevets. Les compagnies régionales se dotent de « court-courriers ». L'aéronavale et nos missiles se modernisent. Cependant, ballons, delta-planes, parachutes font loire des sportifs de l'air. Science et Vie fait le point dans ce Hors Série consacré à l'aviation de plaisance et militaire.

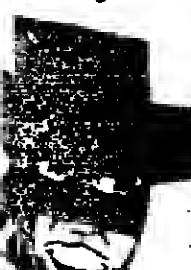
15 F chez votre marchand de journaux.



UN HORS SERIE

SCIENCE VIE

ON VOUS CASSE DU CERE DANS LE DOS, L'ARRIVE.



SPORTS

LES INTERNATIONAUX DE ROLAND-GARROS

Leçon de choses

La Fédération française de tennis pouvait-elle avoir une meilleure idée que d'ouvrir les portes de Roland-Garros aux enfants des écoles le premier mercredi des Internationaux ? Quelques misanthropes s'inquiètent qu'on soumette ainsi les cibles blanches à toutes les vilaines tentations du sport commercial ? Quelques joueurs sont-ils dérangés par le joyeux brouhaha que la meute entretient dans les gradins ? Brouille ! L'essentiel est que cette journée soit pour ces enfants une bonne et belle leçon de choses.

Apprendre et comprendre. Les mouches qui ont pu se glisser sur le court et l'ont vu pendant que l'Américain John McEnroe se débattait comme un malheureux face à son compatriote Testerman (3-6, 6-2, 6-7, 6-2) ont compris qu'il y avait intérêt à passer sérieusement leur après-midi. Cela leur permettra à l'occasion de ne pas se laisser insulter par un histrion, mésaventure qui est survenue à l'arbitre de la partie, Philippe Boivin. Il a reconnu que son vocabulaire américain était trop limité pour comprendre le chapelet d'injures défilé par « Big Mac ».

Autre maxime rappelée aux bambins : Travaillez, prenez de la peine... Lorsqu'il était devenu à quinze ans le plus jeune joueur classé par l'Association des tennismen professionnels (A.T.P.), l'Américain Jimmy Arias était un adolescent monté en graine et doté d'un bon coup droit. Après trois ans d'entraînement quasi-militaire dans le camp de Nick Bollettieri en Floride, il s'est étoffé physiquement et techniquement. C'est maintenant un athlète des courts. Et avec l'acharnement des bûcheurs qui lui a permis de gagner les Internationaux d'Italie dimanche dernier, Arias est venu à bout de l'espérance australienne Pat Cash (6-7, 7-6, 6-1, 6-1), un ancien champion du monde junior trop mal à l'aise sur la brique pilée.

Après le travail, l'expérience. Sans le savoir probablement, Jimmy Connors a fait mentir Lao Tseu, ce philosophe chinois qui a prétendu que l'expérience est une lanterne qui éclaire le chemin parcouru. A Roland-Garros le champion du monde en titre n'a jamais parcouru beaucoup de chemin. La terre bat-

tue n'est pas son affaire. Pourtant, pour rester le numéro 1 mondial, il lui faut avoir des résultats à Roland-Garros, cette première levée du grand chelem qui manque à son palmarès depuis dix ans. Eh bien ! A trente ans sonnés, « Jimbo » a poussé par le désir d'oublier ses peines de cœur et par les impératifs promotionnels de son nouvel agent, s'est décidé à tirer les conséquences de ses échecs précédents. Rien ne sert de se précipiter et de devenir son credo. Le coqneur enragé s'efforce donc d'élaborer une stratégie plus modérée. C'est ainsi qu'en s'appliquant à tenir le plus longtemps possible sur la ligne de fond l'Australien Paul McNamee il ne put que mieux le passer quand le champion de Wimbledon en double essaya de gagner le fillet (6-4, 6-4, 6-3).

La connaissance, le travail, l'expérience. Dernier élément soumis à la réflexion des petits visiteurs du mercredi : la confiance. Sans elle, le meilleur joueur du monde ne vaut plus grand chose. Or, en s'arrêtant sur le court n° 2 avant de quitter le stade, les écoliers ont pu voir que l'Argentin José Luis Clerc, rongé par le doute, était incapable de réussir quoi que ce soit face au petit Espagnol Fernando Luna, vif comme un pur-sang arabe. C'était pourtant la rencontre de Goliath-Clerc, 9^e mondial, avec David-Luna, 59^e mondial. Mais avec un culot qui n'a nullement failli, cet Espagnol de vingt-cinq ans - arrêté l'an dernier au troisième tour par Wilander - cloua Clerc sur la ligne de fond, où il ne sut rapidement plus quoi faire, trahi par son revers et débordé au fillet (6-2, 6-1, 6-1).

ALAIN GIRAUDO.

TENNIS

McEnroe dans son numéro d'affreux Jojo pour la troisième journée des Internationaux de Roland-Garros visités mercredi par les enfants des écoles. Des tableaux éclairés par la chute de l'Argentin Clerc, côté hommes, et de l'Allemand de l'Ouest Bunge, côté dames. La forme confirmée de l'Américain Connors et de ses compatriotes féminines Navratilova et Evert-Lloyd. Quelques espoirs en vedette : l'Américain Arias chez les garçons, les Françaises Tannier et Herremann chez les filles.

Mac le Dingue

Le premier match de John McEnroe a été tout au début de l'après-midi sur le mini-central ne posant à première vue aucun problème. Son adversaire, Ben Testerman, occupe les profondeurs du classement américain, et ce devait être une simple partie d'entraînement pour « Big Mac ». C'était méconnaître la ressource des joueurs anonymes qui jouent soudain la puce devenue lion en disputant le match de leur vie.

En fait de promenade de santé, McEnroe dut demeurer plus de quatre heures d'horloge sur le court, où son adversaire, un costaud de vingt et un ans, blond et frêle comme les bêtes de son Tennessee natal, lui travailla les côtes de magnétique façon, sans la moindre considération pour son premier rang mondial. Le score des cinq sets (3-6, 6-1, 6-2, 6-7, 6-2) indique mal l'appréhension de la lutte sur chaque point.

John McEnroe a beau exprimer sa répugnance pour le tournoi de Roland-Garros - et Dieu sait s'il ne s'en prive pas au cours de scènes de fureur où il s'agit de la bouche les propos les plus orduriers ! - il sera un jour, quand il voudra s'apaiser, champion de la terre battue.

Il fut captivé pour nous de suivre ses fulgurantes évolutions des grands inférieurs de la presse, d'où nous pouvions l'observer pour une fois de près pied et juget, à l'occasion, sa parfaite maîtrise de la raquette, sa parfaite maîtrise de la raquette, sa parfaite maîtrise de la raquette.

Le plus curieux de cette empoignade dans la petite arène de Roland-Garros, c'est que McEnroe fut soutenu ostensiblement dans ses rébellions les plus odieuses - un coup de pied dans une caméra à travers la toile de fond - par la jeune génération non conformiste qui bravait le froid aux places dites au soleil.

Insupportable, mal embouché, en surchauffe pour une peccadille, Mac le Dingue est peut-être un cas psychique, mais comme champion il est toujours là, il existe...

OLIVIER MERLIN.

LES RÉSULTATS DU MERCREDI 25 MAI

SIMPLES MESSEURS

Premier tour

DEUXIÈME QUART DU TABLEAU
Casal (Esp., 91) b. Birner (Tch., 123), 2-6, 6-4, 6-2, 6-7, 12-10; Peci (Par., 6), Mitchell (E.-U., 185), 6-4, 6-2, 6-2.

TROISIÈME QUART DU TABLEAU
Higuera (Esp., 7) b. Kilmayr (Br., 72), 7-5, 6-2, 6-2; Yasser (Afr. S., 166) b. P. Buncak (Afr. S., 172), 6-3, 6-1, 6-4; Arias (E.-U., 12) b. Cash (Aust., 56), 6-7, 7-6, 6-1, 6-1.

QUATRIÈME QUART DU TABLEAU
Bernelle (Fr., 261) b. Youl (Aust., 375), 6-4, 6-1, 3-6, 4-6, 6-2; Perez (Ur., 114) b. Morta (Brés., 118), 6-7, 6-1, 6-1, 6-2; Nyström (Suède, 84) b. F. Erard (Fr.), 6-4, 6-4, 7-5; Altan (Aust., 337) b. S. Simonsson (Suède, 48), 6-4, 6-2, 6-0; E. Edwards (E.-U., 117) b. Faver (G.-B., 347), 3-6, 6-3, 6-2, 7-6; Sundström (Suède, 20) b. Acuna (Chili, 136), 6-4, 6-2, 7-6; Gurfain (E.-U., 183) b. Occhipio (It., 70), 6-1, 6-4.

7-5; Kuchas (Fr., 208) b. Groth (E.-U., 363), 7-6, 6-7, 7-5, 2-4 (abandon); Frow (Afr. S., 240) b. Mowton (Fr., 113), 6-4, 4-6, 3-6, 7-5, 6-2; Toss (Esp., 133) b. Barbosa (Brés., 117), 6-2, 7-5, 6-3; McEnroe (E.-U., 2) b. Testerman (E.-U., 149), 3-6, 6-1, 6-2, 6-7, 6-2.

Trente-deuxièmes de finale
PREMIER QUART DU TABLEAU
Connors (E.-U., 1) b. McNamee (Aust., 34), 6-4, 6-4, 6-3; Fromm (E.-U., 57) b. Boileau (Brés., 59), 6-4, 6-2; Arraya (Pér., 51) b. Soud (Tch., 21), 6-1, 6-4, 3-6, 6-4; Roger-Vasselin (Fr., 130) b. Fritz (Fr., 120), 5-7, 6-4, 6-2, 6-1; H. Günthard (Suisse, 44) b. Skokl (Tch., 52), 7-6, 6-3, 6-1; De Palmer (E.-U., 42) b. Pores (Fr., 358), 6-1, 6-3, 6-2; Luna (Esp., 59) b. Clerc (Arg., 9), 6-2, 6-1, 6-1; Gildemeister (Chili, 39) b. Velasco (Col., 66), 6-4, 1-6, 6-1, 5-7, 6-1.

SIMPLES DAMES

Premier tour

K. Horvath (E.-U., 45) b. P. Whyt-cross (Aust., 163), 6-1, 6-3.

QUATRIÈME QUART DU TABLEAU
2. C. Evert-Lloyd (E.-U., 2) b. P. Medrado (Brésil, 70), 6-1, 6-2.

Trente-deuxièmes de finale
PREMIER QUART DU TABLEAU
1. M. Navratilova (E.-U., 1) b. Skronska (Tch., 72), 6-1, 6-1; W. White (E.-U., 31) b. P. Tegarden (E.-U., 106), 6-2, 7-6; 15. C. Kodhe (R.F.A., 18) b. E. Imoue (Jap., 133), 6-4, 6-3; 9. V. Ruzici (Roum., 11), F. Ruchatiere (E.-U., 122), 6-4, 6-3; C. Tannier (Fr., 42) b. A. Minter (Aust., 95), 7-5, 6-1; M. Jausovec

(Youg., 38) b. S. Gales (Youg., 178), 7-5, 6-1; 7. S. Hamka (R.F.A., 8) b. K. Saks (E.-U., 108), 6-1, 7-6, 6-1.

DEUXIÈME QUART DU TABLEAU
4. T. Austin (E.-U., 4) b. D. Gilbert (E.-U., 56), 6-0, 6-1; P. Dolbec (Suisse, 75) b. J. Heppner (E.-U., 120), 6-3, 6-1; P. Smith (E.-U., 103) b. D. Hoc Lee (Corée, 66), 6-3, 1-6, 7-5; K. Jordan (E.-U., 21) b. L. Romanov (Roum., 59), 6-1, 6-4; 12. K. Rinaldi (E.-U., 5) b. E. Sagers (E.-U., 131), 6-3, 6-4; 1. Budarova (Tch., 35) b. C. Pasquale (Suisse, 99), 6-4, 7-6; J. Durie (G.-B., 25) b. A. Moulton (E.-U., 41), 6-0, 6-3; S. P. Shriver (E.-U., 9) b. R. Susak (Youg., 160), 2-6, 6-3, 6-3.

TROISIÈME QUART DU TABLEAU
M. Maleeva (Bulg., 30) b. B. Bunge (R.F.A., 6), 6-4, 6-2; G. Rush (E.-U., 1) b. S. Collins (E.-U., 49), 6-1, 7-5; 1. Madruga-Oses (Arg., 37) b. S. Masarin (E.-U., 44), 6-0, 6-1; L. Bonder (Aust., 38) b. C. Benjamin (E.-U., 57), 6-4, 6-3; A. Holton (E.-U., 78) b. A. Henriksen (E.-U., 114), 6-3, 6-4; A. Hobbs (G.-B., 77) b. C. Vanier (Fr., 66), 4-6, 6-3, 8-6; B. Mond (Afr. S., 3) b. G. Ruff (R.F.A., 16), 7-5, 6-3; 3. A. Jaeger (E.-U., 3) b. K. Steinmetz (E.-U., 97), 6-0, 6-1.

QUATRIÈME QUART DU TABLEAU
8. H. Mandlikova (Tch., 9) b. J. Klitich (E.-U., 91), 7-5, 6-3; A. Wintz (E.-U., 36) b. C. Lundquist (Suède, 122), 6-4, 6-3; V. Brzdarova (Tch., 130) b. R. Blount (E.-U., 110), 7-6, 6-4; 10. A. Temesvari (Hong., 13) b. B. Herr (E.-U., 34), 6-4, 6-1; N. Herremann (Fr.) b. B. Rossi (It., 128), 6-1, 7-5; E. Goolagong-Cawley (Aust., 38) b. C. Benjamin (E.-U., 57), 6-2, 6-0; H. Sukova (Tch., 20) b. M. Torres (E.-U., 23), 6-4, 7-5.

FOOTBALL

Hambourg vainqueur de la Coupe d'Europe des clubs champions

Le Hambourg Sport Verein a mis fin à six années de succès ininterrompus des Britanniques en Coupe d'Europe des clubs champions de football en battant en finale, le 25 mai, à Athènes, la Juventus de Turin (1-0).

Platini piégé

De notre envoyé spécial

Athènes. - Rude journée pour les gardiens du Parthénon chargés d'empêcher une armée de « tifosi » (supporters italiens) de hisser le drapeau noir et blanc de la Juventus au sommet des vénérables pierres. Plus de deux mille ans après les légions romaines, les bordes turinoises avaient investi l'Acropole. Une invasion massive de plus de trente mille Italiens venus à bord de cent cinquante avions charter, de trains spéciaux, d'autocars et de voitures particulières. Une invasion coûteuse pour l'économie italienne qui laisse dans cette folle équipée plus de 10 milliards de lires de devises (50 millions de francs).

Avec, dans ses rangs, six des footballeurs italiens vainqueurs de la dernière Coupe du monde et ses deux étrangers, Michel Platini et le Polonais Boniek, la Juventus semblait a priori bien armée pour mettre fin à quatorze années de domination des clubs anglo-saxons dans l'épreuve des champions. C'était oublier un peu vite que les héros du Mondial, qui ont mal récupéré de leur fatigue physique et nerveuse, connaissent cette saison les lendemains de fêtes difficiles.

Depuis leur triomphe de Madrid, l'été dernier, sur les Allemands de l'Ouest, les Italiens n'ont pas gagné un seul de leurs six matches internationaux. Tenus en échec même à Chypre, ils sont pratiquement éliminés du prochain championnat d'Europe. Dans le championnat national, la Juventus avait boycotté d'entrée ses chances de conserver son titre. Si le club piémontais a mieux terminé la saison qu'il ne l'avait commencée, avec notamment son excellent parcours en Coupe d'Europe, il le doit essentiellement à l'épanouissement de Michel Platini.

Diminué les premiers temps par une pubalgie et mal accueilli par certains de ses coéquipiers qui contestaient son recrutement à grands frais, le capitaine de l'équipe de

France a tardé à s'imposer. Sa métamorphose n'en a été que plus spectaculaire. Tour à tour qualifié de « roi de Turin », de « Michel-Ange du football » ou d'« E.T. », par les journalistes italiens, il a également fait sensation en terminant meilleur buteur du championnat transalpin avec dix-huit buts.

Vingt-quatre ans après Raymond Kopa, qui fut trois fois vainqueur de la Coupe d'Europe des clubs champions avec le Real Madrid, Michel Platini ne sera pas le deuxième français à figurer au palmarès de l'épreuve. Avec ses coéquipiers, il a couru, en vain, après le but de Felix Magath, marqué dès la neuvième minute d'un tir croisé du pied gauche.

Avec son immense avant-centre Horst Hrubesch, dont la tête semble attirer tous les ballons de ses partenaires, le Hambourg S.V. déjà vainqueur de la Coupe des coupes en 1977 et finaliste malheureux de la Coupe des champions 1980 et de la Coupe de l'U.E.F.A. 1982, est une équipe plus solide que brillante. Face à cet ensemble bien groupé et mieux organisé, Platini a sans doute eu le tort de trop rester en embuscade à attendre quelques rares ballons mal négociés.

C'est pourtant sur l'un d'eux que le Français se procura la meilleure occasion de but dans les dix dernières minutes, quand le gardien allemand Ulrich Stein le bouclarda après avoir été lobé. Mais, au-delà de l'image de Platini et des Italiens réclamant en vain une penalty, l'échec et le désastre de la Juventus ont plutôt été symbolisés, mercredi soir, par Paolo Rossi. Sacré meilleur joueur et meilleur buteur de la Coupe du monde, il était sorti du terrain par son entraîneur après une heure de jeu, dans l'indifférence générale.

GÉRARD ALBOUY.

ALA TÉLÉVISION

JEUDI 26 MAI

TF 1

- En direct : 14 h à 18 h 25.
- Résumé : 23 h 20.

VENREDI 27 MAI

TF 1

- En direct : 11 h à 12 h; 14 h 25 à 18 h 20.
- Résumé : 22 h 45.

MANIFESTE : POUR UNE ÉCOLE DIFFÉRENTE

Paris, le 8 mai 1983

Il existe en France, des gens qui remettent en cause le système éducatif, tant dans ses contenus que dans ses structures, qui remettent en cause le système de production et de consommation.

Ces personnes veulent changer le rapport au savoir, les pratiques éducatives, les hiérarchies... et tentent de faire vivre ces changements, qu'ils soient parents, élèves, travailleurs... dans leurs écoles, dans la famille, sur leur lieu de travail et ailleurs.

Certains se sont constitués en équipes (Paris-lycée, Orléans, Caen, Saint-Nazaire), sont agréés par le Ministère; Lorient, Bordenex, Paris-collège se sont vu refuser ce droit. Certains restent isolés, isolés, sans soutien.

Dans ce contexte, les établissements expérimentaux existants ou en projet ont tenu un week-end de coordination, les 7 et 8 mai 1983. Lors de ce week-end, les participants (enseignants, jeunes, éducateurs, parents) ont décidé de créer une Fédération des mouvements de recherche et d'innovation pour une école différente et/ou autogérée.

Ils souhaitent ainsi établir des liens entre les initiatives individuelles et collectives existantes ou en projet, ayant choisi comme principaux axes de travail :

- Multiplication d'écoles où les usagers (enfants, adolescents, enseignants, parents), exercent un pouvoir réel sur la gestion et la pédagogie, (respect de la personnalité de l'enfant, aide à l'initiative, valorisation de la coopération et du droit à la différence pour tous).

- Constitution autour d'un projet commun d'une équipe éducative (membres volontaires, autonomes, coopérés).

- Développement des possibilités d'innovations dans l'Éducation Nationale (ce qui n'exclut pas la participation à la Fédération, d'autres expériences alternatives).

Ces axes de travail respectent la diversité et l'autonomie des groupes.

- Le soutien mutuel, la solidarité entre tous les projets, y compris ceux qui se placent dans le cadre des réformes officielles.

- Le développement du mouvement.

Dans ce but, elle se veut un lieu d'information et un outil de diffusion pour l'élaboration d'actions solidaires, permettant la réalisation de multiples projets.

Prenez contact et apportez votre soutien financier aux adresses suivantes :

ASSOCIATION POUR UNE ÉCOLE NOUVELLE,

45, rue Deliscollet, 56100 LORIENT.

Compte 27019096700 B.P.A.

CENTRE EXPÉRIMENTAL AUTOGÉRÉ DE PARIS,

16, avenue Marc-Sangnier, 75014 PARIS.

MADAME JACQUELINE FAGOT,

11, rue du Général-Leclerc, 54230 NEUVES-MAISONS.

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE EUROPÉENNE
PRODUCTRICE DE BIENS DE LARGE CONSOMMATION
CHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT CENTRAL
DE RECHERCHE DE MARKETING LA COLLABORATION DE
EXPERTS/TES DANS LES RECHERCHES
QUALITATIVES ET PSYCHOLOGIQUES

Les candidats/tes doivent avoir une licence concernant les sciences humaines et avoir fait de préférence des études d'orientation psychologique.

Titre préférentiel : la connaissance de la langue allemande.

AGE : 25/40 ans.

Siège de travail : dans une capitale européenne.

Rétribution proportionnée à l'expérience.

Disponibilité à de fréquents voyages courts.

Prêre de nous contacter avec la plus grande urgence.

Nous garantissons une discrétion absolue pour toutes les informations envoyées par les personnes intéressées.

Répondre à : MONDE PUBLICITÉ, n° 1212

5, rue des Italiens, 75009 Paris

1^{er} Prix de copie

Ce 1^{er} prix de copie, Toshiba l'a obtenu aux États-Unis. Il saluait le copieur le plus vendu de sa catégorie. Avec tous ses perfectionnements technologiques, il n'a eu certes... que peu de mérite à obtenir l'oscar.

Quoi qu'il en soit, un copieur diplômé c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGIMA SYSTEMES 12 BIS RUE CHRISTOPHE-COLOMB 75006 PARIS.
Tél. 723.97.03 / 723.36.11

Le Monde
dossiers et documents

LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS

LA GÉSTATION
L'ÉLABORATION
LE CONTENU
ET L'APPLICATION
DES LOIS AUBOUX

ÉLABORÉ PAR PLATINI

JUIN 1983

EN VENTE, 10 F. CHEZ
LES MARCHANDS DE NOUVEAUX
ET AU - MONDE -

Le Monde
6, rue des Indes, 75007 PARIS CEDEX 08

مكتبة المنهج

Le Monde

culture

VARIÉTÉS

CLAUDE NOUGARO AU PALAIS DES SPORTS

« La vie, c'est beau, va »

On a tellement comparé Claude Nougaro à un bœuf qu'après avoir renouvelé une fois de plus ses couleurs et changé de planète, il a aujourd'hui dressé son ring de cordes sensibiles au Palais des Sports avec un orchestre de seize musiciens, de jazz évidemment, dirigé par Richard Galliano. Et c'est un plaisir que Nougaro se donne voluptueusement, dans des espaces sonores qui sont comme autant de soleils comme autant de magis.

Après de cinquante-quatre ans, le petit minotaure, comme l'appelle Jacques Higelin, crachant à

pleins naseaux cent mille éclats de vers », même son spectacle avec magnificence, chante la nostalgie de l'enfance, le paradis perdu et l'amour, la femme et « deux corps sur un fond de flammes, sur un fond de drames » et « un bal de neiges » qui tourne à la cadence de l'orchestre du silence », respire de bonheur, honte dans d'éblouissants feux d'artifices, naturel, limpide, inspiré, se jette dans des emportements, dans des chansons un peu folles ou un peu tendres. « La vie, c'est beau, va », affirme-t-il enfin, avec cette voix si

reconnaissable par son phrasé, sa richesse harmonique, ses effets de syncope.

Drôle d'aventure en dents de scie que celle de Claude Nougaro, traversée dès l'enfance par des influences musicales multiples : le père baryton à Toulouse, le maître professeur de piano jouant de préférence les mélodies de Fauré, le grand-père et le grand-père membres d'une des chorales de quartier se lançant dans des compétitions à coups de Wagner et de Berlioz, la T.S.F., enfin, qui fait entendre au futur auteur d'Armstrong les premiers accords du blues par la voix de Bessie Smith — ce qui flaque la nostalgie d'un ailleurs à un petit garçon alors âgé de douze ans.

Pour les mots, Nougaro se réfère volontiers à Audubert, bien sûr, mais aussi au dix-neuvième siècle, à ces poètes qui rament avec leur galère grammaticale, à ces révolutionnaires de l'âme brandissant leurs torches de guerrier et leurs vers somptueux. La musique, chez Nougaro, c'est autre chose, c'est un carrefour où entrent Puccini, Verdi, Wagner, Fauré, Ravel, les chansons de la T.S.F., Piaf et Boris Vian, Baden Powell et le Brésil, et puis les Caraïbes, l'Afrique et les années 80 qui amènent de nouveaux jazzmen français, Arcadio, Galiani, Romano, qui swingent méchamment et qui sont les compositeurs des dernières chansons de Nougaro.

Le premier succès de Claude Nougaro-chanteur remonte à 1962 (Une petite fille). Mais presque aussitôt la vague «yé-yé» l'absorbe et l'évacue sur la touche. Quelques chansons tout de même (Cécile, Je suis saoul, Armstrong) jalonneront des années difficiles où ses chansons atteignent surtout un public «souterrain». Les derniers Olympia de Claude Nougaro ont depuis remis celui-ci à sa place, qui est l'une des premières de la chanson française. Et les générations se succèdent aujourd'hui naturellement pour entrer en symbiose avec les passions de Nougaro, avec ses délires, ses émotions et sa supériorité.

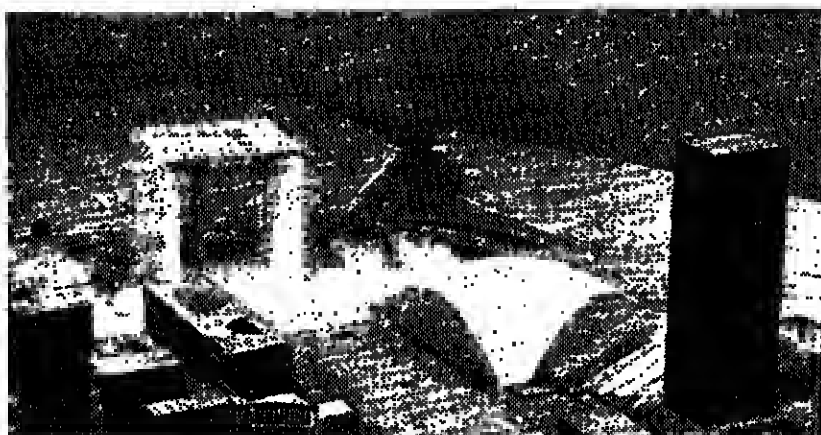
CLAUDE FLEOUTER.

* Palais des Sports, 20 h 30.

ARCHITECTURE

M. MITTERRAND CONFIRME LE CHOIX DU JURY

Un Danois, M. Spreckelsen, construira une arche monumentale à la Tête de la défense



Maquette du « cube ouvert », proposée par l'architecte danois ; à droite, le palais du CNIT et la tour Flax.

Le lauréat du concours de la Tête de la Défense est danois et inconnu sur la scène internationale : à l'ouverture des enveloppes, le mercredi 25 mai, il est apparu que le projet d'un « cube ouvert » de 105 mètres de côté, formant une grande arche près du palais du CNIT, était dû à Johan Otto von Spreckelsen, cinquante-quatre ans, architecte à Copenhague. Lauréat de nombreux concours dans son pays, cet architecte faisait partie d'une des équipes remarquées à la Villette.

Choisi par le président de la République parmi les quatre esquisses et les douze projets « mentionnés » que lui avait proposés, le 28 avril dernier, le jury international présidé par M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, ce projet est, selon le communiqué publié par l'Élysée, « remarquable par sa pureté, par la force avec laquelle il pose un nouveau jalon sur l'axe historique de Paris et par son aventure ».

Soucieux de l'effet visuel produit par l'édifice depuis la capitale, M. Mitterrand ne donnera son « accord définitif » qu'au vu d'une étude plus approfondie et « compte tenu du respect de la perspective ». Idée simple, forte et élégante, cette arche monumentale est aussi, selon les techniciens, un bâtiment qui se joue des contraintes imposées par le sous-sol, où passent une autoroute et des voies de chemin de fer. Il concilie l'échelle du quartier (la tour Flax culmine à 200 mètres, non loin) et la nécessité d'offrir au pro-

mineur des lieux d'accueil, à l'abri du vent et à l'écart des grandes esplanades. Au sommet, des restaurants et des lieux publics devraient bénéficier d'un point de vue exceptionnel.

Les ministères et le Centre international de la communication (dont le programme doit être précisé prochainement) seraient installés dans les « pieds » de l'édifice. D'un profil très mince, il devrait être relativement discret dans la fameuse perspective des Champs-Élysées et ne tracer qu'une ligne horizontale dans l'arc de l'Arc de triomphe.

Comme nous l'indiquions dans nos éditions du 6 mai, l'autre « premier prix » est caractérisé par un gigantesque mur-écran de 84 mètres de côté. Il récompense deux architectes français, MM. Viguière et Jodry, déjà lauréats d'un concours pour le siège de la Météorologie nationale, à Toulouse. Les seconds prix vont à l'équipe formée par Jean Nouvel, Pierre Soria, Architecture studio et deux jeunes diplômés, MM. Ithos et Laroque, pour un grand jeu de construction (150 mètres de haut sur 225 mètres de large), où les volumes s'accrochent dans une réille cubique dont le centre est ajouré, et à MM. Crang et Boake, architectes canadiens, qui avaient dessiné un ensemble assez compact, marqué par une étroite flèche dans l'axe.

Les douze menthons récompensent beaucoup d'équipes françaises : Chaix, Confino, Delanne, Duval et Morel ; Autran et Macary ; Roland Castro ; Jorda et Penzard ; Bernard Tschumi (lauréat du parc de la Villette) ; Georges Pencreach ; Studio 7 ; Yves Lion ; Fitzer et Zandfos ; Salomon, Chabert et Maddalena, et deux équipes étrangères, A.J. Diamond Associates (Canada) et celle de Vittorio Gregotti (Italie).

L'exposition des 424 projets

Une exposition des 424 projets reçus pour ce concours sera organisée à la galerie de l'Esplanade à la Défense, à partir du 10 juin. Un débat public est organisé par l'Institut français d'architecture et l'Établissement public de la Défense, avec les lauréats et les organisateurs, dans l'ancienne École polytechnique, 1, rue Descartes, le 1^{er} juin à 20 heures.

Le choix du jury, respecté par le président de la République, ne pourra être analysé en détail que lorsque l'ensemble des projets seront connus. Il semble en tout cas qu'une grande cohérence a été obtenue de la part des architectes membres du jury que M. Joseph Belmont, président de l'EPAD, avait eboisi pour leur goût commun de « l'objet architectural ». Le choix d'un édifice symbolique, et la volonté de magnifier un lieu important sont conformes au programme. Ce fait est assez rare pour être noté avant plus ample inventaire.

MICHEL CHAMPENOIS.

MUSIQUE

SUPER BITON AU PALAIS DES GLACES

Bambara-jazz

Il arrivait en foule en ce moment, des forêts de Guinée, des villes du Ghana, des sables du Sahara ; ils ouvrent des territoires sonores, se jouent des catégories, marient la basse électrique et le balafon, la danse des chasseurs et le saxo, comme on vit aujourd'hui en Afrique, à cheval sur plusieurs temps et civilisations, avec naturel, avec humour. Ils sont Africains. On dispose de quelques jours pour aller écouter — retour du Festival de jazz d'Angoulême — deux groupes du Mali qui pratiquent ainsi l'échange de sons et découvrent à jamais les classifications : les Kanaga de Mopti et Super Biton de Ségou.

Passons sur le premier, trop jeune encore, mais le second ! quelle puissance rythmique, quelle sonorité des cuivres ! Douze musiciens, trompettes éblouissantes comme chez les Cubains et cette manière, très africain, de lancer la voix avec de brusques changements de ton, un raffinement qui remonte à l'histoire de l'empire bambara.

Et cette façon de lâcher des sons l'air de rien à la guitare. Chevauchées fantastiques, solos mobiles, entente musicale sans défaut.

On les a entendus deux soirs de suite au cours de concerts très différents (les musiciens ne se répètent pas). Le premier était meilleur que le second, les deux fois, après les rappels, les musiciens de Super Biton ont offert comme un cadeau un moment inattendu, étrange, où le tempo, l'espace se sont oubliés. Mardi ce fut un chant très long, un récit rythmé des illustres faits de glorieux chefs bambaras, un chant de plus de vingt minutes accompagné de la flûte, des cuivres, tranquillité, bonheur, fabuleux contentement.

Le concert du lendemain était plus rond, plus tranquille. Un chasseur à l'affût s'est promené avec sa guitare électrique dans une forêt, il a tiré.

CATHERINE HUMBLLOT.

* Palais des Glaces, jusqu'au 28 mai, à 20 heures.

LES FOLIES DE TAZARTES

Ghedalia Tazartes, le fou qui chante des bribes de mots, ou des phrases entières, des roulements de pigeon ou des prières gutturales, ses tristesses à tue-tête, ses gaietés taiseuses ou électrocinématographiques, est pour trois soirs l'invité du Théâtre de la Bastille. Il n'arrive pas seul mais avec un danseur.

Depuis longtemps, bien avant l'enregistrement de ses Improvisations (1), il joue aussi à faire débouler

toutes les sonorités de l'Arabe, plus — vu qu'il est juif — des cantilanes déchirées, et encore — vu qu'il a boyette, souvent, il se les hurle pour lui seul, — il martèle des rythmes pygmées. A moins qu'il ne se fasse tout doux, et tendre à en éliminer. — M.L.B.

* Théâtre de la Bastille, de 26 au 28 mai, à 20 h.

(1) « Diasporas ». Disque Co-balt 002. Dist. Free Bird.

EXPOSITION

Dix mille ans d'art à Istanbul

(Suite de la première page.)

Ces derniers, proscrits par Atatürk, se rappellent à notre souvenir en leur covent délicatement restauré de Galata où nous conduit l'exposition d'instruments de musique d'Asie mineure déployée autour de la piste où tourmentent les derrières. Quant au palais de Hamam-Asi, grand vizir de Soliman le Magnifique, abandonné à lui-même durant des lustres malgré sa position triplement privilégiée face aux obélisques de l'Hippodrome, aux six minarets de la mosquée Bleue et au Bosphore, il nous est rendu réparé, réaménagé et rempli de richesses qui, pour beaucoup, n'ont jamais été publiées ou même vues. Ainsi de certains tapis seljoukides des treizième et quatorzième siècles.

Topkapı, « la porte du canon », n'est pas en reste pour autant, pas plus que Saint-Irène ou le jardin de Sainte-Sophie. Là, dirait Cocteau, « Byzance tend vers l'Europe sa vieille main chargée de bagues » (1). Mais on n'y trouve pas que des merveilles en tout genre de Constantinople, dont certaines sont célèbres de longue date. Par exemple, Topkapı montre également les bijoux musulmans en or qu'arboraient les envahisseurs gaulois de l'Anatolie trois siècles avant Jésus-Christ. Sainte-Irène, de son côté, abrite aussi bien une des plus précieuses que vieille de huit mille ans que des animaux hitites en terre rouge. Pas moins de cinquante musées turcs ont

envoyé des pièces à Istanbul, souvent issues de réserves ou de fouilles récentes. La Turquie est si riche en œuvres d'art de toutes sortes qu'elle n'a eu besoin que d'emprunter une vingtaine de pièces à l'étranger, dont quelques-unes en France.

Bagatelle quand on sait que largement exposés en ce moment à Istanbul, la plupart dans des conditions muséographiques simples et modernes qui, pour une fois, paraissent avoir fait l'unanimité des spécialistes étrangers autour du travail de leurs collègues turcs dirigés par M. Nurihan Atasoy, professeur d'histoire de l'art et commissaire de l'exposition. La splendeur et l'ordre font bon ménage avec les temps et dans l'ancien capitale des basiliens et des sultans (2). Non sans distiller un sentiment d'écrasement. Comme chantait fin le poète turc Ahmet Arif :

« Nous sommes l'Anatolie
Noé n'est qu'un « miston »
à côté de nous. »

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Masek. Journal d'une tournée de théâtre (Égypte et Turquie). Gallimard 1949.

(2) On regrette fort toutefois que les catalogues définitifs n'aient pas été publiés pour l'inauguration.

(Le Monde consacrera ultérieurement des articles aux aspects artistiques et historiques des expositions d'Istanbul.)

STYLISTES • COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 Av. DAUMESNIL PARIS 12^e 347.21.32

ROCK

FUN BOY THREE AU PALACE

Jamais là où on l'attend

Transfuges des Specials, les Fun Boy Three sont un trio vocal en noir et blanc. Plus précisément un Blanc (Terry Hall) et deux Noirs (Neville Staples et Lynval Golding) ayant recréé à leur compte le métissage qui reste comme l'idée forte du phénomène ska à l'aube des années 80.

Ils ne s'interdisent aucune source d'inspiration et s'autorisent toutes les digressions : rock, rhythm'n blues, musique africaine, tango, java, tout cela est passé à la moulinette d'une création parfaitement inédite.

Les Fun Boy Three sont à peu de chose près ce qu'on peut entendre de plus original en Angleterre ces derniers temps. Il leur a suffi d'une série de 45 tours qui ont grimpé dans les hit-parades, et de deux 33 tours (le second est produit par David Byrne, le leader des Talking Heads) qui témoignent d'une maturité peu courante chez un groupe qui a deux ans à peine d'existence.

La formule renoue avec celle des trios jamaïcains, avec cette différence que le groupe qui les soutient est exclusivement féminin. Pour accentuer leur particularité, en préférant le pur et immédiat des instruments acoustiques (comme le violoncelle ou les cuivres) aux substituts des synthétiseurs, les Fun Boy Three prennent le contre-pied de la tendance anglaise à l'électronique. Électriques et singuliers, ce qu'ils font, ils sont seuls à le faire, jouant sur les contrastes avec des rythmes prononcés à contre-temps, mêlant l'instantanéité de mélodies entêtantes à des harmonies en porte-à-faux, stylisant avec audace les arrangements et les parties vocales qui, entre le phrasé indolent de Terry Hall et les chœurs aux résonances tribales des deux autres, donnent un cachet insolite aux compositions.

On sent bien les influences, mais elles sont tellement intégrées et détournées qu'il est inutile de les décon-

iquer. Car c'est ça la musique des Fun Boy Three, fût-elle et jamais là où on l'attend. Sans prétentions avant-gardistes, le trio participe d'un courant de plus en plus précis qui tend à brasser les cultures.

ALAIN WAIS.

* Au Palace, ce jeudi 26 mai, à 19 h 30. Discographie chez R.C.A.

DANSE

« Carmen », au Théâtre de Paris

Comme une torche

La Carmen présentée au Théâtre de Paris, réalisée par Antonio Gades et Carlos Saura, est très différente de la version cinématographique primée à Cannes. Aucune intrigue extérieure ne vient se greffer sur le spectacle. Il s'agit simplement d'un ballet sur Carmen dansé par la compagnie d'Antonio Gades.

Parler de ballet ne convient pas exactement. Saura et Gades préfèrent le mot « montage » pour qualifier leur travail, où la part du metteur en scène et celle du chorégraphe sont difficilement séparables. Ce qu'on peut, en revanche, apprécier, c'est l'influence déterminante du cinéaste sur le style de la compagnie. Voici quelques années, elle perpétuait simplement la tradition du ballet folklorique espagnol, comme en témoignait la suite Flamenca conservée au répertoire. Carmen, comme Noces de sang, précédemment mis en scène par Carlos Saura, est une tentative intéressante même si certains puristes orientent au détournement — pour insérer la danse traditionnelle dans la vie contemporaine.

Voici donc Carmen, née de la prose rigoureuse et sèche de Prosper

JOHN MAYALL AU CASINO DE PARIS

Le nouveau succès du blues

Décidément le blues — et singulièrement celui joué par les vétérans — attire aujourd'hui le public. Après le succès un peu inattendu et heureux d'Eric Clapton, l'autre semaine, sous le chapiteau de la porte de Pantin, voici celui de John Mayall, lundi soir, au Casino de Paris.

Né il y a presque cinquante ans à Manchester, Mayall est entré dans

le blues dès l'âge de treize ans, mais il n'a fait son apparition dans le circuit du show-business que relativement tard — vers la trentaine — encouragé alors par Alexis Korner. Depuis John Mayall a produit trente albums, collaboré avec une liste impressionnante de musiciens et développé sa propre vérité dans la voie royale de l'expression, dans une musique riche d'énergie et fécondant sans discontinuer, éclatant de multiples éléments. Mayall sait que le blues ne s'improvise pas mais se ressent dans le cœur. Et il a fait de cette musique la passion de sa vie, il en a acquis le pathétique (et l'humour) et la manière de plier les mots à la mélodie, d'arracher impétueusement les notes à l'harmonica.

En se produisant à nouveau aujourd'hui avec Mick Taylor à la guitare, Steve Thompson à la basse et Colin Allen à la batterie, John Mayall a reconstitué un quintet qui avait duré, il y a quinze ans, juste le temps de réaliser un bon album (Blues from Laurel Canyon). Mick Taylor rejoignant ensuite les Rolling Stones. Taylor, peu expansif dans le comportement scénique, discret même, effectue un travail terriblement efficace dans ce quatuor ressuscité, donne de superbes chorales et maintient brillamment à un haut niveau le dialogue avec John Mayall, lui aussi en grande forme, plein de ferveur et d'élan retrouvé. A l'harmonica, à la guitare, aux claviers surtout, Mayall joue le blues dans sa diversité : les longs titres solides, envoiements, aux structures classiques, des vieux bluesmen noirs de Chicago (Muddy Waters, Sonny Boy Williamson, Buddy Guy), dont il est resté le farouche admirateur et le défenseur ; ses propres compositions, plus rock parfois, mais tout aussi brûlantes d'émotion.

CLAUDE FLEOUTER.

MARCELLE MICHEL.
* Théâtre de Paris, 20 h 30.

A PARTIR DU 27

MADELEINE
COMPAGNIE VALÈRE-DESAILLY

**SIMONE VALÈRE
JEAN DESAILLY
BERNARD LAVALLETTE**

L'Amour fou

COMÉDIE DE
ANDRÉ ROUSSIN

Mise en scène de **MICHEL BERTAY**
Décor de **BERNARD EVEIN**
Costumes de **SYLVIA BERGE, ANNE ROGER, PATRICK LEGRAND**

MICHEL BERTAY

LOCATION : 285.07.09 ET AGENCES

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indications particulières

LUNDI 30 MAI (exposition samedi 28)

S. 1 - Tapis d'orient, M. RENAUD.
S. 4 - Instruments de musique, M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Vastolat.
S. 9 - Dessins Fougère, Delacroix, Pissarro, Millet, M. RHEYRE.
S. 10 - Dessinateurs, illustrateurs, humoristes, M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. Vidal-Mégret, M. Caillet.
S. 11 - Saison V. Bix - Éditions et bon motif, M. LANGLADE.
S. 12 - Coll. œuvres afric. M. LOUDMER.
S. 15 - Tapis, meubles et obj., M. ROBERT.
S. 16 - Saison B. Tapis, meubles anc. et de style, M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

LUNDI 30, MARDI 31 MAI (exposition samedi 28)

S. 2 - Objets d'art d'extr.-orient, M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Portier.

MARDI 31 MAI (exposition samedi 30)

S. 5 et 6 à 14 h 30 - Arts primitifs à l'imp. vte, M. LOUDMER.
S. 5 et 6 à 21 h - Tapis mod., M. LOUDMER.

MERCREDI 1^{er} JUIN (exposition mardi 31)

S. 4 - Art 1900, art déco : tapis mod., M. MILLON, JUTHEAU, M. Camard.
S. 7 - Art mod. et contemp. (Brazier, Chaponval, Charbonnet, Gromaire, Isart, Lansky, Lapicque, Lhotte, Modigliani, Plançon, Souverbie, Sura, Survege, Tal Coat, Valtin), M. CHARBONNET.
S. 9 - Coll. porcelaines - Meubles, obj. d'art, M. LOUDMER.
S. 10 - Vte Yves HAMON et tapis contemp., M. J.-C. BINOCHÉ, A. GODEAU.
S. 13 - Tapis, meubles, obj. d'art, M. CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 15 - Bons meubles et obj. mobiliers, M. ADER, PICARD, TAJAN.

JEUDI 2 JUIN (exposition mercredi 1^{er})

S. 2 - Extr.-orient : Impte coll. de tabaciers chinois XVII^e et XIX^e S., M. BOISGRAND, DE HECKEREN.
S. 3 - Faïences et porcelaines anc., M. COUTURIER DE NICOLAY, M. Lefèvre.
S. 14 - Estampes originales, livres anc. et mod., M. MILLON, JUTHEAU, M. Lecomte.

VENDREDI 3 JUIN (exposition jeudi 2 de 11 h à 18 h et de 21 h à 23 h)

S. 5 et 6 - Impte vte d'horlogerie de collection, montres émaillées, documents et manuscrits, M. CHAYETTE, M. Sobier.

VENDREDI 3 JUIN (exposition jeudi 2)

S. 1 - Obj. d'art extr.-orient, antique et art nègre, M. COUTURIER DE NICOLAY.
S. 2 - Extr.-orient : Impte coll. de tabaciers chinois XVII^e et XIX^e S., M. BOISGRAND, DE HECKEREN.
S. 7 - Tapis anc. Bix, argent. Obj. d'art et meubles - M. PECHON, DELAVENNE, LAFARGE.
S. 8 - Saison Seigneur de Dinan et appartenant à divers amateurs : Bix, obj. de vitrine, orfèvrerie anc. et mod., M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Dacheux et Stettin.
S. 9 - Céramiques anc., M. PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Vandermersch.
S. 11 - Bibliothèque arménienne - Livres, dictionnaires, atlas-gravures des XVII^e, XVIII^e et XIX^e S., M. ADER, PICARD, TAJAN, M. Kevorkian.
S. 16 - Portraits XVII^e, meubles sculp. XIX^e, M. AUDAP, GODEAU, SOLANET.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

M. ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002) PARIS, 281-80-07.
M. AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009) PARIS, 770-67-68.
M. BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue la Boétie (75008) PARIS, 742-78-01.
M. BOISGRAND, DE HECKEREN, 2, rue de Provence (75009) PARIS, 770-81-36.
M. CHARBONNET, 124, Fg Saint-Honoré (75008) PARIS, 359-66-58.
M. CHAYETTE, 10, rue Rossini (75009) PARIS, 770-38-89.
M. CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, av. George-V (75008) PARIS, 770-19-94.
M. COUTURIER DE NICOLAY, 51, rue de Valenciennes (75007) PARIS, 555-95-44.
M. LANGLADE, 12, rue Descartes (75017) PARIS, 227-00-91.
M. LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement REIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.
M. LOUDMER, 18, rue de Provence (75009) PARIS, 523-15-25.
M. MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009) PARIS, 248-46-44.
M. PECHON, DELAVENNE, LAFARGE - 12, rue de la Grange-Batelière (75009) PARIS, 524-53-38.
M. PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009) PARIS, 770-88-38.
M. RENAUD, 8, rue de la Grange-Batelière (75009) PARIS, 770-48-65.
M. RHEYRE, 5, rue de Provence (75009) PARIS, 770-87-05.
M. ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016) PARIS, 727-95-34.

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

LE DEUIL ÉCLATANT DU BON-HEUR - Arlette Adéval (355-27-10) 20 h 30.
ROMAN ROCK A L'HEURE DU THÉ - Centre culturel du Marais (272-73-52) 20 h 30.
LES ANDRÉGOS - Espace Carlin (256-17-30) 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : La Belle Hélène.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), Thèmes de Chamy : 21 h : Le Mystère de la charité de Jeanne d'Arc.
TEP (797-96-06), 20 h 30 : Daniel Humair Pandemonium (quatuor de saxophones).
REAUBOURG (277-12-33), Débats : 18 h 30 : sixième Festival franco-anglais de poésie : 20 h 30 : La revue "L'Ennemi". Soirée néo-moderne : à 21 h : Carrado Costa. Didi Bozzini : Cinéma vidéo : nouveaux films Bpi : Robots industriels-IV. Atelier flexible : 16 h : Introduction à la musique contemporaine n° 2 - Nécessité et hasard - 19 h : Le temps des cathédrales : Dieu est fumier : 12 h à 22 h : Média de Yann Nguyen Minh.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), voir concert.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : Ballet Rambert : 18 h 30 : orchestre Franz Lizzor de Budapest.

Les autres salles

ALLIANCE (544-11-42), 20 h 30 : Buzyna Gyo.
AMERICAN CENTER (321-42-20), 21 h : Bruce Schwarz.
ANTOINE (203-77-71), 20 h 30, Comp. de soleil.
ARC (723-61-37), 20 h 30 : Opéra-Loulfa.
ATELIER (606-49-24), 21 h : Le Nerve de Ramona.
ATHÉNÉE (742-67-27), 20 h : Kean.
BASTILLE (357-42-14), 21 h : Description d'un combat.
BOUFFES DU NORD (239-34-50), 20 h 30 : Le Caricature.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-46-51), 20 h 30 : Zed Zed Zed...
CARTOUCHIERE, Epée de Bois (808-39-74), 20 h 30 : Patience... patience dans l'air...
CECILE (328-36-36), 21 h : Les Amis de M. Gato.
CENTRE CULTUREL VAVIN (278-01-90), 20 h 30 : L'Assemblée des femmes.
CHAPPELLI SAINT-LOUIS DE LA SALPÊTRIERE (508-09-40), 20 h 30 : Les Vies de Louis.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h : Monsieur Milord.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), Galerie 20 h 30 : Dialogue de l'arbre - Réserve 20 h 30 : La Musique - Grand Théâtre 20 h 30 : Romeo et Juliette.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Revient dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-05-24), 21 h : Comédienne Nicole Bouvier.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 18 h 30 : Si l'été m'était conté : 20 h 30 : L'été et l'été.
CONSTANCE (258-97-42), 20 h 45 : Chronique de deux filles et d'un escadron.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Les Gros.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : Joyeux Piqueux.
ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, 21 h : Le Jugement.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : Théâtre de Bouvard.
ÉPIQUE (772-23-41), L. 18 h 30 : Le Crime de professeur Lebret - IL 20 h 30 : Le Retour du Comte.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : Abraham et Samuel.
ESPACE-GAÏTE (327-13-54), 18 h 30 : Le Mariage de Figaro : la Mouette.
PONTAINE (874-74-40), 20 h 30 : S. Joly.
GAÏTE-MONTMARTRE (323-16-18), 20 h 30 : Des jours et des nuits.
GALERIE 95 (326-63-51), 21 h : Play it again, Sam.
GRAND HALL MONTORQUEL (535-78-37), 20 h 30 : Les Troyennes.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : La Camériste chère : 20 h 30 : Le Lapon : 21 h 30 : Théâtre d'ombres : 22 h 30 : Les Atomes de Nell.
JARDIN D'HIVER (255-74-40), 21 h : Tranchée de vie : 21 h 30 : Camarade-bies.
JELINE THÉÂTRE NATIONAL (271-51-00), 21 h : Crispacule.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Mort accidentelle d'un anarchoïste.
LUCERNAIRE (544-57-34), L. 18 h 30 : Un accesseur à la mer : 20 h 30 : Les Pygmées aussi : 22 h : M. Sergeant.
LA TANIÈRE (337-74-39), 20 h 45 : J.-L. Debarcos : 22 h 30 : M. Arbatz.
LE TINTAMARRÉ (887-53-82), 20 h 15 : Poudre : 21 h 30 : Apocalypse Na.
MATHURINS (265-90-00), 20 h 45 : L'Avantage d'être constant.
MARAI (278-50-27), 20 h 30 : Le Plaisir berlioz.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînait au lit.
MICRODÈRE (742-95-22), 20 h 30 : Le Vieux voyageur.
MONTMARTRE (320-89-00), 21 h : R. Deves : Petit Montmartre 21 h 15 : L'Arméenne.
MONTMARTRE (320-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la lanouste.
PALEIS-ROYAL (297-59-81), 20 h 45 : La Fille sur la banquette arrière.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : La Musée noir de Vella Angel.
POCHE (548-21-97), 21 h : Vers Barcar.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures au plus tard.
SALLE MARTIN-L. KING (372-79-16), 20 h 30 : Vous vivrez comme des porcs.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (323-35-10), 21 h 45 : Le Fantôme à bascule.
STUDIO-THÉÂTRE 14 (545-49-77), 20 h : Et nos amours : 21 h 30 : Les Burlin-gues.
TAJ THÉÂTRE DESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos : 22 h : Fin de partie.
TEMPLE (272-94-56), 20 h 30 : Robinson Crusoe.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : Les Béthas cadras : 22 h : Nons on fait où on veut de faire.
THÉÂTRE DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : Tout Avec Tin Do, si te peut : 22 h 15 : Le Mont-Plais.
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : L'Étrange dans la brèche.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), 22 h 30 : Y'a encore une bombe dans le bœuf de gamin.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 18 h 30 : La Cruche en l'air : 19 h 30 : Touches pas au fricchi.
THÉÂTRE 13 (588-16-30), 20 h 30 : Le Piège de Méduse.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 22 h : Fissure comète.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : Opéra de quat'he.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-

COMMUNICATION

PATRONNÉE PAR L'O.U.A.

L'Agence panafricaine d'information a diffusé sa première dépêche

Dakar (A.F.P.) - Le plus grand projet africain en matière de presse entre dans la réalité : l'Agence panafricaine d'information (Pana) a diffusé, le mercredi 25 mai, depuis Dakar, son siège, sa première dépêche à destination des agences nationales de presse africaines. Cette dépêche marquait sans doute l'originalité que la Pana veut introduire dans le traitement et la collecte de l'information : rédigée en Afrique, par des journalistes africains, selon une optique africaine, elle a été diffusée à partir d'un réseau de télécommunication installé en Afrique.

Pour les ministres africains qui, le 10 avril 1979, à Addis-Abeba, mettaient sur pied la nouvelle agence, « les événements en Afrique, leur genèse et leur évolution n'ont pas toujours été présentés au monde extérieur avec objectivité et exactitude ». La Pana aura donc pour objectif, comme l'affirme sa convention, de « corriger l'image déformée de l'Afrique, de ses pays et de ses peuples par la suite d'informations partiales, négatives des agences de presse étrangères ».

Dans cette optique, l'agence se propose de favoriser « un échange efficace d'informations » et d'assurer « une circulation rapide et permanente de nouvelles objectives et responsables » entre pays africains. La principale difficulté réside justement dans la réalisation de cet ob-

jectif. Les nouvelles de la Pana doivent provenir, essentiellement, des agences nationales de presse africaines ou des organes officiels d'information des États membres. Or, dans leurs propres pays, ces agences servent souvent à la diffusion des « vérités officielles », ce qui risque de nuire à l'objectivité et à l'exactitude de l'information. Le directeur général de la Pana, le Nigérien Cheikh Ousmane Diallo, journaliste de formation, admet que ce risque existe, mais qu'il sera corrigé par l'utilisation de la presse africaine fera des dépêches en provenance des agences nationales. Ces dernières seront bien obligées d'améliorer leur service si elles se rendent compte que leurs nouvelles ne sont pas utilisées parce qu'elles manquent d'objectivité et d'exactitude ou qu'elles sont démenties par d'autres sources d'information, comme les agences de presse internationales.

Le directeur de la Pana sait que le développement de son agence dépend moins de l'accroissement du volume de nouvelles diffusées que de leur qualité, de leur crédibilité et

de leur intérêt, qui relèvent, en définitive, des agences nationales elles-mêmes et de leur capacité à améliorer leur prestation. Il prévoit de produire une information attrayante et objective, traitée « de manière pédagogique ». « La Pana ira plus loin », que les grandes agences mondiales dans l'analyse et l'explication des événements et problèmes africains, déclare M. Diallo, qui affirme que l'agence ne s'attachera pas sur le fait local, domaine où elle pourra difficilement faire concurrence aux grands moyens classiques d'information.

Ce « factuel » africain parviendra soit directement des agences de presse africaines au siège de l'agence, à Dakar, soit par l'intermédiaire des cinq pools régionaux établis à Tripoli, Khartoum, Lagos, Lusaka et Kinshasa. Ces pools, tous comme le siège, bénéficieront d'un équipement de télécommunications fourni par l'Unesco, qui apporte, en outre, une assistance importante au projet, qui s'inscrit dans le cadre de la recherche d'un nouvel ordre mondial de l'information et de la communication.

L'Unesco aide, parallèlement, vingt-sept agences de presse africaines à s'équiper et à former leurs journalistes et techniciens, grâce à des ressources financières réunies auprès de ses États membres. Quant au fonctionnement de l'Agence panafricaine - qui est une institution spécialisée de l'O.U.A. - il sera assuré par les contributions financières de la cinquantaine de pays membres de l'Organisation africaine. Manifestement, la crise politique que traverse l'O.U.A. ne semble pas avoir affecté outre mesure la Pana, puisque celle-ci peut, maintenant, démarrer pour une période d'essai de trois mois.

KADER DIOP.

A VOIR

COCKTAIL EXPLOSIF SUR FR 3

Vendredi grand public

De notre correspondant

Nancy. - Un jeune militant syndical en tenue d'Adam visant le titre de Monsieur Apollon dans une boîte de nuit des environs de Pont-à-Mousson, la soirée du Karan Chery, un cadre qui avoue, entre deux scènes de combats au Moyen-Orient, avoir touché une prime de 60 000 F pour avoir réussi à décrocher, pour son usine, le contrat du siècle (une somme qui fera au moins sourire son concurrent japonais), la gouaille de Gotainer, un travailleur quinquagénaire qui parle des « palmés » de Pont-à-Mousson - ces jeunes qui ne mettent plus « la même ardeur au travail » que leurs aînés, - les mélodies de Christophe, une famille d'ouvriers pour qui Stakhanov semble être un exemple, des chansons de Barbelivien, un invité surprise qui pourrait bien être M. Auroux, et, pour finir, un patchwork de reportages allant de l'esclavage en Mauritanie aux « Deux visages de l'extrême droite ».

Assurément, FR 3 a réuni, pour la première de sa série « Vendredi grand public », tous les ingrédients d'un cocktail explosif ou, à tout le moins, vivifiant. Au total, deux heures trépidantes de direct en Lorrain, ponctuées de portraits réalisés à coups de confiance et de hache auprès d'ouvriers de Pont-à-Mousson S.A., réaménageant nationalisés. L'usine reste actuellement le cœur industriel du bassin de la Meurthe-et-Moselle sud et l'unité la plus importante au monde en ce qui concerne la production de canalisations en fonte inextinguible.

« Nous avons voulu éviter l'écueil du film de cinquante-

deux minutes sur une usine ou une ville avec débat à la clé entre les acteurs classiques, comme le maire, les responsables syndicaux et les autres », Pascal Breton et Jean-Charles Elie ont donc tourné des séquences courtes, de moins de quatre minutes, « qui doivent obligatoirement faire réagir les participants au direct », expliquait, à Pont-à-Mousson, M. André Campana, responsable de la série, à la veille de la première. « Nous avons réuni en outre des artistes connus pour inciter les téléspectateurs à choisir leur chaîne, mais notre but est vraiment de donner la parole aux non-votants qui participent à l'émission ».

Une formule originale qui inquiète bien des acteurs musiciens pontois de l'émission : « Pourvu que ça ne tourne pas à une tribune de la Pologne avec droit de réponse entre syndicats et patronat », s'inquiétait notamment M. Michel Lucher, secrétaire du comité d'établissement de l'entreprise qui, comme la grande majorité, n'avait pas encore visionné, mercredi, les sujets découpés tournés par FR 3. Il est vrai qu'à l'image du pari audacieux et intrépidité pris à la chaîne, le plateau du direct sera installé juste au-dessus des fours en fusion, sur une passerelle de commande de l'usine. Décidément, les « Jeux de 20 heures », ce vendredi sur FR 3, ne seront véritablement gagnés qu'à 23 heures.

JEAN-LOUIS BEMER.

* Vendredi : Grand public à Pont-à-Mousson, le 27 mai, 20 h 55, FR 3.

Hausse du prix de l'essence

Le mois du diesel chez

NEUBAUER

Exceptionnel du 15 mai au 15 juin

sur tout achat d'une

• HORIZON Diesel

• 305 Diesel • 505 Diesel

Le meilleur prix - le meilleur service

NEUBAUER

M. GERARD 821.60.21

TELEX PARTAGÉ

ÉTRANGE SERVICE TELEX / PARIS ☎ 345.21.62

« LA TRIBUNE DES NATIONS » REPARAIT

La Tribune des nations, mensuel international fondé il y a cinquante ans mais qui s'était sabordé en 1979, reparait, en ce mois de mai, sous l'impulsion de M. Fabrice Halman, fils du fondateur. Fidèle à ses origines, le magazine se propose de particulier d'exposer la politique étrangère de la France face aux grands problèmes mondiaux.

A l'occasion de cette repartition, signalons notamment l'article de M. René Maurès sur le voyage du président Mitterrand en Chine, ainsi qu'une interview exclusive de l'écrivain latino-américain José Luis Borges.

* La Tribune des nations, 150, av. des Champs-Élysées, Paris 8^e. Le numéro 12 F ; un an 144 F. En vente dans les kiosques.

NOUVEAU PRÉAVIS DE GRÈVE A LA RÉDACTION DE RADIO-FRANCE

Après l'arrêt de travail observé le mercredi 25 mai (90 % de participation selon les syndicats, 75 % selon la direction), le climat reste lourd à la rédaction de Radio-France. La C.F.D.T. a déposé un nouveau préavis de grève pour le vendredi 27 mai. Des assemblées générales, convoquées ce jeudi 26 mai dans les locaux de la rédaction, ont permis de se prononcer sur la suite du mouvement. De son côté, F.O. appelle les journalistes à observer une « grève du zèle ».

La décision de la direction de Radio-France de « désigner » cinq journalistes pour assurer, mercredi, le service minimum de l'information, a été vivement critiquée par le S.N.J. et F.O. A la direction de Radio-France on souligne que cette « désignation » est parfaitement conforme au décret d'application qui confère au président de chaîne l'appréciation des moyens nécessaires à la mise en œuvre du service minimum.

PUBLICITÉ

LE BRUIT REND FOU

L'actualité est remplie de drames engendrés par le bruit, cause importante d'agressivité. Grâce aux progrès de l'électronique, le filtre EAR, qui protège sans isoler, a été mis au point aux U.S.A. Il se démonte en deux cour pour s'adapter parfaitement à l'oreille. Travail ou sommeil, sa polyvalence est remarquable, il permet les conversations en milieu bruyant. Protection efficace du conduit auditif pour le sport. EN PHARMACIE ou 273-30-34.

Jeudi 26 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1



- 20 h 35 Téléfilm : Pablo est mort. De S. Stora, Ph. Lefebvre, avec J. Perrin, J.-F. Stevenin, R. Bohringer, J. Bouise.
- 21 h 35 Cinéma : L'affaire Germaine Frégarde ou le réalisme au quotidien : nuit d'horreur à Issy-les-Moulineaux ; suicides dans le Morbihan, et autres faits divers.
- 22 h 15 Contre-enquête. Émission d'A. Houng, C. Vigne et G. Giner.
- 23 h 20 Tennis à Roland Garros (résumé).
- 23 h 40 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

Pour 59 stations vacances, être ouvert en Juin et Septembre, c'est un engagement.

Appelez le :

(1) 249.33.33



20 h 35 Mécurs en direct : la Saga des faiseurs de film.

Les confidences de quelques hommes d'affaires sans complexes - Bernard Tapie, André Essel, etc. - fiers d'afficher leur réussite et leur goût pour la compétition. Une émission tonique, tournée à l'américaine.

- 21 h 35 Magazine : Les enfants du rock. Houbé-Houbé - New-York avril 1983.
- 22 h 50 Basket : France-Yugoslavie. Championnat d'Europe à Limoges.
- 23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma sans visa. Émission de J. Lacour et J.-C. Guillebaud.
- 20 h 40 Film : L'émigrant. Film africain de S. Kotto (1982), avec E. Idoubo, C. Coiffe, J. Tsembredo, S. Jacob, S. Kouyate.
- 21 h 35 Cinéma : Un jeune paysan de Haute-Volta veut partir pour l'étranger chercher du travail. Divers événements auxquels est mêlé un jeune fils refusant d'épouser l'homme qu'on lui destinait le fera renoncer à son projet. Premier long métrage - inédit en France - d'un cinéaste africain qui traite, à travers une fiction, des problèmes sociaux d'une société marquée par l'exode rural et le pouvoir patriarcal. Tourné directement en français.
- 22 h 15 Cinéma : Le zozzo rural, le choc (et l'attrait) de la ville, la prostitution, les mariages forcés, le cinéma en Afrique, etc. Avec Samou Kollo, le réalisateur. Catherine Humbert, notre collaboratrice, J.-Yves Caranton, responsable de Nord-Sud formation, Thérèse Kuch-Maukary, journaliste-écrivain africain.
- 22 h 40 Journal.
- 23 h 2 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 23 h 5 Prélude à la nuit.

FRANCE-CULTURE

- 19 h 30, Les progrès de la biologie et de la médecine : les nouveaux appareils de cytologie et d'histologie quantitative.
- 20 h, Le guesnier d'ombres, de P. Moineau. Avec J. Tournier, J.-F. Delamar.
- 22 h 30, Nuits magiques : bonsoir la compagnie.

FRANCE-MUSIQUE

- 19 h 55, Concert (en direct de Budapest) : musique populaire des paysans du Danube.
- 21 h 15, Concert : « Rhapsodie », de Petrovic ; « Symphonie n° 12 », de Decsenyi ; « Pentagramme », de Saary, par l'Orchestre symphonique de la radio hongroise, dir. A. Medveczky, I. Szervenyi ; 23 h, La tradition hongroise : œuvres de Liszt, Kodaly, Bartok.

Vendredi 27 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 10 h 35 Vie plus.
- 11 h 15 Informations de tennis.
- 12 h 15 H.F. 12 (info).
- 12 h 30 Atout cœur.
- 13 h 30 Journal.
- 13 h 50 Portes ouvertes.
- 14 h 5 Télévision scolaire.
- 15 h 15 L'actualité.
- 16 h 25 La ville dans les nuages.
- 16 h 50 Histoire d'en rive.
- 17 h 5 Météorologie.
- 18 h 15 Émissions régionales.
- 18 h 40 Les uns pour les autres.
- 19 h 30 Journal.
- 20 h 35 Variétés : Nuit du cirque.
- 21 h 15 Lilla Massilo o réuni pour le bicentenaire du cirque quelques-uns des plus grands artistes internationaux.
- 21 h 40 Série : La Route de la liberté.
- 22 h 15 L'actualité politique d'un esclave noir au lendemain de la guerre de Sécession. La présence de Cassius Clay est la seule curiosité de cette série américaine.
- 22 h 50 Informations de tennis.
- 23 h 15 Journal et cinq jours en Bourse.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 A.N.T.O.P.E.
- 11 h 30 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Jeu : L'Académie des neuf.
- 13 h 35 Émissions régionales.
- 13 h 50 Série : Les amours de la Belle Époque.
- 14 h 5 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 5 Série : Les diamants du président.
- 16 h 5 Reprise : Lire c'est vivre.
- 17 h 5 Mes amis, d'E. Bove (diff. le 17 mai).
- 18 h 15 Rénovés.
- 19 h 45 Théâtre A 2.
- 19 h 30 C'est la vie.
- 19 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
- 20 h 30 Journal.
- 20 h 35 Série : Secret diplomatique.
- 21 h 30 Apostrophes.
- 21 h 30 30 Apostrophes.
- 22 h 45 Journal.
- 22 h 55 Ciné-club (cycle années 70) : Le Lit de la vierge.
- 23 h 30 Film français de Philippe Garrel (1969), avec P. Clement, Zouzou, J.-P. Kalfon, N. Lagnieu, R. Lamy (N.).
- 23 h 30 Une jeune femme nommée Marie est étendue sur un lit, au bord de la mer. Un jeune homme appelé Jésus sort des flots et tente, en vain, de prêcher la bonne parole. Il ne s'agit pas d'une variation sur Jésus et le christianisme, mais d'une suite de visions du monde intérieur de Philippe Garrel, le jeune marginal inspiré du cinéma français.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 18 h 55 Tribune libre.

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Émissions régionales.
- 19 h 50 Dessin animé : Tintin.
- 20 h 15 Les jeux.
- 20 h 30 D'accord, pas d'accord, (I.N.C.)
- 20 h 35 Vendredi : Grand public, à Pont-à-Mousson.
- 21 h 35 Cinéma : Le premier numéro de « Grand public » se déroule en direct du grand complexe industriel de Pont-à-Mousson où l'équipe de « Vendredi » vient de passer un mois. Deux heures d'informations, de variétés et de culture. Une rencontre « croisée » avec des cadres, des salariés de l'entreprise, M.M. Jacques Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, Raymond Barre, ancien premier ministre, et le chanteur Daniel Balavoine. Étaient les sujets de discussion : le sommet des pays industrialisés, l'extrême droite, les Olympiades des handicapés mentaux, Cannes (avec une interview de Robert Bresson), etc.
- 22 h 33 Une minute pour une image, d'Agnes Varda.
- 22 h 35 Prélude à la nuit.
- 23 h 15 Nuits magiques : Sonate pour piano et violon, de L. F. Pettigard, par E. Friedmann (violin) et L. Pettigard (piano).
- 23 h 30 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Mathématiques : le bûche dans un monde en changement ; les radios rurales du Sahel.
- 8 h 32, La Sibérie.
- 8 h 50, Echec au hasard.
- 9 h 7, Matinée des arts du spectacle.
- 10 h 45, Le texte et la marge ; Colette, avec Lina Lagher.
- 11 h 2, Musique : le voyage d'Italie (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5, Agorà.
- 12 h 45, Fantazma.
- 14 h 5, Un livre, des voix : « L'enfant pain », de A. Gomez-Arcos.
- 14 h 45, Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (Mura Kucik Khan).
- 18 h 30, Feuilleton : Pirelli à des enfants.
- 19 h, Actualité magazine.
- 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne : mieux voir les étoiles.
- 20 h, Rencontre : « Que Faire », avec J.-P. Morel, P. Dais, P. Vieuxville, M. Chatelet.
- 21 h 30, Black and blue : Ray Charles.
- 22 h 30, Nuits magiques : au Festival de Nancy.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musique de matin.
- 7 h 5, Musique de chambre : Bach, Honegger.
- 8 h 45, Le journal de musique.
- 9 h 10, Concert : œuvres de Haydn, Tchaikovsky, par l'Orchestre de chambre de Pologne.
- 9 h 5, Le matin des musiciens... Artiste, ou la musique et l'Église : œuvres de Fauré, Liszt, Gounod, Saint-Saëns.
- 12 h, Actualité lyrique.
- 12 h 35, Jazz d'il y a peu.
- 13 h, Avis de recherche : œuvres de Vivaldi, Almeida.
- 13 h 30, Jemmes solistes : œuvres de Allende, Debussy, Villa-Lobos, Ciurlionis, par D. Navis, piano.
- 14 h, Équivalences : Messiaen.
- 14 h 30, Les enfants d'Orphée.
- 15 h, Messiaen à Vézère (L. Chaboussin) : œuvres de Berlioz, Chopin, Martini, Wagner.
- 17 h 5, Les signaux des œuvres religieuses de Mozart.
- 18 h, Jazz.
- 18 h 30, Studio-concert (en direct du Studio 106) : Ton Koopman, clavessin ; Monica Huggett, violon.
- 19 h 35, L'après-midi.
- 20 h 20, Concert (amis de Sarrebrück) : « Die schöne Melusine », de Mendelssohn ; « Poèmes pour mi », de Messiaen ; « Rikart-Lieder », de Mahler ; « Symphonie pastorale », de Beethoven, par l'Orchestre radio-symphonique de Sarrebrück, dir. R. Zander, sol. J. Beckmann, soprano.
- 21 h 15, Fréquence de nuit : œuvres de Poulenc, Milhaud, Douchet, Wiener.

مكتبة النور

Le Monde

LIVRES

DU « ROI DES AULNES » A GILLES DE RAIS

Où nous mène Michel Tournier ?

ROMANCIER-PHILOSOPHE qui a tant de goût pour le conte que pour l'idée, Michel Tournier ne cesse de nous séduire et de nous étonner. Il dissimule sous « un manteau d'images » les vérités qu'il entend faire passer. Le manteau rutilant, l'intention profonde se dérobe. On se tient toujours un peu le menton après avoir lu. Où veut-il en venir ? Cet éducateur, ce prophète de l'homme de demain, ne nous jette-t-il pas dans les bras du diable ? Il n'est pas mécontent de cette réputation.

La question se pose avec d'autant plus d'insistance à propos de *Gilles et Jeanne* que ce court récit gravite, pour la première fois, entièrement autour de personnages empruntés à l'histoire, et que ce sont des figures archaïques : Jeanne d'Arc et Gilles de Rais.

N'insistons pas sur la fortune littéraire de Jeanne. Mais ce d'historiens, d'écrivains, se sont intéressés à lui aussi ! Un récent ouvrage, signé d'un énarque, *Gilles de Rais* de Philippe Reliquet (Belfond, 1982), en dresse la liste. Rien que du côté littéraire, on relève les noms de Voltaire, Sade, Hugo, Michelet, Flau-

mière rencontre à Chinon, que, croyant comme chacun l'était à l'époque, il se soit juré de la suivre « au ciel comme en enfer », si qu'il ait assisté à son supplice, comme l'imaginer le romancier.

Cette scène du supplice est une des plus belles qu'invente Michel Tournier, et elle est pour lui capitale : ce grand seigneur, blessé, loquace, parce qu'il vient de se battre en vain pour sa dame, et qui la voit brûler comme oie sorcière. « Gilles s'enfuit, hagard. Il dévale des ruelles, franchit des murs, saute des fossés, trébuche dans des champs... » Il tombe le visage enfoncé dans la terre noire. Il gît là comme un mort jusqu'aux lueurs de l'aube. Alors il se relève. Mais quelque chose de quelque chose s'était transformé en lui, un visage menteur, pénétré, blasphemateur, dissolu, invocateur des diables. En lui le monstre est né d'un coup, parce que le Bien s'est changé en Mal.

La charge d'ironie

Le récit ne se développe pas que sur ce ton tragique. Il lui arrive de devenir guilleret, lorsque, par la force des choses, se s'attachant plus qu'à Gilles, il fait intervenir deux savoureux comparses : un gros naïf, l'abbé Blanchet, qui, confesseur de Rais, laisse sans mot dire ses crimes, et surtout le diabolique Francesco Prêlat, François Prêlat, comme il veut qu'on le nomme. Blanchet, dépêché par son maître à Florence, où se passent, dit-on, des merveilles, a ramené en Vendée cet homme dont l'astuce l'a ébloui. Il espère que Prêlat fera le salut de son seigneur. Mais c'est bien entendu la perdition de Gilles que Prêlat consomme. Aux raptus d'enfants, à la sodomie, aux meurtres des tendres victimes, que déjà Gilles perpète, il ajoutera l'alchimie et la sorcellerie. Quant à l'auteur, il charge d'ironie de toutes ses réserves d'ironie.



Dessin de CAGNAT.

bert, Huysmans, surtout. Plus près de nous, Georges Bataille et Pierre Klossowski, en traduisant les documents d'archives, ont refait le procès de Gilles de Rais. Des pièces de théâtre ont porté l'homme sur la scène, des livrets d'opéra que les créations musicales n'ont pas toujours suivis. Et ce n'est pas fini, puisque le romancier belge Pierre Mertens vient d'en composer un, qu'on publie en 1982 les éditions Actes-Sud. Ce livret-là a inspiré au musicien Philippe Boesman, un opéra qui sera créé à Bruxelles en octobre 1983.

Se saisir de tels personnages tient de la gageure, ce qui n'est pas pour déplaire à Michel Tournier et reste dans sa ligne. Car il lui faut des « types » élaborés, triturés par l'imaginaire populaire. Les romans, les contes, les mythologies, les lui ont d'abord fournis. C'est le naufrage sur l'île déserte (*Vendredi*), l'ogre du *Roi des aulnes*, qui se réfère déjà à Gilles de Rais, puisqu'il portait le nom d'un de ses fils, Abel Tiffauges. Ce sont les Dioscures de la tradition grecque (*Les Métales*), les Rois mages de l'iconographie chrétienne.

« Au ciel comme en enfer »

Jeanne et Gilles ne déparent pas la collection. Elle est devenue l'objet d'un culte. Quant à lui, la légende s'en est emparée et le métamorphose bizarrement : alors qu'il ne s'intéressait qu'aux garçons, elle en a fait le modèle de Barbe-Bleue. Mais ce ne sont pas ces mutations qui retiennent Michel Tournier. C'est la vraie Jeanne, le vrai Gilles et l'étrange rapport qu'il y a tissé entre eux. Non pas un rapport amoureux, ce serait banal, mais un rapport de cause à effet.

L'histoire, d'elle-même, a curieusement rapproché ces deux êtres si dissemblables, le maréchal de France et la bergère devenue soldat. Gilles de Rais a été le compagnon d'armes de Jeanne d'Arc. Il a peut-être tenté de la libérer pendant qu'on la jugeait à Rouen. Rien n'est attesté en revanche que par ses allures de garçon, sa pureté d'ange, elle ait subjugué le hobereau, grossier sans être encore pervers, des leur pre-

Tournier nous l'a conté. C'est seulement dans une vue un peu courte qu'un lui reprocherait d'attaquer la femme comme responsable de la perte de l'homme et de jeter la suspicion sur la sainteté en lui faisant enlancer le vice.

Bien que *Gilles et Jeanne* soit « un petit Tournier » par le nombre des pages il me paraît très important dans l'œuvre de son auteur. D'abord il est excellent par sa rapidité, sa brièveté, sa densité, ses échanges de registres — le grandiose et le familier, le tragique et l'ironique — ses échos, ses correspondances, ses symétries. Ensuite les lignes de force qui travaillent l'univers de cet écrivain si lisible et si déroulant s'y concentrent.

Les mots-clés d'une création

Dans l'excellent article qu'il avait donné au *Monde* sur Giraudoux, Tournier écrivait : « Toute la question du giraudisme tient en deux mots : confrontation et intégration. » Et le « tournierisme » ? Pour lui, je proposerais : inversion et sublimation. Tant pis — ou tant mieux.



Dessin de CAGNAT.

— si le premier mot est à double sens. Il faut le prendre dans son acception philosophique : « Renversement ou retournement de la position relative de deux notions », précise le Robert.

Que pense Michel Tournier de ces mots-clés ? « Toute mon œuvre tourne en effet autour de ces changements de signes, de couleurs, de valeurs, que recouvre l'inversion reconnaît-il. *L'Abel Tiffauges* du Roi des aulnes se mue en *Christophe*. Il est vrai que ce Gilles de Rais des temps modernes ne tue pas les enfants qu'il capture. Il n'en a pas besoin. La société s'en charge par la guerre et, aujourd'hui, par l'avortement. Jeanne d'Arc a subi une double inversion : d'abord maligne, puis qu'on la traite en sorcière, puis bénigne, puis que Charles VII la réhabilite, et que des siècles plus tard on la canonise. Gilles de Rais n'a connu que l'inversion maligne. Il a raté l'autre. Mais sait-on jamais ? »

JACQUELINE PIATIER.
(Lire la suite page 26.)

le feuilleton

YVES MONTENAY, PASCAL BRUCKNER

Dernier chic idéologique : le tiers-monde, on a donné !

GROS arrivage, au supermarché des idées, de produits garantis occidentaux et fiers de l'être, purs de toute faiblesse marxo-chrétienne envers cette idée reçue et périmée : le tiers-monde. Vive nous, au diable la honte, et que les pauvres se débrouillent ! Tel est le dernier cri idéologique, au sens de : dernier chic. Et si vous voulez mon pronostic, l'article va plaire, donc faire des petits.

La liquidation des scrupules répandus lors des dernières guerres coloniales ne date pas d'hier. Lors desdits conflits, des réalistes prévalaient déjà, avec plus d'écho qu'on ne l'a avoué, le repli sur l'Hexagone pour raisons d'économies. La nouveauté, c'est que, à part quelques aigris désignés à la vindicte, toutes les familles politiques et spirituelles entonnent désormais le slogan poudro-cariériste : le Corré, pas le Zambèze ! et lui donnent des airs de pensée.

YVES Montenay ne cache pas son appartenance, ni ses visées. Il coïncide son livre avec le Club de l'Horloge, lequel pense ouvertement, pour l'opposition, l'après-socialisme. Le Socialisme contre le tiers-monde tend à réfuter les thèses présumées du « tiers-mondisme », selon lesquelles les affamés de la planète seraient victimes de pillage par leurs anciens colonisateurs.

Pour l'auteur, la France a donné à ses anciens dominés plus qu'elle n'a profité d'eux. Elle reste aux yeux de beaucoup le symbole de la liberté et du progrès social. L'appauvrissement par l'Occident est un mythe sournois distillé par les marxistes. Le développement inégal est un phénomène inhérent aux sociétés humaines. Le bilan de la colonisation ne sera jamais aussi sanglant et négatif que celui du socialisme dans le tiers-monde. C'est notre technologie qui a changé le pétrole en richesse.

par Bertrand Poirot-Delpech

La seule notion de réserve qui compte est celle de la matière grise. Le bas prix imposé aux matières premières est un faux problème. A ce compte-là, nous sommes tous pillés.

L'idée qu'une concurrence puisse être faussée par des salaires inégaux est repoussée comme n'ayant « pas de sens en économie ». Singapour a décollé parce qu'on y applique les règles libérales. Les prévisions démographiques concernant le Sud doivent être révisées à la baisse. La contraception y fait des progrès. La siècle prochain sera celui de la stabilisation.

CE qui menace l'Occident, c'est son vieillissement physique et moral. Le sous-développement n'est pas notre faute, mais celle des pays socialistes, du fait de leur surarmement et de leurs modèles catastrophiques. Ce sont les pouvoirs locaux, non les nôtres, qui pillent les habitants et massacrent leurs cultures.

Les remèdes ? L'aide est secondaire et peut avoir des effets pervers, corrupteurs. Le développement n'est pas « une question d'argent ». Le socialisme français est coupable de reprocher, à cet égard, les mensonges pénétrés du « tiers-mondisme », sans rien proposer. Yves Montenay suggère diverses mesures répondant toutes à un principe dont la « morale » japonaise atteste l'efficacité : aucune aide ni aucun aménagement des échanges ne remplacent la pratique de l'économie libre, seule créatrice de richesse, et l'accumulation de capital humain.

Aux économistes et aux politiques de dire ce que valent et veulent de telles analyses. L'indépendance, pour qui observe plus généralement la marche des idées, est de pointer que l'anti-tiers-mondisme gagne du terrain, au point d'occuper presque tout l'espace, sans qu'on puisse dire à quel point il a favorisé : à sa justice, à sa séduction, à la puissance de ses soutiens matériels, ou au silence de ses contradicteurs nouvellement au pouvoir...

DANS le cas de Pascal Bruckner, qui défend des positions voisines, le succès, s'il vient, pourra être attribué à d'autres causes : un certain respect de l'adversaire, et un réel talent, le *Sanglot de l'homme blanc* relevant de l'essai d'auteur autant que de la thèse.

Sa critique du « tiers-mondisme » ne s'appuie pas sur un credo libéral et anti-socialiste, mais sur le doute tous azimuts qui a suivi les utopies gauchistes des années 70, et qui inspirait déjà, par exemple, le dossier collectif *Le Tiers-Monde à la gauche*, paru au Seuil en 1979. Notons en passant que le Seuil, qui traitait naguère fiévreusement d'un progressisme cohérent, publié à la fois l'ardent tiers-mondiste Jean Ziegler et ses détracteurs les plus caustiques. Preuve de pluralisme interne ? Ou sacrifice de l'héritage à la nécessité commerciale de ratifier large ?

Bruckner dit à peu près ceci : depuis Bandung (1955) et pendant près de vingt ans, quelques masochistes aigris se sont prévalus d'un marxisme et d'un christianisme « abâtardis » pour faire ressusciter le messianisme compromis par les horreurs stalinienne. Ces malades ont élevé leurs cadets dans la mauvaise conscience et la haine de l'Occident, réputé prédateur d'un Sud radieux et porteur d'avenir, comme naguère le prolétariat.

La guerre du Vietnam nous a permis de retourner cette auto-flagellation vers l'Amérique, dont la générosité, en 1944, avait porté affront à la fable d'une France libérée par elle-même. Mais les intellectuels européens ont pris, de longue date, l'habitude de se couvrir la tête de cendre et d'annoncer leur propre effacement. Argon, dès 1925, se pourléchait de notre imminente agonie. Surtout s'est surpassé dans l'autodétestation avec ses préface à Frantz Fanon. Bruckner trouve trace de la même idéologie dans les soupçons envers l'exotisme trop littéraire (hier Morand, Guillebaud à sa suite), dans les jérémiades intolérantes des « mao » retour de Chine, ou dans certaines naïvetés fanatiques face à la révolution iranienne, chacun poursuivant, au loin, fantômes d'enfance et rivalités parisiennes.

ISTRUMENT brouillon mais décisif de cette contrition forcée : la télévision, avec ses images lénifiantes d'orbes croisées et ses chiffres de misère en vrac, d'où toute âme sensible ne peut que conclure à notre ignominie. « Nous » exterminons ces enfants-squelettes, « nous » sommes des nazis économiques, nous devrions rougir de seulement survivre, etc... C'est la prima au carnage le mieux filmé, au démenti le plus gignard, la porte ouverte aux campagnes débilés tala l'invitation récente à manger moins de viande...

(Lire la suite page 23.)

SUZANNE PROU

Le pré aux narcisses roman

«Très représentatif d'un certain roman classique français, court, très maîtrisé. Cela fait penser un peu à Mauriac ou à Simenon.» Bernard Pivot / Apostrophes

«Ces narcisses recèlent un parfum aux insinuations d'inceste et de viol.» Patrick Gribille / V.S.D.

CALMANN-LÉVY

John Le Carré sur la scène du terrorisme

ENT George Smiley, John Le Carré a renoncé, définitivement, dit-il, au véteran de l'étrange tribu du cirque, ce service secret mythique qui prend eau de toutes parts. Avec ce cher George et son intelligence acérée, son esprit torueux et sa manière d'être si dignement désespéré face à l'infidélité d'Ann et au travail de sappe des toupes, disparaît l'un des derniers symboles de la gloire de l'Empire...

Ayant évincé son héros fatigué, John Le Carré fait place, dans son nouveau roman, la Petite Fille au tambour, à une jeune héroïne, Charlie — on l'appelle aussi Charlie la Rouge à cause de ses opinions extrémistes — est très rouille, très anglaise et de mœurs très libérales. Est-elle belle ? Actrice, bonne actrice même, elle connaît les astuces qui la font croire : alors, elle est séduisante.

Tout commence par l'explosion d'une valise piégée dans le villa d'un diplomate israélien, à Bad-Godesberg, un havre tranquille près de Bonn. Après ce nouvel attentat terroriste, débarque une équipe d'agents israéliens conduite par Kurtz, un juif originaire d'Europe centrale, rescapé de tous les drames et chemions des coups tordus. Une sorte de Smiley, en plus chaleureux, et diaboliquement persuasif.

Une extraordinaire « fiction »

Pour coïncider Khalil, le chef insaisissable des terroristes palestiniens — on pense à un Abou Nidal — Kurtz va monter une extraordinaire « fiction », selon le vieux truc de l'appât. Son équipe introduit dans l'opération une prétendue maîtresse de Michel, le jeune frère de Khalil, qui a été enlevé et éliminé. On choisit pour remplir le rôle de la veuve éplorée, la « chère » qui fera sortir le lion de l'ombre, notre Charlie, dont les opinions ne sont pourtant guère favorables à la politique israélienne. Kurtz convainc l'actrice, après un tirage au sort de retourne-ment, de participer au théâtre du réel où les morts ne se relèvent pas pour se remettre à marcher. Le mystérieux Becker, au corps couvert de cicatrices — il a souvent un personnage tout coururé dans l'œuvre de Le Carré — prend en main le jeune frère. Il peint Michel sous les traits de l'ami idéal, dissimule le sentiment tragique de l'existence qu'éprouve un Palestinien en exil et met à nu sa « passion » que Charlie aurait vécue avec le terroriste.

Cette manipulation acceptée, qui occupe un bon tiers du livre, met en évidence l'habileté effrayante de John Le Carré. Son Becker, en évoquant la personnalité de Michel, se met tout à la place du terroriste, comme si le Palestinien n'était que l'autre face meurtrie de l'Israélien. De même, en inventant la passion de Charlie, Becker donne à la jeune actrice un amour inoubliable par son intensité et plus authentique qu'un amour vrai, de l'espace que désire une femme un peu romantique. Le lecteur est subjugué par l'embouteillage de la fiction dans le réel, la variation sur l'identité et le jeu ambigu du Pygmalion israélien.

Au terme du récit qui emporte le lecteur d'Allemagne en Grèce, de Londres à Beyrouth, en passant par les camps palestiniens du Liban où s'ensuivent des révoltes venues des « tombeaux de béton des zones occidentales », Khalil se fera piéger par le « chère ». Mais il ne s'agit là que d'un suspense classique, bien que conduit de main de maître par Le Carré. L'essentiel tient dans la qualité de la réflexion que l'auteur inspire sur le drame israélo-palestinien. Comme Graham Greene, son compatriote qu'il vénère, Le Carré est doué d'une sensible compréhension à l'égard des hommes désemparés qui luttent pour un idéal, sinon pour la survie. Il montre aussi la fatalité (mais celle-ci n'est-elle pas la marque d'un problème mal posé ?) du peuple de la Diaspora, qui connaît un sort peu à la démesure et le rend ainsi étonnamment semblable à lui-même.

BERNARD ALLIOT.
(Lire la suite page 25.)

au fil des lectures

Romans

Les drôles de baleines de Pierre Boulle

C'est une histoire qui commence très scientifiquement, quand le radar du destroyer *Daring* détecte à quelques milles un objet non identifié. On est en mai 1962, en route vers les Falkland. L'incident devrait se clore sur quelques torpilles, dans la paix des âmes, et tout particulièrement de celle du commandant Clark, maître à bord du navire. Mais cet homme n'est pas un chanceux, et tout son malheur vient du duc d'Edimbourg, qui a semé la pagaille en déclarant : « Les citadins apparaissent soudain sur les radars comme des sous-marins... » Allez donc faire la guerre nautique de telles conceptions ! Les affres de conscience du malheureux Clark inaugurent ainsi le récit loufoque et délicieux des aventures du destroyer *Daring* et de tant Margot, charmante baleine bleue, bien évidemment encombrante, particulièrement affectueuse, qui réduit inamoviment les soldats et les marins anglais. Ceux-ci, partis pour vaincre ou mourir, n'ont bientôt plus d'autre souci que le bien-être de leur grosse compagne.

Chaque épreuve renforce cette dérangeante amitié, tandis que s'ajoute à bord le vieux débat, à savoir : les baleines ont-elles une âme ? La toilettée de la baleine est un grand moment, tout comme cette scène où l'on voit soumis à la censure le courrier qu'envoient à leurs proches les troupes britanniques. Un courrier exclusivement consacré à vanter les mérites et les charmes de tante Margot. Savoureux encore, les agissements du haut commandement, lui aussi saisi par l'envolement érotique.

Défense et illustration de la machine, généralement étonnée par antiphrase, « Soyons bons pour les animaux », le roman de Pierre Boulle est un livre moral, qui se termine par une croix de guerre. Un comble, quand on prend de telles aises avec le sérieux des choses militaires.

GENEVIEVE BRISAC.

★ LA BALEINE DES MALOUINES, de Pierre Boulle. Éditions Julliard, 233 p., 65 F.

Le petit orchestre de chambre de Suzanne Chantal

Un collier de grande valeur retrouvé par hasard dans un meuble à tiroir secret, en 1938, et voilà lancée l'investigation de Suzanne Chantal. Celle du lecteur aussi, en baleine dans une remontée du temps nostalgique, aux côtés de deux Brigitte, deux jeunes femmes presque sœurs, dont les destins sont emmêlés et radicalement opposés.

L'une, la riche héritière mal mariée, est un oiseau évadé de sa cage, qui fait petite carrière dans la galanterie, touchante de sincérité dans ses amours concomitantes : un ravissant oiseau sans tête et plein de cœur. L'autre, la fille de la lingère, devenue cameriste-confidente de la première à plus de poids. Il n'empêche que, lasse de vivre le bonheur par procuration, jouant son destin sur un mensonge presque involontaire, elle va se jeter dans une aventure qui, après trois jours idylliques, s'achèvera dans le grand désordre de 1914.

Lois du souffle épique qui animait *Erasmolra*, sa grande saga portugaise de l'an dernier, Suzanne Chantal nous fait entendre un petit orchestre de chambre. De l'énigme policière qui met l'intrigue sur les rails, on passe vite dans un roman de mœurs et dans le roman psychologique, où tout se joue dans l'atmosphère feutrée d'un boudoir, d'un hôtel de luxe, de la jeunesse ravagée par les événements.

G. GUITARD-AUVISTE.

★ UN AN ET UN JOUR, de Suzanne Chantal. Éditions Olivier Orban, 206 p., 59 F.

Jeunesse

La Longue Marche de Mémé

Une famille juive de Tlemcen a quitté l'Algérie en 1956 pour la France : six ans plus tard, les parents de Simon déménagent en banlieue parisienne, et le jeune garçon se charge de conduire à Champigny la nouvelle arrivée : sa grand-mère pa-ternelle, vieille dame toute vêtue de noir au merveilleux prénom, Émile. Le « voyage », c'est l'interminable journée de marche depuis la rue Truffaut jusqu'au-delà du bois de Vincennes, car Mémé refuse obstinément tout moyen de transport : elle étouffe dans le métro, le bus la rend malade. « On marche, mon fils, on marche... »

Jetée dans un autre monde dont elle ignore les références, elle s'indigne à chaque instant et s'impatiente. Dans cette « diablerie de ville aux cent mille diables de tous les diables », on ne dit pas bonjour aux passants, on ne s'occupe pas du clochard couché par terre, on ne prend pas le temps d'aller visiter les cousins, ni de respirer la menthe odorante et le persil arabe. Et pourquoi faudrait-il, pour se faire comprendre, adopter le vocabulaire de ces Français de De Gaulle qui nous ont tout pris ?

Frustrée dans sa spontanéité chaleureuse, ses convictions, son rythme de vie, elle discute sans fin avec Simon ; et lui, d'une infinie patience, lui par son affection pour Mémé, s'efforce de lui traduire cette ville, cette

société profondément étrangères. Elle lui oppose ce qu'elle aime, ce qu'elle croit depuis toujours sans l'avoir mis en question. Leur dialogue, heurté ou détendu selon les incidents du parcours, les rencontres, la fatigue, de Clichy à Stalingrad, de Jaurès aux arbres du bois, à la sauterelle d'un langage bien à eux, ça et là ponctué d'arabe.

Le soir, à Champigny, c'est l'accueil enfin de la grande famille retrouvée. Mais Émile, dans sa traversée des enfers, a perdu son mouchoir brodé — la douzaine est déparpillée : c'était la prunelle de ses yeux.

Rarement on a mis en lumière de façon si sensible certains facteurs affectifs et culturels de la communication. A une époque où l'on peint naïvement aux enfants des échanges avec les extra-terrestres, Ben Aych leur fait partager des choses familières et vraies. La différence, la tolérance, la liberté, la vie et la mentalité stalingrad, les rapports des générations et bien d'autres aspects encore sont abordés ici dans leur immédiate simplicité. L'amour aussi.

Une lecture commune pour les 10-12 ans et leurs aînés.

SIMONE LAMBLIN.

★ LE VOYAGE DE MÉMÉ, de Gil Ben Aych. Bordas. — Aux quatre coins du temps, 128 pages, 16,50 F.

science-fiction

Rêver français

● Emmanuel Jouanna : un jeune auteur français dans la collection « Ailleurs et demain », c'est un événement. Redoutable honneur, le deuxième roman de cet écrivain doué paraît ici tout de suite après le foisonnant et profond *Chroniques de Majipoor*, du maître Silverberg, et le torrentueux et glauque *Radix*, d'A. A. Attanasio. Jouanna, qui a déjà publié l'excellent *Damiers imaginaires* chez Denoël, s'attache cette fois de façon peut-être définitive à l'attraction américaine. La planète *Nuaga*, qui donne son nom au livre, est un monde surréaliste, pourtant issu d'une expérience scientifique rigoureuse : tout y est possible. Une escaloire conduit le vaisseau *Foyer*, deux *Foyer* au premier des trente mille étages de la planète. Parmi les passagers, deux personnages sublimes : le capitaine Washington et Prune, la petite fille aux rêves fous... Le processus qui a abouti à la création de *Nuaga* est décrit avec une précision convaincante. Un livre scintillant et moqueur, au ton très neuf. (*Nuaga*, d'Emmanuel Jouanna, Laffont, 224 p., 65 F.)

● Deux romans de Brussolo ont été très remarqués en 1982 : *Sommeil de sang* (Denoël), qui a frôlé le prix Apollo et le prix Cosmos, et *la Mergue de murailles* (Flayou noir), qui est peut-être son récit le plus abouti et le plus prenant. Ces livres, après quelques autres, ont placé Serge Brussolo au premier rang de la science-fiction française. Voici *Carnaval de fer*, qui marque une progression dans sa thématique et s'inscrit en filière dans son œuvre actuelle. Le voyage de David et Sirce vers la Cité des Oracles, à travers le monde héroïque-comique d'un vague futur, est en fait un périple initiatique, une quête initiatique. On trouve dans ce récit les images fulgurantes et les inventions baroques familières aux lecteurs de Brussolo — et l'on n'oublie pas la rivière des nains ni la farandole de fer — mais une dimension nouvelle apparaît : une profondeur qu'on pourrait dire spirituelle. Peu importe qu'à la fin les images dévorent l'esprit : la rêverie est lancée ! (Denoël, 228 p., 38 F.)

● *Transit* est dans l'œuvre très riche de Pierre Pelot à la fois le centre et l'exception. Le centre, parce que la plupart des thèmes chers à l'auteur y sont abordés, en particulier celui de la double réalité. Et l'exception, car ce livre plutôt long, mais sans longueurs, se rattache pour partie à un genre que l'on ne rencontre guère chez Pelot : l'utopie... Le récit se déroule sur deux plans. Dans un centre de recherches des Pyrénées, sur la planète Terre, le cobaye-chercheur Carry Galan voyage mentalement à travers la temps, l'espace, le rêve ou Dieu sait quoi. Sur Gayhirra, un autre monde, il est un autre : Gaynes. Et il aime Lone. Mais que se passe-t-il à la base ? Carry Galan est-il vivant ou mort ? Quelqu'un essaie-t-il de le rendre fou ? Un suspense à la William Irish dans un excellent roman de science-fiction. Publié pour la première fois en 1977 dans la collection « Ailleurs et demain », ce livre n'a pas du tout vieilli. J'oserais dire : au contraire. (*Transit*, de Pierre Pelot, Presses Pocket, 288 p., 14 F.)

● Avec *Tous des magiciens*, Randall Garrett nous introduit dans un univers parallèle où l'Empire franco-anglais des Plantagenêts s'étend de Bourgogne en Californie et domine la planète. La magie y tient la place de la science : ce n'est pas un sort très neuf, mais il n'a jamais été traité, à ma connaissance, avec autant de rigueur et d'ingéniosité. Les démiurges de l'Empire avec la main royale polonaise, son principal adversaire, sont drôles et passionnants. La psychologie des magiciens est fouillée et assez convaincante, l'enquête policière est digne d'un Sherlock Holmes d'outre-temps. (*Tous des magiciens*, de Randall Garrett, Ed. Temps futurs, 320 p., 55 F.)

MICHEL JEURY.

Classique

Hugo voyant, Hugo poète

C'est en 1985 que sera célébré — et, on l'imagine, avec solennité — le centenaire de la mort du grand poète, dont la dépouille mortelle, confiée au cimetière des pauvres, fut élevée au Panthéon avec le concours de tout le peuple de Paris. Déjà des livres paraissent, consacrés soit au poète, soit à cet autre aspect longtemps méconnu : le dessinateur. Victor Hugo célébrait les anges et fréquentait les spectres, prophétisait le bien, mais approchait le mal avec d'étranges frissons. Il disait la beauté et était le familier des monstres.

Cette contradiction inlassablement vécue accuse sans doute cet aspect « visionnaire » qui a requis Pierre Seghers, et que les œuvres graphiques infiniment mystérieuses disent mieux encore que les poèmes les plus achevés. Il est vrai que, s'il est possible de parler de dictées de l'inconscient, la « pente de la rêverie » se révèle principalement dans les hasards de la tâche d'encre, du marc de café, des plumes faussées. Théophile Gautier, Charles Hugo, ont montré l'homme au travail, discourant devant ses amis tout en laissant sa main échauffer ces masses claires d'écriture, des roses torturées ou des forêts d'apocalypse.

A ce propos, il importe de souligner le grave péril qui menace actuellement les dessins de Victor Hugo, tant à la Bibliothèque nationale qu'à la maison de la place des Vosges : si rien n'est fait, dans les plus brefs délais, pour en assurer la conservation, ils achèveront de tomber en charpie. Le centenaire de cette mort ne serait-il point l'occasion de décider de mesures nécessaires et indispensables ?

Pierre Dasso et Alin Avila présentent, dans la collection « Autrement/Art », d'autres séries de dessins de Victor Hugo : caricatures, tâches d'encre, découpages... On pourra discuter certains montages qui figurent dans ce livre, mais on ne boudera pas son plaisir.

Jacques Borel, pour sa part, présente les cent plus belles pages de l'auteur des *Contemplations*. C'est l'occasion de mesurer ce qu'il y a tout ensemble de subjectif et de fatal dans un tel choix. Certains poèmes, parce qu'ils sont dans les mémoires, s'imposent. D'autres résultent d'un parti pris de lecture. Je n'ai jamais approuvé le principe anthologique (non plus que Victor Hugo lui-même, qui y voyait une réduction dommageable). On sait le souci du poète : il souhaitait organiser, suivant un plan d'économie rigoureuse, chacun de ses recueils. Elire des textes ici ou là dans le massif général, c'est aller contre sa volonté expresse. Au moins le lecteur un peu pressé trouvera-t-il, dans l'entreprise de Jacques Borel, un bouquet et pourra-t-il, enfin, oublier le *Hugo, hélas !* d'André Cide... HUBERT JUNI.

★ VICTOR HUGO VISIONNAIRE, de Pierre Seghers. Robert Laffont, 96 p., 43 dessins couleur, 11 dessins noir, 190 F.

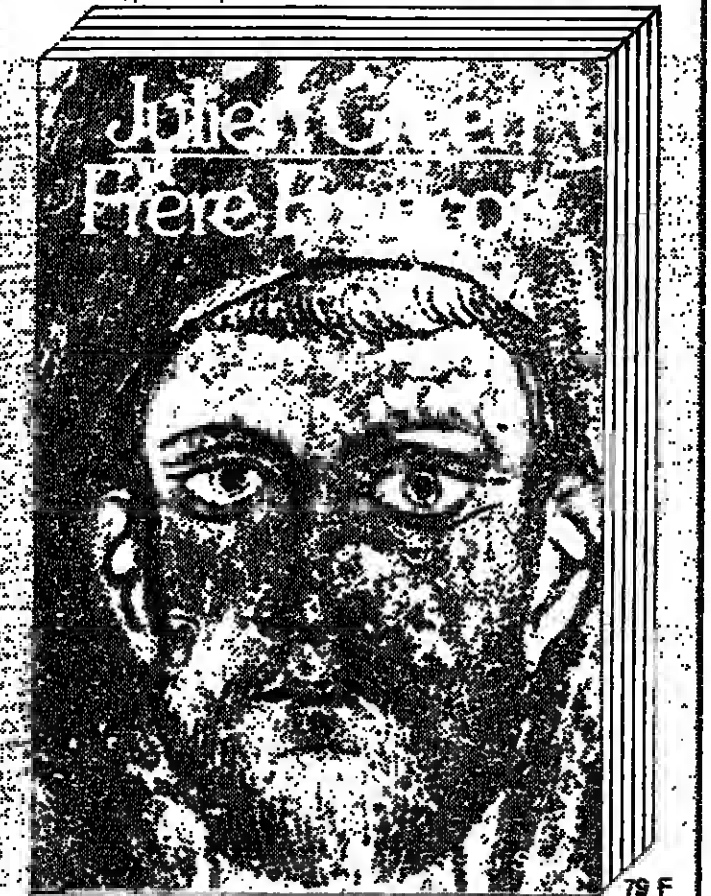
★ VICTOR HUGO, préface d'Henri Focillon (texte de 1919). Éditions Laffont, 96 p., 16 p. couleur, 165 illustrations, 80 F.

★ LES CENT PLUS BELLES PAGES DE VICTOR HUGO, présentées par Jacques Borel. Pierre Belfond, 125 p., 49 F.

● LE CENTRE AUDIOVISUEL SIMONE-DE-BEAUVOIR donnera jeudi 2 juin 1983, à 20 h 15, la première des « bonnes soirées » qui célébreront son premier anniversaire. Au programme, la projection d'une interview filmée de Simone de Beauvoir, réalisée en 1976 par Dodo Humphreys, et un diaporama français « Prison de femmes », réalisé en 1981 par Annie Carrière.

(Centre audiovisuel Simone-de-Beauvoir, 32, rue Maurice-Ripoche, 75014 Paris. Tél. : 542-21-43.)

Julien Green sur les traces de François d'Assise



Le plus grand des saints, peut-être, présenté par un très grand écrivain.

Seuil

Être Juif en U.R.S.S.
par S. A. Rozenblum
"Ce livre aborde l'un des grands drames de notre temps"
(Elio Wiesely)
Collection de la R.P.P.
17, avenue Gourgaud
75017 Paris - 267 05 43

L'Albertine
LIVRES ANCIENS ET MODERNES
LIVRES ILLUSTRÉS
ÉDITIONS ORIGINALES
ESTAMPES
Catalogue gratuit sur demande
9, rue Maître-Albert, Paris 5^e
(1) 329.39.20

1871: LA COMMUNE DE PARIS
Collection de la R.P.P.
17, avenue Gourgaud
75017 Paris - 267 05 43

LA FEMME AU 19^e SIÈCLE
Collection de la R.P.P.
17, avenue Gourgaud
75017 Paris - 267 05 43

COLLECTION
LES REPORTERS DE L'HISTOIRE
Certains événements de notre grande histoire sont restés en l'air, parvenus en par-tout, et la réalité d'autrefois, d'aujourd'hui, d'après, d'après, d'après... Mais, au sein de ces événements, il y a une vérité, une vérité qui est la plus grande vérité de notre époque, la vérité de l'homme, la vérité de l'homme, la vérité de l'homme...
L'ALBERTINE
9, rue Maître-Albert, Paris 5^e
(1) 329.39.20

L'ILE

PREFACE A L'ÉDITION FRANÇAISE DE SANDRO PERTINI

GIORGIO AMENDOLA

UN TEMOIGNAGE RARE SUR LE FASCISME ITALIEN ET LA VIE DES EXILES ET DEPORTÉS POLITIQUES SOUS MUSSOLINI

MIAMI LEVI SYLVIE MESSINGER 31 RUE DE L'ABBE GRÉGOIRE 75006 PARIS TEL. 222.70.97

Découvrez la littérature millésimée.

Institué en 1980 en hommage à l'écrivain Kléber Haedens, le Prix qui porte son nom couronne chaque année un romancier confirmé pour l'ensemble d'une œuvre exprimant l'amour optimiste de la vie et une certaine conception du bonheur, qui étaient la marque de l'auteur d'Adios.

Le montant de ce Prix, créé par le Champagne Mumm, est de 100.000 francs.

PRIX KLEBER HAEDENS

Le Jury, présidé par M. Michel Déon, de l'Académie française, comprend également les noms de Mmes Daisy de Galard, Claude de Leusse, Christine de Rivoire et Hélène de Turckheim, ainsi que trois autres membres de l'Académie française : MM. Félicien Marceau, Jean d'Ormesson et Maurice Rheims.

Décerné en 1980 à Dominique Rolin, en 1981 à Antoine Blondin et en 1982 à Eric Ollivier, le Prix Kléber Haedens sera attribué le mercredi 1^{er} juin 1983.

Champagne Mumm.
Une grande tradition au service de l'art.

ethnologie

Une œuvre désormais incontournable

Si le structuralisme est passé de mode, la pensée de Lévi-Strauss continue de dominer la recherche contemporaine par son ampleur et sa densité. En témoignage son recueil d'articles, publié sous le titre *Le regard éloigné*, et dont il dit modestement qu'il « prend l'allure d'un petit traité d'ethnologie ». Par la diversité des sujets abordés, ce livre est, en tout cas, une excellente introduction à une œuvre souvent difficile.

Une œuvre désormais incontournable, comme le montre le livre passionnant de Julian Pitt-Rivers sur *l'Anthropologie de l'homme*, qui se présente d'abord comme une discussion des théories de Lévi-Strauss et de son contradicteur britannique Edmund Leach. Pitt-Rivers essaie en effet d'interpréter un passage de la Genèse et s'interroge sur le statut d'un tel récit. Ce n'est pas un mythe, au sens où l'en-

teint Lévi-Strauss. Ce n'est pas non plus vraiment de l'histoire. Texte limitrophe entre la mythologie et la philosophie, la fable et le précepte de morale. On aimerait avoir, un jour, le point de vue de Lévi-Strauss à ce sujet.

● CLAUDE LEVI-STRAUSS sera, le jeudi 2 juin à 17 h 30 à la Sorbonne, l'invité de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, pour donner la cinquième Conférence Marc Bloch sur le thème « Histoire et Ethnologie ».

Les réussites et les patiences de Claude Lévi-Strauss

Ce qui frappe au premier abord dans *Le regard éloigné*, c'est la maîtrise et l'autorité. Le style épuré, la manière classique. Ce qui se perd en émotion se retrouve ici en netteté. Rien qui ne soit élaboré, contrôlé, pesé. Mais trop d'incubation peut finir par gêner : tous les livres de Claude Lévi-Strauss même *Le tiers du monde*, écrit en quatre mois — ont un goût d'exercice et de dissertation.

L'impression vient de ce que cet ethnologue est amoureux des codes et des règles d'assemblage. Il construit son ethnologie comme on fait des résumés ou des patiences. Il provoque des « mariages ». Il met au jour les possibilités logiques d'un même principe, il découvre les lois cachées et les règles implicites. Il veut établir un ordre profond. Où sont les connexions ? Où sont les alliances ? Où est la règle ? Il dresse en quelque sorte le Journal officiel des sociétés sauvages.

Le mariage avec Claude Lévi-Strauss risque de durer un certain nombre d'années. Sa vocation exotique n'a pas fait de lui un spécialiste de l'éphémère et du vécu. Tout au contraire. Il serait plutôt un « généraliste » au pessimisme sévère. Un édentaire, un sceptique, un théoricien.

Le regard éloigné, recueil d'articles qui fait suite à *Anthropologie*

structurale (1958) et *Anthropologie structurale II* (1973), prend patiemment l'allure d'un magazine d'idées. Il faut le lire comme tel. Le regard froid de Claude Lévi-Strauss y fait merveille. D'autant que l'auteur, prenant en compte le temps qui lui reste à vivre, ramasse volontairement son propos et y consigne la mesure des livres qu'il lui dit ne plus avoir le temps d'écrire. Cette urgence donne aux textes un caractère panoramique et inhabituellement didactique. Les lecteurs les moins préparés y trouveront, en effet, une manière de « petit traité d'ethnologie ».

La fameuse phrase de Lutraumont

Racisme, organisation sociale, mythologie, rituel, art, sont les grands thèmes que l'on retrouve dans le *Regard éloigné*. Viennent s'ajouter des exemples en marge, des exemples que l'auteur appelle, un peu gravement, « des travaux pratiques ou expériences de laboratoire ». Ainsi une polémique autour de clans ou de palourdes dans certains mythes Bella Bella ressemble presque à un pastiche de Lévi-Strauss par lui-même. Mieux venue semble sa réflexion sur la fameuse

phrase de Lutraumont : « beau comme la rencontre fortuite sur une table de dissection d'une machine à coudre et d'un parapluie ».

Ici le structuraliste joue de sa dextérité et de son sens de la formule. Il montre que cette image — sommet de l'insolite — n'est ni hasardeuse ni incongrue. Il en profite, au passage, pour donner une belle leçon de structuralisme : « exploitation systématique des oppositions binaires » — qui figurera bientôt dans les manuels de littérature. Je résume : l'association de deux objets distincts, l'un « à coudre », l'autre « à pluie » (en fait, l'un pour couvrir, l'autre contre la pluie), se trouve métamorphosée et justifiée par la présence d'un troisième terme radicalement étranger, « une table de dissection ».

Cette démonstration, prise hors contexte, pourra sembler gratuite. N'empêche que Claude Lévi-Strauss, fort de sa trouvaille, l'étendra à cet autre paradoxe : l'inspiration s'appréhende. Il fera même de cette idée une sorte de leitmotiv de sa conception de la liberté. Pour lui, il n'y a pas d'opposition entre la contrainte et la liberté, au contraire, « elles s'épaulent — toute liberté s'exerce pour tourner ou surmonter une contrainte, et toute contrainte présente des fissures ou des points de moindre résistance ».

qui sont pour la création des invitées... Suivent des propos plus moralisateurs et conservateurs que révolutionnaires. Cela n'étonnera personne : on peut croire à la science sans croire au progrès. Et Claude Lévi-Strauss, ne se cache pas d'être comme Chateaubriand, un homme de contradictions.

Notons aussi un texte plus anecdotique sur ses séjours à New-York dans les années 40. Il raconte là comment il découvrit notre époque moderne par anticipation. Il rappelle sa passion pour les objets culturels et son goût pour les collections. Il dit ses amitiés et ses rencontres. Il apprend récemment que c'est dans la même maison de Greenwich Village où il rédigea *Les Structures élémentaires de la parenté* que l'un de ses voisins, Claude Shannon, créa la cybernétique. Le monde est petit.

Un apprenti sorcier

Aujourd'hui, membre de l'Académie française et professeur honoraire du Collège de France, Claude Lévi-Strauss aime à se retirer dans un village de Bourgogne, à proximité de celui où naquit Jean de Léry, auteur d'un livre — *Histoire d'un voyage fait au Brésil, 1578* — qui préfigure la recherche ethnologique moderne. Ce même Jean de Léry fut d'ailleurs, en son temps, pasteur et prédicateur dans le village de Vufflens où séjourna et mourut le linguiste Ferdinand de Saussure. Ainsi ricochent les histoires, les influences, les idées. Comme les grands photographes « provoquent » ou « lèvent » les sujets de leurs photos, Claude Lévi-Strauss attire les « hasards objectifs ». Il est vrai que les ethnologues sont tous un peu des apprentis sorciers !

Et il y a décidément beaucoup à lire et à réfléchir dans le *Regard éloigné*.

JACQUES MEUNIER.

* LE REGARD ÉLOIGNÉ de Claude Lévi-Strauss. Plon, 398 p., 95 F.

L'honneur des hommes et la pureté des filles

LORSQUE Jacob arriva devant la ville de Sichem, probablement Naplouse), il acheta, pour cent pièces d'argent, un bout de terrain où il planta sa tente. Après quoi, sa fille Dina décida d'aller faire un tour en ville. Le jeune Sichem, fils de Hamor, le prince du pays, la vit, en tomba éperdument amoureux, l'enleva, la viola et supplia son père de la lui demander en mariage. Hamor proposa aussitôt à Jacob une alliance en bonne et due forme : installez-vous ici, exploitez ensemble le pays et échangeons nos filles.

Mais les fils de Jacob ne l'entendaient pas de cette oreille. Ils commencent par gagner du temps, en demandant aux hommes de Sichem de se circoncire — ce qu'ils font tous de bonne grâce — puis les passent au fil de l'épée, pillent la ville et s'en vont en emportant les biens, les enfants et les femmes. Comme Jacob, inquiet de la tournure prise par les événements, fait remonter à ses fils qu'ils avaient peut-être exagéré, ceux-ci ont cette réplique pérem-

toire : « Devait-on traiter notre sœur comme une prostituée ? »

Cette sombre histoire, racontée au chapitre 34 de la Genèse, a intrigué l'anthropologue Julian Pitt-Rivers. D'abord, parce qu'il a constaté que les commentateurs ont eu tendance à glisser pudiquement sur cet épisode à la fois peu glorieux et peu compréhensible de la vie du peuple juif. Et aussi parce que ce comportement outrageait des fils de Jacob traînés avec eux, récemment plus compréhensibles, de leurs ancêtres — comme Abraham et Isaac, qui ne craignaient pas de faire passer leur propre femme pour leur sœur et de la mettre dans le lit des souverains des pays où ils s'installaient, ou échange d'avantages matériels ou politiques. Pourquoi ce puritanisme soudain des fils de Jacob ?

La vertu et l'argent

Pour Pitt-Rivers, ce changement de comportement a des raisons politiques. Il signifie que les Israélites se sentent assez forts, économiquement et militairement, pour cesser d'être des nomades et pour ne plus avoir besoin de faire dépendre leur sécurité du don de leurs femmes à des étrangers. Désormais, les filles des juifs seront pour les juifs. Mutation considérable, encouragée par Yahvé, qui n'est pas chaud pour les mariages mixtes, considérant que les filles étrangères introduisent dans la famille des croyances nocives qui risquent de la détruire.

Cette affaire de Sichem, explique Pitt-Rivers, marque le début de la pratique de l'endogamie (on se marie de préférence entre gens de même lignage ou du même clan) dans le bassin méditerranéen. Et elle est à l'origine du comportement qui consiste à associer l'honneur des hommes à la pureté des femmes, celle-ci étant supposée d'essence divine. Si Dina est traitée comme une prostituée, donc profanée, ce sont tous les hommes de la famille — à commencer par ses frères — qui sont déshonorés, ce qui n'est pas supportable.

Ce code de l'honneur, puisant sa source dans la propriété sexuelle, s'est étendu à l'ensemble des relations sociales, en fixant la valeur et le rang des individus en fonction de leur naissance. S'appuyant sur des observations menées en Andalousie, Julian Pitt-Rivers constate que l'honneur des hommes, dans la tradition méditerranéenne, est beaucoup plus lié à la domination des personnes (par exemple à travers les règles de l'hospitalité, de la biofaisance ou du clientélisme) qu'à l'acquisition des biens. Mentalité qui pourrait expliquer le faible développement de l'accumulation capitaliste dans les pays méditerranéens. En préférant venger l'honneur

souillé de leur sœur — et donc le leur — plutôt que de faire de juteuses affaires avec les citoyens de Sichem, les fils de Jacob ont montré aux hommes de la région que la vertu avait plus de prix que l'argent.

FREDERIC GAUSSEN.

* ANTHROPOLOGIE DE L'HONNEUR. LA MÉSAVENTURE DE SICHEM, de Julian Pitt-Rivers, traduit de l'anglais par Jacqueline Mer. Le Sycomore, 273 p., 98 F.

L'exposition d'œuvres originales et de tirages de tête organisée par l'Association pour le soutien à la revue *OBLIQUES* est prolongée jusqu'au 30 juin 1983.

ŒUVRES PAPERS, PHOTOGRAPHIES, GRAVURES ET LITHOGRAPHIES DE BELLES, BRYER, DOL, DOTTREY, LEMORE, FUR, KLEINER, KUNA, KUNSKO, LAMSE, MAROVSKY, MARCILLA, MALZAR, MAR-LUC ET THI PHANT, au sein d'un prix de diffusion à la valeur réelle des œuvres d'art.

Librairie-Galerie OBLIQUES 58, rue de l'Écluse, 75004 PARIS Du mardi au samedi, de 14 h à 19 h 30

ÉDOUARD VALDMAN
publie aux Éditions « LES LETTRES LIBRES » un nouveau recueil de poèmes **LES SOLEILS DE LA TERRE ISADORA**
avec un dessin original de GERARD BARTHELEMY
Le livre sera en vente à la GALERIE CLAUDE BERNARD pendant la durée de l'exposition de GERARD BARTHELEMY, jusqu'au 18 juin 1983, 9, rue des Beaux-Arts, Paris

L'HOMME ET SON ENVIRONNEMENT
aux éditions Berger-Levrault

Maisons paysannes de Bourgogne

PORT Cheval

EN CE MOMENT DANS LA VITRINE DE VOTRE LIBRAIRE

Veuillez m'envoyer gratuitement et sans engagement de ma part votre catalogue

Mme. M
Adresse
Code postal
localité

A adresser aux Éditions BERGER-LEVRULT 229, Bd St-Germain 75007 Paris

LA VIE TU PARLES

160 lettres du courrier des lecteurs de *Libération*

ROMAN COLLECTIF 1973-1983

Le courrier du lecteur et du système nerveux, écrit à l'entre deux par des lecteurs passionnés par leurs idées et par celles qu'ils traversent au hasard des jours.

extraits de la préface de Serge Juh

POL

هكذا من الرجل

ethnologie

Quand un corbeau avalait le soleil...

● La mythologie du Grand Nord sibérien : des récits cocasses et poétiques venus du froid

Le peuple korïak est tout petit. Il compte huit mille individus peut-être, et il n'est pas bien logé. Il occupe un morceau du Kamtchatka, en Sibérie. L'hiver, le pays des Korïaks est plein de neige. Il contient aussi du vent, des phoques, de la toundra, des rennes, des orages et des bords de mer.

Dans leur solitude, les Korïaks n'ont pas chassé. Ils se sont dotés d'une mythologie, d'un cycle de fables plutôt moins perfectionnées que celles d'Homère ou d'Hésiode, mais très complètes si l'on en croit les récits que rapporte Anne-Victoire Charrin. Les contes korïaks sont jolis et cocasses. Tout un petit peuple d'êtres bizarres y grouille : des Hummes-vent, des Femmes-nage, des kalas qui sont des cannibales, des souris très dévouées, un jeune homme qui peint son ventre, une Femme-lune...

Le personnage le plus prestigieux est le Grand Corbeau Kujkynjaku, qui joue le rôle du médiateur. Peut-on le tenir également pour le Créateur ? On dispute sur ce sujet. Certes, le Corbeau est un ancêtre, le fils de « celui qui s'est créé lui-même » et il est désigné comme créateur mais il ne crée pas grand-chose. Il est bien trop paresseux pour cela. Sa fonction est plutôt de contrôler et de réparer, bref de rendre un peu mieux habitable le monde terrestre.

Le Corbeau a plus d'un tour dans son sac. Il est malicieux et imprévisible. Quand les Hommes-vent s'agitent et font trop de tempêtes, il emploie une ruse très simple : il remplace les rennes qui tirent son traîneau par des souris et se rend au village des Hommes-vent. Là, les rongeurs grignotent les haricots des chariots des Hommes-vent. Le soleil respire de nouveau.

Une autre arme du Corbeau est la métamorphose. S'il veut passer inaperçu, il se déguise en poil de renne. Il fabrique à plaisir des souris de fer, des bateaux de fer. Il a l'art de rendre une femme si petite qu'il la pose ensuite sur les tempes de sa fille malade pour la guérir. Par-dessus tout,

il fait un usage mirabolant de son pénis. C'est fou les services qu'un pénis korïak peut rendre quand il est bien utilisé. Si le Corbeau a besoin d'un chien, il coupe cette partie de son corps, et un chien gambade autour de lui. Comme le Corbeau est très indolent, il confie à son pénis tous les travaux pénibles. Le pénis

veut se venger. Elle a une très bonne idée : elle se coupe les seins, les fesses, la vulve, avec lesquels elle construit quatre hommes. Elle s'arrache un morceau de peau, qui se met à voler car c'est un oiseau, puis toute la petite troupe arrache Miti à son mari. Celui-ci est triste comme tout. Il fait des promesses, ne se réconcilie. Mais, le soir, quand vient le

dant, elle se coupe la gorge. Les Korïaks y ont pensé. On ne se marie jamais entre parents et enfants. En revanche, un frère est souvent tenté par sa sœur. Il faut dire que la désinvolture des parents favorise les accouplements dangereux : Miti accouche d'une fille. Elle jette l'enfant dans un trou de marmotte : « Si elle vit, tant mieux, si elle meurt, j'en serai fort triste ». Et elle rejoint ses compagnes pour reprendre ses jeux.

De merveilleux personnages

Les années passent. Miti ne se souvient même plus qu'elle a eu un bébé. Mais la petite fille survit et elle tombe amoureuse de son frère, qu'elle ne connaît pas, bien entendu, et à qui elle donne un enfant. Grave infraction au code de l'inceste et menace d'un affreux désordre. Aussi, sur le conseil de l'ainée de mer, on demande à un autre couple s'il consentirait à un échange de femmes. Le Corbeau trouve cette solution épatante. Il envoie à sa fille un bateau de fer chargé de tout un troupeau de rennes.

On voit que le peuple korïak, en dépit de son isolement, a rédigé un remarquable épopée dans l'immense livre du structuralisme. Nous n'en dirons pas davantage sur ce sujet, car la préface d'Anne-Victoire Charrin parle fort bien d'exogamie et d'endogamie. Nous avons choisi, plutôt, de donner à voir les couleurs superbes de ces récits venus du froid - récits profonds et sérieux, cocasses, poétiques aussi. Dans la longue mémoire du peuple korïak déambulent de merveilleux personnages : mon préféré est un vieillard dont le crâne chauve est occupé par deux lacs sur lesquels flottent deux canards.

GILLES LAPOUGE.

★ LE PETIT MONDE DU GRAND CORBEAU - Récits du Grand Nord sibérien, d'Anne-Victoire Charrin, PUF, 207 pages, 98 F.



Dessin de BERENICE CLEEVE.

accomplit sa besogne puis regagne tranquillement son lieu d'origine.

Le Corbeau est très distrait. Il commet des bourdes. Dans ces cas-là sa famille intervient. Un jour, le Corbeau a avalé bêtement le soleil, c'est la catastrophe, il fait noir et les vents soufflent. Que faire en cette extrémité ? La fille du Corbeau va voir son père. Elle le fait tellement rire qu'il crache le soleil, et c'est l'aurore.

La famille du Corbeau est rieuse. Kujkynjaku et sa femme Miti se font tout le temps des farces. Il arrive que ces espiègleries tournent à l'aigre. Une fois, le Corbeau a passé la mesure, il a battu sa femme. Miti

doux moment de l'amour, le Corbeau s'aperçoit que sa femme a remis ses fesses, ses seins et sa vulve à l'envers. C'est le diable pour s'aimer. Le Corbeau est obligé de supplier Miti, qui lui fera encore quelques niches, du reste inconvénients. À la fin, les deux époux en ont assez : « Cessons de faire des bêtises », disent-ils, et c'est ainsi que l'ordre un moment troublé est rétabli.

Les récits korïaks parlent beaucoup des kalas qui sont cannibales - poil noir, yeux rouges, dents pointues et oreilles écartées. Le Corbeau et les siens ont fort à faire pour en venir à bout. La jeune Kitul, cepen-

le feuilleton

Dernier chic idéologique : le tiers-monde, on a donné !

(Suite de la page 19.)

Autres auxiliaires, généralement involontaires, d'un mimétisme de mauvais aloi : l'ethnologie et l'idéologie du bon sauvage qui s'y mêle. Ou encore, plus rigide, la vogue du spiritualisme hindou (ce club méditerranéen de l'âme), des sectes bidons et de l'occultisme à la Gaudy, réducteur des diversités. Décidément, les Blancs du Nord seraient les plus grands criminels de l'histoire, génocides par essence, forbans par nature, affameurs par cynisme foncier, l'ordre des nations : auto-acousation morale qui, par parenthèse, nous maintient, ainsi que nos « victimes », dans une irresponsabilité infantile.

Pour sortir de ces mensonges, Bruckner suggère d'admettre - je résume, toujours - que la planète n'a jamais été si ténébreuse, que le tiers-monde n'y jette pas une lumière particulière, qu'il a perdu l'innocence, que le passé ne lui confère aucun privilège ni aucune supériorité. L'auteur refuse le lien, d'où certains « tiers-mondistes » déduisent nos torts, entre les libertés politiques du Nord et la misère du Sud, qui en serait le prix extorqué. Ennemi de la bonne conscience pharisenne comme de l'autodénigrement stérile, il invite à combiner l'effort critique des Lumières et la capacité inventive de la Renaissance, à reconnaître notre richesse culturelle, à user modérément de notre aptitude sans équivalents à penser contre soi-même, à remplacer la culpabilité par la responsabilité, à bannir toute globalisation, à préférer les analyses et les actions ponctuelles, à réhabiliter la scrupule intellectuel sans exclure l'exotisme bien compris, à aller saluer chez lui notre prochain, en acceptant qu'il ne soit ni proche ni sans tâche...

La leçon pâtit de se vouloir polémique. Une fois de plus, l'intelligentsia française se sert d'un problème extérieur - et quel problème ! - pour régler ses petits comptes intestins. La faim dans le monde employée à vider une bisbille de boutique !

Pour faciliter le tir, qui fait tout le plaisir de l'écriture et de la lecture en pareil cas, l'auteur se fabrique un punching-ball boursé, à sa guise, d'arguments hétéroclites et anonymes. A part Montaron, Fanon, Debray, Ziegler, Chomsky, ainsi que, en gros, les éditions Maspéro et le Monde diplomatique - lesquels, soit dit en passant, risquent la mégalomanie à se voir imputer, à eux seuls, la mauvaise conscience de l'Occident ! -, les bêtes noires de Bruckner sont réduites en un troupeau vague de « chapiteaux », « cow-boys humanitaires », « pères-fouettards » et autres « crédules bernés ». Ce flou commode est propre aux pamphlets, mais il nuit au sérieux du propos.

Autre limite du genre qui veut qu'une formule assassine tiennne lieu de raisonnement : le socialisme et le christianisme d'où procéderait le « tiers-mondisme » sont jugés, à deux reprises, « abâtardis », sans que ce mot passe-partout soit aliéné. Est-ce à dire que les missionnaires de la conquête et les sumériens militaires favorables à la torture descendaient de l'Évangile en ligne plus directe ?

Plus irritant, et en passe de caractériser les essayistes issus du gauchisme anticomuniste : une propension à dénoncer les bêtes des voisins en glissant sur les siennes, à globaliser l'attaque contre

les globaliseurs, à ne pas démontrer ponctuellement, comme on y invite les autres, en quoi le Nord n'abuse pas de son pouvoir sur les termes d'échanges avec le Sud. L'indifférence supposée des foules et le masochisme confus de la télévision n'expliquent pas que la ramure d'un quartier de masochistes soit devenue la vérité du grand nombre, Bruckner n'ayant pas la sottise de voir là une désinformation par le K.G.B. Le rôle de la C.I.A. restant probablement marginal, lui aussi, on aimerait que le contempteur de cette vérité « tiers-mondiste » des années 50-70 explique, autrement que par un vulgaire « ras-le-bol », pourquoi elle fait place aujourd'hui, avec un tel ensemble, à un occidentalisme levé de toute souillure et triomphant.

Mais Bruckner manifeste une probité qui tranche sur les à-peu-près péremptores de ses contemporains. Il n'est pas de ces anciens « maos » qui ont retourné leurs mitraillettes dialectiques au service de la jungle multinationale, ou qui font servir l'indécision nouvelle à la première religion venue. Il sait approuver son adversaire Debray lorsque ce dernier reproche justement à sa génération d'avoir vécu son temps par procuration, en idées plus que dans le réel. Il ne condamne pas en bloc les publications qu'il conteste, et il y puise, en le disant. Il date généralement ses citations, note les repentirs, les excuses.

Lancé dans la démythification, ce qui ne va jamais sans jubilation injuste, il prend sa part des erreurs commises, s'interdit l'insulte, la lucidité paradoxale et jugasse. Pour l'heure, il tourne plutôt contre les autres le génie européen de la critique, mais on parierait que son attachement à ce génie, il la poussera, le cas échéant, jusqu'à se mettre en cause. Il y a du non-violent dans ce querelleur, de la correction fraternelle dans sa volée de bois vert, et de la délicatesse vraie dans son invite à mieux nous aimer nous-mêmes pour mieux aimer les autres.

Ses pages sur les médias et sur le hippisme mystico-vasouillard dépassent, en finesse verveuse, ce qu'on a lu à ce propos. Des « encadrés » évoquent avec subtilité et élégance la casuistique de l'« urgence » ou les mérites attendrissants de l'Angleterre. Reprochant aux « tiers-mondistes » d'avoir continué, aux antipodes, à contempler leur nombril, Bruckner est assez honnête et malin pour se savoir narcissique, lui aussi.

« S'AVOIR, c'est souffrir », dit Neruda. Il manque à nos aimables détracteurs parisiens d'avoir souffert un brin : de là qu'a, aux dernières nouvelles, certains bouderaient les idées et se réfugieraient dans la fiction... C'est sans doute le lot des pays préservés, en un peu excusé de l'histoire, de changer d'idéologie comme de chemises, et de les exhiber, ces chemises, sur la dos de charmants mennequins.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

★ LE SOCIALISME CONTRE LE TIERS-MONDE, d'Yves Monton, Fayard, 298 pages, 298 F.

★ LE SANGLOT DE L'HOMME BLANC, de Pascal Bruckner, Seuil, 320 pages, 75 F.

Collection historique

CLAUDE CAHEN
Orient et Occident
au temps des Croisades

« Un livre magnifique, par l'un des meilleurs islamisants français »

LIBÉRATION
« Un texte magistral, fruit d'une vie d'études »
LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

WILLIAM SEWELL
Gens de métier
et révolutions

Le langage du travail, de l'Ancien Régime à 1848

Comment, à travers trois révolutions, se sont maintenues les façons de dire et les façons de faire des corporations officiellement abolies.

Dossiers Florio

GILLES RAGACHE

1940

« la guerre détraquée »

« Oui, la guerre aussi est détraquée »
SAINT-EXUPÉRY

Le scénario, mois par mois, parfois jour par jour, d'une année fertile en incohérences politiques, en stratégies aberrantes, en combats meurtriers, en patriotismes contradictoires.

AUBIER

Colette
AUDRY
La statue

récit

« Une éducation intellectuelle et sentimentale. »

GALLIMARD nrf

IRVING STONE

LA VIE
ARDENTE DE
MICHEL-ANGE



A travers le portrait d'une âme d'artiste enfermée dans l'orgueilleuse solitude du génie, ce récit passionné nous fait revivre toute l'histoire de la Renaissance italienne.

PLON

VIE
PARLES

histoire

Les crises du vingtième siècle

DEUX livres de synthèse, traduits de l'anglais, cherchent à comprendre les crises et drames du vingtième siècle européen. Dans la *Persistance de l'Ancien Régime*, Arno Mayer veut saisir les origines de la première guerre mondiale, à travers une étude des structures socio-économiques durant la période 1848-1914. Dans la *Grande Transformation*, Karl Polanyi, plus théoricien qu'historien,

s'intéresse aux bouleversements imposés à la société occidentale par l'économie capitaliste, entre la révolution industrielle anglaise et la révolution des fascismes en Europe centrale ou orientale.

Ces deux ouvrages rencontrent le même problème : comment intégrer toutes les évolutions nationales des pays européens dans un cadre conceptuel unique ? Le jeu des facteurs culturels se laisse mal

réduire à la marche uniforme de la révolution industrielle.

Les solutions trouvées par Polanyi et Mayer sont légèrement différentes. Mayer, rognant les faits, aligne les histoires de toutes les nations européennes sur celle de l'Allemagne. Polanyi, moins violent avec les faits mais plus acrobate quant à la géographie des phénomènes, explique les fascismes de l'Europe

centrale par la révolution industrielle anglaise.

Ces deux tentatives passionnantes aboutissent à un même échec, qui résulte d'un *a priori* méthodologique : le refus d'admettre que l'Europe n'a pas une histoire idéologique commune et unique, qu'il existe en France, en Angleterre, en Allemagne, en Russie, en Italie, des trajectoires politiques distinctes, largement indépendantes les unes des autres. — E.T.

Les aristocraties européennes et la guerre de 14

LE déclenchement de la première guerre mondiale, après une longue période de progrès et de prospérité, reste l'un des grands mystères de l'histoire humaine. Pourquoi les grandes nations d'Europe — France, Angleterre, Allemagne, Autriche, Russie — se lancèrent-elles dans un conflit dont on savait *a priori* qu'il ne pouvait être que sanglant ? Aucune réponse à cette question n'est aujourd'hui unanimement acceptée mais la solution la plus fréquemment proposée vient du marxisme, de celui de Lénine en particulier. L'affrontement militaire serait la suite nécessaire d'un affrontement économique, l'impérialisme « stade suprême du capitalisme » menant inéluctablement à des conflits armés. Acteur indispensable dans ce modèle : la grande bourgeoisie, celle du fer et de l'acier surtout, à qui l'on attribue la responsabilité du choc de 1914. Après avoir équipé le continent en chemins de fer, la sidérurgie se reconvertisse dans la fabrication des canons.

C'est contre cette représentation de l'histoire européenne qu'Arno Mayer part en guerre dans la *Persistance de l'Ancien Régime*, ouvrage plus marxiste que léniniste.

qui affirme l'importance des facteurs économiques dans la vie politique mais désigne une autre classe que la bourgeoisie comme responsable de la guerre. Arno Mayer voit dans la résistance des aristocraties et des structures sociales traditionnelles la cause principale du premier conflit mondial.

La tour Eiffel et la gare de Metz

Sa démonstration de la persistance des structures anciennes en Europe est assez convaincante. Partout, sauf en Angleterre, la base rurale, le secteur artisanal et manufacturier traditionnel, les villes de province, dominent quantitativement. Nulle part la grande industrie moderne et le prolétariat ne sont le tissu social fondamental. Nulle part, sauf en France, ne s'affirme une idéologie indépendante des valeurs aristocratiques. Dans la plupart des pays d'Europe, vers 1900, les plus grandes fortunes sont agraires. De l'Atlantique à l'Oural, les valeurs nobiliaires fascinent plus qu'elles n'exaspèrent les classes moyennes.

Ni dans la politique, ni dans les lettres, ni dans les arts ne s'affirme alors la primauté d'un idéal de modernité. Le dix-neuvième siècle s'achève par une glorification architecturale du passé : pour une tour Eiffel futuriste, combien de gares au style ancien, comme celle de Metz, d'allure médiévale ! L'Europe de 1900 n'est, selon Mayer, ni impérialiste, ni capitaliste, ni moderne. C'est un monde où l'Ancien Régime lutte vaillamment pour sa survie, sur tous les fronts, culturels autant qu'économiques. Cette thèse suggère plus qu'elle ne démontre l'existence d'un lien logique entre la persistance d'une société aristocratique et l'affrontement de 1914-1918. Mayer croit à la permanence d'un idéal nobiliaire antilibéral et guerrier par essence. Mais cet idéal qui subsiste en Prusse ne correspond nullement aux systèmes de valeurs des autres pays.

Tout au long de son livre, Mayer s'efforce d'écrire, à partir d'histoires nationales profondément divergentes, une saga unifiée, uniforme, de l'aventure européenne. Cependant, comment réunir en un même tableau l'aristocratie française, décapitée, l'aristocratie anglaise, fondatrice du premier système politique libéral, l'aristocratie allemande, militaire, autoritaire et antisémite, l'aristocratie russe, fonctionnarisée ?

Ce que Mayer ne dit pas, mais que Max Weber perçoit déjà, c'est qu'en Allemagne et en Autriche, le vecteur social de cette vision du monde aristocratique n'était pas la noblesse traditionnelle, mais l'ensemble des classes moyennes. Le monde germanique est selon Weber fondamentalement bourgeois. L'utilisation par les classes moyennes de l'Allemagne occidentale d'une imagerie empruntée à la société bérarichée, autoritaire, mais minoritaire de Prusse, est une gigantesque mise en scène historique, un phénomène de fausse conscience à l'état pur. Le grand mystère de l'histoire allemande, c'est l'émergence de cette aspiration aristocratique, menant au concept du peuple des seigneurs, dans un milieu petit-bourgeois.

E.T.

* LA PERSISTENCE DE L'ANCIEN RÉGIME, L'EUROPE DE 1848 A LA GRANDE GUERRE, d'Arno Mayer. Flammarion, 350 p., 120 F.

Cartes d'identité

• Né en 1886, d'origine hongroise, Karl Polanyi s'exila aux États-Unis et devint professeur à l'université Columbia. Il est mort en 1964.

• Historien américain, Arno Mayer enseigne à l'université de Princeton.

Comment naquit le fascisme

KARL POLANYI est surtout connu pour avoir mené l'économie politique à la rencontre de l'anthropologie. On sent déjà dans la *Grande Transformation*, dont l'édition américaine remonte à 1944, une volonté de situer l'économie dans un phénomène social total. Polanyi inclut l'analyse de la production et de l'échange dans une réflexion d'ensemble sur les systèmes de valeurs qui définissent la forme et la fonctionnement des groupes humains.

Le capitalisme, qui se présente, dans l'esprit des théoriciens libéraux du dix-neuvième siècle, comme naturel et rationnel, apparaît au contraire à Polanyi comme une glorieuse aberration née d'un effort idéologique et politique conscient pour séparer l'économie du social, pour transformer le travail et la terre en abstractions marchandes, échangeables à volonté.

Il a fallu, pour assurer le triomphe du marché libre, briser une tendance naturelle et universelle de la société à subordonner la production et l'échange aux besoins de ces structures et valeurs fondamentales que sont la communauté, la famille, la tradition. La prédominance de la réglementation sociale de l'économie est, selon Polanyi, évidente, aussi bien dans les communautés primitives de Malaisie que dans l'Europe du Moyen Âge ou dans les expériences mercantilistes de l'époque moderne. La tentative libérale est un phénomène unique qui amorce l'enrichissement et le bouleversement de l'Europe, engendre un univers inhérent, destructeur de valeurs autant que créateur de richesses. A partir de 1875 environ, l'Europe se rebelle contre le credo libéral et revient à la nature. C'est

à-dire à l'esprit de réglementation. Dans un monde secoué par la révolution industrielle, le fascisme naît de l'effondrement de ce libéralisme dévastateur.

Dès la fin du dix-neuvième siècle, par mille chemins détournés, l'effort libéral est interrompu : lois sociales, New Deal, communisme.

Le meilleur Marx

Sous certains aspects, cette représentation de l'histoire se distingue du marxisme. Polanyi ne met pas les phénomènes d'exploitation au centre de ses préoccupations. C'est le marché qui définit le mieux, selon lui, le capitalisme achevé. Il n'accepte pas non plus la thèse de la paupérisation : l'appauvrissement provoqué par la première révolution industrielle est moral et social plutôt que matériel.

Mais la différence semble parfois une nuance, si l'on fait le compte de ce qui rapproche Polanyi de Marx, du meilleur Marx. La démarche historique est la même : il s'agit d'examiner la transformation des rapports économiques en Angleterre pour comprendre les explosions politiques survenant sur le continent. Selon Marx, l'analyse du capitalisme britannique doit permettre d'expliquer les révolutions de style français. Selon Polanyi, la même histoire économique anglaise doit mener à la compréhension du mouvement fasciste en Europe.

Et puis, l'idée principale, que soutient Polanyi, d'une dislocation de la société par le marché, d'une transformation des êtres en choses, de l'homme au travail abstrait et de la terre en marchandises, n'est pas éloignée de la conception marxiste de l'aliénation.

Mais ce livre vaut autant par ses digressions, toujours surprenantes, que par sa thèse centrale. Politiquement, il est aujourd'hui actualisé par la réémergence du vieux conflit entre dirigisme et libéralisme : rattachement et thésaurisme semblent ressusciter une version atténuée, atténuée, du vieux credo libéral.

Intellectuellement, la *Grande Transformation*, qui paraît en français avec trente-neuf ans de retard,

est un ouvrage dépassé. L'histoire sociale, celle de l'Angleterre particulièrement, a beaucoup progressé durant ces dix dernières années. On sait maintenant, grâce aux recherches menées par Tony Wrigley, Peter Laslett et Alan Macfarlane, à quel point le développement démographique et anthropologique de l'île de Grande-Bretagne s'écarte constamment de celui du continent entre le Moyen Âge et le dix-huitième siècle. Il est désormais évident que la révolution industrielle trouve l'une de ses causes majeures dans cette spécificité de l'histoire anglaise. La communauté rurale, la famille large, les rapports sociaux stables, dont Polanyi suppose qu'ils furent détruits par le libéralisme, n'ont, semble-t-il, jamais existé outre-Manche.

L'individualisme anglais

Dans *The Origins of English Individualism*, d'Alan Macfarlane (1), il apparaît clairement que la conception individualiste des rapports sociaux est une constante plutôt qu'un acquis tardif de l'histoire anglaise. Les économistes libéraux mirent en forme intellectuelle une attitude anthropologique spontanée. Les développements récents de la recherche historique obligent à un réexamen complet des hypothèses et des théories évolutionnistes, que celles-ci soient marxistes, webériennes, durkheimiennes ou polanyiennes. Mais on doit quand même admettre que c'est la conception polanyienne d'une anthropologie économique, menée jusqu'à ses conséquences extrêmes, qui triomphe, en pratique, avec les travaux récents de l'école historique anglaise.

EMMANUEL TODD.

* LA GRANDE TRANSFORMATION, d'ALAN MACFARLANE (1), traduit de l'anglais par Catherine Malabou, préface de Louis Dumont. Gallimard, 420 p., 120 F.

(1) Voir « Le Monde des Livres » du 9 novembre 1979.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contact habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

CHAILOT
THEATRE
NATIONAL

POESIE ACTION POÉTIQUE

Grand Foyer

Lundi 30 mai à 20h30

Entrée libre

727 8115

Voici le numéro 3!

La grande rétrospective James Ensor à Zurich.

Les chefs d'œuvre de la peinture Napolitaine au Grand Palais vus par Dominique Fernandez.

La Nouvelle Sculpture ou comment l'art récupère les objets.

Portraits de trois artistes contemporains : Jean Hélion, Sam Francis et Christian Jaccard.

Marché de l'art : la cote des peintres des années 50 : Jenkins, Kijno, Garbell...

L'architecture des pavillons français créés pour les expositions internationales.

Le photographe Harry Callahan...

L'actualité des arts a son magazine.

Beaux Arts Magazine: 20F.

الكتاب العربي

lettres étrangères

ROMANS ALLEMANDS

« Fabian » ressuscité

CINQUANTE ans après l'événement du III^e Reich, la question : « Comment cela fut-il possible ? » reste toujours actuelle. Un passionnant roman d'Erich Kästner, réédité dans une excellente nouvelle traduction de Michel-François Demet, apporte un élément de réponse à l'une des énigmes les plus angoissantes de notre époque.

Paru en 1931, Fabian se présente comme le récit d'un jeune provincial transplanté à Berlin à l'heure du crépuscule de la République de Weimar. Tandis que la capitale du Reich vit, sur un rythme de plus en plus frénétique, la fin de ses années folles, les files de chômeurs s'allongent sur les trottoirs, curieux et nazis se pourchassent à coups de revolver.

A la suite du héros, nous découvrons un monde saisi par la folie, sous prétexte que ce que nous inventons n'a pas autant d'importance que ce que nous omettons, un journaliste en mal de copie décrit des émeutes imaginaires survenues à Calcutta. Une nymphomane a ouvert un bordel dont les pensionnaires sont des jeunes garçons et les clients des femmes du monde. Un médecin exerce ses activités en travestissant une boîte de lésionnaires.

Proche des tableaux d'un Otto Dix ou d'un Georg Grosz, pour la

puissance caricaturale, atteignant, par moments, l'horreur d'un Hieronymus Bosch (cf. l'extraordinaire rêve du héros, revivait ses aventures sous la forme d'une fable surréaliste), Fabian est un roman à bien des égards prophétique. « Ces gens, qu'ils viennent de droite ou de gauche, écrit Kästner, veulent guérir l'empoisonnement du sang en coupant la tête du patient avec une hache. L'empoisonnement n'existera sans doute plus, mais le patient non plus... » C'est également un constat d'impuissance, face à la mort des pères. Après avoir perdu successivement son travail, son meilleur ami, la femme qu'il aime, Fabian périt en essayant de sauver un enfant qui se noie. « Il ne savait pas nager », écrit l'auteur en guise de conclusion.

Lorsque, deux ans après la parution du livre, les nazis brûlent son œuvre devant l'université de Berlin, Erich Kästner, qui a refusé de s'exiler afin, plus tard, de pouvoir témoigner, sera présent parmi la foule venue assister au spectacle. « Nous nous trouvons à un des rares moments de l'histoire, écrit-il dans Fabian, où il faut construire une nouvelle vision du monde. » L'ennui, c'est que les organisateurs de l'autodafé partageaient certainement ce point de vue.

Etre ou ne pas être
Humphrey Bogart

L'ACCUSATION avait, en son temps, fait grand bruit outre-Rhin. Analysant le comportement collectif du peuple allemand face au passé hitlérien, Alexander Mitscherlich avait démontré comment ses compatriotes s'étaient efforcés de dresser un véritable barrage psychique pour se protéger de la culpabilité (1).

Paraphrasant le thème du sociologue francfortois, le nouveau roman de Peter Hårding est l'étrange histoire d'un Allemand très ordinaire qui, pour échapper au poids du passé, ne trouve rien de mieux que de renoncer à sa propre identité et s'approprie celle de l'acteur américain Humphrey Bogart.

S'il n'avait eu, pour son malheur, un père Obersturmbannführer SS, Hubert Windisch aurait pu, comme la plupart des Allemands qui vécurent sous le III^e Reich, prétendre en toute bonne foi qu'il n'avait rien fait. Enfant, poursuivi par les imprécations paternelles : « On ne pourra jamais rien tirer de toi ; certainement pas un homme ! », il se réfugiait déjà dans la rêverie pour fuir une réalité trop dure. Engagé volontaire pendant la guerre, il le traversa sans encombre, employé comme gratte-papier dans la « protection » bohémienne, et s'efforçant, une fois de plus, de filer doux. Dans la

nouvelle Allemagne, occupée à oublier le passé en se plongeant dans les félicités matérielles du miracle économique, Hubert a même réussi, contre toute attente, à devenir un excellent homme d'affaires.

Mais le fait d'avoir eu pour père un haut dignitaire nazi est désormais un terrible handicap. Même mort (il a fini par se tirer une balle dans la tête en 1944), ce père, à la fois hanté et redouté, ne cesse d'être présent.

Ayant vu, un jour, la film Casablanca, Hubert comprend que, s'il n'avait alors choisi de se boucher les yeux et les oreilles, cette histoire d'amour et de résistance, interprétée par Humphrey Bogart, aurait pu être la sienne. Qu'à cela ne tienne. Il le réinventera pour son compte. Rick, l'homme venu de nulle part, ce sera lui.

Le roman de Peter Hårding s'inscrit dans une tradition bien germanique depuis Peter Schlemihl, l'histoire de l'homme qui a perdu son ombre, de Chamisso. S'il était un peu moins bavard, peut-être nous paraîtrait-il moins long.

(1) Le Deuil Impossible, par A. et M. Mitscherlich, Payot 1972.

Un mirage trompeur

LE MIRAGE, dont on réédite la traduction française, a été écrit par Thomas Mann (1), deux ans avant sa mort, survenue en 1955.

A quarante ans de distance, l'auteur y reprend le thème déjà traité dans Le Mort à Venise. A cette différence près que la fascination de l'homme mûr pour un adolescent fait place à la passion d'une femme à l'âge de la ménopausée pour un jeune homme.

Domage que l'écriture ne soit pas pour une fois à la hauteur du projet et que certains des dialogues entre l'héroïne et sa fille ressemblent à un pastiche de ceux de

Phèdre et de sa confidente. Un certain ton guindé, voire pompeux, n'est jamais absent de l'humour de Thomas Mann.

En l'occurrence, il semble bien qu'il s'agisse d'un effet comique involontaire.

J.-L. DE RAMBURES.

* FABIAN, d'Erich Kästner, traduit de l'allemand par Michel-François Demet, Belfond, 310 p., 69 F.

* LES FRELONS, de Peter Hårding, traduit de l'allemand par Marc B. de Lannay, Gallimard, 240 p., 67 F.

* HUBERT OU LE RETOUR A CASABLANCA, de Peter Hårding, traduit de l'allemand par Claude Porcell, Le Seuil.

* LE MIRAGE, de Thomas Mann, traduit de l'allemand par Louise Service, Albin Michel, 190 p., 55 F.

Mais où sont passés les frelons ?

MOUCHES « rassemblées sur les yeux verts et humides du cheval comme un excrément frais », guêpes en colère « faisant entendre une sorte de glapissement » (sic), fourmis, mites, taons... Tous les insectes de la Création semblent s'être donné rendez-vous dans ce roman de Peter Handke. A l'exception, précisément, des frelons, auxquels il emprunte pourtant son titre.

Faut-il voir dans cette absence la symbole d'une réalité échappant à toute tentative pour la saisir par l'écriture ? Les frelons sont-ils, au contraire, cet essaim de mots lâchés par l'auteur comme autant de projectiles contre les choses ? Bien malin qui pourra répondre à cette question.

Coups à la même époque que l'extraordinaire Bienvenu au conseil d'administration (1), les Frelons est le premier roman de Peter Handke paru en librairie. C'était en 1966. Si l'on en croit ce

qu'il écrit quatre pages avant la fin des Frelons, « ce livre parle de deux frères dont plus tard le premier, alors qu'il cherchait seul le second, disparu, devient aveugle ». Mais, là aussi, il faut être ou, infiniment subtil ou doué d'une patience à toute épreuve pour réussir à déchiffrer une quelconque histoire dans cette orgie verbale dont la principale caractéristique est que l'auteur s'acharne, avec une minutie maniaque, à décrire une réalité qui, de son côté, ne cesse de se dérober.

Même s'il s'agit d'un document intéressant, dans la mesure où il nous renseigne sur les premiers tâtonnements d'un écrivain, on se demande si sa publication s'imposait alors que tant de livres essentiels attendaient toujours d'être traduits chez nous.

(1) Ce récit, paru au Residuum Verlag, a été traduit en 1980 chez Christian Bourgois.

Contre la violence de l'insignifiant

Un roman sans fiction, de Botho Strauss.

APRÈS la publication de deux romans - la Dédicace et Raffin - c'est la pièce Grand et Petit qui a révélé, l'an dernier, à Paris, à un plus vaste public, l'écriture neuve et prenante de Botho Strauss. Révélatrice d'un malaise profondément allemand (Allemagne, mère blafarde...), tirant sa force d'une situation particulière, celle de la génération des fils (« nous, les fils de la naissance, le national-socialisme allemand »), l'œuvre de Botho Strauss va plus loin : de ce point d'ancrage, elle dépeint le malaise de la démocratie européenne, et, au-delà du politique, l'exil plus désespéré encore de l'homme-dans-les-villes. Tous les

personnages de B. Strauss vivent une expérience d'errance et de dédoublement, abandonnant dans une sorte d'héroïque - et ironique - déchéance les prix de consolation offerts par la réussite sociale à l'individu moderne.

« Un gigantesque quiproquo »

C'est encore une perte que nous révèle le narrateur de Coups, Passants : l'homme d'aujourd'hui, façonné par la vie dans les villes, a perdu le sentiment d'appartenir à une communauté sociale ; attentif à ne rien laisser échapper des mille signes, quasi imperceptibles, de notre vie réelle, le narrateur nous les renvoie dans une impitoyable lumière.

Tous révèlent la disparition de la sphère du social et du politique, sourdement et silencieusement par cette culture des médias qui est la nôtre. En multipliant les images, en accélérant leur passage, en nous faisant vivre dans la « chronocratie » (« le système de pouvoir des accélérations »), elle a fait de nous des individus qui ne peuvent échapper à la multiplicité des images proposées qu'en vivant ces identifications successives sur le mode de la légèreté.

Que nous a donc été cette démocratie urbaine ? Botho Strauss reconnaît qu'elle a réussi à nous libérer d'une peur : « La peur aujourd'hui s'adresse aux centrales nucléaires ; personne n'est plus forcé de l'endosser à sa source elle-même, à sa source sexuelle. » Mais est-ce un gain, que cette indifférente fraternité sensuelle ?

Oui, on nous a été nos peurs essentielles : le sexe, la mort et le résultat, c'est que nous sommes en exil, coupés de la nature ; un savant et humain système de dilution s'est mis en place : la contrainte du présent, la fuite de la mémoire ne disent au fond pas entre chose que la perte du sens. Sans mémoire, nous sommes dans l'irréel, nous perdons notre identité ; la civilisation médiatique est celle d'un gigantesque quiproquo.

La patrie des mots

Exil et perte qui rendent plus urgente que jamais l'écriture : la place qui lui est concédée est désormais dérisoire, certes ; mais qui peut révéler ce quotidien infinitésimal, sinon cet observateur, nouveau Baude-laire, à la fois dans et hors la foule de ses contemporains - couples, sœurs dispersées dans la ville, leur redonne une patrie commune, celle d'une langue neutre, traversée pourtant d'éclats lyriques.

Botho Strauss réinvente ici une sorte d'unanimité éclose - « ce flot nous traverse tous » - d'une poésie active et cruelle, qui prend en écharpe ces monades insignifiantes, impuissantes dans leurs dérisoires associations.

Si ce qu'on appelle la fiction semble absente de ce roman, c'est que l'actualité est précisément le mal dont nous souffrons. Roman pourtant, comme l'indique la couverture du livre : roman, parce que, de la dispersion, une sensibilité en quête de sens a tiré une forme vivante, musicale, qui pose, reprend, creuse, puis élargit les thèmes dans un large final : roman parce que d'innombrables anonymes - nous tous - en sont les personnages ; parce que la réflexion de B. Strauss n'a rien à voir avec la raison mystifiante des sociologues, n'a à voir avec un essai de penser (que l'on compare, à peu près sur le même thème, l'essai de Günther Grass, les Enfants par la tête) : roman, parce que la réflexion sur l'écrit, au cœur du livre, n'est nullement la reprise de ces narcissiques mises en abîme auxquelles nous avons été un peu trop contraints d'assister, mais une pathétique tentative pour évoquer la seule patrie qui nous reste, celle des mots ; roman enfin parce que traversé d'éclairs d'espoir, de lumineux éclairs d'images justes : puisque ni l'homme ni la femme ne sont plus l'un pour l'autre question et réponse, le narrateur nous donne à voir le grand dialogue sexuel dans les éléments : « La terre s'étend dans un geste creux, pareil à la courbe d'une question, tournée vers l'eau... »

Et, comme certaines œuvres, il est encore des lieux privilégiés qui laissent passer le chant disparu de l'histoire, et donnent chair à une ancienne intuition refoulée : telle est Venise, sur le pouvoir de laquelle Botho Strauss a choisi de clore son livre.

CHANTAL LABRE.

* COUPS, PASSANTS, de Botho Strauss, traduit de l'allemand par Claude Porcell, Gallimard, 200 p., 69 F.

Sur la scène du terrorisme

(Suite de la page 19.)

Comme Balzac qu'il admire aussi, Le Carré a le souci du détail et il précède la rédaction de chacun de ses livres par une enquête sur le terrain.

Cela nous vaut des chapitres d'une remarquable précision en ce qui concerne, notamment, le désenchantement de certains Hébreux quand on sait que ces textes furent écrits avant la campagne israélienne au Liban. L'œuvre de Le Carré est guidée par l'authenticité et la compassion.

Cet écrivain ne pouvait être que britannique, et l'on perçoit souvent, à la suite de la Petite Fille au tambour, les éclats du théâtre shakespearien, où des puissances croient mettre en scène l'histoire en s'abandonnant aux fureurs de la passion. « La terreur, c'est la théâtre », affirme l'un des protagonistes.

En stupéfiant les spectateurs, elle en est l'une des expressions les plus accomplies, même si un attentat, à côté des massacres de la guerre, n'est qu'une petite boucherie, deux minutes à peine au regard de l'histoire. Le terrorisme devient « le plus grand acte du monde ». A l'égard des divinités, il est omniprésent et frappe partout ; juge suprême, il affirme que personne n'est innocent. Voilà pourquoi il est insupportable. Voilà pourquoi une jeune actrice qui se vouait à la représentation péristolique des artifices de l'imagination, lorsqu'elle participe au grand jeu du monde tel qu'il est, se retrouve aux frontières de la folie.

BERNARD ALLIOT.

* LA PETITE FILLE AU TAMBOUR, de John Le Carré, traduit de l'anglais par Nathalie Zimmermann et Louis Mearl, Robert Laffont, 492 p., 79 F.

JEAN BERNARD

de l'Académie française

Le sang et l'histoire

« Avec sa compétence, son humanisme, le bonheur de ses formules, le Professeur J. Bernard nous raconte un chapitre inédit et passionnant de cette alliance de la médecine et de l'histoire de l'humanité. »

Robert Clarke / Le Matin

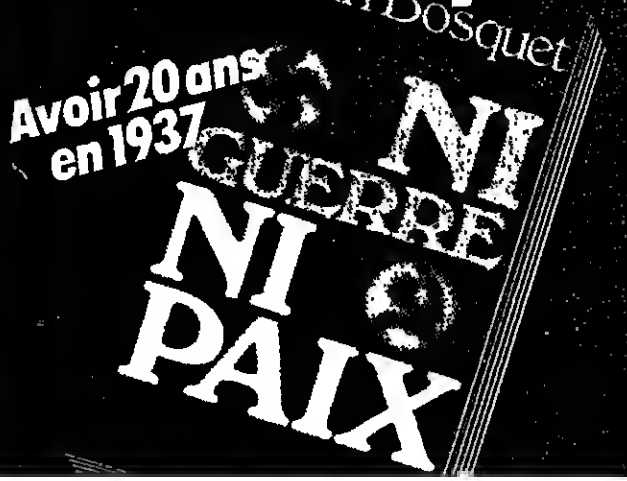
« Un livre passionnant tant par les mystères qu'il éclaire que par l'érudition qu'il traduit, en une simplicité lumineuse. »

Dr Escoffier-Lambiotte / Le Monde

BUCHET / CHASTEL

18, RUE DE CONDE - 75006 PARIS

Alain Bosquet



« Un grand roman d'éducation. »

Jean-Pierre Enard / Le Quotidien de Paris

« Cocasserie, irrespect, intuitions brutales. C'est de l'excellent travail de romancier. »

François Nourissier / Le Figaro Magazine

« Humour, intelligence, cruauté, obsession de dire l'histoire de la vie d'un errant. »

Françoise Xenakis / Le Matin

« Ce roman m'a rappelé l'imagination inépuisable de Breughel et d'Hieronymus Bosch. »

André Wurmser / L'Humanité

« Une insolente allégresse se mêle au tragique. »

André Brincourt / Le Figaro

« Un jongleur moraliste. Le tragique du siècle rendu sur le mode bouffon. »

Jacqueline Piotier / Le Monde

« Il vous offre l'Histoire avec un de ces culots ! »

Patrick Grainville / V.S.D.



revue bimestrielle

le débat

NUMÉRO 25

MAI 1983

Edmond Maire
Entretien
avec Michel Foucault

M. Winock
Sur le fascisme à la française
S. Nora
Sur l'informatique
R. Rémond
Sur l'université

LA BIOÉTHIQUE

J.-L. Funck-Brentano, Fr. Isambert

J.-L. Borges : Cécité

ADOLESCENCE ET
POST-ADOLESCENCE

H. Le Bras, A. Béjin, P. Yonnet

LE RÊVE ET
L'HISTOIRE

G. Steiner, Ch. Beradt, R. Koselleck

Gallimard

rencontres

Le PEN Club et les « inspirés » de Venise

VENISE est certainement la ville la plus littéraire du monde, celle sur laquelle on a le plus écrit, celle sur laquelle on s'est le plus extasié depuis cinq siècles, que des écrivains, des essayistes, des artistes venus de partout parcoururent, arpègent en tous sens ce rêve de pierre et de marbre posé sur la lagune, terrain de jeu formidable, terroir de rêve, incroyable mirage...

Dans quel autre endroit le PEN Club italien, placé sous la présidence de Mimì Fiovene, aurait-il pu organiser une rencontre internationale? Le thème s'imposait de lui-même : « Venise dans l'inspiration littéraire ».

Les « inspirés » de Venise, en effet, forment une impressionnante cohorte depuis Machiavel le Florentin, Casanova de Seingalt, l'enfant du pays, jusqu'aux touristes venus d'Europe, puis d'Amérique pour participer à l'extase : tels Goethe, Pouchkine, Théophile Gautier, George Sand, lord Byron, Dickens, John Ruskin, Henry James, Hofmannsthal, Thomas Mann, Marcel Proust, le baron Corvo, Boris Pasternak, Mary McCarthy, D.H. Lawrence, Ernest Hemingway, et tant d'autres qui eurent marqués à jamais (1). Et Ezra Pound, mort il y a onze ans à l'ospedale Civile. Et Fré-

déric Nietzsche, dont la maison mortuaire sur le Grand Canal - le palais Vendramin Calergi - se signale par une large enseigne sur le store rayé. Casino municipal.

Suivre Ruskin

Venise dans l'imagination littéraire japonaise, slovène, polonaise, suédoise... Tous y vinrent, mais aucun sans doute n'eut autant d'influence sur ses contemporains, comme sur leurs descendants, que John Ruskin, dont Hermann vient de republier les *Pierres de Venise*, dans une édition abrégée par l'auteur lui-même en 1881 (2). Une « édition du voyageur » (*traveller's edition*) qui reste, pour le touriste lettré, la plus précieuse introduction à toute connaissance de la Sérénissime République, si peu sereine dans son histoire. Publiées entre 1851 et 1853 - Ruskin vient de dépasser la trentaine - les *Pierres de Venise* sont au centre de toute la vie de son auteur, qui recréa son œuvre pendant quarante années.

Erigeant comme principe qu'il faut avant tout jouir de l'art, Ruskin nous enseigne les vertus de l'admiration sans jamais cesser de pourfendre le capitalisme et le machinisme.

Puisque pour lui la vraie beauté n'est pas la possession des biens matériels, mais la jouissance de l'art et de la vie, il s'attache à nous faire partager ses passions, avec un souci didactique et un parti pris qui, s'ils font parfois sourire, nous rendent tout de même les héritiers et les gardiens de toutes ces merveilles qu'on ne cesse de défigurer, de restaurer ou de laisser tomber en ruines. Mais, écrit-il, « quoique les dernières années qui ont changé la face de notre monde aient été plus fatales pour Venise que les cinq cents précédentes (...) son aspect est encore si plein de magie que le voyageur pressé devant quitter la ville avant que l'éblouissement du premier aspect soit effacé, oubliera l'humilité de son origine et fera les yeux sur sa profonde dévotion ». C'était en 1850...

Marcel Proust, fasciné par ce manuel énorme et disparate, envisagea de le traduire intégralement, puis renonça : il ne fera le voyage de Venise qu'après la mort de Ruskin, en 1900, et inclura cette découverte dans quelques pages de *La Fugitive*, « jeune homme étourdi par la splendeur de Saint-Marc, comme le note Paul Morand, cet irremplaçable compagnon vénitien (3), étonné de se voir car il trouve la force d'être debout à 10 heures du matin... ».

L'écrivain et le tourisme de masse

Au cours du colloque, chacun transporta sa Venise intérieure : le Suédois Per Wästberg, président international du PEN, tout comme l'Américaine Mary McCarthy, habitée de Venise, ou bico le Britannique Stephen Spender - visions de Wordsworth et de Turner, - ou encore René Tavernier à propos de George Sand et de Musset, Jean Blot à propos de Proust justement, ou François Bondy sur la littérature allemande, et Giorgio Bassani, qui, loio de Ferrare et du Jardin des Fizzi-Contini, dans un beau texte plein d'ironie et de rébellion, refusait vigoureusement de « céder à un engouement fastidieux et dange-

reux » et se dressait contre le « tabou littéraire » engendré par ce « mirage lagunaire » qui n'a donné naissance, sauf rares exceptions, qu'à une littérature touristique.

« Peut-être faut-il attendre que notre civilisation trouve la force et le courage de se déclarer rassasiée de ces raffinements qui masquent inévitablement la sécheresse, l'ennui et l'orgueil de l'« artiste en voyage » et qui, voyageant, fraie ses voies au tourisme de masse d'aujourd'hui », disait justement Bassani. En effet, il suffisait de traverser la place Saint-Marc pleine comme un cratère, ou de pénétrer à l'Académie, pour constater que les écrivains ont été des agents de publicité fantastiques. Si c'était à refaire, peut-être seraient-ils plus discrets afin de garder pour eux ce rêve de pierre dressé sur une forêt de pieux, musée en perdition menacé, chacun le sait et le savoure avec effroi, à plus ou moins longue échéance, de destruction.

Signalons que quelques travaux plus graves prirent place, tel le rapport de la commission des écrivains en prison, qui a recensé, sur les cinq continents, les cas d'écrivains et de journalistes emprisonnés ou disparus : l'Argentine et l'U.R.S.S. sont largement en tête de ce sinistre palmarès suivi de la Turquie, du Vietnam, du Chili, de Cuba, de la Pologne, de l'Uruguay, etc.

Enfin, la commission traduction - le PEN comporte trente-trois langues différentes - a envisagé la création d'un prix qui récompenserait « la traduction d'une langue de petite circulation vers une langue de grande circulation », et permettrait de mieux faire connaître la littérature des « petits » pays.

NICOLE ZAND.

étude

Où nous mène Michel Tournier ?

(Suite de la page 19.)

Quant la sublimation du Mal qui s'opère dans *Gilles et Jeanne* ne rejoint-elle pas la sublimation des ordures, des déchets qu'a entrepris Michel Tournier dans ses autres livres? « C'est vrai, répond-il, que mes personnages traversent toujours des cloaques, la souille de Robinson, l'usine de réputation, les champs d'opoponax d'Alexandre dans les *Météores*, la scatologie d'Abel Tiffauges. Assimiler le salut par l'abjection à cette célébration des gadoues n'est pas mal vu ».

Faut-il ajouter un troisième motif? Celui que l'historico anglaïste, Théodor Zeldin, a récemment lancé dans *L'Observer* (1), en scrutant avec beaucoup d'intelligence l'univers de l'écrivain : « Michel Tournier prophète de l'univers? » Pour Théodor Zeldin, remarque Tournier, les stéréotypes n'existent plus. Moi je crois pas à leur disparition mais à leur changement. Et c'est la révélation des nouveaux que je cherche. « L'univers » en est un, voyez comme il obéit. Dominique Fernandez qui dans son dernier livre, *Le Volcan sous la ville* (2),

consacre un beau chapitre à « Naples hermaphrodite ».

« Mot-mème je suis sensible à l'effacement, qui se produit aujourd'hui, des caractères trop marqués des deux sexes. Je déteste toutes les accentuations de la virilité, de la féminité. Je déteste les barbes, par exemple. J'aurais été très malheureux en 1900 parmi ces femmes dodues, à la taille trop mince, aux seins trop gros et qui se paraient de fanfreluches. La femme idéale pour moi, j'ai sa photographie sur mon bureau, c'est une athlète californienne ».

« Toutes les femmes que j'ai peintes dans mes livres sont des femmes fortes. C'est pour cela que Jeanne d'Arc me plaît et que j'ai donné à Gilles de Rais pour elle cette passion absolue ».

JACQUELINE PIATIER.

* GILLES ET JEANNE, de Michel Tournier, Gallimard 140 p., 49 F.

(1) *The Observer* du 30 janvier.
(2) Plon, 1983.

Portrait en images

MICHEL TOURNIER vient d'entrer dans la collection de vidéo-livres, « Témoins », que dirige Danièle Delorme. La cinéaste Gérard Blain s'est chargée de ce portrait vivant.

Tantôt l'écrivain est saisi en gros plan, pendant qu'il parle avec cette élan joyeux qui lui est propre. D'emblée, il nous entraîne dans l'Allemagne et de la place qu'elle tient dans sa formation et son inspiration.

Tantôt on le voit vivre dans ses lieux de prédilection : c'est son presbytère près de Chevroux entre l'église et le cimetière, son jardin qu'il entretient lui-même, accompagné d'un beau chat roux. Il mène là une existence rustique et studieuse, la tête toujours couverte d'une amusante calotte qu'on dirait rituelle. C'est ensuite une Tunisie insolite, balayée par la tempête, où il évoque le souvenir d'amis chers disparus, l'Américain Jean Henson et sa femme, Michel Tournier aime ce pays, comme toute l'Afrique d'ailleurs, pour la

chaleur, le sourire qui, là-bas, facilitent les rapports humains.

Le voici enfin au milieu des enfants, objets de tous ses soins, expliquant un de ses contes à un gamin, ou dans ce C.E.S. de Chevroux où François Merliès enseigne à ses élèves le français et l'œuvre de Michel Tournier, qu'elle connaît et comprend à merveille. C'est elle qui la présente dans ce vidéo-livre où lui-même en parle peu. Mais les grands thèmes d'une création sont là, en particulier ce solide enracinement dans le réel, le quotidien, la fraternité, d'où l'artiste tire alternativement sa vision du Ciel et de l'Enfer.

L'image qu'on garde de lui après ces cinquante minutes de projection est rassurante, serène, quasi monacale, et comme empreinte de tendresse.

J. P.

* MICHEL TOURNIER par Gérard Blain. Témoins (12, avenue de Maine, 75015 Paris), 470 F sur commande par correspondance.

Le premier numéro des

CAHIERS MICHEL NOSTRADAMUS

édité par l'association
LES AMIS DE MICHEL NOSTRADAMUS

(B.P. n° 54, 69936 LYON CEDEX 03.)

Vient de paraître
« Étude sur l'ouvrage de J.C. de Fontbrune

par le laboratoire de parapsychologie de Toulouse,

« Iconographie : le portrait de Nostradamus

par Léonard Gautier ».

« fac-simile de la « Lettre critique sur la parascience et sur les écrits

de M. Nostradamus » publiée dans le « Mercure de France »

en Août et Novembre 1974.

« bibliographie : la cote de l'édition des « Prophéties »

publiée à Amsterdam en 1668.

Prix de vente : 40.00 F (franco de port).

CCP LYON « Les Amis de Michel Nostradamus » 1245.13 N

Devisons devises irlandaises.

**Vous rêviez bouts du monde, grands espaces et ciels infinis ? Bravo !
Partez pour l'Irlande : avec vos devises riquiqui où pourriez-vous être
aussi parfaitement ailleurs ?**

L'Irlande - alleluia - reste à portée de vos devises. Et jamais vous n'avez eu autant besoin d'aller vous requinquer le moral au fin fond du Donegal.

Alors, à vous l'Irlande. A vous les landes, les lacs du Connemara et les falaises. A vous les forêts de rhododendrons, les longues histoires auprès des feux de tourbe, le temps qui ne s'est pas écoulé ici comme ailleurs.

A vous, les innombrables pubs où, en dehors de la philosophie, on vous servira pour 25F un snack revigorant. Le soir, si des musiciens viennent, vous y paierez 30F pour la soirée.

A vous, les fermes où l'on passe une nuit, deux nuits, trois nuits pour 75F par nuit et par breakfast à la Pantagruel. Chez un Irlandais non fermier, chez l'habitant tout simplement, c'est tout pareil.

A vous (50F, qu'est-ce que c'est, même par les temps qui courent) un parcours de golf sur les plus beaux greens du monde. Même sans golfer, c'est inoubliable.

A vous les menus touristiques des 300 restaurants d'Irlande qui, pour 40 et 55F vous concoctent d'excellents repas locaux.

A vous (ça économise l'essence) les bons vieux vélos irlandais (32F par jour) ou les fameux chevaux (50F l'heure).

A vous les petits hôtels trognons perdus dans les campagnes, où pour 1600F par semaine et par personne, vous dînerez, vous écouteriez toutes les histoires de l'hôtelier, vous dormirez et vous petit déjeuneriez comme un ogre.

A vous les bureaux de tourisme régionaux qui se mettront en quatre pour trouver votre solution hébergement sur place : en Irlande, on s'arrange toujours.

Pour accéder à tout cela, au choix, non déductibles de vos devises : les avions d'Aer Lingus (1580F tarif Taxi Vert sur vol régulier sous certaines conditions) ou les car-ferries d'Irish Continental Line (de 556F à 1446F par personne à quatre selon la saison, voiture comprise).

Hauts les cœurs, en route soldats : il reste l'Irlande.

5 forfaits irrésistibles

choisis dans la multitude de programmes proposés par les Agents de Voyages français.

2120F (dont 633F en devises)* une semaine dans une ferme ou chez l'habitant. Le passage pour vous et votre voiture en car-ferry, le séjour dans la ferme et les fameux breakfasts.

1950F (dont 370F en devises)* une semaine en Irlande avec une voiture de location kilométrage illimité et passage avion.

2800F (dont 892F en devises)* une semaine seul maître à bord d'un bateau sur le Shannon en robinsonnant d'île en île, passage avion compris, transfert compris.

2890F (dont 825F en devises)* une semaine dans un cottage irlandais avec, pour le quitter quand même de temps en temps, une voiture de location kilométrage illimité, et le passage avion.

2990F (dont 1150F en devises)* une semaine à l'hôtel avec le passage pour vous et votre voiture en car-ferry, bien sûr le breakfast est compris, bien sûr vous pouvez choisir parmi plein d'hôtels, tous plus attendrissants les uns que les autres.

*base 4 personnes haute saison, sans réserves de chanceries.

Envoyez-moi votre brochure spéciale, actualisée depuis le 25 mars, qui contient tous les prix de mes vacances en Irlande.

Nom _____

Adresse _____

Retournez ce coupon (en joignant 3 timbres à 1,90 F pour frais d'envoi) au S&A/Tourisme Irlandais, B.P. 2, Quai de Long, 28700 Amneval, ou venez nous voir 9, boulevard de la Madeleine, 75001 Paris. Tél. 261.84.26.



Irlande

Allez loin sans aller loin.

مكتبة الشارقة

Le XXXV^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget

Le président de la République, M. François Mitterrand, doit inaugurer, le vendredi 27 mai, durant deux heures dans la matinée, le XXXV^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget. Cette exposition, qui n'a pas d'équivalent dans le monde, aura lieu jusqu'au dimanche 5 juin.

Sous la conduite de son frère, le général Jacques Mitterrand, qui préside le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), le chef de l'Etat doit assister à une présentation en vol des seuls avions ou hélicoptères français, qui durera une vingtaine de minutes, et il visitera, ensuite, les stands français et étrangers.

Dans l'après-midi du vendredi 27 mai, l'exposition sera déclarée ouverte au public. Mais, à la différence des salons antérieurs, ce XXXV^e Salon sera plus spécialement destiné aux professionnels. Les exposants étrangers l'ont demandé. C'est la raison pour laquelle les organisateurs ont diminué les périodes de temps pendant lesquelles l'accès est libre, à l'exception des traditionnelles fêtes aériennes de fin de semaine qui demeurent largement ouvertes au public.

Au total, on compte neuf cent quatre exposants venus de vingt-neuf pays différents parmi lesquels cinq sont représentés

pour la première fois : la Hongrie, l'Indonésie, le Maroc, Singapour et la Yougoslavie. Deux cents avions et hélicoptères sont attendus, ainsi que cinquante ultra-légers motorisés (U.L.M.) qui n'étaient jamais venus au Salon.

Une exposition plus professionnelle que publique

La « vedette » devrait être, en l'absence des avions et des hélicoptères soviétiques (*Le Monde* du 19 mai), la navette spatiale américaine Enterprise installée sur le dos de son avion géant porteur Boeing-747 qui devrait, en principe, effectuer un vol quotidien. C'est la première fois que les Etats-Unis présentent

cette attraction au public. Enterprise n'a pas accompli de navigation spatiale mais a servi à des essais d'atterrissage en Californie ou à des tests de résistance au sol.

A l'occasion de ce Salon sera célébré le bicentenaire du premier vol humain et, pour fêter cet événement, il est prévu des vols de montgolfières puisque c'est en 1783 que François Pilâtre de Rozier et François d'Arlandes réalisèrent la première ascension en ballon près du château de la Muette.

Pour des raisons de sécurité accrues, la direction des vols a, pendant les démonstrations en vol, fixé à 150 mètres le plancher des représentations acrobatiques et interdit les évolutions des patrouilles acrobatiques d'avions à réaction. Les vols ont été limités à un seul avion en l'air en même temps et c'est la raison pour laquelle, contrairement aux salons précédents, on ne verra pas la Patrouille de France.

Le samedi 4 juin, une représentation en vol officielle, de tous les appareils présents au Salon, sera organisée et ouverte au public, à l'issue d'un déjeuner que doit présider le premier ministre, M. Pierre Mauroy. Devant les invités, français et étrangers, M. Mauroy prononcera un discours.

Le programme des manifestations du 27 mai au 5 juin

OUVERTURE

Le Salon sera ouvert aux professionnels chaque jour, sauf le vendredi 27 mai en matinée. Il sera ouvert au public le vendredi 27 mai (après-midi), les samedi 28 et dimanche 29 mai, le mardi 1^{er} juin (après-midi), les samedi 4 et dimanche 5 juin. Les prix d'entrée sont de 50 francs pour les professionnels et de 30 francs pour le public.

PRÉSENTATIONS EN VOL

Durant le premier week-end (samedi 28 et dimanche 29 mai) et en semaine, deux créneaux de 11 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 17 heures, chaque jour, permettront de faire des présentations en vol avec un programme fixe. En dehors de ces deux créneaux, des présentations en vol « à la carte » seront réalisées en fonction des disponibilités quotidiennes.

Le samedi 4 juin, une présentation aura lieu de 14 à 18 heures et le dimanche 5 juin de 10 à 18 heures.

PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS

— **lundi 30 mai** : quatrièmes entretiens de médecine aéronautique et spatiale.

— **mardi 31 mai et mercredi 1^{er} juin** : colloque « Transport aérien et développement », organisé par l'Institut de formation universitaire et de recherche du transport aérien (de l'Université de droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille) et par *Le Monde*, avec la collaboration de l'Institut du transport aérien, hall C, salle 1.

— **mardi 31 mai** : journée des industries françaises de l'électronique professionnelle.

— **mercredi 1^{er} juin** : journée des équipements aéronautiques.

— **mardi 31 mai et mercredi 1^{er} juin** : symposium de l'American

Institute of Aeronautics and Astronautics.

— **jeudi 2 juin** : colloque sur les aciers spéciaux, au service de l'aéronautique.

— **vendredi 3 juin** : colloque de l'Institut du transport aérien.

ACCÈS

Autobus : ligne 152 Fort d'Auber-ville (terminus de la ligne de métro n° 71) et descendre à la station Michel au Bourget ; ligne 350 Gare de l'Est, Gare du Nord ou Porte de la Chapelle (descendre à l'arrêt Michel au Bourget).

Métro : ligne 13, descendre à Saint-Denis Porte de Paris (navette autobus entre Saint-Denis Porte de Paris et le salon).

Chemins de fer : départ, Gare du Nord, direction Aulnay-sous-Bois, Crépy-en-Valois ; gare d'arrivée, Le Bourget.

Deux nouveaux venus en compétition

En l'absence des avions et hélicoptères soviétiques et compte tenu de la non-participation, cette année, des productions habituelles américaines, comme les avions de combat F-14, F-15, F-16 ou F-18, le public devrait avoir son attention sollicitée par une compétition entre deux nouveaux venus.

C'est ainsi, en effet, que les Etats-Unis exposent leur F-20 Tigershark, conçu par Northrop, et que la France montre son Mirage III NG (pour nouvelle génération). Ces deux appareils militaires ont été spécialement construits pour l'exportation en direction de clients qui souhaitent acquérir des avions dits bas de gamme, peu chers à l'achat et à l'entretien. Sur de nombreux marchés, déjà, on assiste à une

sévère compétition entre les sociétés Northrop et Dassault.

La France expose, d'autre part, le Mirage 2000 N, qui est une version conçue pour la pénétration à basse altitude et l'emport du missile air-sol à moyenne portée (A.S.M.P.) à tête nucléaire. De même, on devrait voir le DC-8 dit « remotorisé », c'est-à-dire l'avion de transport Douglas DC-8 équipé de quatre réacteurs CFM-56 de General Electric - SNECMA pour des trajets intercontinentaux (supérieurs à 12 000 kilomètres).

Enfin, la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS) a prévu d'exposer la série des Airbus (A-300 et A-310), celle de ses hélicoptères Dauphin (équipés du missile air-surface AS-15 tout temps) et Super-Puma (armés de missiles).

Ces hélicoptères ont été vendus, déjà, à l'exportation.

Les exposants étrangers présentent l'avion Sea-Harrier, que les Britanniques ont utilisé durant le conflit des Malouines contre les Argentins ; l'avion d'entraînement britannique Hawk (qui est le principal rival de l'Alphas-jet franco-ouest-allemand), et le Tornado M.R.C.A. anglo-italo-ouest-allemand. On observera que les Etats-Unis exposent le dernier-né de leurs hélicoptères d'attaque, le AH 64 Apache.

Parmi les systèmes d'armes exposés figure, pour la première fois, la version « shelter » (ou casemate de tir) du missile Crotales ou Sica-Sabine que la société française Thomson-CSF produit pour la défense à basse altitude de points sensibles du territoire.

Technique maîtrisée. Expérience prouvée.
DU CŒUR DE L'HOMME
AU CŒUR DE L'ESPACE.

aerospatiale C'EST PLUS

Avions.

Hélicoptères.

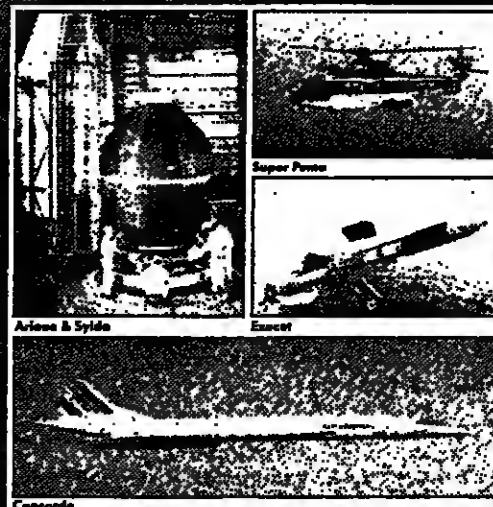
Engins tactiques.

Systèmes balistiques et spatiaux.



aerospatiale

37, bd de Montmorency
93781 Paris Cedex 16 - France



aerospatiale C'EST PLUS

CONSTRUCTION AÉRONAUTIQUE

Morosité et relance européenne

Le carnet de commandes de l'industrie aéronautique et spatiale française, de l'ordre de 100 milliards de francs, dont la moitié environ pour la seule Société nationale industrielle aéronautique (SNIA), lui laisse entrevoir trente mois d'activités ininterrompues, dont les deux tiers à l'exportation.

Dans ce secteur, la moitié des effectifs est constituée d'ingénieurs, de techniciens et de cadres. Estimation révélatrice : le quart de ces effectifs œuvre dans des bureaux d'études ou pour la mise au point de prototypes. L'an dernier, l'industrie aéronautique française a pulvérisé tous ses records de commandes à l'exportation, dont près de la moitié (pour plus de 20 milliards de francs) au profit de la société Dassault.

Alors, d'où vient cette morosité que l'on constate chez de nombreux dirigeants de cette branche économique et qui leur fait dire, publiquement, que, si l'année 1983 a toutes les malchances de n'être pas très gaie, l'année 1984 risque d'être encore plus difficile ? Comme si chacun s'attendait, malgré les succès d'un passé tout récent, à devoir subir une stagnation de ses activités, voire une récession, parce que la clientèle - nationale et étrangère - est aujourd'hui trop désargentée ou trop désemparée et que l'industrie aura, dans ces conditions, du mal à survivre sur ses acquis.

PRÉSIDENT du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS), qui est l'organisation professionnelle de ce secteur largement nationalisé depuis mai 1981, le général Jacques Mitterrand a coutume de comparer - si l'on rapproche effectifs et chiffre d'affaires - l'ensemble de la construction aéronautique en France au seul industriel américain Boeing.

La comparaison mérite d'être nuancée, mais elle donne, en première approximation, un aperçu correct de la situation. Accessoirement, cette comparaison témoigne du déséquilibre existant dans le rapport des forces technologiques et économiques entre les États-Unis et l'industrie européenne.

Mais, au sein de cette industrie européenne, la place propre à la France reste prépondérante. Avec des effectifs deux fois moins nombreux que ceux de l'industrie britannique, la construction aéronautique française enregistre un chiffre d'affaires pratiquement équivalent à celui de sa concurrente d'outre-Manche. Avec un potentiel humain qui n'est pas le double de celui de la construction ouest-allemande, l'industrie française exporte chaque année près de trois fois plus que sa rivale et partenaire d'outre-Rhin.

Fragilité de l'exportation

La comparaison avec les États-Unis doit rester prudente. En effet, si les États-Unis, avec neuf fois plus d'effectifs qu'en France, ne parviennent à exporter que trois fois plus, il ne faut pas se laisser séduire que la productivité du travailleur américain de l'aéronautique est moindre mais, en réalité, il faut admettre que le marché national outre-atlantique demeure le principal client.

Cette remarque est importante. Elle signifie que, comme ses concurrents européens, l'industrie aéronautique française souffre d'un handicap naturel : l'insuffisance de son marché intérieur, tant civil que militaire, qui l'oblige à se débarrasser sans compter pour exporter ou qui fait dire à ses détracteurs que, les capacités excédant les besoins, il

conviendrait plutôt de réduire les moyens actuels de production.

Se déclarer partisan d'une diminution du potentiel industriel aéronautique en France, c'est oublier, à terme, que si la France a pu au cours des décennies assurer sa primauté en Europe dans ce domaine de la vie économique, elle le doit, précisément, au fait qu'elle est le seul pays européen, à ce jour, à avoir réussi à s'implanter dans tous les « créneaux » : cellules d'avions, moteurs, hélicoptères, missiles, équipements de bord et espace.

Au point que l'on a pu dire de cette industrie française qu'elle est en mesure de contribuer à l'indépendance de la défense et à l'autonomie technologique du pays, en même

ment 19 % des commandes à l'exportation ont été le fait des États-Unis ou de pays membres de la Communauté économique européenne. C'est-à-dire de pays hautement industrialisés, par rapport au reste du monde au sein duquel il faut, désormais, recenser de nombreux États dits « à risques » politiques ou financiers.

Parmi les 81 % qui constituent, par la force des choses, l'essentiel de la clientèle, l'industrie aéronautique française rencontre de plus en plus de pays impécunieux, qui réclament des moratoires pour raisons financières, ou de pays instables sur le plan politique, dont les dirigeants successifs manquent de cet esprit de suite nécessaire aux affaires.

d'abord par les Américains et, dans une moindre mesure, par les Britanniques, confrontés au même problème.

Ce nouvel élan donné à la construction aéronautique, en France, passe par un net accroissement des crédits « études-recherches-développement » à des fins civiles et militaires.

De nombreux industriels, nationalisés ou privés, considèrent que leur plus grande crainte réside, précisément, dans l'amoindrissement des crédits publics de la recherche, qui pointe à l'horizon. Ils accusent souvent l'État de vouloir se débarrasser du problème en incitant les entreprises à autofinancer, le plus souvent possible, leurs études de développe-

52 milliards de chiffre d'affaires en 1982

ANNÉES	1976	1977	1978	1979	1980	1981	Estimation 1982
Chiffre d'affaires	19 900	22 026	24 225	27 624	35 173	43 762	52 000
(dont livraisons à l'exportation)	10 354	11 518	13 550	15 676	20 504	27 110	33 000
Commandes à l'exportation	9 789	23 831	17 150	26 890	22 017	35 174	44 380
Importations (1)	2 593	3 093	3 682	4 576	6 800	8 533	10 200
Effectifs	187 454	103 295	183 424	106 297	110 783	113 490	115 852

(1) Il s'agit de commandes passées à l'étranger par les compagnies aériennes françaises, les forces armées françaises et par certains constructeurs français.

temps qu'elle est capable de conquérir une place internationale dans les marchés civils du transport aérien ou dans les marchés, disputés, de l'aviation militaire.

L'exportation est donc un complément indispensable, vital, pour un secteur qui occupe environ deux cent trente mille personnes si l'on compte les industries connexes. Mais quelle exportation et à quel prix pour la communauté nationale appelée à subventionner indirectement l'exécution de certains contrats qui ne seraient pas conclus, sauf à prévoir en même temps des procédures d'aide au financement avantageuses pour le client ?

En 1981, dernière estimation connue de source officielle, seule-

La fragilité de l'exportation, et sa précarité, sont d'autant plus sensibles que les industriels français doivent négocier à l'étranger avec des compagnies aériennes, exsangnées, et avec des forces armées, dont les budgets se réduisent comme peau de chagrin.

Or, l'industrie aéronautique travaille, en règle générale, sur le long terme. Il faut de sept à huit ans pour mettre au point un réacteur, une dizaine d'années pour concevoir un système d'armes complexe. Après leur mise en service, ces mêmes matériels vont durer vingt à trente ans. Les investissements requis seront amortis sur des décennies - si jamais ils doivent l'être - et on peut même citer le cas de sociétés qui, faute d'un fonds de commerce qui n'a pas été renouvelé à temps, perdurent grâce à la vente régulière des pièces de rechange adaptées à des matériels anciens.

Assurées de leur marché intérieur, qui se protège de surcroît derrière des réglementations destinées à écarter tout fournisseur étranger, les entreprises américaines redoublent d'effort à l'exportation. Leur dynamisme technologique, industriel et commercial en fait de redoutables concurrentes, surtout lorsque le gouvernement fédéral s'en mêle par fierté nationale ou pour aider - par des pressions diplomatiques - à la conclusion d'une transaction mal ou insuffisamment engagée au départ. La vérité oblige à constater que, l'exemple a été suivi par les pays européens et, en particulier, par la France, quel que soit son gouvernement.

A bout de course

C'est dans ce contexte de lutte acharnée entre des fournisseurs assésés par la crise économique mondiale, et de rarefaction de la clientèle, qui aurait encore les moyens financiers de ses ambitions, que les industriels français de l'aéronautique évoluent.

Mais, pour la France, cette accentuation de la compétition internationale intervient à une étape dans le développement de sa construction aéronautique qui est, déjà, par elle-même, délicate à franchir.

Dans certains domaines, en effet, la production française arrive à bout de course parce que les matériels en cause n'ont pas eu le succès qu'il leur fallait, faute d'une décision dans les délais ou faute d'un marché qui a trop tardé à se manifester. Il s'ensuit un hiatus dans la mise en service, entre le matériel ancien - sans être réellement périmé ou dépassé - et le matériel censé le remplacer. Un hiatus dont profite la concurrence et, parfois, une perte de crédibilité dont pâtit la production nationale.

Certes, il est difficile d'enchâsser harmonieusement les programmes et, parfois, des obstacles techniques viennent perturber le cours du développement d'un matériel. Mais le fait est patent : des programmes aéronautiques sont parvenus à échéance et leur existence est momentanément prolongée - grâce à des artifices de modernisation - en attendant de pouvoir présenter le nouveau matériel à des clients qui menacent de se détourner de leurs fournisseurs français, parce qu'ils souhaitent toujours acquérir le dernier modèle, au besoin ailleurs qu'en France.

En bref, l'industrie nationale se doit de renouveler son fonds de commerce aéronautique sans perdre de temps.

Si une telle tâche n'est pas la seule qu'il soit nécessaire aujourd'hui de mener à bien, - on peut considérer qu'il est urgent, aussi, que soient mieux maîtrisés les prix de revient dans un souci de compétitivité internationale, - il n'en est pas moins vrai que c'est l'action prioritaire à conduire. Sous peine que l'industrie française soit technologiquement distancée,

ment des matériels, de préférence à une manne budgétaire qui s'éteint.

La question mérite qu'on s'y arrête. Pour la raison que, dans le même temps, les États-Unis, sous l'impulsion du gouvernement Ronald Reagan, ont, au contraire, relancé leur politique de la recherche dans le domaine aéronautique comme en matière électronique ou informatique.

Le défi japonais

A tort ou à raison, les industriels américains ont, longtemps, donné le sentiment de désinvestir ou, tout au moins, de vouloir y porter un moindre intérêt au risque d'être progressivement rattrapés par le Japon. Incontestablement, les succès japonais de ces dernières années ont réveillé les entreprises et les ingénieurs, d'outre-atlantique et on assiste, depuis, à une volonté américaine de relever le défi japonais.

Cette attention du gouvernement et de l'industrie américaines se conjugue avec le fait que, très souvent, le lancement de certains programmes aéronautiques civils est financièrement favorisé par l'existence de programmes militaires - amortis de longue date - desquels ils sont issus.

Les armées américaines servent, ainsi, à payer les frais de recherche-développement et à assurer la construction des premiers marchés. Dérivé d'une version civile d'un produit militaire coûte, naturellement, moins cher dans ces conditions. L'histoire de la carrière commerciale du Boeing-707 est là pour en témoigner, mais ce n'est pas le seul exemple.

L'industrie française est, donc, en permanence à la recherche de moyens nouveaux d'investissement. Dans un passé récent, elle les a trouvés auprès de partenaires européens - principalement le Royaume-Uni et la République fédérale d'Allemagne - qui lui ont apporté le complément nécessaire de ressources financières, de savoir-faire industriel ou technologique et d'engagements de marché.

En somme

On n'ignore plus ces réalisations communes qu'ont été ou que sont encore le Concorde, l'Airbus, le Jaguar, l'Alpha-jet, la fusée Ariane ainsi que plusieurs modèles d'hélicoptères ou de missiles conçus en coopération européenne. On n'ignore pas, non plus, tous les griefs que ces différents programmes aéronautiques ont suscités, voire mérités, à l'égard de la coopération européenne de fabrication, compromis dans les choix techniques préjudiciables aux performances des matériels, allongement des délais de livraison, absence d'un maître d'œuvre du projet, querelles politiques à l'exportation, etc.

Force est de reconnaître, aujourd'hui, que ce courant de la collaboration européenne a tendance à s'assouplir ou à se tarir. C'est le général Mitterrand lui-même qui observait, pour le déplorer, il y a quelques mois encore, que la coopération en Europe était en sommeil.

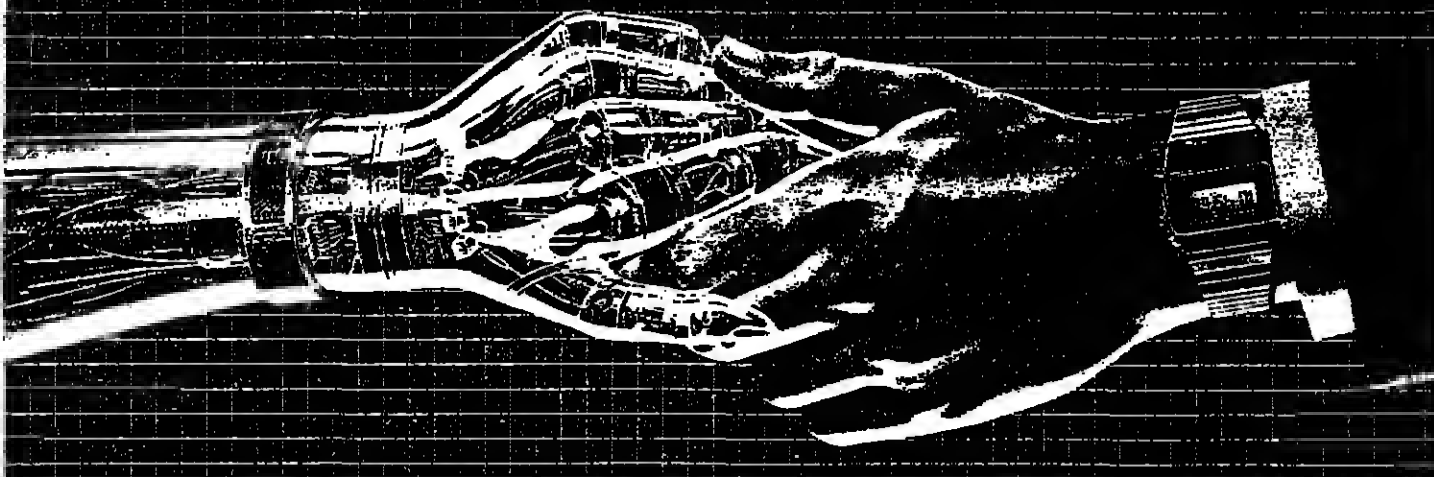
Il y a une quinzaine de jours, lors du sommet franco-ouest-allemand de Paris, les ministres de la défense des deux pays, MM. Charles Hernu et Manfred Woerner, ont tenté de remettre sur les rails le train de la coopération européenne, avec le projet de conception en commun d'un nouvel hélicoptère de combat. Un projet dont la France et l'Allemagne fédérale débattent depuis quelques années déjà, sans aboutir. Ce trente-cinquième Salon du Bourget devrait être l'occasion de revivifier ce courant européen, dont le symbole demeure l'avenir - toujours en suspens - du projet d'un Airbus A-320 de cent cinquante places.

JACQUES ISNARD.

VISITEZ

Chefs d'entreprises, techniciens, décideurs...

Salon des applications
de l'informatique et de l'électronique.



Le salon des solutions

Créé et conçu pour les utilisateurs présents ou futurs de l'informatique, l'objectif principal d'Applica est de présenter au-delà des matériels, des applications.

Applica sera en effet le salon des solutions informatisées et automatisées à des problèmes concrets et classiques d'entreprises, quels que soient la nature, le secteur d'activité ou la taille de ces entreprises.

Applica : plus de 300 exposants, Français et Étrangers, pour vous présenter ou rechercher avec vous la solution à votre problème.

Applica réunira des constructeurs, des distributeurs, des prestataires de services et parmi ceux-ci les plus grands noms de l'informatique et de l'électronique.

Tous ces exposants seront répartis dans cinq grands secteurs où seront présentés les différents types d'applications :

- APPLICATIONS en MATIÈRE DE SAISIE
- APPLICATIONS en MATIÈRE DE GESTION
- APPLICATIONS en MATIÈRE DE CONCEPTION ET DE CRÉATIVITÉ

- APPLICATIONS en MATIÈRE DE PRODUCTION

- APPLICATIONS en MATIÈRE DE TRANSMISSIONS ET TÉLÉINFORMATIQUE

Applica : un salon pour tous les décideurs et responsables économiques, soucieux d'améliorer leur compétitivité, leur efficacité : Industriels, commerçants, artisans, prestataires de service, professions libérales, secteurs financier et administratif.

Du 31 mai au 4 juin 1983 - Foire de Lille.

Organisé par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing. Renseignements (20) 74.14.14

هكوان الوطن

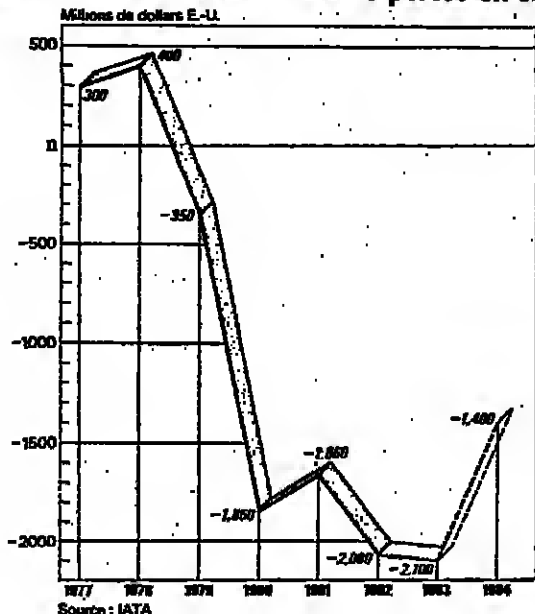
TRANSPORTS AÉRIENS

Le nerf de la guerre

A la fin de chacune de leurs assemblées générales, depuis 1980, les dirigeants des cent vingt compagnies membres de l'Association du transport aérien international (IATA) se séparent en se disant que l'année suivante, fatalement, la situation sera meilleure. Mais les incantations n'y font rien. Des fortunes continuent de s'engloutir et les déficits de se creuser, en partie à cause des exploitants eux-mêmes et des guerres tarifaires à l'issue douteuse, qu'ils persistent à mener pour tenter de s'arracher mutuellement des parts d'un marché stagnant... tout en prenant dans leurs discours la cohérence et l'honnêteté.

Les résultats de cette situation insensée apparaissent de plus en plus clairement. L'IATA chiffre à 2 080 millions de dollars les pertes de ses membres pour 1982 et estime que, en six ans (1979-1984), leur déficit cumulé atteindra 9 500 millions de dollars. Les résultats négatifs finissent par affecter gravement la structure financière des entreprises. L'an passé, les pertes des compagnies IATA ont représenté plus de 5 % de leur chiffre d'affaires : or les experts calculent qu'une marge bénéficiaire de 6 % serait nécessaire pour, seulement, renouveler leur matériel dans des conditions saines. En attendant, les compagnies ne cessent de s'endetter : de 3 en 1981, le rapport entre leur dette et leurs capitaux propres passait à 9 l'année suivante, et l'on craint qu'à la fin de 1983 les capitaux propres deviennent purement et simplement négatifs.

Près de 10 milliards de dollars de pertes en six ans



TOUT le monde est plus ou moins touché par le mouvement. Ainsi Air France, en dépit de sa prudence, a vu son ratio d'endettement se dégrader sérieusement en trois ans, passant de 2,9 en 1981 à 4,6 en 1982 et à 5 en 1983 (il était inférieur à 2 il y a encore quatre ans). Les investissements engagés — notamment l'achat des Boeing-737 et les premiers paiements pour les Airbus A-310 — n'expliquent pas seuls cette évolution.

Les mauvais résultats des dernières années s'y ajoutent, car ils ont amoindri les ressources propres de l'entreprise : en 1983, si les prévisions (antérieures au renforcement du contrôle des changes) sont respectées, la marge brute d'autofinancement de la compagnie nationale ne dépassera pas 884 millions de francs pour des besoins de financement atteignant 3 milliards.

Pour assurer son développement, Air France a donc dû faire appel de plus en plus largement à des financements extérieurs, avec comme conséquence des frais financiers qui, selon M. Henri Sauvan, directeur général, « atteignent le seuil de l'intolérable » (4,5 % du chiffre d'affaires). D'autant que se profile à l'horizon 1987 la perspective du renouvellement d'une partie de la flotte : celle des Boeing-727 (quelques-uns atteindront l'âge vénérable de dix-neuf ans) et des 747, dont le nombre devra peut-être même s'accroître si le trafic évolue favorablement.

Air France a donc trois bonnes années pour remettre de l'ordre dans ses bilans. D'ici là, les investissements seront réduits aux cinq Airbus A-310 prévus en 1984 et 1985. Ainsi, en 1986, la marge brute d'autofinancement pourrait-elle passer le cap des 2 milliards de francs, le ratio d'endettement retomber en dessous de 3 et les frais financiers se dégrader sensiblement. C'est en tout cas la condition sine qua non à l'achat de matériel futur.

Ce problème du renouvellement de flottes qui ne cessent de se démoder se pose à toutes les compagnies mondiales. Même si le trafic n'augmente pas, il va leur falloir dépenser en dix ans 50 milliards de dollars pour remplacer des avions trop vieux et trop coûteux — et plus du double si le trafic recommence à progresser seulement de 5 % l'an, c'est-à-dire deux à trois fois moins vite qu'avant la crise.

Il faut savoir qu'un avion moderne coûte très cher : le « petit » Boeing-737, pour cent dix passagers, vaut de 16 à 20 millions de dollars ; les « nouveaux » (Boeing-767, Airbus A-310), autour de 50 millions de dollars, et certaines versions du Jumbo B-747 frisent les 100 millions de dollars.

Les banquiers boudent
S'offrir de tels « joujoux » quand on n'a pas un sou en caisse et qu'on est déjà perçu de dettes relève d'un exercice difficile. Ce qui explique que les carnets de commandes des constructeurs deviennent peu à peu moins florissants.

Meilleur vendeur mondial de gros porteurs en 1982, Airbus Industrie n'a pas placé que 17 « machines » et enregistré 11 annulations. En face, le Boeing-767, qui était l'avion commercial le plus vendu à sa sortie d'usine, en août 1981, avec 173 exemplaires, n'a enregistré depuis lors que quatre commandes nettes de plus. Seuls, les avions de la génération précédente, plus petits et moins coûteux, se vendent encore bien (72 Boeing-737 et 89 Douglas DC-9-30 placés en 1982), mais pour combien de temps ?

La nécessité d'investir pour adapter les flottes, les rendre plus économiques, plus performantes et, tout le monde l'espère, plus rentables, amène compagnies, constructeurs, institutions financières, voire gouvernements, à faire preuve d'imagination. L'autofinancement étant une pratique en voie de disparition, et les banquiers boudant une industrie qu'ils encaissent volontiers il y a peu, les circuits de financement évoluent.

D'abord, certains constructeurs sont tentés de se substituer aux banquiers défaillants. McDonnell-Douglas a ainsi monté une filiale financière qui lève des fonds sur le marché avec lesquels elle peut soit acheter des avions à la maison mère et les louer à des compagnies, soit consentir des prêts aux acheteurs de Douglas.

Les concurrents du constructeur californien prétendent se garder de telles pratiques. Airbus Industrie émet parfois des garanties partielles pour enlever certains marchés : « mais à chacun son métier », dit M. Pierre Billiet, directeur commercial du G.I.E. européen : « Le banquier n'est pas un constructeur, et le constructeur n'est pas un banquier. »

Quant à Boeing, il est d'une remarquable discrétion sur le sujet. « Il y a de rares cas, consent-il à dire, où le constructeur participe à un faible degré de financement, mais d'une manière générale seulement quand les banques en font une condition de leur propre engagement. »

Alors, d'où vient l'argent ? Pour une part, du marché financier, bien sûr : et les États-Unis y trouvent un premier avantage décisif face à l'Europe. Le marché des capitaux, extraordinairement plus vigoureux que de ce côté-ci de l'Atlantique, y offre des opportunités quantitativement et qualitativement attractives : les premiers Airbus A-300 d'Eastern Airlines, en 1978, ont été entièrement financés par des emprunts commerciaux à taux fixe... à 3,7 % sur quinze ans. Ailleurs, notamment en Europe, les taux sont bien plus élevés (12 % en ce moment, et jusqu'à 16 % sur les marchés obligataires), et le plus souvent flottants.

Les acheteurs d'avions américains disposent encore d'un autre outil précieux : l'Exim Bank, qui finance par des prêts à 12 % jusqu'à la moitié du montant des commandes étrangères. Mais, comme la nouvelle politique de l'Exim Bank l'amène à n'aider qu'à l'exportation de matériels en concurrence avec des productions étrangères (ce qui n'est le cas, actuellement, que du Boeing-767, rival de l'Airbus A-310), les constructeurs ont constitué avec des banques un organisme indépendant, le PEFCO, qui offre à peu près les mêmes facilités aux acquéreurs des autres types d'avions américains.

Quand le fisc aide l'investisseur

Cependant, la meilleure alliée des fabricants américains, c'est d'abord la politique fiscale du pays, qui favorise l'investissement. Elle a permis un développement considérable du leasing (location-vente), qui offre aux compagnies la possibilité d'acquiescer du matériel sans mise de fonds initiale et à des taux qui font rêver.

En effet, tout achat, sous quelque forme qu'il se présente, donne droit là-bas à un crédit d'impôt atteignant 25 à 30 % de son prix. A condition, évidemment, de faire des bénéfices. Mais les nombreuses compagnies qui ne sont pas dans ce cas peuvent « vendre » leur avantage fiscal à des sociétés financières spécialisées qui

achètent les avions en leur nom en leasing et les leur rétrocèdent, le bénéfice étant partagé entre les deux parties.

Ainsi, l'ensemble des aides offertes par le fisc américain permet de diminuer environ de six points le loyer de l'argent. Autrement dit, si une société de leasing « lève » sur le marché de l'argent à taux fixe de 12 % sur quinze ans, la compagnie aérienne cliente ne paiera, elle, son leasing qu'à 6 ou 6,5 % l'an.

A noter que les compagnies non américaines peuvent bénéficier de cet avantage à condition que les avions concernés touchent le sol américain au moins vingt-six fois par an. Air France a donc pu s'en servir pour acheter une partie de ses Boeing-747 (tous ne vont pas aussi fréquemment aux États-Unis), mais n'a évidemment pu en bénéficier pour financer ses court-courriers B-737. Quant à U.T.A., son unique escadre américaine de Los Angeles a suffi à lui donner accès au leasing local.

La construction aéronautique européenne n'a pas autant de chance avec le percepteur. Le leasing y est couramment deux fois plus cher qu'en outre-Atlantique, et le marché des capitaux trop étroit pour répondre sans tensions à des besoins de financement d'une telle ampleur. Et pas question évidemment, sauf rares exceptions ponctuelles, de faire financer les ventes d'Airbus par le marché américain, dont la neutralité trouve ses limites dans les 800 millions de dollars qu'il a avancés à Boeing pour financer ses nouveaux programmes.

Reste donc le crédit-export, dont le taux fixe atteint actuellement 12 %. De 50 %, il y a encore deux ans, sa part dans le financement des exportations d'Airbus Industrie est montée aujourd'hui à plus de 75 %.

Ces taux très élevés, cet argent rare, cette intransigence fiscale, faussent la concurrence avec l'Amérique. Les Européens, qui ont réussi à s'entendre sur le plan technique pour développer avec succès des avions commerciaux compétitifs, doivent maintenant appliquer le même effort à essayer de les vendre. C'était le sens de la supplique adressée aux pouvoirs publics français en janvier dernier par M. Jacques Mitterrand, P.-D. G. de la SNIAS, et qui semble aujourd'hui bien oubliée après avoir, pourtant, fait grand bruit.

JAMES SARAZIN.

Ville de l'Aéronautique et de l'espace, TOULOUSE a choisi l'avenir choisissez le vôtre à Toulouse

Un des premiers centres européens des sciences et de l'invention

- Enseignement scientifique de très haut niveau. Écoles Nationales d'Ingénieurs - 2^e Université de France. Nombreux laboratoires et centres de recherches. 5 000 chercheurs.
- Siège de l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace et de l'École Nationale de l'Aviation civile.
- Siège du Centre National d'Études Spatiales.

Un tissu industriel complet

offrant activités classiques (mécanique, chimie, etc.) et réalisations de pointe : aéronautique, montage de satellites, électronique, informatique. Motorola, Matra, Thomson-CSF, Canon Electric, Rockwells Collins, la Météorologie Nationale, la Direction Technique des Télécommunications ont notamment choisi Toulouse.

Une cité heureuse, équilibrée, où l'on vit bien

Tournée vers l'avenir, humaniste, douée du sens de la mesure, ville d'art, de culture, Toulouse a des jardins célèbres et plus de 700 hectares d'espaces de loisirs créés par la Mairie.

La mer et la montagne sont à moins de deux heures.

Métropole d'échanges, reliée par les aires aux grandes villes de France, à Madrid, Milan, Francfort, Londres, Genève, et le Nord de l'Afrique.

Proche et accueillante, Toulouse vous attend.



Mairie de Toulouse :
Le Capitole, 31000 TOULOUSE
Tél. : (61) 22.29.22

ESPACE

Un combat inégal entre l'Europe et les Etats-Unis

Ce n'est pas avant la mi-juin que le sixième exemplaire de la fusée européenne Ariane sera lancé. Ce tir, déjà reporté à trois reprises, est une rude épreuve pour les Européens. Un échec n'est pas permis tant les intérêts en jeu sont importants. Du succès d'Ariane dépend en effet une bonne partie de l'avenir de l'Europe spatiale et du sort qui sera le sien dans le combat un peu inégal qu'elle mène contre les Etats-Unis. Inégal dans le domaine des lanceurs, où la fiabilité des fusées américaines fait recette et où la navette spatiale américaine, qui doit encore faire la preuve de sa compétitivité économique, démontre à chaque mission ses capacités. Inégal aussi dans le domaine des satellites, où les industriels européens, en dépit de réussites honorables, sont en concurrence avec les géants de la profession.

Face à cette situation, que faire ? S'allier avec certains de ces Américains comme le fit en son temps l'Aérospatiale ? Certes, mais les vicissitudes de la politique américaine ne paraissent pas de nature à ouvrir, dans le domaine des satellites de télécommunications ou de télévision, le marché national américain. Reste alors le marché à l'exportation, où il est toujours difficile de convaincre quand on est européen. L'Aérospatiale l'a réussi une fois en association avec la firme américaine Ford Aerospace. Mais le pourra-t-elle à nouveau ? On peut l'espérer, mais il faut toutefois s'interroger sur le fait que les industriels français du satellite constatent qu'il leur est difficile — sinon sur des « créneaux » limités — de gagner aisément de tels contrats. Restent aussi les marchés européens et les marchés nationaux des pays européens que les industriels de ces pays ne peuvent perdre. Aussi, face à cette situation, les constructeurs de satellites nationaux, bien qu'associés par ailleurs à des firmes américaines, joignent-ils la carte de l'Europe : Matra avec British Aerospace et l'Aérospatiale bientôt avec la firme allemande M.B.B. Un pari certes mais qui ne pourra tenir que si Ariane — narguée par la navette spatiale américaine ou Bourget — fait dans le courant du mois de juin un sans faute.

Une offre de transport inférieure à la demande

JUIN 1977, Salon du Bourget. La NASA fait une grande présentation de la future navette spatiale. Ce mode de transport révolutionnaire, explique-t-on, va envoyer au musée les lanceurs classiques. Le dernier Delta sera tiré en 1980, l'Atlas-Centaur lui survivra sans doute deux ou trois ans. Et Ariane ? Vous avez dit Ariane ? La NASA se garde de tout commentaire, mais le sentiment général est facile à déchiffrer. Libre aux Européens de suivre, avec vingt ans de retard, la route empruntée par les Etats-Unis, mais ils n'ont pas d'illusions à se faire. Ariane vient beaucoup trop tard, après l'ère des fusées, et n'a pas même l'excuse, comme la Concorde, d'ouvrir de nouvelles voies technologiques.

Décembre 1978. Réuni à Washington, le conseil des gouverneurs d'Intelsat choisit les lanceurs des futurs satellites Intelsat-V. Les premiers seront mis en orbite par des Atlas-Centaur, mais pour la suite ? La position américaine est simple : la navette, avec ses charges utiles énormes et ses prix « cassés », peut aisément assurer toutes les mises en orbite. Les pays d'Europe sauront s'unir et obtiendront-ils un Intelsat-V soit confié à Ariane, donnant à ce lanceur l'amorce d'une crédibilité internationale. Un en plus tard, ce sera le « tir de Noël », le premier vol réussi d'Ariane, qui efface les multiples déconvenues des fusées Europe.

A cette date, la NASA est aux prises avec d'ardus problèmes techniques concernant les moteurs et le revêtement de la navette spatiale, et la date de la première mission de celle-ci recule de presque 30 jours par mois. Il n'est plus question de fermer les pas de tir des Delta et des

Atlas-Centaur, et la société ArianeSpace, nouvellement créée, commence à recevoir des options, puis des contrats fermes, de sociétés américaines inquiètes de la disponibilité de la navette. Ariane va-t-elle gagner une compétition perdue d'avance ?

Des retards

Juin 1983, Salon du Bourget. A la mi-juin sont programmés la septième mission de la navette et le sixième tir d'Ariane. Mais, ce jeudi 26 mai, c'est un lanceur américain Delta qui est chargé de mettre en orbite le satellite européen d'astronomie Exosat, promis de longue date à Ariane. Car Ariane n'est pas disponible, et la navette non plus !

On avait prévu soit la disparition de tous les lanceurs « consommables », soit une féroce concurrence entre Ariane et la navette. Mais la situation est autre : le lanceur Ariane et la navette spatiale sont, ensemble, insuffisants pour répondre à la demande, et les « vieux » Delta et Atlas-Centaur paraissent avoir encore de beaux jours devant eux.

Il est instructif de comparer les calendriers prévisionnels d'Ariane et de la navette avec ce qu'ils étaient quelques années plus tôt. Pour Ariane, après deux tirs dont un échec, on prévoyait à la mi-1980 : quatre tirs en 1981 (Matraosat, deux Merces, Exosat) ; sept tirs en 1982 (trois Intelsat-V, deux E.C.S., Télécom-1A, des satellites américains de télécommunication) ; la vingt-cinquième mission (L25) était programmée pour décembre 1983. Or, à ce jour, cinq Ariane seulement ont été tirés. Si tout se passe

Ni angoisse fébrile ni sérénité béate. Le ton est plutôt à la lucidité et au réalisme froid. « Les activités spatiales, reconnaissent les industriels français, ne rapportent pas encore beaucoup. » De quelques millions à quelques dizaines de millions de francs chaque année. Des bénéfices dérisoires comparés à ceux des « grands du satellite » — tous américains — dont la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), comme la Matra, dépeupillent, sans doute avec envie, les comptes d'exploitation. Plus particulièrement ceux de Hughes Aircraft, le numéro un de la profession, le plus grand constructeur mondial de satellites de télécommunications civiles.

Pourtant, à Cannes comme à Toulouse, les carcasses des satellites en cours d'intégration témoignent d'une certaine réussite des firmes françaises dans ce domaine. Ici, le troisième modèle de vol du satellite météorologique européen Météosat que mettra sur orbite le lanceur lourd Ariane-4, plus loin la maquette du satellite de télévision directe T.D.F.-1. Là-bas, les satellites de télécommunications maritimes Marcs, d'observation de la Terre Spot et de télécommunications point à point Ecs.

Alors ? Que faire ? Quelle stratégie adopter pour conforter et améliorer des positions acquises le plus souvent en Europe, mais aussi résister à la poussée constante du raz de marée américain ? S'organiser bien sûr et préparer l'avenir. Pour la SNIAS, dans la division « systèmes balistiques et spatiaux », a doublé son chiffre d'affaires entre 1981 et 1982 pour atteindre, l'an dernier, 3,6 milliards de francs, la compétition passe d'abord par une réorganisation de ses services. Les orientations de la politique gouvernementale en matière de programmes militaires, les difficultés budgétaires et le renouvellement moins fréquent des systèmes

d'armes nucléaires du fait de leur efficacité et de leur fiabilité accrues sont autant de raisons qui poussent actuellement l'entreprise française à augmenter ses activités spatiales aux dépens de ses activités militaires.

Les 27 millions de francs récemment investis dans la construction à Cannes d'une salle blanche d'intégration, d'une chambre d'essai acoustique, et d'installations d'essai permettant de soumettre des morceaux entiers de satellites au vide, à des vibrations ou à des températures extrêmes, sont un premier pas dans ce sens.

Resserrer les liens avec l'Allemagne

« Même si la situation des industriels européens est, dans ce domaine, moins confortable que celles de nos concurrents américains », qui bénéficient des mannes des programmes militaires et s'appuient sur un marché intérieur important, il est clair, selon M. Pierre Usunier, directeur de la division « systèmes balistiques et spatiaux » de la SNIAS, que les programmes de satellites civils — télécommunications, télévision directe, observation de la Terre et missions scientifiques — vont se développer de manière significative dans les prochaines années. Cette amorce de changement se fait déjà sentir et « si, lors du dernier Salon du Bourget, les activités spatiales de la SNIAS entraient pour 14 % dans le chiffre d'affaires de la division, il est aujourd'hui de 21 % et devrait passer, dans les années 84-85, à un peu plus de 30 % ».

Une telle évolution suppose cependant des adaptations. A l'inverse des firmes américaines qui, pratiquement, peuvent fournir l'ensemble des éléments qui composent un satellite, les industriels européens et « fortiori » les industriels français ne sont pas en mesure actuellement de

réunir toutes les compétences techniques nécessaires à la réalisation de ce que les spécialistes appellent le segment spatial d'un système de télécommunications.

Si la SNIAS peut, à bon droit, prétendre à une certaine autorité en matière d'intégration de satellites, de réalisation de structure, de panneaux solaires ou de moyens de contrôle thermique, force est de constater sa faiblesse pour ce qui concerne les domaines relatifs au contrôle d'attitude et au système propulsif des satellites.

Ce souci de combler certaines lacunes pour enrichir sa palette de compétences n'est pas une attitude propre à la SNIAS. Matra, en son temps, s'est fait l'écho d'une telle politique (le Monde du 3 mars) et a fait part, tout en jouant à fond la carte de la coopération industrielle européenne, de son intention d'utiliser les liens tissés depuis plus de dix ans avec la firme américaine T.R.W., grand fabricant de satellites militaires et constructeur des fameux T.D.R.S. — les plus gros satellites de télécommunications civils réalisés à ce jour — et ceux noués avec Harris, allié de fraîche date de la firme de Vélizy, connu pour ses capacités dans le domaine des antennes et des composants électroniques.

Cette stratégie, la SNIAS pourrait l'appliquer, aisément. Depuis 1963, elle entretient, en effet, des relations privilégiées avec le constructeur des satellites Intelsat-5, Ford Aerospace, celui là même avec lequel la société française a enlevé son premier contrat à l'exportation avec la construction des satellites Arabat destinés à la Ligue arabe (1).

Las ! « La politique américaine ne nous permettra pas, explique un dirigeant de la SNIAS, de travailler avec Ford d'une manière aussi large que par le passé. Cela étant, nous avons la volonté de rester bons amis, mais il est clair que la collaboration sera moins aisée ».

Sans doute faut-il voir dans ce constat une raison de la volonté de la SNIAS de se rapprocher de la firme ouest-allemande M.B.B.-Erno — thème qui devrait être largement développé au Bourget — et aussi une certaine reconnaissance du fait que « les Européens sont contraints, à l'association statutaire ou contractuelle ».

Gagner cinq à sept programmes

Reste le difficile problème du plan de charge de la division « systèmes balistiques et spatiaux » de la SNIAS. Si elle assemble, ou construit tout ou partie des quinze Intelsat-5 confiés à Ford Aerospace (36 millions de dollars de contrats), des satellites de télécommunications Arabat, du satellite de télévision directe T.D.F.-1 et de celui (Tele-X) qu'exploiteront les pays nordiques, ses dirigeants attendent non sans impatience la commande — du satellite d'observation de la Terre Spot-2 et du satellite de télévision directe T.D.F.-2, ainsi que le résultat des appels d'offres futurs de satellites internationaux (Inmarsat) et régionaux (Pakistan, Afrique, Corée du Sud, Argentine, Venezuela, etc.) auxquels ils ne manquent pas de répondre.

Les soucis des dirigeants de la Matra, même s'ils ne sont pas exactement identiques à ceux de son concurrent de toujours, sont singulièrement analogues. A quelques nuances près il est vrai. Si les responsables de la firme de Vélizy persistent, en 1983, à attendre les objectifs qu'ils s'étaient fixés avec un chiffre d'affaires pour les activités spatiales de 1 million de francs environ — contre 928 millions de francs en 1982 — ils constatent que le

contenu de leurs carnets de commande n'est pas celui qu'ils attendaient. Cela tient « pour l'essentiel à des raisons économiques ». « Le marché des télécommunications » qui représente un tiers des activités de la branche espace de la Matra, note son directeur adjoint, M. Georges Estibal, « n'a pas tellement évolué. Mais, si les marchés identifiés existent toujours, la décision de les engager tarde ».

Malgré cela, M. Estibal espère, comme l'an dernier, « gagner cinq à sept programmes de satellites de télécommunications », sur la trentaine d'appels d'offres auxquels la firme pourrait répondre d'ici à 1990. « On les aura, dit-il, mais ce ne seront pas les mêmes. » Pour atteindre ces objectifs et parvenir à un tel résultat, Matra, bien qu'elle s'appuie sur ses puissants alliés américains T.R.W., Harris et, bientôt, Microwaves, jouera la carte de l'Europe. La création, au début de 1981, d'une filiale — Satcom International —, comme à Matra et à la firme British Aerospace illustre cette volonté. Elle s'est traduite de manière plus concrète par le lancement de l'étude sur fonds propres d'une nouvelle plate-forme (Eurostar) de 1 400 à 1 500 kilogrammes, compatible avec le lanceur lourd Ariane-4 et compétitive avec les futurs produits américains.

Le prototype de cette plate-forme qui porte le nom d'Atlas et qu'exploite le Centre national d'études spatiales (C.N.E.S.) et la direction générale des télécommunications (D.G.T.), pourrait voler à la fin de 1985 ou au début de 1986 à l'occasion du tir du premier Ariane-4. Mais, d'ores et déjà, un contrat pour la fourniture de trois modèles de vol destinés aux satellites Unisat est sur le point d'être signé avec le groupe britannique United Satellite. Ainsi, les deux firmes européennes espèrent-elles disposer d'un produit concurrentiel « pour couvrir le marché européen et le marché export de la fin de la décennie ».

Reste que, pour continuer à assurer un plan de charge suffisant au secteur spatial de Matra — assuré jusqu'en 1985-1986 selon M. Estibal — il faut gagner de nouveaux contrats. C'est à cette condition que les objectifs fixés pour 1987 (un chiffre d'affaires de 1 500 à 1 600 millions de francs aux conditions économiques de 1983) seront atteints. Pour cela, Matra compte sur le renouvellement des systèmes de télécommunications spatiaux actuels, sur ceux à venir, mais aussi sur le marché des satellites d'observation qui représente un tiers des activités de la firme et dont l'avenir, en l'absence de programmes militaires porteurs du fait de l'abandon du projet Samro, dépend de la réussite du satellite Spot-1 et de la société Spotnimage chargée de commercialiser les images prises.

En outre, la firme de Vélizy, comme la SNIAS, attend beaucoup du secteur scientifique, seul à même de lui permettre de maintenir ses connaissances à la pointe des techniques en l'absence de programmes militaires spatiaux. Ce secteur, dit-elle, demeure un moyen important de « forger les technologies de l'avenir ». Aussi milite-t-elle pour maintenir un certain niveau d'activités aux équipes d'instrumentation, en faveur du développement d'une petite plate-forme multimissions à même d'emporter certaines expériences scientifiques à un prix raisonnable.

Une ombre malgré tout à ce tableau : Matra est toujours à la recherche d'un contrat de satellites à enlever à l'exportation pour renforcer son image de marque.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) 65 % du contrat sont allés à Ford Aerospace.

PARMI LES MATÉRIELS PRÉSENTÉS

La navette américaine et Spacelab en vedette

LORS des précédents Salons du Bourget, la maquette en vraie grandeur de la fusée européenne Ariane dominait, du haut de ses quarante-sept mètres, l'ensemble des stands d'exposition. Cette fois encore, elle les dominera mais avec cependant moins de « hauteur ». L'échec essuyé en septembre de l'année dernière par le lanceur et le nouveau report de tir du prochain exemplaire depuis la base guyanaise de Kourou sont plutôt de nature à susciter une certaine discrétion.

Même si, ce qui est improbable, les promoteurs du lanceur européen voulaient se servir d'Ariane pour une opération « publicitaire », il leur faudrait vite déchanter. Cette année, la vedette est tenue par Enterprise, le premier exemplaire de la navette spatiale américaine que la NASA, après, dit-on, des discussions houleuses, a bien voulu amener jusqu'au Bourget. Contrairement aux navettes spatiales Columbia et Challenger, Enterprise n'a pas

conna l'espace et la fameuse épreuve du retour dans l'atmosphère. Elle a, en revanche, servi à l'entraînement des astronautes américains chargés de se familiariser avec le comportement du véhicule pendant les quelques minutes qui précèdent l'atterrissage. Pour cela, la navette, incapable de se propulser elle-même pendant cette phase du vol, était larguée à haute altitude depuis un avion porteur.

Cinq astronautes

C'est sur le dos de cet appareil, un Boeing-747 modifié pour l'occasion, qu'Enterprise est arrivée mardi 24 mai au Bourget après un certain nombre de sauts de puce. C'est aussi le même avion qui, à plusieurs reprises, a permis aux navettes spatiales Columbia et Challenger d'aller de Californie, où elles avaient atterri après leurs missions dans l'espace, en Floride, où elles sont

réparées pour effectuer de nouveaux vols.

Cet ensemble navette-avion porteur ne pourra malheureusement pas être visité. L'avion porteur est unique, et la NASA, qui a demandé que des mesures de protection particulières soient prises pour sa sécurité, ne veut pas prendre le moindre risque. Aussi, pour pallier en partie cette petite déception, les visiteurs du pavillon américain pourront-ils admirer l'exposition que les Etats-Unis ont organisée autour de trois grands thèmes : l'exploration du système solaire, le travail en orbite et l'avenir des activités spatiales. Et, si cela ne suffit pas, ils pourront toujours chercher quelques-uns des cinq astronautes que la NASA a délégués à Paris pour le « show » du Bourget.

Leur présence, comme celle de l'équipage soviétique qui, en juillet de l'année dernière, a accueilli le cosmonaute français Jean-Loup Chrétien à bord de la station orbital

Salout-7, est attendue. Les deux Soviétiques qui ont accompli le plus long vol de l'histoire spatiale seront là pour valoriser les réalisations soviétiques. La maquette en vraie grandeur de la station Salout à laquelle seront fixés les deux autres éléments du train spatial soviétique — le vaisseau cargo Progress et la capsule Soyouz — sera là pour témoigner une nouvelle fois des efforts de l'Union soviétique dans ce domaine. En complément, sera présentée la traditionnelle kyrielle de satellites en usage dans les programmes soviétiques.

Des satellites

Au Centre national d'études spatiales, l'heure est aux cosmonautes français Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry ainsi qu'à la science, à l'exploitation commerciale de l'espace et au futur. A cette fin, seront présentés autour d'une maquette au 1/20 du lanceur lourd

Ariane-4 des satellites de télécommunications spécialisés comme Telecom-1, des satellites de télévision directe comme TDF-1, ainsi que différents panneaux d'exposition sur lesquels seront présentés les activités françaises passées et à venir dans le domaine scientifique comme les expériences menées par Jean-Loup Chrétien à bord de la station orbitale soviétique Salout-7 ou les programmes d'observation de la comète de Halley menés en coopération avec l'Europe (Giotto) et avec l'Union soviétique (Vega). Mais le clon du spectacle à toutes les échelles d'être constitué par le stand Argos, où l'avance des concurrents de la course Lorient-Bermudes-Lorient pourra être suivie, et celui où sera présenté le système Sarsat-Corpus, qui n'a permis, grâce aux satellites de sauveur en quelques mois une trentaine de personnes victimes d'un naufrage ou d'un crash aérien.

Pour l'Agence spatiale européenne (ESA) enfin, l'accent sera

mis cette année sur les vols habités. C'est en effet au mois de septembre que le laboratoire spatial européen (Spacelab), réalisé et financé par l'Europe, prendra place, si tout va bien, dans la soute de la navette spatiale américaine Columbia pour un vol dans l'espace de quelques jours. Afin de mieux familiariser le public avec cette mission à laquelle participera un astronaute européen, l'Allemand Ulf Merbold, l'ESA a choisi d'exposer au Bourget un modèle grandeur nature du Spacelab. Ce programme n'étant pas le seul de l'agence, seront également présentés des maquettes à l'échelle 1 de satellites dont l'ESA a engagé le programme comme le satellite de télécommunications L-Sat, ou dont elle attend le lancement, comme le satellite d'observation astronomique Exosat que tirera du sol l'— les Américains doivent lancer le 26 mai depuis la base californienne de Vandenberg.

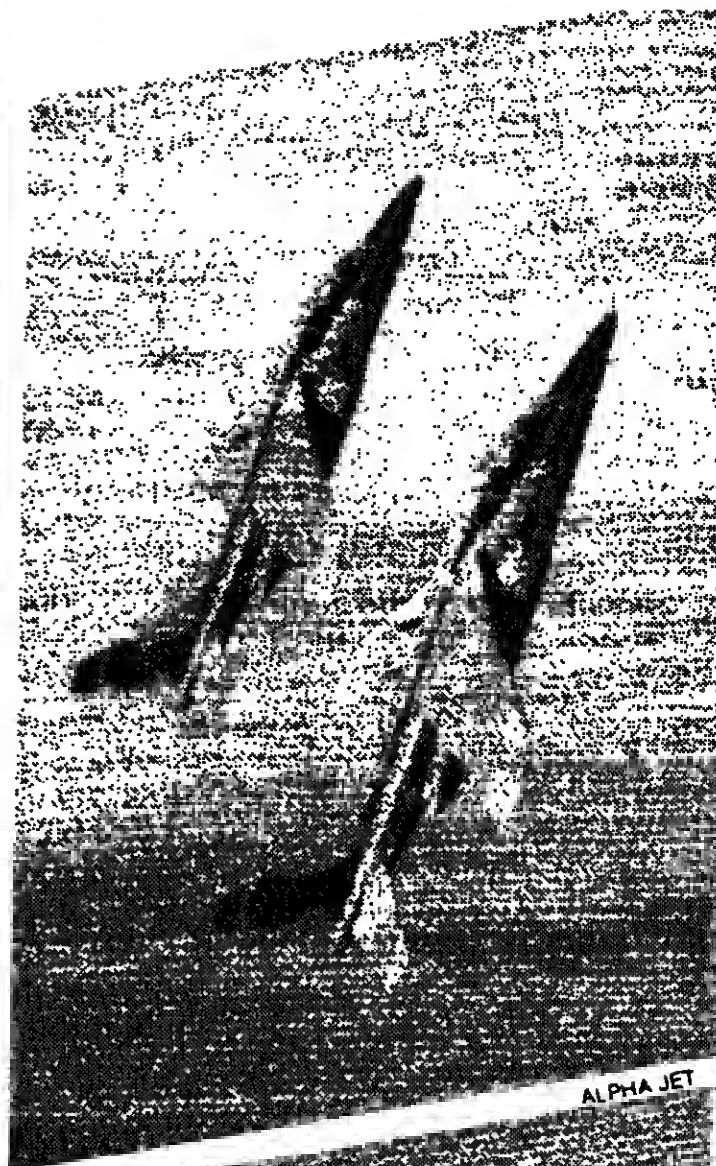
هناك من الدول

LA TECHNOLOGIE FRANÇAISE

DANS LES CIEUX DU MONDE ENTIER



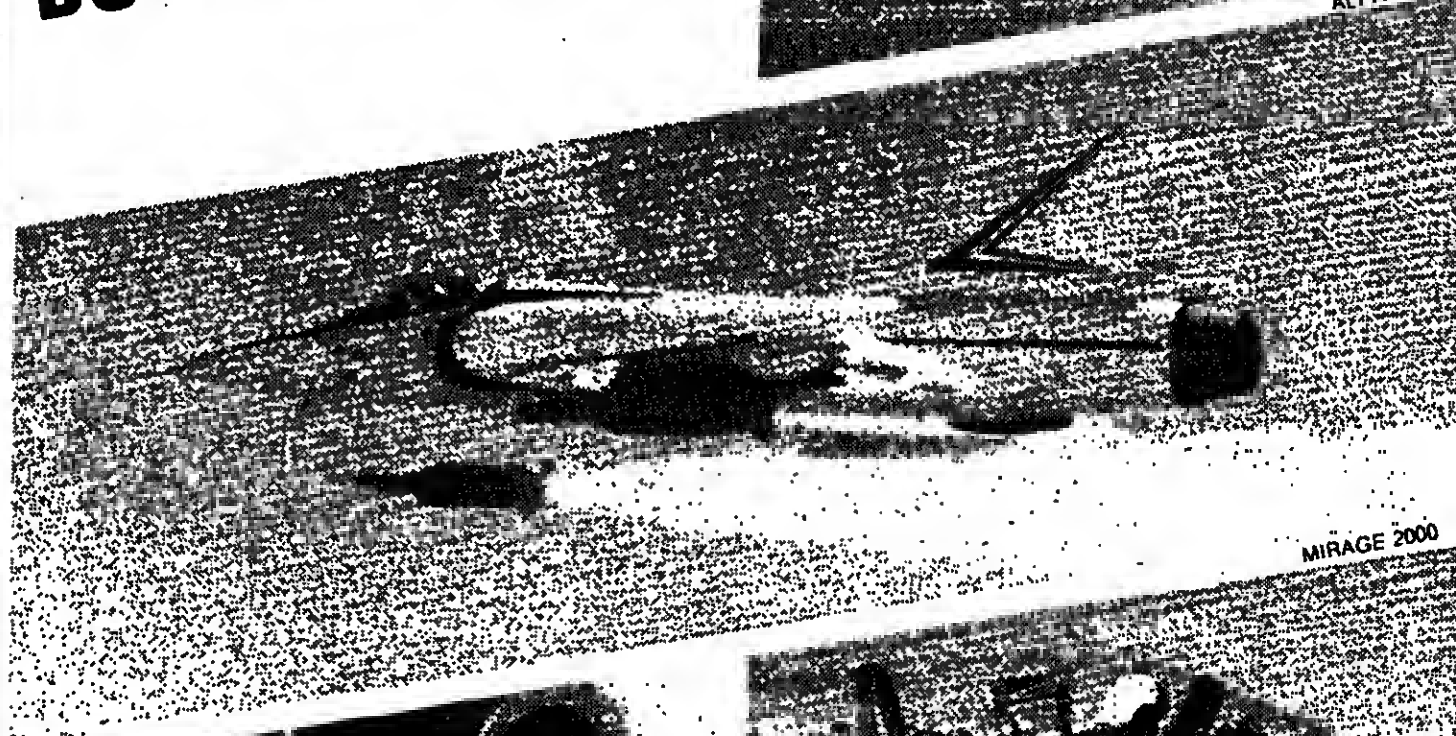
MIRAGE F1



ALPHA JET



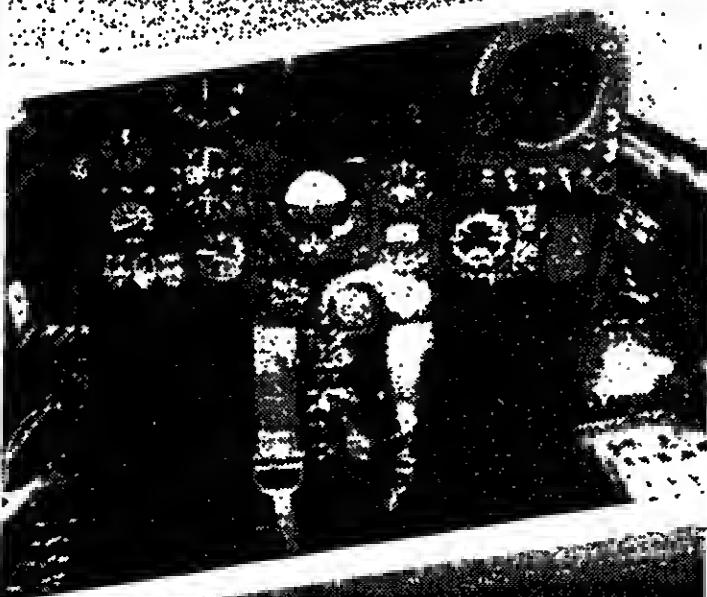
MYSTÈRE-FALCON 10



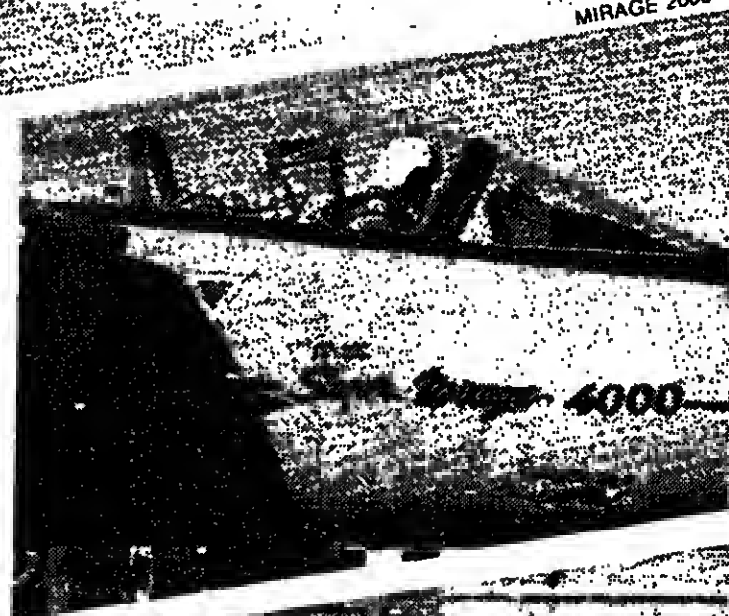
MIRAGE 2000



CF-18 - CANADA



SUPER ETENDARD



MIRAGE 4000



CHAÎNE MIRAGE F1



MYSTÈRE-FALCON 50

AVIONS MARCEL DASSAULT-BREGUET AVIATION

vedette

CARNET

Réceptions

- A l'occasion du trente-quatrième anniversaire de la proclamation de la loi fondamentale, l'ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne a donné une réception, mercredi, dans les salons de l'hôtel de Beaurharnis.

Naissances

- Iles et François MERCEREAU sont heureux d'annoncer la naissance de

Olivier.

Paris, 8 mai 1983.

Mariages

- M. Pierre GAIN, ingénieur agronome, contrôleur général de la Caisse nationale de Crédit agricole honoraire, et M. Jean PERNOT, née Geneviève Marie des Isles, ont l'honneur de faire part de leur mariage.

Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de

Alfred ANGLADE,

survenu accidentellement, à Paris, le 20 mai 1983, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

De la part de :
M. Alfred Anglade, son épouse,
Ses enfants, petits-enfants,
Et de toute la famille.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Augustin, Paris-8^e, le vendredi 27 mai 1983, à 10 h 30.

6, rue de Vienne,

75008 Paris.

- M. Yvonne Bouton-Rabier, sa femme.

M. et M. Pierre Bouton,

M. et M. Claude Bouton,

Ses enfants,

Ses sept petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. ARMAND BOUTRON,

ancien élève

de l'école normale supérieure

de Saint-Cloud,

agréé de mathématiques,

survenu à Gap (H.-A.) le 19 mai 1983,

à l'âge de soixante-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu à Gap le 21 mai.

- M. Gérard Bruneau

Et ses enfants

ont la douleur de faire part du décès sur-

venu à l'hôpital Saint-Antoine, le

25 avril 1983, de

Gérard BRUNEAU,

à l'âge de cinquante-quatre ans.

La cérémonie religieuse suivie de l'inhumation ont eu lieu le 29 avril, à

Cormeilles-en-Parisis.

20 ter, boulevard Clemenceau,

95240 Cormeilles-en-Parisis.

- E. et M. Flavigny,

I. et D. Canet,

D. et P. Plantrou,

M. et M. F. Canet,

Et leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Germaine CANET,

née Deschamps,

survenu le 15 mai 1983, à l'âge de

quatre-vingt-neuf ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité

familiale, le 24 mai 1983.

Rouen.

Paris.

- Le professeur et M. Jean Motin

et leurs enfants,

M. et M. Jean-Bernard Suchel

et leurs enfants,

Le docteur et M. André Berthelmy

et leurs enfants,

M. et M. Jacques Mienville

et leurs enfants,

Ainsi que toute leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean REY,

ministre d'Etat de Belgique,

ancien président de la Commission

des Communautés européennes.

De la part de :

M. Jean Rey, son épouse,

M. et M. Jean Schleg,

M. et M. Luc Gosselet,

M. et M. Jean-Jacques Rey,

M. et M. Jean-Paul Siegrist,

M. et M. Germaine Brouha,

Ses enfants et beaux-enfants,

M. et M. Jacques Rey,

M. et M. Florent Govers,

M. et M. Jacques Van Niftrik,

Ses frères, beaux-frères et belles-sœurs.

Le service religieux n'est célébré

à l'église protestante de Liège-Marcelles

le 21 mai.

Receptions

M. Jean Rey, 16, rue Hovade, 4040 Cortil Tilff, Belgique. Jacques Rey, 6, rue Parquet, 95160 Montmorency. Maurice Rey, 38, quai Henri-IV, 75004 Paris. (Le Monde du 21 mai.)

Naissances

- M. Jean Robert, M. et M. Jean-François Gat, Philippe, Bruno, Christine et Gilles Gat,

ont la tristesse d'annoncer le départ de

M. Marcel ROBERT,

directeur honoraire

à la R.A.T.P.,

leur père, beau-père et grand-père,

décédé dans sa quatre-vingt-quatrième

année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité

familiale.

« Confit-toi en l'Eternel et fais le

bien. »

Psautre 37.

32, avenue du Roule,

92200 Neuilly,

6, avenue Casimir,

92600 Asnières.

- M. Tarbé de Saint Hardouin,

M. et M. Jean Tarbé de Saint

Hardouin,

M. et M. Alain Tarbé de Saint

Hardouin,

M. et M. Guillaume Lamy de

la Chapelle,

M. et M. Patrick Tarbé de Saint

Hardouin,

leurs enfants et petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. TARBÉ

de SAINT HARDOUIN,

survenu le 25 mai 1983, à l'âge de

quatre-vingt-deux ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le

vendredi 27 mai, à 10 heures, en l'église

Saint-Romain de Sévres.

Une messe pour le repos de son âme sera

célébrée le vendredi 17 juin, à

11 heures, en l'église de la Madeleine,

Paris-8^e, sa paroisse.

- Nous apprenons le décès, survenu

le 22 mai à Paris, du

général de brigade

Pierre de VALLEE.

Né le 4 février 1910, à Grenoble, Pierre de

Vallee est entré dans l'armée en 1930, à

l'École de l'Armée, et a été promu capitaine

d'application d'artillerie (1931). Il fut suc-

cessivement affecté au 12^e au 157^e puis au 64^e ré-

giment d'artillerie (1939). En 1940, il sert au

84^e régiment d'artillerie d'Afrique. Un an plus

tar, il fait partie de l'état-major du commande-

ment supérieur des troupes du Maroc, qu'il

quitte en 1943 pour l'état-major de l'armée

de la deuxième D.M. En 1944, il devient com-

mandant du 3/63^e régiment d'artillerie d'Afri-

que, qu'il quitte pour l'inspection de l'artillerie

à Paris (1949).

Remerciements

- Très sensibles aux innombrables

marques de sympathie qui leur ont été

témoignées lors de la disparition de

M. André ARGOUGES,

provisoire au lycée Jean-Bart

à Grenoble.

M. Argouges,

Ses enfants

Et sa famille

précient toutes les personnes qui se sont

associées à leur grand deuil de trouver

ici l'expression de leur profonde reconnais-

sance.

- Très touchées des marques de sym-

pathie qui lui ont été témoignées et dans

l'impossibilité de remercier individuellement

toutes les personnes qui se sont

associées à sa peine par leur présence ou

leurs messages lors du décès de

M. Lucien SALAH,

sa famille prie de trouver ici l'expression

de ses très sincères remerciements.

Anniversaires

- A l'occasion du troisième anniver-

saire de la disparition de

M. Raoul BELAICH,

ancien directeur adjoint

de l'O.R.T.-Montreuil.

Une pensée est adressée à ceux qui

l'ont connu et aimé.

- Pour le premier anniversaire du

décès de

Charles PAPIERNIK,

la famille réunira le dimanche

29 mai, à 11 heures, au cimetière de

Bagnouville devant la porte d'entrée.

Ceux qui l'ont aimé peuvent se join-

dre à nous.

13^e BROCANTE

A LA

BASTILLE

26 MAI 5 JOURS

ouverture de 12 à 20h

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

du 26 au 31 mai

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Meubles des années 50

Le mobilier est toujours le reflet d'une époque. Mais les Français aiment vivre à reculons, ils se lèvent dans les styles du passé, pensant se rassurer en refusant le présent.

La mode, cependant, se met à retrouver le temps : après l'engouement pour les meubles 1930, le style des années 50 commence à faire parler de lui. Pour rappeler ce passé juste trentenaire, les éditions du Regard viennent de publier un volume de grand format, très abondamment illustré (1), qui évoque tous les thèmes de ce temps : l'architecture, la décoration, mais aussi la cuisine, la mode, la publicité. L'auteur, Anne Bony, pense au départ faire un livre d'humour. Mais elle a découvert un monde si foisonnant de créations dans tous les domaines qu'elle est devenue la maître d'ouvrage d'une véritable

mémoire collective, à laquelle ont collaboré de nombreux spécialistes.

Durant ces années de l'après-guerre, la reconstruction battait son plein, et les besoins en meubles étaient pressants. Mal équipés, les fabricants sortent des sièges et des tables à pieds grêles et obliques, en matériaux légers qu'on recouvre d'un vernis ou d'une peinture de couleur agressive. C'est cette image de pacotille qui resta, dans l'esprit de beaucoup, liée au mobilier de l'époque. Les années 50 sont pourtant aussi, des années importantes dans l'histoire du meuble contemporain.

En Scandinavie, le Danois Arne Jacobsen crée en 1951 la chaise « fourmi » à dossier et assise en contreplaqué moulé d'une seule pièce et le Finlandais Alvar Aalto sort, en 1954, son tabouret en bois lamellé-collé, toujours vendu

par Torvinka. C'est en 1955 que s'ouvre la Boutique danoise, faisant découvrir les fameux meubles en teck.

Aux États-Unis, Knoll édite en 1952 le fauteuil de Harry Bertoin en treillis de fils d'acier et, en 1956, la table ronde à dessus marbre et les chaises tulipes à coque en plastique blanc d'Eero Saarinen. Depuis l'ouverture du magasin Knoll-France, en décembre 1959, ces modèles ont toujours des amateurs. C'est également en 1956 que l'Américain Charles Eames crée son fauteuil avec pouf en contreplaqué de palissandre moulé ; édité par Herman Miller, il continue à être vendu par Mobilier international avec le même succès.

En Italie, le Triennale de Milan de 1951 fut le point de départ d'une création originale, fruit de la collaboration entre architectes et fabricants. Vers 1955, des firmes

comme Cassina et Tecno prirent une dimension industrielle qui permit l'éclosion du design italien.

Au début des années 50, la France s'intéresse peu au mobilier contemporain. Des efforts sont faits, pourtant, à partir de 1953 pour promouvoir la création : concours pour utiliser le Formica ou le verre, exposition de prototypes au Salon des arts ménagers dans la section du « Foyer d'aujourd'hui ». Des noms apparaissent dans les revues de décoration : Charlotte Perriand, René Gabriel, Marcel Gascon, promoteur du meuble de rangement. De jeunes talents se manifestent, mais, déjà, l'industrie française du meuble s'efforce de prendre les risques de l'innovation.

JANY AUJAME.

(1) Les années 50, d'Anne Bony, éditions du Regard, 450 F.

MÉTÉOROLOGIE</

J'ai gagné de l'argent sur mon lit en quelques minutes de travail.



595 F. (sans literie)
BOHUS - Lit en pin massif
 naturel ou glacis brun noyer.
 Vernis incolore.
 Avec sommier en lattes
 fermes. 90 x 200 cm.

"Je n'ai rien fait de mal! D'ailleurs mes parents sont au courant. Ils savent que j'ai acheté mon lit chez IKEA. C'est le modèle Bohus. Combien il m'a coûté? 595F. Et quelques minutes de travail. Juste le temps nécessaire au montage. Car il faut que je vous dise (mais je suis sûre que la plupart d'entre vous le savez déjà) ce que c'est, IKEA.

Chez IKEA, ils vendent tout ce qui concerne la maison. Du plus petit accessoire jusqu'au mobilier de

jardin. Alors moi, j'ai pris ma petite 5CV. Je suis allée chez IKEA. J'ai laissé ma voiture au parking. Et j'ai choisi ce lit Bohus.

Croyez-moi, il y en avait, des lits! De toutes sortes, dans tous les matériaux, dans toutes les dimensions et à tous les prix.

J'ai pris mon lit, démonté. Je l'ai chargé dans ma voiture (j'ai vu qu'ils vendaient même des galeries de voiture et des sangles à prix coûtant).

Une fois chez moi, quelques coups de tournevis, le tour était joué, et mon lit était monté. Voilà, c'est aussi simple. A mon avis, c'est un peu pour cela que leurs meubles sont aussi peu chers, chez IKEA.

A propos, j'ai vu des petites banquettes chez IKEA...

J'ai bien l'impression qu'un de ces jours, je vais aller y refaire un tour. Mais je suis tellement bien sur mon lit, j'ai du mal à le quitter"...

Ils sont fous ces Suédois.



PARIS. CENTRE COMMERCIAL BOBIGNY 2.
 Tél.: 832.92.95. Ouvert lun. au ven. 11h - 20h - jeu. et
 ven. 11h - 22h - sam. 9h - 20h (A 5 min. de la Porte de Pantin).
 LYON. CENTRE COMMERCIAL DU GRAND-VIRE.
 VAULX-EN-VELIN.
 Tél.: 679.23.26. Ouvert lun. au ven. 11h - 20h - sam. 9h - 20h.

OFFRES D'EMPLOI	La semaine	La semaine T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITALUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La semaine	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,80	39,85
AUTOMOBILES	33,80	39,85
AGENDA	33,80	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

JEUNES

de niveau BAC + 2, DUT, BTS, BTH...
Choisissez une carrière commerciale dans LA VENTE. La :
SOPAD (NESTLÉ, NESCAFÉ, MAGGI...)
vous offre au sein de son DÉPARTEMENT RESTAURATION un stage de Formation rémunéré puis une activité de :
- conseil auprès des gestionnaires de collectivités pour la fabrication et la distribution des repas ;
- promotion et vente d'une importante gamme de produits alimentaires.
Rattaché au Responsable Régional basé à PARIS, votre activité s'exercera à PARIS et région parisienne.
Véhicule Société la première année, puis facilité pour l'achat d'un véhicule personnel.
Rémunération : fixe X 13 + primes + intéressement. Frais de vie journaliers.
Nombreux avantages sociaux, congés payés été/hiver.
Permis de conduire indispensable.
Ecrire avec C.V. détaillé à SOPAD Service Recrutement 17, quai PAUL-DOUMER, 92411 COURBEVOIE Cedex.

Centre de santé mentale
universitaire, 13^e arrond.
recherche
UN INFERMIER (E)
de nuit, psychiatrique ou G.E.
Tél. 596-26-17, poste 38.

emplois
internationaux
3 M FRANCE
recherche
INGÉNIEUR DU SON

Bonne connaissance
électronique.
Expérience prise
de son multipiste ;
pour poste d'assistance
technique en Afrique noire
francophone.
Téléphone : 031-64-39.

IMPORTANT GROUPE DE DISTRIBUTION

2 Contrôleurs
de Gestion

Pour ses filiales de production.

Fonction :
- responsable du service comptable
- contrôle des standards de fabrication
- gestion des stocks
- suivi de trésorerie.
Profil :
Type E.S.C. (option compt. - finances) - D.E.C.S. ou équivalent.
Connaissance en informatique - Débutant accepté.
Lieu de travail : Paris - région Orléans.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions
sous référence 5888 à L.T.P. 31, bd Bonne Nouvelle
75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra.



BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS
MÉDICAUX DE THOMSON-CSF

recherche

ATTACHÉ COMMERCIAL

NIVEAU V

POUR LA VENTE DE MATÉRIEL MÉDICAL DE HAUTE
TECHNIQUE AUPRÈS DE LA CLIENTÈLE PRIVÉE ET
HOSPITALIÈRE.

- Formation technique supérieure type I.U.T.
- Expérience de quelques années de la vente de matériels
techniques de préférence dans le domaine médical.
- Âge : 25 ans minimum.

Lieu de travail : RÉGION PARISIENNE.

Envoyer dossier de candidature, photo, C.V. et prétentions au
Service du Personnel - CGR, BP 45, 92133 ISSY-LES-MOUL-
NEAUX - Tél. 554.92.22.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

IMPORTANTE FÉDÉRATION BANCAIRE

siège Paris, recherche son

CHEF DU SERVICE PRESSE-INFORMATION

MISSION :

- Assurer la rédaction en chef du magazine d'information générale (40.000 exemplaires, 6 parutions par an).
- Entretiens et développer des relations avec la presse nationale écrite et audio-visuelle : économique, financière et agricole, en particulier.
- Anticiper la politique des relations extérieures de la Fédération, tant au plan national qu'au plan des régions, au contact direct des adhérents.

PROFIL :

- Ce candidat, âgé de 32 ans minimum, de formation supérieure, apportera son expérience professionnelle de journaliste et d'attaché de presse.
- Il est important qu'il connaisse l'organisation du monde de l'agriculture (niveau national, régional et départemental).

Adresser Curriculum Vitae détaillé avec souhaits de rémunération, sous la référence 166, à
Jacques Goussery
LPA, 11, square Jamin, 75016 PARIS.

VOUS

- La trentaine équilibrée.
- Bonne expérience de la grande distribution.
- Son chef d'équipe.
- Homme de terrain efficace.

NOUS

- Hypermarché 3.000 m².
- Région Paris-Nord.
- Essai très dynamique.
- Vous attendons pour faire de vous notre :

RESPONSABLE ALIMENTAIRE

Ecrire avec C.V. pour R.V. sous réf. 3.538 à : INTER PA,
Boîte Postale 508, 75066 PARIS Cedex 02
qui transmettra.

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

BP Chimie Nous faisons partie d'un Groupe Pétrolier International et souhaitons recruter pour notre Usine de LAVERA des

INGÉNIEURS

Débutants diplômés d'une
Grande Ecole Chimie
Génie Chimique (Physique)
Ils intégreront
le Centre de Recherches
Réf. 31

Confirmés
Ils possèdent une expérience
de la conduite de
projets, de solides bases
en Génie Chimique et des
connaissances en
informatique.
Réf. 32
Ils intégreront le Service
Etudes et Procédés.

Débutants
de formation Génie
Chimique. Ils ont des
connaissances en
informatique. Ils intégreront
le Service Etudes et
Procédés.
Réf. 33

Le caractère international du Groupe ouvre de bonnes perspectives d'évolution à des candidats mobiles et possédant une bonne connaissance de l'Anglais.

La rémunération saura satisfaire des candidats de valeur.



Ecrire avec C.V. + Photo à :
BP Chimie : Siège Social : Service des Relations Humaines - Tour NEPTUNE - La Défense 1 - COURBEVOIE
BP Chimie : Usine de Lavéra : Secrétariat Général - B.P. N° 2 - 13117 LAVERA

Société de services tech. pour son agence de MARSEILLE

TECHNICIEN DE MAINTENANCE

B.T.S. INFORMATIQUE équip.
Adm. C.V., photo et présent.
à réf. 4.825 à PIERRE LICHOU
S.A., B.P. 220, 75003 Paris
Cedex 02. Réponse assurée.

I.N.R.A.
Institut National de la
Recherche Agronomique, re-
cherche sur concours pour l'année
à partir d'octobre 1983.

1 PHYSICOCHIMISTE
Ingénieur gén. école ou D.E.A.).
Domaine d'activité : physico-
chimie et propriétés des macro-
molécules biologiques (pro-
téines, polysaccharides).
Urgent (clôture des dossiers le
16/05/1983) : env. C.V., au la-
boratoire de biochimie des pro-
tines L. Lefebvre,
rue de la Gémulidre,
44072 Nantes Cedex.
Tél. : 4401 78-23-84.

MINISTÈRE DES RELATIONS
EXTÉRIÈRES
rech. pour son centre implanté
à NANTES

1 INFORMATICIEN
(Maîtrise d'informatique ou
École d'ingénieur expérience in-
formatique souhaitée).

Ecrire avec curriculum vitae et
prétentions à :
MINISTÈRE DES RELATIONS
EXTÉRIÈRES, DIVISION
INFORMATIQUE,
23, rue La Pérouse,
75018 PARIS.

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Une société agro-alimentaire recherche pour une de ses usines en pleine expansion, hautement mécanisée et automatisée, son

Responsable relations sociales

170 000 F 70 km Nord de Paris

Directement rattaché au directeur de l'usine et en liaison fonctionnelle avec le directeur des affaires sociales, il :
- conseille le directeur de l'usine et les opérationnels en matière de législation sociale et de droit du travail ;
- maintient, par ses actions, un bon climat relationnel ;
- participe aux négociations avec les syndicats, les délégués du personnel et le comité d'établissement ;
- suit les problèmes de qualification de poste et de rémunération ;
- prend part aux actions mises en place dans le cadre du C.H.S.C.T. ;
- assure la gestion administrative du personnel ; organise la formation (2 %).

Il aura, à moyen terme, la charge des services généraux et d'entretenir des rapports avec les sociétés extérieures implantées sur le site.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans. De formation supérieure (droit du travail), il possède une première expérience similaire réussie de 3 à 5 ans dans une unité de production. Habitué à traiter avec les syndicats, il a de solides connaissances en matière de droit du travail, le sens de l'organisation et celui des relations humaines.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la référence 5081/LM.



Département Conseil en Recrutement
135, avenue de Wagram - 75017 PARIS
Tél. : (1) 227.96.49

PARIS
Importante Association
Éducation Familiale et
Formation
recherche

**DIRECTEUR DÉLÉGUÉ
GÉNÉRAL 175.000 F.**

Vous devrez :
- favoriser et coordonner
décentralisation et impor-
tation régionale ;
- assurer et développer de
nouveaux services auprès
public concerné ;
- renforcer actions
complémentaires avec
programmes ministériels et
régionaux ;
- promouvoir publications
périodiques, émissions
radio-télé, services
téléphoniques.

Vous êtes un cadre expé-
rimenté, capable de gérer
une entreprise locale de
+ de 100 personnes ;
- une personnalité solide,
familiarisée au secteur
associatif, habitué à
négocier avec les pouvoirs
publics et les collectivités.

Adresser lettre + CV + photo
sous réf. 33 M 049 à
MN Surber, C.P.A. 3, r. de Lège
75009 Paris.

ATTACHES DE DIRECTION

- FONCTIONS :
- Ils seront chargés de développer l'image de marque de l'établissement auprès des différents partenaires commerciaux.
 - Ils établiront des relations personnalisées avec les banques régionales du groupe afin de favoriser la diffusion du produit.
 - Ils pourront être amenés à réaliser des études ponctuelles sur des projets d'investissements concernant des entreprises clientes de ces mêmes banques.

PROFIL :
• Agés de 28 ans environ, ils auront une formation supérieure en gestion et de bonnes connaissances en analyse financière.
• Ils justifieront d'une expérience de 3 à 5 ans en commercial crédit-bail ou en leasing auto.
• Résident à PARIS, ils interviendront régulièrement en province.
• Ils feront preuve de dynamisme commercial et seront des négociateurs confirmés.

Position cadre et statut bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo
et prétentions à : Mr Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres
75739 PARIS Cedex 15

BANQUE PARIS (8°)

recherche pour son

DÉPARTEMENT BANQUE

UN RESPONSABLE DE CLIENTÈLE PARTICULIÈRE

Nous sommes une banque privée de renom et en forte expansion.
Nous souhaitons intégrer à notre division clientèle particulière un Responsable de Clientèle fortement motivé dans le domaine de la relation commerciale avec une clientèle privée de haut niveau.

Ce candidat a une expérience confirmée. Il possède évidemment une excellente technique.

Ecrire sous réf. n° T 040.528 M à RÉGIE PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

مركز العمل

REPRODUCTION INTERDITE

*** LE MONDE - Vendredi 27 mai 1983 - Page 35

	La page	La page T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	81,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	62,00	67,07
AUTOMOBILES	52,00	57,07
AGENDA	52,00	57,07
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	160,03

ANNONCES CLASSEES

	La page	La page T.T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	47,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	14,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	36,85
IMMOBILIER	33,60	36,85
AUTOMOBILES	33,60	36,85
AGENDA	33,60	36,85

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIETE D'INGENIERIE EN RESSOURCES HUMAINES ET FORMATION
Région Parisienne, recherche
INGENIEUR EN MAINTIENNE INDUSTRIELLE
pour conseil et formation auprès des entreprises.
Expérience maintenance installations automatisées appréciée.
Déplacements dans la C.R.E.
Adresses lettrées manuscrites, C.V., photo et prétentions sous n° 70.923, CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75004 PARIS CEDEX 01, qui tr.

ORGANISME IMPORTANT
marché porteur
C.A. 300.000.000 F.
recherche pour
PARIS ou VERSAILLES
20 COUSIN-BOIS
CLAUD. HONN. FEMME.
- Très bonne présentation.
- Excellente tenue et tenue.
- Sans des responsabilités.
- Remunération motivante.
- Formation permanente.
P.R.V. 500-24-03, porte 31.
CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE QUARTIER TROCADERO recherche
UN (E) COMPTABLE CONFIRME (E)
EXPERIENCE CABINET
Tél. pr RV 63-36-38.

Société d'importation matériel automobile recherche pour LEVALLOIS
INGENIEUR
pour relations clients et techniques avec clients constructeurs automobiles. Français. Bilingue anglais ou anglais indispensable. Adresser C.V. et prétentions n° M 51-228 à BUREAU, 17, rue Labat, 93403 Vincennes Cedex, qui transmettra.
ANIMATEUR
chargé des activités et techniques, des relations publiques, niveau 2 cycle supérieur souhaité. Avantages fonction publique. Salaire net : 8.000 F. Envoyer C.V. à M. le Directeur Service du Personnel.
Ville d'Aulnay-sous-Bois 93002 - 76.000 habitants embauche pour le service des affaires.
JEUNE AGENT TECHNIQUE
TECHNICIEN DE FORMATION
● B.T.E. en électronique.
● 30 ans environ.
● Bonne pratique en service après-vente technique chez installateur électronique. Installation, réparation, maintenance.
● Remarque : les candidats des approvisionnements pour clients à l'export.
● Poste ETAM Interne.
Adresser C.V. et prétentions à R.P. - n° P. 55, r. Fontaine-au-Roi, Paris-11, qui transmet.
Etablissement sous contrat recherche

PROFESSEURS
- E.M.T.
- Enseign. technologique.
- Economie et gestion.
Adresser curriculum vitae à REGIE-PRESSE sous n° 70.923, 20, av. Opéra 75004 PARIS.
DEMANDES D'EMPLOIS
ASSISTANTE DE PUBLICITE
13 ans même agence. Achet. d'espace, fabrication, suivi, gestion, bonne connaissance de l'anglais, cherche place stable. Libre de suite.
Tél. : 527-50-32 la nuit.
J. H. aide chimiste Ind. O.M. (2 vitres chimistes) (CHAM) cherche emploi labo chimie ou chimiste M. BENOIST, 102, rue des Grasse, 75020 Paris.
Etudiant 17 ans (11^e) cherche travail d'été. JURY-JULIET.
Tél. : M. LEVY : 770-82-82.
J. F. al. bilingue fr./all. dip. sup. all. franc., sciences éducation, animation socioculturelle, cult. sup. pédagogique, lycée bilingue Paris, recherche urgent emploi dans enseignement (privé, formation partiel). Renvoyez C.V. et prétentions à M. J. J. SEVIERE, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Jeune femme 24 ans, niveau BAC, bilingue anglais. Expérience paramédicale, cherche situation dans entreprise de profil.
Téléphone : 701-08-01.
BAC 10 MECANIQUE.
Etudiant 21 ans, niveau BAC, recherche sous-emploi pour juin et juillet.
M. J. J. SEVIERE, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Téléphone : 644-28-89.
Ecr. n° M 508 à M. le Directeur Service des Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PROFESSEURS
- E.M.T.
- Enseign. technologique.
- Economie et gestion.
Adresser curriculum vitae à REGIE-PRESSE sous n° 70.923, 20, av. Opéra 75004 PARIS.
DEMANDES D'EMPLOIS
ASSISTANTE DE PUBLICITE
13 ans même agence. Achet. d'espace, fabrication, suivi, gestion, bonne connaissance de l'anglais, cherche place stable. Libre de suite.
Tél. : 527-50-32 la nuit.
J. H. aide chimiste Ind. O.M. (2 vitres chimistes) (CHAM) cherche emploi labo chimie ou chimiste M. BENOIST, 102, rue des Grasse, 75020 Paris.
Etudiant 17 ans (11^e) cherche travail d'été. JURY-JULIET.
Tél. : M. LEVY : 770-82-82.
J. F. al. bilingue fr./all. dip. sup. all. franc., sciences éducation, animation socioculturelle, cult. sup. pédagogique, lycée bilingue Paris, recherche urgent emploi dans enseignement (privé, formation partiel). Renvoyez C.V. et prétentions à M. J. J. SEVIERE, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Jeune femme 24 ans, niveau BAC, bilingue anglais. Expérience paramédicale, cherche situation dans entreprise de profil.
Téléphone : 701-08-01.
BAC 10 MECANIQUE.
Etudiant 21 ans, niveau BAC, recherche sous-emploi pour juin et juillet.
M. J. J. SEVIERE, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Téléphone : 644-28-89.
Ecr. n° M 508 à M. le Directeur Service des Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

PROFESSEURS
- E.M.T.
- Enseign. technologique.
- Economie et gestion.
Adresser curriculum vitae à REGIE-PRESSE sous n° 70.923, 20, av. Opéra 75004 PARIS.
DEMANDES D'EMPLOIS
ASSISTANTE DE PUBLICITE
13 ans même agence. Achet. d'espace, fabrication, suivi, gestion, bonne connaissance de l'anglais, cherche place stable. Libre de suite.
Tél. : 527-50-32 la nuit.
J. H. aide chimiste Ind. O.M. (2 vitres chimistes) (CHAM) cherche emploi labo chimie ou chimiste M. BENOIST, 102, rue des Grasse, 75020 Paris.
Etudiant 17 ans (11^e) cherche travail d'été. JURY-JULIET.
Tél. : M. LEVY : 770-82-82.
J. F. al. bilingue fr./all. dip. sup. all. franc., sciences éducation, animation socioculturelle, cult. sup. pédagogique, lycée bilingue Paris, recherche urgent emploi dans enseignement (privé, formation partiel). Renvoyez C.V. et prétentions à M. J. J. SEVIERE, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Jeune femme 24 ans, niveau BAC, bilingue anglais. Expérience paramédicale, cherche situation dans entreprise de profil.
Téléphone : 701-08-01.
BAC 10 MECANIQUE.
Etudiant 21 ans, niveau BAC, recherche sous-emploi pour juin et juillet.
M. J. J. SEVIERE, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.
Téléphone : 644-28-89.
Ecr. n° M 508 à M. le Directeur Service des Annonces Classées, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
MARAIS 41, rue de Brogne apt. 2 pces, 22.80, 27.04, 25 m², très bel état, 1er étage 165.000 F. Ind. imm. voir 15-16 rue ou 620-13-57

4^e arrdt
ILE DE LA CITE
entrée privée, salon 45 m² avec 5 pièces haut, chère bain 80 m², balcon, 22.80, 27.04, 25 m², très bel état, 1er étage 165.000 F. Ind. imm. voir 15-16 rue ou 620-13-57

14^e arrdt
Près Parc Montsouris
particulier vend dans immeuble standing STUDIO 33 m² + balcon exposition sud mouquette s-d-b cave parking Px 270.000 F. 689-71-58

15^e arrdt
PTE VERSAILLES/ISSY
souple SYMPATHIQUE/SP conf. asc. Px 880.000 F. 689-71-58

16^e arrdt
MARAIS SULLY-MORLAND
Imm. récent STUDIO 33 m² + balcon, asc. chauff. gaz. Px 270.000 F. 689-71-58

17^e arrdt
PTE VERSAILLES/ISSY
souple SYMPATHIQUE/SP conf. asc. Px 880.000 F. 689-71-58

NEUF CONSTRUCTION EN COURS
IMM. TRÈS GRAND LUXE DE 28 APPARTEMENTS Livraison immédiate.

45 BIS AV. VILLIERS
M. MALEMBRE
DUPLEX avec 427.000 F. de 2-4-5 p. et STUDIO LUXE REHAUSSEMENT vue sud / vend. 13 h 15 h

PI PERRE PRÈS
Revue petit pavillon bourgeois ou CCAL 4 p. ch. et. EN DUPLEX PRIX EXCEPTIONNEL 269.000 F. 8/12 av. de la République 75011 Paris

30 R. MAZARINE
LUXUEUSE RENOVATION de l'HOTEL DES POMMES, 1^{er} étage, 2 p. ch. et. 25 à 70 m². Vente vendredi, samedi, dimanche 15 h à 18 h.

LUXEMBOURG 6 P.
Duplex divisible, asc. part. 170 m², terrasse. 384-43-70.

3^e arrdt
Près la gare pour étudiant A 200 m de Sorbonne, R.E.R. Chambre ind. 300 x 280, 4^e ét., cuisine, frigo, salle de bain, w.c., placard, chauffage central, W.C., commode, 11.000 F. 285-30-11, 11, rue de la République, 75011 Paris.

30 R. MAZARINE
LUXUEUSE RENOVATION de l'HOTEL DES POMMES, 1^{er} étage, 2 p. ch. et. 25 à 70 m². Vente vendredi, samedi, dimanche 15 h à 18 h.

LUXEMBOURG 6 P.
Duplex divisible, asc. part. 170 m², terrasse. 384-43-70.

7^e arrdt
150 m. CHAMP DE MARS Studio et ch. refait neuf HABITAT CONSEIL 681-25-00.

8^e arrdt
BAC VARENNE 1^{er} et 2^e étages, 5 pces, 150 m², 150.000 F. DORESSAY - 624-63-38

MADELINE OPERA
3 rénovés, 2 p. ch. et. 25 à 70 m². Vente vendredi, samedi, dimanche 15 h à 18 h.

10^e arrdt
SUR LES RIVES DU CANAL SAINT-MARTIN du studio au 5 pces, de jour et nuit 14-18 h 11-13 h - 14-18 h SAINT-MARTIN GRANGE-AUX-BELLES 152, Quai de Jemmapes Téléphone : 246-73-13

11^e arrdt
NATION Imm. récent, 3 pces 69 m², encaustique, asc. part. 370-15-82 après 18 h.

M^e PARMENTIER
120 m² pces très confortables. 680.000 F. 687-38-95.

13^e arrdt
METRO PORTE D'ITALIE PRÊTS CONVENTIONNES « USIERE DE PARIS » 45, av. Jean-Jaures - Gennevilliers LIVRABLES IMMEDIATEMENT ouvert tous les jours sauf m (m. 14 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h, 24 h, 25 h, 26 h, 27 h, 28 h, 29 h, 30 h, 31 h, 32 h, 33 h, 34 h, 35 h, 36 h, 37 h, 38 h, 39 h, 40 h, 41 h, 42 h, 43 h, 44 h, 45 h, 46 h, 47 h, 48 h, 49 h, 50 h, 51 h, 52 h, 53 h, 54 h, 55 h, 56 h, 57 h, 58 h, 59 h, 60 h, 61 h, 62 h, 63 h, 64 h, 65 h, 66 h, 67 h, 68 h, 69 h, 70 h, 71 h, 72 h, 73 h, 74 h, 75 h, 76 h, 77 h, 78 h, 79 h, 80 h, 81 h, 82 h, 83 h, 84 h, 85 h, 86 h, 87 h, 88 h, 89 h, 90 h, 91 h, 92 h, 93 h, 94 h, 95 h, 96 h, 97 h, 98 h, 99 h, 100 h, 101 h, 102 h, 103 h, 104 h, 105 h, 106 h, 107 h, 108 h, 109 h, 110 h, 111 h, 112 h, 113 h, 114 h, 115 h, 116 h, 117 h, 118 h, 119 h, 120 h, 121 h, 122 h, 123 h, 124 h, 125 h, 126 h, 127 h, 128 h, 129 h, 130 h, 131 h, 132 h, 133 h, 134 h, 135 h, 136 h, 137 h, 138 h, 139 h, 140 h, 141 h, 142 h, 143 h, 144 h, 145 h, 146 h, 147 h, 148 h, 149 h, 150 h, 151 h, 152 h, 153 h, 154 h, 155 h, 156 h, 157 h, 158 h, 159 h, 160 h, 161 h, 162 h, 163 h, 164 h, 165 h, 166 h, 167 h, 168 h, 169 h, 170 h, 171 h, 172 h, 173 h, 174 h, 175 h, 176 h, 177 h, 178 h, 179 h, 180 h, 181 h, 182 h, 183 h, 184 h, 185 h, 186 h, 187 h, 188 h, 189 h, 190 h, 191 h, 192 h, 193 h, 194 h, 195 h, 196 h, 197 h, 198 h, 199 h, 200 h, 201 h, 202 h, 203 h, 204 h, 205 h, 206 h, 207 h, 208 h, 209 h, 210 h, 211 h, 212 h, 213 h, 214 h, 215 h, 216 h, 217 h, 218 h, 219 h, 220 h, 221 h, 222 h, 223 h, 224 h, 225 h, 226 h, 227 h, 228 h, 229 h, 230 h, 231 h, 232 h, 233 h, 234 h, 235 h, 236 h, 237 h, 238 h, 239 h, 240 h, 241 h, 242 h, 243 h, 244 h, 245 h, 246 h, 247 h, 248 h, 249 h, 250 h, 251 h, 252 h, 253 h, 254 h, 255 h, 256 h, 257 h, 258 h, 259 h, 260 h, 261 h, 262 h, 263 h, 264 h, 265 h, 266 h, 267 h, 268 h, 269 h, 270 h, 271 h, 272 h, 273 h, 274 h, 275 h, 276 h, 277 h, 278 h, 279 h, 280 h, 281 h, 282 h, 283 h, 284 h, 285 h, 286 h, 287 h, 288 h, 289 h, 290 h, 291 h, 292 h, 293 h, 294 h, 295 h, 296 h, 297 h, 298 h, 299 h, 300 h, 301 h, 302 h, 303 h, 304 h, 305 h, 306 h, 307 h, 308 h, 309 h, 310 h, 311 h, 312 h, 313 h, 314 h, 315 h, 316 h, 317 h, 318 h, 319 h, 320 h, 321 h, 322 h, 323 h, 324 h, 325 h, 326 h, 327 h, 328 h, 329 h, 330 h, 331 h, 332 h, 333 h, 334 h, 335 h, 336 h, 337 h, 338 h, 339 h, 340 h, 341 h, 342 h, 343 h, 344 h, 345 h, 346 h, 347 h, 348 h, 349 h, 350 h, 351 h, 352 h, 353 h, 354 h, 355 h, 356 h, 357 h, 358 h, 359 h, 360 h, 361 h, 362 h, 363 h, 364 h, 365 h, 366 h, 367 h, 368 h, 369 h, 370 h, 371 h, 372 h, 373 h, 374 h, 375 h, 376 h, 377 h, 378 h, 379 h, 380 h, 381 h, 382 h, 383 h, 384 h, 385 h, 386 h, 387 h, 388 h, 389 h, 390 h, 391 h, 392 h, 393 h, 394 h, 395 h, 396 h, 397 h, 398 h, 399 h, 400 h, 401 h, 402 h, 403 h, 404 h, 405 h, 406 h, 407 h, 408 h, 409 h, 410 h, 411 h, 412 h, 413 h, 414 h, 415 h, 416 h, 417 h, 418 h, 419 h, 420 h, 421 h, 422 h, 423 h, 424 h, 425 h, 426 h, 427 h, 428 h, 429 h, 430 h, 431 h, 432 h, 433 h, 434 h, 435 h, 436 h, 437 h, 438 h, 439 h, 440 h, 441 h, 442 h, 443 h, 444 h, 445 h, 446 h, 447 h, 448 h, 449 h, 450 h, 451 h, 452 h, 453 h, 454 h, 455 h, 456 h, 457 h, 458 h, 459 h, 460 h, 461 h, 462 h, 463 h, 464 h, 465 h, 466 h, 467 h, 468 h, 469 h, 470 h, 471 h, 472 h, 473 h, 474 h, 475 h, 476 h, 477 h, 478 h, 479 h, 480 h, 481 h, 482 h, 483 h, 484 h, 485 h, 486 h, 487 h, 488 h, 489 h, 490 h, 491 h, 492 h, 493 h, 494 h, 495 h, 496 h, 497 h, 498 h, 499 h, 500 h, 501 h, 502 h, 503 h, 504 h, 505 h, 506 h, 507 h, 508 h, 509 h, 510 h, 511 h, 512 h, 513 h, 514 h, 515 h, 516 h, 517 h, 518 h, 519 h, 520 h, 521 h, 522 h, 523 h, 524 h, 525 h, 526 h, 527 h, 528 h, 529 h, 530 h, 531 h, 532 h, 533 h, 534 h, 535 h, 536 h, 537 h, 538 h, 539 h, 540 h, 541 h, 542 h, 543 h, 544 h, 545 h, 546 h, 547 h, 548 h, 549 h, 550 h, 551 h, 552 h, 553 h, 554 h, 555 h, 556 h, 557 h, 558 h, 559 h, 560 h, 561 h, 562 h, 563 h, 564 h, 565 h, 566 h, 567 h, 568 h, 569 h, 570 h, 571 h, 572 h, 573 h, 574 h, 575 h, 576 h, 577 h, 578 h, 579 h, 580 h, 581 h, 582 h, 583 h, 584 h, 585 h, 586 h, 587 h, 588 h, 589 h, 590 h, 591 h, 592 h, 593 h, 594 h, 595 h, 596 h, 597 h, 598 h, 599 h, 600 h, 601 h, 602 h, 603 h, 604 h, 605 h, 606 h, 607 h, 608 h, 609 h, 610 h, 611 h, 612 h, 613 h, 614 h, 615 h, 616 h, 617 h, 618 h, 619 h, 620 h, 621 h, 622 h, 623 h, 624 h, 625 h, 626 h, 627 h, 628 h, 629 h, 630 h, 631 h, 632 h, 633 h, 634 h, 635 h, 636 h, 637 h, 638 h, 639 h, 640 h, 641 h, 642 h, 643 h, 644 h, 645 h, 646 h, 647 h, 648 h, 649 h, 650 h, 651 h, 652 h, 653 h, 654 h, 655 h, 656 h, 657 h, 658 h, 659 h, 660 h, 661 h, 662 h, 663 h, 664 h, 665 h, 666 h, 667 h, 668 h, 669 h, 670 h, 671 h, 672 h, 673 h, 674 h, 675 h, 676 h, 677 h, 678 h, 679 h, 680 h, 681 h, 682 h, 683 h, 684 h, 685 h, 686 h, 687 h, 688 h, 689 h, 690 h, 691 h, 692 h, 693 h, 694 h, 695 h, 696 h, 697 h, 698 h, 699 h, 700 h, 701 h, 702 h, 703 h, 704 h, 705 h, 706 h, 707 h, 708 h, 709 h, 710 h, 711 h, 712 h, 713 h, 714 h, 715 h, 716 h, 717 h, 718 h, 719 h, 720 h, 721 h, 722 h, 723 h, 724 h, 725 h, 726 h, 727 h, 728 h, 729 h, 730 h, 731 h, 732 h, 733 h, 734 h, 735 h, 736 h, 737 h, 738 h, 739 h, 740 h, 741 h, 742 h, 743 h, 744 h, 745 h, 746 h, 747 h, 748 h, 749 h, 750 h, 751 h, 752 h, 753 h, 754 h, 755 h, 756 h, 757 h, 758 h, 759 h, 760 h, 761 h, 762 h, 763 h, 764 h, 765 h, 766 h, 767 h, 768 h, 769 h, 770 h, 771 h, 772 h, 773 h, 774 h, 775 h, 776 h, 777 h, 778 h, 779 h, 780 h, 781 h, 782 h, 783 h, 784 h, 785 h, 786 h, 787 h, 788 h, 789 h, 790 h, 791 h, 792 h, 793 h, 794 h, 795 h, 796 h, 797 h, 798 h, 799 h, 800 h, 801 h, 802 h, 803 h, 804 h, 805 h, 806 h, 807 h, 808 h, 809 h, 810 h, 811 h, 812 h, 813 h, 814 h, 815 h, 816 h, 817 h, 818 h, 819 h, 820 h, 821 h, 822 h, 823 h, 824 h, 825 h, 826 h, 827 h, 828 h, 829 h, 830 h, 831 h, 832 h, 833 h, 834 h, 835 h, 836 h, 837 h, 838 h, 839 h, 840 h, 841 h, 842 h, 843 h, 844 h, 845 h, 846 h, 847 h, 848 h, 849 h, 850 h, 851 h, 852 h, 853 h, 854 h, 855 h, 856 h, 857 h, 858 h, 859 h, 860 h, 861 h, 862 h, 863 h, 864 h, 865 h, 866 h, 867 h, 868 h, 869 h, 870 h, 871 h, 872 h, 873 h, 874 h, 875 h, 876 h, 877 h, 878 h, 879 h, 880 h, 881 h, 882 h, 883 h, 884 h, 885 h, 886 h, 887 h, 888 h, 889 h, 890 h, 891 h, 892 h, 893 h, 894 h, 895 h, 896 h, 897 h, 898 h, 899 h, 900 h, 901 h, 902 h, 903 h, 904 h, 905 h, 906 h, 907 h, 908 h, 909 h, 910 h, 911 h, 912 h, 913 h, 914 h, 915 h, 916 h, 917 h, 918 h, 919 h, 920 h, 921 h, 922 h, 923 h, 924 h, 925 h, 926 h, 927 h, 928 h, 929 h, 930 h, 931 h, 932 h, 933 h, 934 h, 935 h, 936 h, 937 h, 938 h, 939 h, 940 h, 941 h, 942 h, 943 h, 944 h, 945 h, 946 h, 947 h, 948 h, 949 h, 950 h, 951 h, 952 h, 953 h, 954 h, 955 h, 956 h, 957 h, 958 h, 959 h, 960 h, 961 h, 962 h, 963 h, 964 h, 965 h, 966 h, 967 h, 968 h, 969 h, 970 h, 971 h, 972 h, 973 h, 974 h, 975 h, 976 h, 977 h, 978 h, 979 h, 980 h, 981 h, 982 h, 983 h, 984 h, 985 h, 986 h, 987 h, 988 h, 989 h, 990 h, 991 h, 992 h, 993 h, 994 h, 995 h, 996 h, 997 h, 998 h, 999 h, 1000 h, 1001 h, 1002 h, 1003 h, 1004 h, 1005 h, 1006 h, 1007 h, 1008 h, 1009 h, 1010 h, 1011 h, 1012 h, 1013 h, 1014 h, 1015 h, 1016 h, 1017 h, 1018 h, 1019 h, 1020 h, 1021 h, 1022 h, 1023 h, 1024 h, 1025 h, 1026 h, 1027 h, 1028 h, 1029 h, 1030 h, 1031 h, 1032 h, 1033 h, 1034 h, 1035 h, 1036 h, 1037 h, 1038 h, 1039 h, 1040 h, 1041 h, 1042 h, 1043 h, 1044 h, 1045 h, 1046 h, 1047 h, 1048 h, 1049 h, 1050 h, 1051 h, 1052 h, 1053 h, 1054 h, 1055 h, 1056 h, 1057 h, 1058 h, 1059 h, 1060 h, 1061 h, 1062 h, 1063 h, 1064 h, 1065 h, 1066 h, 1067 h, 1068 h, 1069 h, 1070 h, 1071 h, 1072 h, 1073 h, 1074 h, 1075 h, 1076 h, 1077 h, 1078 h, 1079 h, 1080 h, 1081 h, 1082 h, 1083 h, 1084 h, 1085 h, 1086 h, 1087 h, 1088 h, 1089 h, 1090 h, 1091 h, 1092 h, 1093 h, 1094 h, 1095 h, 1096 h, 1097 h, 1098 h, 1099 h, 1100 h, 1101 h, 1102 h, 1103 h, 1104 h, 1105 h, 1106 h, 1107 h, 1108 h, 1109 h, 1110 h, 1111 h, 1112 h, 1113 h, 1114 h, 1115 h, 1116 h, 1117 h, 1118 h, 1119 h, 1120 h, 1121 h, 1122 h, 1123 h, 1124 h, 1125 h, 1126 h, 1127 h, 1128 h, 1129 h, 1130 h, 1131 h, 1132 h, 1133 h, 1134 h, 1135 h, 1136 h, 1137 h, 1138 h, 1139 h, 1140 h, 1141 h, 1142 h, 1143 h, 1144 h, 1145 h, 1146 h, 1147 h, 1148 h, 1149 h, 1150 h, 1151 h, 1152 h, 1153 h, 1154 h, 1155 h, 1156 h, 1157 h, 1158 h, 1159 h, 1160 h, 1161 h, 1162 h, 1163 h, 1164 h, 1165 h, 1166 h, 1167 h, 1168 h, 1169 h, 1170 h, 1171 h, 1172 h, 1173 h, 1174 h, 1175 h, 1176 h, 1177 h, 1178 h, 1179 h, 1180 h, 1181 h, 1182 h, 1183 h, 1184 h, 1185 h, 1186 h, 1187 h, 1188 h, 1189 h, 1190 h, 1191 h, 1192 h, 1193 h, 1194 h, 1195 h, 1196 h, 1197 h, 1198 h, 1199 h, 1200 h, 1201 h, 1202 h, 1203 h, 1204 h, 1205 h, 1206 h, 1207 h, 1208 h, 1209 h, 1210 h, 1211 h, 1212 h, 1213 h, 1214 h, 1215 h, 1216 h, 1217 h, 1218 h, 1219 h, 1220 h, 1221 h, 1222 h, 1223 h, 1224 h, 1225 h, 1226 h, 1227 h, 1228 h, 1229 h, 1230 h, 1231 h, 1232 h, 123

AFFAIRES

LA CRÉATION D'UN COMPTE POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Cinq milliards de francs par an

Le conseil des ministres du mercredi 25 mai a décidé la création d'un « compte pour le développement industriel ». Le même conseil, le 29 avril, parlait de « livret d'épargne industrielle ». La différence ne concerne pas uniquement la terminologie.

Le livret devait, selon M. Fabius, orienter l'épargne liquide des Français vers l'industrie. Crainte d'une confusion possible devant les multiples produits proposés aux épargnants et volonté de favoriser l'épargne longue ont amené le ministère de l'économie et des finances à faire une contre-proposition qui a été adoptée.

Le livret est donc remplacé « pour le moment » par un compte pour le développement industriel (Codevi) mis en place dès cette année. Chaque contribuable ainsi que son conjoint pourront y placer une somme plafonnée à 10 000 F. Les intérêts seront exonérés d'impôt. Le dispositif nouveau prévu le 29 avril pour la distribution des prêts aux industriels reste inchangé : la gestion en sera assurée par le Fonds de modernisation présidé par M. Fabius et la distribution des prêts par l'Anvar.

Mais l'enveloppe globale est limitée à 5 milliards par an. Le total des ressources du Fonds de modernisation sera donc de 5 milliards en 1983 (dont 3 milliards mis à disposition par la Caisse des dépôts pour « amorcer la pompe »), puis 10 milliards en 1984, 15 milliards en 1985, etc. Le surplus - s'il y en a - au-delà de 5 milliards est laissé à la disposition des organismes qui planifient les Cudevi dans le public, c'est-à-dire les banques, les caisses d'épargne, le poste, etc., pour « développer leurs prêts à long terme à l'industrie ».

Le taux d'intérêt du compte demeure inconnu. Mais on peut penser qu'il sera proche du taux moyen des obligations détaxées (puisqu'il y a exonération d'impôt) soit environ 11 %. De l'autre côté, puisque les prêts de l'Anvar ne pourront être effectués qu'à des taux proches de ceux des prêts participatifs existants (9,75 %), on est conduit à penser qu'il y aura une bonification par l'Etat. Le Fonds ne peut, en effet, emprunter à 11 % et prêter à 9,75 %.

Enfin, le terme retenu de « compte » et non de « livret » laisse penser qu'il y aura obligation d'une durée minimale de dépôt pour l'épargnant, comme le demandaient les services de M. Delors. Le nouveau projet comporte donc encore beaucoup d'inconnues. Cela dit, M. Fabius aura finalement obtenu la haute main sur 5 milliards de francs, tel est le point à retenir. C'est assez peu globalement, mais tout de même important si cette somme est réservée, comme prévu, aux entreprises privées, surtout aux P.M.I. C'est un premier pas... et le livret n'est mis en sommeil que provisoirement.

Reste la question de fond. Si l'obligation d'une durée minimale est retenue, comme c'est probable, ce Codevi ressemble fort à une sorte de compte d'obligations, c'est-à-dire à une épargne longue, comme le sou-

HOTELLERIE

LE GROUPE ACCOR
NAIT DE LA FUSION
DE NOVOTEL
ET DE JACQUES BOREL

Dernier épisode de la bataille hôtelière qui a vu, en 1982, Novotel-SIEH l'emporter sur la société Soderho, dans la lutte qui opposait pour le contrôle de Jacques Borel International, la fusion des sociétés Novotel et J.B.I. sera proposée, le 26 juin, aux assemblées générales de ces deux groupes.

Le nouveau groupe qui en résultera portera le nom d'Accor et réalisera un chiffre d'affaires de 9 milliards de francs. 35 000 salariés, 382 hôtels de toutes catégories (Sofitel, Minihel, Novotel, Mercure, Ibis, Minimote) et 48 500 chambres dans quarante-cinq pays (neuvième rang mondial), 1 472 restaurants publics ou de collectivité (Courtes Pailles, Charrasco, Seafood Broiler, What a Burger, Pizza Inn, Chicken Shop), 15 points de vente de voyages (Novotour, Jet Evénement), restauration sur les chaînes d'outre-mer, tickets de restaurants en France, au Brésil et au Mexique, cinq centrales d'achats (SCAPA, Devino): Accor devient le groupe français capable de rivaliser sur les marchés internationaux avec les multinationales anglaises et américaines de l'hôtellerie et de la restauration, tels Holiday Inn, Marriott Trust House Forte ou Grand Metropolitan.

Dans l'entretien qu'ils nous accordaient l'an dernier (Le Monde du 17 juin 1982), Paul Debrule et Gérard Pélissier, auteurs des deux sociétés fusionnées, expliquaient pourquoi ils souhaitaient le mariage de Novotel-SIEH et de J.B.I.: « La pérennité de notre groupe, expliquaient-ils, implique que nous diversifions nos marchés et nos produits. C'est la seule façon de nous assurer que nous ne sommes pas dans la sidérurgie, mais nous voulons devenir une véritable multinationale française de l'hôtellerie et de la restauration ».

haitaient à encore les services de la Rue de Rivoli. Ils l'emportent sur ce point essentiel, et l'épargne liquide des Français reste affectée en priorité au logement et aux collectivités locales. Aux piscines, pas aux usines.

ÉRIC LE BOUCHER.

Creusot-Loire souhaite un soutien de l'Etat

(Suite de la première page.)

Le divorce était profond, le financier reprochant au brillant technicien qu'il était M. Boulin de n'avoir pas pris conscience de la gravité de la situation et d'avoir vécu d'expédients.

Depuis le départ du baron Empain en novembre 1980, le nouveau patron du groupe Empain-Schneider a entrepris de faire « le ménage », définissant trois grands axes : mécanique (Creusot-Loire), électro-mécanique et électronique (Journet-Schneider et Morin-Gérin), entreprise générale (Spie-Batignolles). Il obtint de M. Mauroy, en décembre 1981, d'être déchargé de deux filiales lourdement perdantes, les Métallurgies de Normandie et les machines-outils Ernauld-Somua. Restait, en mécanique, le soulagement Creusot-Loire du fardeau qui l'écrasait, à savoir la sidérurgie-métallurgie. En février 1981, déjà, M. Boulin avait pu transférer à Usinor une grande partie de sa division « produits longs ». Mais, comme on l'a vu, ce transfert n'a pas été suffisant pour empêcher la société de continuer à être touchée par la crise de la sidérurgie européenne. Dès la fin de 1981, M. Pineau-Valencienne envisageait de débarrasser Creusot-Loire de sa sidérurgie restante et de concentrer la société sur son « noyau dur » : mécanique, turbines hydrauliques, énergie, traitement du gaz. L'objectif est resté le même, mais le temps n'a rien arrangé, au contraire.

Aujourd'hui le patron de Creusot-Loire semble attendre du gouvernement - même si, au siège du groupe, on se refuse à tout commentaire - qu'il le soulage de sa sidérurgie contre espèces sonnantes et trébuchantes (on parle d'un milliard de francs) afin de lui permettre de renforcer son activité mécanique. Une demande qui ne doit guère étonner M. Delors mais qui coûterait sans doute moins cher à la collectivité qu'un dépôt de bilan d'Imphy par exemple. D'autant que certaines banques nationalisées (essentiellement la Banque de l'union européenne) seraient fortement engagées - à hauteur de 1,5 milliard de francs - auprès de Creusot-Loire.

L'autre moyen - concomitant - pour Creusot-Loire de se procurer

La pression fiscale sur certaines entreprises va être allégée

Le conseil des ministres du 25 mai a décidé de permettre aux collectivités locales d'alléger la pression fiscale sur certaines entreprises industrielles nouvellement créées, et de la exonérer de la taxe professionnelle et de la taxe foncière sur la propriété bâtie, les deux mesures étant, semble-t-il, cumulables.

Ces exonérations devraient être applicables sur trois ans sans possibilité de modulation, à condition que les entreprises amortissent leur matériel de façon dégressive et que leurs parts sociales ne soient pas détenues à plus de 50 % par d'autres sociétés.

Ces dispositions compléteront un dispositif existant depuis longtemps et qui permettait d'exonérer plus ou moins partiellement, et pour une durée variable inférieure à cinq ans, les

entreprises remplissant certaines conditions d'emploi, d'investissement, d'extension ou de reconversion.

En 1982, la taxe professionnelle perçue par les communes, leurs groupements et les départements a représenté 45,4 milliards de francs, et la taxe foncière sur les propriétés bâties 15,2 milliards de francs, dont 10 environ pour le bâti industriel.

Le nouveau régime des impôts locaux prévoit une actualisation des valeurs locatives foncières, dont le taux est fixé à 1,08 pour 1984.

Dernière mesure : l'exonération de l'impôt direct des entreprises nouvellement créées et, notamment, des bénéfices réalisés en 1983. Cette disposition sera inscrite à l'automne dans le projet de budget 1984.

L'avenir de Framatome

Framatome, en attendant, a encore quelques belles années. Il y a en construction en France vingt-cinq réacteurs, non compris les commandes qui seront passées dans le courant du mois de juin, et le bénéfice de 1982, de l'ordre de 500 millions de francs, devrait se retrouver au cours des prochains exercices.

Des discussions se sont donc engagées avec l'autre actionnaire de la société, le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), pour qu'il fasse passer sa participation de 30 à 50 %. Le prix réclamé par Creusot-Loire (plus d'un milliard de francs initialement, de l'ordre de 800 millions *in fine*) était-il trop élevé ? Toujours est-il que les deux parties ont tergiversé et que ce retard a réveillé les appétits d'autres acheteurs possibles. Alsthom-Atlantique, filiale de la nationalisée C.G.E., qui fournit déjà la partie classique des centrales, a fait savoir qu'elle serait volontiers chef de file d'un groupe français intégré dans le nucléaire.

E.D.F., client presque exclusif de Framatome, et qui, par ses avances de trésorerie, a permis le développement de son fournisseur beaucoup plus que ne l'ont fait les deux actionnaires, a elle aussi, émis quelques prétentions. Les querelles avec le C.E.A. sont toujours vives (la bataille sur la filière graphite-gaz entre les deux entreprises n'est pas oubliée) et l'Electricité de France n'a visiblement guère envie d'avoir pour fournisseur l'organisme de recherche.

D'un autre côté, si E.D.F. reconnaît à Alsthom le caractère d'un groupe industriel puissant qui a connu des réussites à l'exportation, la lutte monopolistique contre monopole fait peur à certains. D'où l'idée qu'E.D.F. pourrait entrer dans le

capital de Framatome, ne serait-ce, dit-on, que pour faire taire « ceux qui nous accusent de nous laisser gruger par le constructeur de chaudrons ».

Framatome enfin désire depuis longtemps s'affranchir d'actionnaires qui ont déjà été largement remboursés de leur mise initiale. Au point que les relations avec Creusot-Loire, qui a pourtant longtemps défendu l'idée d'une fusion des deux sociétés, sont devenues, dit-on, extrêmement tendues. Un tel affranchissement passerait par une dilution de l'actionnariat.

Les pouvoirs publics se trouvent affrontés à ce second problème au moment même où se pose la question de savoir combien de tranches nucléaires doivent être commandées dans les années à venir pour préserver l'outil industriel (Le Monde du 14 mai). Dès lors que l'exportation de réacteurs devient un impératif, l'idée d'une entreprise intégrée fait son chemin. Et les pouvoirs publics seraient d'autant mieux à même de l'imposer à Creusot-Loire - qui pour l'instant ne semble pas vouloir voir sa participation descendre au-dessous de 50 % qu'ils auraient par ailleurs réglés les actifs sidérurgiques et métallurgiques de cette entreprise essaimée. Une manière de montrer que l'on ne nationalise pas que les pertes.

Accessoirement, le statut juridique de Framatome devrait changer. L'astuce qui avait consisté à la fin de 1981 à la transformer de société anonyme en société en nom collectif était uniquement destinée, par la transparence fiscale, à aider Creusot-Loire (Le Monde du 7 novembre 1981). Quelques 500 millions de francs ont ainsi été divertis du Trésor public pour entrer dans le tonneau des Danaïdes du groupe. Le maintien de ces structures s'imposait d'autant moins que l'Etat assurait la survie de la sidérurgie (donc les pertes) et que la prise de décision dans la société en nom collectif (à l'unanimité pour les problèmes les plus importants) rendait ingérable un Framatome à l'actionnariat flétri.

Voilà l'Etat une fois encore au pied du mur. Le patronat pur et dur - et les politiques qui comme M. Juppé (R.P.R.) réaffirment la nécessité de remettre en question les nationalisations - s'indignent si l'Etat met la main sur l'ensemble de la filière nucléaire. Les partisans de la majorité s'inquiéteront quant à eux que le pouvoir se contente d'assumer les erreurs de gestion des industriels et de reprendre les pertes de Creusot-Loire, mais ce groupe a beau jeu de dire que, dans toute l'Europe, la sidérurgie est aidée et qu'il ne demande qu'une égalité de traitement. Cela dit, l'intérêt collectif nécessite sans doute que le gouvernement intervienne. On doit aujourd'hui regretter dans les allées du pouvoir de n'avoir pas nationalisé Creusot-Loire, comme cela avait été envisagé, avec les autres groupes industriels. Mais, de toute façon, la facture aurait été et sera très lourde.

BRUNO DETHOMAS
et FRANÇOIS RENAUD.

(1) La société Framatome est estimée entre 2 et 3 milliards de francs, ce qui laisse penser que 20 % représentent entre 400 et 600 millions.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
**UNE SÉLECTION
HEBDOMADAIRE**
spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaires spécimen sur demande

CONJONCTURE

Le dérapage des salaires compromet la réussite du plan de rigueur

(Suite de la première page.)

Ainsi, ce qui avait été considéré en 1981 comme un succès (la non-répétition des hausses du SMIC sur l'échelle des salaires) pourrait se révéler extrêmement coûteux à terme. La politique des bas salaires menée depuis deux ans par les pouvoirs publics devrait être en effet modifiée pour prendre beaucoup plus rapidement en compte l'absolue nécessité de desserrer la grille des rémunérations. Politique qui se traduirait - on s'en doute - par une accélération de la hausse des salaires. Dans l'immédiat, le gouvernement a renoncé à donner au SMIC, le 1^{er} juin, le coup de pouce qui l'aurait porté au-delà de la stricte hausse des prix.

Comment les entreprises, avec des comptes très dégradés, ont-elles pu laisser « filer » les salaires de la sorte ? Les recommandations, qui viennent de faire M. Giscard aux chefs d'entreprise (très grande fermeté sur les hausses accordées, y compris le SMIC) s'expliquent probablement ainsi.

Telle est la situation. Le résultat au premier trimestre, s'il était confirmé, prendrait, du point de vue de la stratégie gouvernementale et après une hausse déjà forte

(3) La ponction fiscale représente 25 milliards de francs (emprunt obligatoire + taxe de 1 %). Si l'on cumule l'ensemble des mesures prises fin mars, la ponction sur les ménages est d'environ 31 milliards de francs. La masse des salaires et cotisations sociales devrait avoisiner cette année - selon les comptes de la nation - 1 538 milliards de francs. Un point de dérapage salarial (15 milliards de francs) annule en un trimestre la moitié de l'effet du plan de rigueur. De plus, le compte des entreprises se dégrade par alourdissement des cotisations sociales.

O. FADEL
EXPORTER EN ALGERIE
pièces détachées, véhicules
et machines industrielles
- DÉCORATEURS T.V.
- MOTOCYCLETES
- TRACTEURS
- FROID
Études de marchés
pour l'importation d'import
182, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 526.95.44 - 588.24.83
Téléc. 649251

(+ 4,2 %) au cours des trois derniers mois de 1982, la dimension d'une véritable catastrophe. Il expliquerait et justifierait en grande partie les fortes hausses de prix des services depuis quelque mois, aux mêmes responsables d'indices des prix trop élevés. Il justifierait une position dure des syndicats ouvriers du secteur public à l'automne, puis en fin d'année, lorsque seront négociées les clauses de sauvegarde du pouvoir d'achat. Tout serait dès lors en place pour que s'engage une nouvelle et folle course entre les prix et les salaires.

La crédibilité du plan de lutte contre l'inflation et de rétablissement des équilibres extérieurs se trouverait ainsi gravement mise en cause. Déjà amoindrie par le boisson du volume de l'épargne, la ponction fiscale de mai-juin-juillet apparaîtrait totalement incapable de compenser les effets qu'aurait sur la demande des ménages un dérapage des salaires (3). Cette question est trop fondamentale pour ne pas être posée.

ALAIN VERNHOLLES.

Cécla
Bijoux
perles de culture
2, rue de la Paix
261.03.29

MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

Le numéro un
de la lettre mensuelle de
l'Agence Française pour
la Maîtrise de l'Énergie
sera publié dans « Le Monde »
du samedi 28 mai
(daté 29-30 mai)

Dites-le avec des parfums !

FÊTE DES MÈRES
Tous les parfums

Escompte spécial de
20 % sur carrés de soie,
maroquinerie, briquets,
montres.

EDEN

3, rue du Helder, Paris - 770-31-06
Métro Opéra - Angle boulevard des Italiens

LES PERTES DE LA RÉGIE RENAULT

Tout va bien...

« Nous n'avons pas d'inquiétude particulière. » Présentée, le 25 mai, à Cléon près de Rouen, une usine rénovée qui produit les deux tiers des moteurs utilisés par Renault, les résultats financiers du groupe automobile d'Etat ont donné lieu à une série de satisfécit. Voilà longtemps que Renault n'a pas connu pareil taux de croissance en volume comme en valeur, et ses investissements, avec 8,5 % de son chiffre d'affaires, le placent parmi les groupes qui investissent le plus et le plus régulièrement (Le Monde du 26 mai). Enfin, affirme le directeur financier, M. Souleil, « nous n'avons pas mal résisté à la baisse des marges ».

Alors que « tout va bien », les pertes de la Régie (2.563 milliards de francs) partiellement compensées, il est vrai, par les résultats des sociétés financières et des autres filiales (d'où une perte du groupe de 1.281 milliard) sont « dans la bonne moyenne européenne ».

Les États-Unis sont, de plus, un marché prometteur. Déjà la Régie y réalise 5 % de son chiffre d'affaires grâce à ses 48,4 % d'A.M.C. (480 millions de dollars d'investissement), avec ses 80 % des camions Mack (115 millions de dollars d'investissements) et ses exportations

directes. D'ailleurs, si Signal, propriétaire des actions restantes de Mack se retire, Renault fera très vraisemblablement jouer son droit de préemption au cours de cet été.

Les poids morts, ils sont connus : le poids lourd (R.V.I.) qui a perdu 748 millions, Renault-Entreprise Industrielle, qui a perdu 230 millions et l'alourdissement des frais financiers d'autofinancement ne représente plus que 28 % des investissements et l'endettement à long terme atteint 23 milliards de francs. Les frais financiers augmentent donc (de 2,8 à 3,3 milliards de francs l'an passé).

Une inquiétude pourtant ? « La divergence entre Américains et Européens ». Globalement, les quatre grands constructeurs américains (G.M., Ford, Chrysler et A.M.C.) qui présentaient un déficit de 7 milliards de francs en 1981, ont réalisé 2 milliards de bénéfices en 1982 et amélioreront encore leurs résultats au premier trimestre de 1983. Pendant ce temps les cinq grands européens (Renault, Fiat, P.S.A., VAG et British Leyland) ont vu leurs pertes passer de 5,6 à 6,4 milliards de francs. Une divergence « inquiétante pour l'avenir » reconnaît-on. - B.D.

سكان العرب

CONJONCTURE

Le déficit du secteur public

(Suite de la première page.)

Les indications qu'il donne sont pourtant de plus en plus difficiles à interpréter, du fait notamment des incertitudes grandissantes (comparables à celles que l'on connaît dans d'autres pays, dont les Etats-Unis) qui pèsent sur la définition de cette masse au fur et à mesure que sont introduits de nouveaux instruments monétaires : on y inclut en France, outre les billets en circulation, la totalité des comptes bancaires, à vue et à terme; coexistent par exemple d'y adjoindre les livrets d'épargne populaire (livrets roses) créés en juin dernier, ce qui, à première vue, paraît justifié puisque la moitié environ des ressources qu'ils ont permis de recueillir l'ont été par les banques.

Mais il y a plus grave : comme le fait très justement ressortir le compte rendu annuel de la Banque de France, récemment publié, on constate une disparité croissante entre le pourcentage d'accroissement de la masse monétaire en circulation (+11,4% en 1982) et le pourcentage d'augmentation du montant de monnaie effectivement créée par le crédit (entre +15% et +16% selon les statistiques). Comment expliquer cette différence ? Par l'existence d'un fort déficit extérieur. Celui-ci se traduit naturellement par un transfert de revenus de la France vers l'étranger (et donc par une contraction des moyens de paiements dont disposent globalement les Français). Si on laissait faire les choses, il en résulterait en quelque sorte automatiquement l'équivalent d'un programme de rigueur : la demande intérieure serait réduite d'autant, la pression sur les prix se relâcherait, deux facteurs dont la conjonction permettrait de dégager un surplus exportable (tandis que le volume des importations tendrait à diminuer du fait de l'amputation du pouvoir d'achat).

Mais les autorités monétaires interviennent pour contrecarrer l'incidence normale déflationniste du déficit extérieur en distribuant des crédits. La monnaie ainsi émise est en quelque sorte destinée à effacer les effets du solde négatif de

la balance des paiements. Cependant cette opération de neutralisation n'est possible qu'à la condition d'emprunter simultanément à l'extérieur un montant *grasso modo* égal au montant des revenus détruits par le déficit vis-à-vis de l'étranger (1). Dans le monde moderne, on ne laisse plus jouer qu'imparfaitement (pour des raisons dont l'exposé dépasse le cadre de cet article) les mécanismes automatiques d'ajustement de la balance des paiements. C'est la raison pour laquelle les gouvernements doivent, à intervalles plus ou moins fréquents, recourir par des mesures autoritaires aux conditions du rééquilibrage. Tel est l'exercice auquel se livre l'équipe de M. Pierre Mauroy.

Accroître de nouvelles notions

Afin de se doter d'instruments de mesure plus adaptés à la situation d'un pays déficitaire, les services compétents de la Rue de Rivoli voudraient accoutumer en France les notions couramment utilisées par les experts du Fonds monétaire de « besoins de financement du secteur public » et de « croissance du crédit intérieur ». Il importe aujourd'hui de savoir de quoi il s'agit car c'est désormais sur ces critères qu'est jugée internationalement l'action menée par le gouvernement français. Ce sont eux aussi qui permettent de mieux comprendre quelle est la portée, au regard des efforts déjà demandés aux Français, de la réduction de 10 % à 9 % du taux de croissance de la masse monétaire annoncée par M. Jacques Delors le 25 mars dernier, un engagement qui constitue pour lui un redoutable casse-tête.

Disons pour simplifier que la « croissance du crédit intérieur » (Domestic Credit Expansion) résulte de l'addition des besoins de financement du secteur public et des crédits bancaires accordés au secteur privé (2). L'an dernier, le montant total des crédits ainsi distribués a crû d'environ 15,7 % (statistique de la Banque de France), un pourcentage qui correspond *grasso modo* au taux d'accroissement de la masse

monétaire déjà citée (11,4 %), plus les 3 % à 4 % émis pour neutraliser les effets du déficit extérieur. Tant aux yeux du ministre français qu'à ceux des experts internationaux (dont ceux du Fonds monétaire et de la Commission de Bruxelles, qui ont examiné les affaires de la France à l'occasion de la demande d'emprunt en ECU), ces 15,7 % paraissent beaucoup trop élevés au regard des maigres performances de l'économie française, dont le produit national brut n'aura progressé l'an dernier en volume que de 1,2 %.

Pour freiner l'expansion du crédit intérieur, il faut ralentir ou bien la progression des besoins de financement du secteur public, ou bien la progression des crédits alloués au secteur privé, ou bien encore procéder aux deux opérations à la fois.

Le problème se complique, techniquement et politiquement, du fait que le plan de rigueur du 25 mars, en lui-même, se traduit par une diminution très faible (1 % à 1,5 %) des prévisions de croissance de la masse monétaire, c'est-à-dire par une diminution insuffisante pour ramener l'accroissement de cette dernière des 11,4 % constatés l'an dernier aux 9 % fixés comme objectif pour 1983 (au lieu des 10 % initialement programmés).

Pour autant les mesures annoncées par M. Jacques Delors le 25 mars se traduisent par une forte contraction, estimée entre 45 et 50 milliards de francs (3), des besoins de financement du secteur public, composés, selon la définition admise par le Fonds monétaire, des éléments suivants :

- Déficit du budget de l'Etat, qui devrait être maintenu autour de 117 milliards de francs grâce au programme annoncé de 15 milliards d'économies sur les dépenses et de 5 milliards de recettes nouvelles (taxe sur les produits pétroliers) ;
- Déficit des régimes sociaux (Sécurité sociale), qui devrait, sur le papier, être ramené de 16 milliards de francs à 0 franc, ce qui suppose, outre le produit de la taxe de 1 % prélevée sur les contribuables aisés, le dégelage de nouvelles ressources ou de nouvelles économies (ce qui est loin d'être encore

acquis, comme l'a montré l'affaire du remboursement des frais chirurgicaux) ainsi que la conclusion avant novembre, pour le rééquilibrage du budget de l'UNEDIC (assurance-chômage), d'un accord entre des partenaires sociaux particulièrement réticents ;

- Besoins d'emprunts des collectivités locales, chiffrés à quelque 32 milliards (après réduction de 2 milliards) ;

- Besoins de financement des entreprises publiques du secteur dit monopolistique (E.D.F., S.N.C.F., Charbonnages de France, etc.) destinés à combler leur déficit d'exploitation non couvert par les subventions et à contribuer au financement de leurs investissements. Le chiffre correspondant est estimé à quelque 60 milliards, après une amputation de l'ordre de 9 milliards, laquelle suppose des économies supplémentaires et un nouveau relèvement de tarifs après celui intervenu le 1^{er} avril. La moitié environ de ces 60 milliards devrait être fournie par des appels au marché international des capitaux.

Revenir au point de départ

Cependant, plusieurs des dispositions prises le 25 mars visaient simplement à corriger la *dérive* constatée dans l'évolution des dépenses de l'Etat et de la Sécurité sociale par rapport aux prévisions faites à l'automne dernier, à l'époque où les services de la Rue de Rivoli avaient chiffré approximativement à 235 milliards le total des besoins de financement du secteur public, soit 6 % du P.L.B. et 20 % de plus qu'en 1982. Ce montant supposait un déficit budgétaire égal à 117/118 milliards de francs. Or, pour des raisons que nous avons déjà exposées (voir notre article du 8 avril) et qui tiennent notamment au ralentissement de l'activité en France et au coût des risques internationaux (quand un fournisseur français n'est pas payé par son client mexicain, il est dédommagé par la COFACE, organisme d'assurance publique), il apparaissait dès le mois de mars que le

déficit atteindrait plus vraisemblablement 138 à 140 milliards. Le plan de rigueur n'a fait dans ce domaine que rétablir la situation initiale.

De même, les calculs établis à l'automne étaient fondés sur l'hypothèse d'un déficit nul des régimes sociaux pour 1983 (l'apurement des soldes négatifs résultant des deux exercices précédents restant dans le flou). Là encore, le plan du 25 mars n'a pas d'autre ambition que de revenir au point de départ. Or il apparaît déjà qu'il est trop optimiste de tabler pour l'année en cours sur l'équilibre. Conclusions : si l'on s'avise qu'en ce qui concerne les budgets de l'Etat et des régimes sociaux le plan de rigueur n'apporte pas en réalité de rigueur supplémentaire, puisqu'il se borne (et encore !) à contenir les déficits dans les limites convenues il y a déjà plusieurs mois, on s'aperçoit que l'effet des mesures annoncées sur l'évolution des besoins d'emprunt du secteur public n'est pas aussi important qu'on aurait pu le croire. Par rapport aux 235 milliards prévus, il réduit ces besoins de 20 à 25 milliards de francs. Pour les ramener aux environs de 210 milliards, un montant qui correspond encore à une progression de 10 % sur le chiffre de 1982. Cela représente un effort de compression très inférieur à celui que les experts du Fonds monétaire exigent d'un pays débiteur qui fait appel à ses concitoyens (ce qui n'est pas à ce jour le cas de la France).

C'est ici que la question de l'objectif de croissance monétaire entre en jeu. Les experts de Bruxelles ont insisté pour que le nouvel objectif de M. Delors - 9 % - soit respecté. Or le montant des crédits au secteur privé, autre source de la création monétaire, a eu tendance à beaucoup augmenter sous l'effet notamment des demandes pressenties par de nombreuses entreprises à la recherche désespérée de fonds liquides pour éviter la faillite. Compte tenu des dépassements ainsi constatés dans l'encadrement du crédit, il apparaît aux yeux des experts de la Banque de France et du Trésor que la réduction des

besoins d'emprunt du secteur public telle qu'elle résulte du plan du 25 mars est tout juste suffisante pour limiter l'augmentation de la masse monétaire... à 10 %.

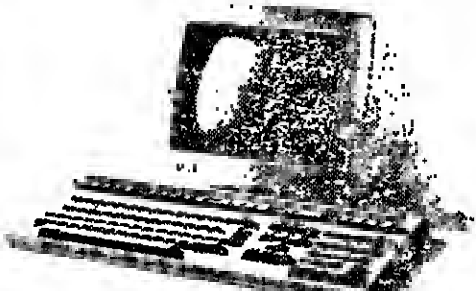
Il faut donc gagner un point supplémentaire. Plusieurs moyens sont envisagés. Ils sont tous d'application difficile. On songe à réduire ou à différer certains investissements, ce qui permettrait de diminuer les « enveloppes de crédits » spécialement prévues pour certains secteurs (énergie, sidérurgie). On pourrait aussi modifier le dispositif d'encadrement du crédit. Selon les règles actuellement en vigueur, les banques peuvent accorder hors encadrement des crédits chaque fois qu'elles se procurent des ressources correspondantes par des émissions obligataires. Il serait question de diminuer l'effet « désencadrant » des appels au marché financier par les banques. Quelles que soient les solutions retenues, elles auront pour conséquence de resserrer un peu plus le corset dans lequel est enfermée l'économie française du fait des moyens utilisés pour contrôler le crédit (le contingentement) et les prix (la « surveillance » administrative). On comprend que M. Jacques Delors, qui rêve au contraire de libéralisation, hésite.

PAUL FABRA.

- (1) Tout se passe comme si les francs émis par le système bancaire français, grâce à des interventions appropriées de la Banque de France sur le marché monétaire, pour compenser l'effet de contraction du déficit, représentaient la contrepartie des entrées de devises correspondant aux emprunts contractés sur le marché international.
- (2) De ce total, on déduit la vente par le Trésor au secteur privé (banques exclues) de titres de la dette publique.
- (3) Un chiffrage exact n'est guère possible : d'où, par exemple, assimiler le produit attendu de l'emprunt obligatoire à une recette fiscale diminuant d'autant les besoins de financement du secteur public, ou, au contraire, doit-on considérer qu'il s'agit tout simplement de la substitution d'un emprunt forcé aux souscriptions volontaires du public aux obligations émises sur le marché par le Trésor ou d'autres entités du secteur public ?

Ordinateurs personnels Digital: difficile de faire plus solidaire.

(Personnels, ils peuvent s'ouvrir sur toute l'informatique de l'entreprise).



Comme leur nom l'indique, les ordinateurs personnels de Digital sont personnels, c'est-à-dire conçus pour répondre de façon autonome à tous les besoins professionnels d'un utilisateur individuel, aussi exigeant soit-il.

Tous, du Rainbow 100 au Professional 350, ont le confort d'utilisation (programmes en français, auto-formation, auto-diagnostic, très haute définition des couleurs et des graphiques), le faible encombrement et la beauté fonctionnelle qui caractérisent la micro-informatique Digital.

Mais, comme toujours avec Digital, il y a plus : ces ordinateurs personnels sont conçus pour communiquer avec le système informatique de l'entreprise : leurs fichiers sont totalement compatibles avec ceux des fameux VAX et PDP-11 de Digital.

Pour l'utilisateur, cela signifie qu'il peut communiquer à travers tout le système, pour envoyer des informations ou en recevoir.

Au gestionnaire et à l'investisseur, Digital permet d'aborder l'informatique distribuée en conservant et en valorisant son capital. Digital. Quelque chose en plus.

Pour obtenir la liste de nos distributeurs agréés et pour tous renseignements, appelez le

(1) 687 31 52

Digital Equipment France Département Marketing Communications
2, rue Gaston-Crémieux, BP 130 - 91004 Evry-les-Épinettes cedex.

Je désire recevoir votre documentation sur vos ordinateurs personnels et la liste de vos distributeurs agréés.

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Tel. _____

Application _____

digital



(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

WILAYA DE SKIKDA

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES

BUREAU DES MARCHÉS PUBLICS

Fourniture de gros matériels de cuisine et buanderie pour l'équipement de 22 Établissements Scolaires - 10 cantines et 03 Hôpitaux de 120 lits.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres National et International est lancé en vue de l'équipement en gros matériels de cuisine et buanderie de 22 Établissements Scolaires, 10 cantines et 03 Hôpitaux de 120 lits chacun.

Les soumissionnaires peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Wilaya de Skikda (Bureau des Marchés).

Les offres, accompagnées des pièces fiscales et réglementaires, doivent être adressées sous double enveloppe cachetée à Monsieur le WALI DE SKIKDA - SECRÉTARIAT GÉNÉRAL - SERVICE DU BUDGET ET DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES - BUREAU DES MARCHÉS, l'enveloppe extérieure doit porter la mention suivante : « Appel d'offres National et International - A ne pas ouvrir - Fourniture de Gros matériels de cuisine et buanderie pour l'équipement de 22 Établissements Scolaires, 10 cantines et 03 hôpitaux ».

La date limite de dépôt des offres est fixée à trente (30) jours à compter de la date de parution du présent avis.

Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78-02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce Extérieur.

Les soumissionnaires doivent joindre à leurs offres :

- 1) Un certificat délivré par la chambre de Commerce et d'Industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'il ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.
- 2) Les pièces exigées par la circulaire du Ministère du Commerce n° 21/DGC/DMP/81 du 04 mai 1981.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 90 jours.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande

SOCIAL

LE PLAN GOUVERNEMENTAL POUR LES 16-25 ANS

M. Ralite propose de nouvelles formules d'insertion professionnelle devant bénéficier à 200 000 jeunes

Le gouvernement semble vouloir agir rapidement sur le chômage des jeunes, au travers de la mise en place de son plan pour les 16-25 ans. Après la « table ronde » avec les partenaires sociaux, la semaine dernière à Matignon, et l'assurance d'une très prochaine négociation entre organisations syndicales et patronales sur la formation en alternance, les

décrets relatifs aux contrats emploi-formation, adaptation ou orientation viennent d'être publiés au Journal officiel du 20 mai. Dans la foulée, M. Jack Ralite, ministre chargé de l'emploi, annonce un tour de France pour tenter de convaincre ses interlocuteurs d'atteindre l'objectif fixé de 200 000 contrats

emploi-formation. Il a annoncé également qu'un prochain conseil des ministres serait consacré à l'emploi. Le souhait de M. Yves Chotard, vice-président du C.N.P.F., qui déclarait le 20 mai, à la sortie de Matignon, « l'espère qu'il n'est pas trop tard », se trouve ainsi en partie exaucé.

Dans le plan des 16-25 ans, coexistent deux filières. L'une, celle de la formation professionnelle, avec l'apprentissage et la formation en alternance, dépend de M. Marcel Rigout et d'un accord contractuel entre partenaires sociaux, qu'ils se sont engagés à rechercher « au plus vite ». De ce côté-là, il faudra donc attendre pour que l'objectif global de 850 000 jeunes en stage ou en formation pour 1983-1984 soit atteint.

L'autre filière, qui vise à faire bénéficier 200 000 jeunes sur 850 000 de contrats formation, adaptation ou orientation, (soit le double de ce qui était jusqu'alors retenu), dépend du ministre de l'emploi, M. Jack Ralite, et son objectif avait été annoncé par M. Mauroy le 6 avril, lors du vote de confiance à l'Assemblée nationale.

De la formule de départ, le contrat emploi-formation - « quel que chose de réaliste qui a fait ses preuves », souligne M. Jack Ralite, - le gouvernement a extrapolé deux variantes, le contrat emploi-adaptation et le contrat emploi-orientation.

Le contrat emploi-adaptation se situe dans le droit fil du contrat emploi-formation dont il est le prolongement, puisqu'il doit permettre au jeune de se familiariser avec l'entreprise et d'y réussir son insertion professionnelle.

Par contre, le contrat emploi-orientation sort un peu de l'épure pour se rapprocher davantage des défauts stages pratiques d'entreprise, si décriés par la gauche politique et syndicale à l'époque, et dont il corrigerait les défauts. S'adressant à des jeunes n'ayant ni formation ni projet professionnel, ce nouveau contrat permettrait au jeune de faire une expérience et de préciser un

choix. Ensuite, il pourrait rejoindre un contrat emploi-formation.

Le contrat emploi-orientation, à la différence du stage pratique d'entreprise, s'appuie sur un contrat de travail du droit commun d'une durée minimale de quatre mois et, surtout, relève de l'A.N.P.E. auquel il est soumis.

Entre son accord préalable, l'A.N.P.E., au travers de ses agences, devra assurer un suivi des stages d'orientation et aura au moins un entretien avec le jeune. Elle exercera son contrôle sur l'application du contrat, veillera à ce qu'il corresponde aux besoins et, enfin, délivrera elle-même les aides correspondantes à l'entreprise d'accueil. Mais l'A.N.P.E. a-t-elle actuellement les moyens de remplir une telle mission ?

Dans l'esprit du ministre, il s'agit là de préfigurer le rôle futur d'une A.N.P.E., dont il prépare, par ailleurs, le nouveau statut. « Nous offrons un challenge à l'A.N.P.E. », fait observer M. Mignot, délégué à l'emploi, pour le rapprocher de sa propre justification, « il est vrai que, chômage ou non, il faudra toujours adapter le marché du travail aux réalités et aux mutations technologiques ».

Ainsi complétées, la filière contrat-emploi-formation, adaptation ou orientation, devrait coûter à l'État une somme avoisinant 2,4 milliards de francs, calculés sur la base d'une aide à l'entreprise de 46 F par heure de formation. Elle se décomposerait approximativement en 50 000 contrats emploi-orientation, 50 000 contrats emploi-adaptation et 100 000 contrats emploi-formation.

Par le passé, les contrats emploi-formation (70 000 en 1982), quali-

fiés de « bon outil » par M. Jack Ralite, ont connu de bons résultats. Ainsi, en 1981, 65 % des stagiaires sont finalement restés dans l'entreprise, tandis que 14 % étaient embauchés dans une autre entreprise (la proportion était encore plus favorable en 1978-1979, puisque l'embauche définitive, atteignait alors 72 %). Le ministre, qui souligne que la formule garantit un emploi pendant un an ou deux, selon le type de contrat, en contrepartie

d'une aide des pouvoirs publics, espère bien que des pourcentages semblables se répéteront avec ce « plan ambitieux ».

Un tel objectif de 200 000 contrats est-il réaliste, quand on sait que depuis des années, dans le flux d'embauche annuel, les jeunes représentent un pourcentage invivable de 11 % ? Là est tout le pari pour la priorité absolue à l'emploi des jeunes. - A. L.

Les contrats de formation, d'adaptation ou d'orientation

● Le contrat emploi-adaptation s'adresse aux jeunes demandeurs d'emploi de moins de vingt ans (et sans condition d'âge pour des cas exceptionnels). D'une durée de 150 heures, il doit favoriser l'adaptation à la pratique et au milieu professionnel.

● Le contrat emploi-formation s'adresse aux jeunes de dix-huit à vingt-six ans qui sont sans emploi et sans formation de l'A.N.P.E. D'une durée d'au moins quatre mois, le stage s'effectue sous la conduite d'un responsable de l'entreprise et permet, pendant les heures de travail, la participation à des séances d'évaluation et d'orientation organisées par l'A.N.P.E. et l'A.F.P.A. dans la limite de 30 heures.

L'employeur percevra, en sus de l'aide de 46 F de l'heure, un complément maximal de 50 % pour la formation d'un demandeur d'emploi inscrit depuis plus d'un an, et de 20 % si le stage entraîne des coûts exceptionnels.

Si le contrat signé est à durée déterminée, celle-ci ne peut être inférieure à douze mois pour les stages de moins de 500 heures et à vingt-quatre mois pour les stages de moins de 1 200 heures.

● Le contrat emploi-orientation s'adresse aux jeunes de dix-huit à vingt-six ans qui sont sans emploi et sans formation de l'A.N.P.E. D'une durée d'au moins quatre mois, le stage s'effectue sous la conduite d'un responsable de l'entreprise et permet, pendant les heures de travail, la participation à des séances d'évaluation et d'orientation organisées par l'A.N.P.E. et l'A.F.P.A. dans la limite de 30 heures.

Une aide de l'État est versée au début du stage, dont le montant forfaitaire correspond à 80 heures.

EXCLUSIF

POUR LA PREMIERE FOIS L'INDUSTRIE JUGE SES ECOLES.

En effet, pour la première fois, et en toute logique, la parole est donnée aux principaux intéressés par la qualité de la formation des ingénieurs, par leur capacité d'intégration opérationnelle dans l'entreprise, par leur faculté en recherche, bref, la parole est donnée aux industriels. L'Usine Nouvelle, en colla-

boration avec l'Institut Louis Harris France a réalisé un sondage exclusif sur les 34 écoles françaises formant les ingénieurs mécaniciens. Ce sondage a permis aux industriels de constituer leur palmarès de ces écoles. Ce palmarès vous le trouverez dans le numéro 21 de L'Usine Nouvelle paraissant le 26 Mai 1983.

L'USINE NOUVELLE

59, rue du Rocher - 75008 PARIS - Téléphone: (1) 387.37.88 - Telex: Usinel 650 485 F

SONDAGE EXCLUSIF L'USINE NOUVELLE / LOUIS HARRIS FRANCE SUR LES ÉCOLES D'INGÉNIEURS MÉCANICIENS.

NUMÉRO 21 DU 26 MAI 1983
EN VENTE EN KIOSQUE LE JEUDI
25 MAI 1983

مکان العمل

ENVIRONNEMENT

Un entretien avec M^{me} Bouchardeau

- Les fûts de Seveso : il s'agit plus d'un problème psychologique que technique
- Désarmement nucléaire : les divergences entre le P.S.U. et le gouvernement sont éclatantes

« Personne ne veut des déchets de Seveso : ni l'Italie, ni l'Allemagne, ni la France. Va-t-on être obligé, en Europe, mais où ? - de créer un centre de traitement des déchets chimiques toxiques sur le modèle de La Hague pour les déchets radioactifs ? Accepteriez-vous l'installation d'une usine de ce type en France ? »

« Dans la lettre qu'ils m'ont fait parvenir, les dirigeants d'Hoffmann-La Roche évoquent sept ou huit lieux possibles de traitement en France, en Allemagne fédérale et en Suisse, notamment. Il existe plusieurs sites pour incinérer ou enfouir des déchets industriels dans de bonnes conditions. Le problème, avec Seveso, c'est qu'il ne s'agit plus seulement de toxicité.

« Pour que l'usine de Saint-Vulbas (Ain), il y a trois problèmes : elle est arrêtée pour révision, elle n'est pas encore en service. Deuxièmement, il faudrait « reconstruire » les fûts pour pouvoir les incinérer à Saint-Vulbas. Enfin, ce n'est pas parce qu'on a imposé illégalement à la France la France la présence de ces fûts pendant huit mois qu'il faudrait obligatoirement les incinérer chez nous.

« On me l'a reproché mais je le répète : la France exporte plus de déchets industriels qu'elle n'en importe. C'est vrai, on manque en Europe d'installations appropriées ; mais on en manque d'autant plus qu'il se crée une psychose autour de tels ou tels déchets.

« Justement : puisqu'une usine locale, lorsqu'il y a une psychose, peut refuser des déchets, ne doit-on pas envisager une installation nationale sous la responsabilité de l'Etat ? »

« Y aurait-il aujourd'hui une entreprise nationalisée capable de traiter en France les fûts de Seveso - aussi nationalisée soit-elle - on aurait le même type de problèmes, c'est-à-dire que les ouvriers se mettraient en grève, la population alentours manifesterait... Il y a là un problème qui nous dépasse largement. Seveso est devenu un problème presque « intraitable », complètement différent de tout ce que l'on peut imaginer. Il s'est créé une telle angoisse autour de ces fûts que personne n'ose venir.

« Et que se passera-t-il si une psychose de cet ordre se crée en France à propos de déchets toxiques produits dans une usine française ? »

M. Bernard Paringaux, le courtier en déchets industriels incarcéré depuis le 30 mars dernier pour avoir entreposé illégalement les quarante et un fûts de Seveso près de Saint-Quentin (Aisne), a été remis en liberté le 25 mai. Se refusant à toute déclaration, il s'est aussitôt esquivé dans un taxi pour, semble-t-il, gagner Marseille, où se trouvent son domicile et le siège de sa société, la SPEDILEC.

M. Edgar Overbeck, le président de la société ouest-allemande Mannesmann, dont la filiale italienne avait été chargée du transport

des produits dans une usine française ? On produit en France des déchets toxiques qui valent bien la diosine ! Les industriels de la chimie le confirment : il y a très peu de possibilités en France pour le traitement de ces déchets. La France n'a pas comme l'Allemagne des mines offrant toutes garanties d'étalement. Les sociétés chimiques, aujourd'hui, ont des entrepôts pleins de déchets dont ils ne savent que faire.

« A mon avis, garder ses déchets sur place tant qu'on n'a pas trouvé de solution d'élimination ne semble la sagesse. Mais, je répète que, pour Seveso, il s'agit plus d'un problème psychologique que technique.

La diversification des sources d'énergie

« Après le rapport du groupe « Long terme énergie » qui souligne la surcapacité nucléaire de la France, allez-vous demander une pause dans la construction des centrales nucléaires ? »

« Bien sûr. Dans toutes les discussions qui auront lieu et auxquelles je pourrai participer, je prendrai cette position-là. Il y a vingt tranches de centrales actuellement en construction. Qu'on s'en tienne là ! L'important, c'est de ne pas en rajouter. Au secrétariat d'Etat à l'environnement, nous sommes favorables à la diversification des sources d'énergie, d'une part, et à une politique d'économies d'énergie, d'autre part.

« Il y a, à l'heure actuelle, un enjeu économique très important : l'endettement d'E.D.F. sur le mar-

ché américain. Des investissements excessifs conduiront à une surproduction qui ne pourrait être épongeée que par un travail supplémentaire de nuit.

« Votre position sur ce point est-elle partagée par vos collègues du gouvernement ? »

« Disons que ma position est partagée par un certain nombre de gens qui sont sensibles aux questions économiques et financières. Je pourrais toujours, étant minoritaire, prendre une position maximaliste, ne serait-ce que pour garder mon image de marque ! Mais, je vois très mal le président de la République me demander de faire une communication au conseil des ministres sur mes conceptions en matière nucléaire. En revanche, je peux intervenir lorsqu'on discute une question portant sur les économies d'énergie.

« Vous avez rencontré récemment les écologistes de Flamanville (Manche), et vous les avez écoutés. Mais vous leur avez dit qu'il était trop tard pour modifier le tracé des lignes E.D.F. »

« Nous sommes intervenus avec les élus locaux pour obtenir un dédommagement de la commune. Ce n'est pas négligeable... »

« Ne craignez-vous pas tout de même, dans votre situation très minoritaire, d'apparaître comme la caution « verte » d'un gouvernement qui le serait moins ? »

« On ne peut pas arriver comme ça et dire : je ferme La Hague ! Pour Flamanville, on m'en a entretenu quinze jours après mon arrivée et il était trop tard pour modifier la ligne à haute tension. En revanche, il est possible d'obtenir des modifications de tracé en prenant l'affaire au

début des études et en agissant avec les associations de protection de la nature.

« Un « laboratoire d'idées » - Votre entrée au gouvernement, il y a deux mois, était évidemment, à vos yeux, un succès, mais le problème qui se pose au P.S.U. n'est-il pas que de nombreux militants l'ont ressentie comme une défaite ? »

« Beaucoup de militants du P.S.U. se rendent compte que nous avons gagné là une capacité d'intervention que nous n'avions pas auparavant. Cela fait vingt-trois ans que ce parti existe : malgré son activité sur le terrain, il était considéré comme quantité négligeable ; il était très difficile de s'imposer comme un interlocuteur au sein de la gauche, comme un partenaire dans les batailles électorales, et cela parce que nous étions davantage considérés comme un club, un « laboratoire d'idées ». Aujourd'hui, le P.S.U. est représenté au gouvernement et considéré comme l'un des partis constitutifs de la gauche. Pour moi, s'est une réussite.

« C'est une reconnaissance, dont nous n'avions pas besoin pour nous, militants du P.S.U., mais pour l'impact extérieur du parti. Un parti de gauche qui n'a pas de députés et qui ne participe pas au gouvernement, alors que la gauche est au pouvoir, n'est pas considéré comme un parti par les gens que nous, au P.S.U., nous voudrions le plus toucher, c'est-à-dire les couches populaires en particulier.

« Ne vous a-t-il pas fallu laisser vos idées à la porte ? Qu'en est-il par exemple, de l'autogestion ? »

« Je n'ai jamais pensé que, même si le P.S.U. était majoritaire au gouvernement, on arriverait très vite, ni très facilement, à changer les pratiques élitaires, industrielles ou éducatives qui existent dans ce pays. L'autogestion, c'est tout un idéal de la prise de décision collective et du partage du pouvoir, que nous n'avons jamais décrit comme à portée de main. En revanche je me suis sentie très à l'aise lorsque j'ai défendu, à l'Assemblée nationale, le projet de loi sur les enquêtes publiques, parce que c'est une avancée sur la voie autogestionnaire, par le pouvoir que ce texte donne aux associations face aux technocrates ou aux maîtres d'ouvrage.

« Etes-vous d'accord, ou non, avec l'idée qu'il n'y a pas d'autre politique possible pour la gauche ? »

« Le problème, c'est que nous n'avons pas à choisir entre deux lignes aussi claires que celles qui peuvent s'affronter dans des motions de congrès. Les choix économiques se font de façon très pragmatique. Ce que je cherche à faire, avec d'autres, au sein du gouvernement et du Parlement, c'est des choix qui marquent à gauche - réduction du temps de travail, des inégalités - soient mis en avant.

« C'est vrai que nous avons sans doute moins de liberté qu'il y a deux ans. Nous devons faire face, à la fois, à la crise économique et à une opinion publique très mobilisée par la droite contre tout ce qui serait nouvelle conquête sociale. Je ne vois pas comment on pourrait agir autrement que ne le fait le gouvernement.

« Votre présence au gouvernement sert plus à apprendre le

réalisme au P.S.U. qu'à injecter de l'utopie » (1) dans la réflexion gouvernementale...

« Elle sert aux deux, étant entendu qu'il ne s'agit pas d'injecter de l'utopie - dans la politique gouvernementale, mais des choix de gauche, que je ne suis pas seule à défendre. J'ai toujours entendu mon rôle, lorsque j'étais responsable du P.S.U., comme impliquant un constant rappel au réalisme. La réduction du temps de travail, par exemple, est toujours l'une des solutions qu'il faut développer, mais de façon diversifiée et non sous la forme trop simple « trente-cinq heures pour tous, tout de suite ».

« Pourriez-vous continuer votre tâche au gouvernement s'il n'y avait pas, au P.S.U., une majorité pour juger que vous avez bien fait d'accepter ce poste et que le parti est, à un certain degré, engagé par la solidarité gouvernementale à laquelle vous êtes tenue ? »

« Ce serait très difficile de tenter de représenter un courant de la gauche au gouvernement si ce courant ne se reconnaissait pas dans ce que je fais. Je ne représenterais, alors, que moi-même. Ce serait un échec pour moi, s'il ne se trouvait pas, au P.S.U., une majorité pour reprendre cette idée que nous avons quelque chose à faire dans la gauche, y compris au gouvernement.

« La position du gouvernement sur les armements nucléaires en Europe n'est-elle pas, à cet égard, un obstacle majeur ? »

« La position du gouvernement n'est évidemment pas celle du P.S.U. ; s'il y a un point sur lequel les divergences sont éclatantes, c'est bien celui-là. Nous sommes partisans du désarmement nucléaire en Europe et de la participation de la France à ce désarmement sous forme de diminution de la force de frappe française, dans le cadre, bien entendu, d'accords à négocier. Personne ne m'a demandé de me taire à ce sujet.

Propos recueillis par
ROGER CANS
et PATRICK JARREAU.

(1) L'Utopie réaliste (éditions Bourgeois, 1977), qui réunissait les propositions du P.S.U. se réclamait d'une « autre logique économique pour la gauche ».

5 SOLUTIONS UTA AUX PROBLEMES DES HOMMES D'AFFAIRES.

HELLO BAHREIN.

HELLO SINGAPOUR.

HELLO JAKARTA.

HELLO KUALA-LUMPUR.

HELLO SYDNEY.

Ce n'est pas un mystère : les nouvelles réglementations de contrôle des changes ont semé la perplexité dans bien des esprits. Et maintenant sont ceux d'entre vous qui se demandent dans quelles conditions ils vont pouvoir partir en mission ?

Avec les formules « Hello » - concernant Bahrein, Jakarta, Singapour, Kuala-Lumpur et Sydney, vous résolvez sans problème la plus grande partie de vos dépenses avant votre départ, en France française : transports, hôtels, repas, location de voitures... Votre allocation quotidienne de dépenses vous permettra ainsi de faire face à vos dépenses imprévues : invitations, cadeaux d'affaires... D'autres formules « Hello » peuvent vous être également proposées pour toutes nos escales UTA : telles Mascate, Colombo, Nouméa, Papeete, Auckland.

Ainsi, la prochaine fois que vous vous rendez dans le Sud-Est Asiatique ou le Pacifique, vous aurez tout le loisir d'apprécier notre « service à la française », quelle que soit la classe dans laquelle vous avez choisi de voyager : Economique, Galaxy ou Première de Luxe. Et sans avoir à vous soucier de problèmes d'intendance !

Nous sommes sûrs que vous apprécierez ces nouvelles facilités qu'offre UTA aux hommes d'affaires français se rendant à l'étranger.

Consultez UTA, votre agent de voyage ou le bureau de transport de votre Société.

NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

*Arrêt de la Banque de France N° 245, Avril 1983.

Doyle Dane London

AUJOURD'HUI VOUS AVEZ BESOIN D'ARGENT EN PLUS.

AVEZ-VOUS FAIT LE POINT AVEC UN SPECIALISTE DES VALEURS D'AVENIR ?



BUREAU D'ACCUEIL DES AGENTS DE CHANGE.
4, place de la Bourse, Paris 2^e.
Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.51 / Lille (20) 55.58.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 338.56.97 / Nantes (40) 46.41.96.

LES AGENTS DE CHANGE
La clé de meilleurs placements.

ARCHITECTES : COPIES COULEURS
Qualité photographique professionnelle
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347.21.32

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

● L'extension des Grands Moulins de Paris. — Déjà installés aux Etats-Unis, en R.F.A., en Belgique et aux Pays-Bas, les Grands Moulins de Paris (4 milliards de francs de chiffre d'affaires) prennent pied au Japon. Le groupe minotier français a signé le 17 mai un contrat de « transfert de technologie et de développement commercial » avec le premier groupe boulanger japonais, Yamazaki Baking Co. Ce contrat prévoit le lancement d'une chaîne de restauration rapide à l'enseigne Vie de France (comme aux Etats-Unis et en Europe).

Une vingtaine d'unités sont prévues d'ici à 1988. On projette aussi la mise en place de huit cents points chauds de cuisson (fours de boulangerie de taille réduite, qui achèvent sur le point de vente la cuisson de pains à la française pré-cuits) et le transfert des méthodes de fabrication des farines prêtes à l'emploi, ainsi que des pâtes surgelées. En France, le groupe des Grands Moulins de Paris a lancé une chaîne de restauration rapide à la française, sous l'enseigne Franquette.

Etranger

ÉTATS-UNIS

● Le déficit budgétaire américain pour les sept premiers mois de l'exercice courant (octobre 1982 - octobre 1983) s'est élevé à 132,5 milliards de dollars contre 62,2 milliards de dollars de l'exercice précédent, indiquent des statistiques que le département du Trésor vient de publier. Pour l'ensemble de l'exercice en cours, le gouvernement table sur un déficit global de 210,2 milliards de dollars. D'octobre à avril, les recettes budgétaires ont atteint 343,1 milliards contre 365,3 milliards pour les sept premiers mois de l'exercice précédent. Pour leur part, les dépenses publiques ont totalisé 475,6 milliards contre 427,5 milliards de dollars. — (A.F.P.)

Social

● La grève à E.D.F. : la C.G.C. décide de ne pas s'y associer. — L'U.N.C.M.-C.G.C. a décidé le 25 mai de ne pas s'associer au mouvement de grève lancé à E.D.F. G.D.F. pour le 31 mai contre le projet de réforme du régime dit des

« avantages en nature » (Le Monde du 26 mai). L'U.N.C.M.-C.G.C. estime qu'il y a trop de divergences fondamentales au niveau des mobiles des diverses fédérations, par rapport tant à la politique de rigueur gouvernementale qu'à celle de l'énergie, pour justifier une unité de façade, alors que de toute évidence cette action sera ressentie dans l'opinion comme une manifestation de défense corporatiste et de refus de s'inscrire dans un effort de redressement. Le syndicat condamne cependant la rigueur imposée « en l'absence de stratégie industrielle et sociale ».

● Rencontre C.F.T.C.-R.P.R. — Deux délégations de la C.F.T.C. et du R.P.R., conduites par MM. Jean Bernard et Bernard Pons, se sont rencontrées le 25 mai et ont constaté leur inquiétude sur l'évolution de la situation économique et sociale. « Notre grand souci, a indiqué le président de la C.F.T.C., est de trouver le moyen pour ranimer l'activité économique sans relancer l'inflation ». Le secrétaire général du R.P.R. a souligné qu'il existait, sur bien des points, un parfait accord.

● Renouvellement du Conseil supérieur de la fonction publique. — Le conseil des ministres du 25 mai a adopté un décret de nomination de membres du Conseil supérieur de la fonction publique. Le nombre des membres est porté de 32 à 38 titulaires, dont 19 nommés sur proposition des organisations syndicales et 19 élus « en qualité de représentants de l'administration ». La répartition des sièges entre syndicats (opérés ou fonction des voix obtenues aux élections des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires) est la suivante : 6 FEN, 4 C.G.T., 3 C.F.D.T., 3 F.O., 1 C.G.C., 1 F.G.A.F. (autonomes) et 1 C.F.T.C.

● PRÉCISIONS. — Nous avons écrit en date du 26 mai, page 38, dans l'article « Les hésitations du gouvernement », qu'une augmentation de deux points du taux de T.V.A. permettrait de dégager un excédent commercial de 11,7 milliards de francs. C'est évidemment d'un gain de 11,7 milliards que nous voulions parler, une augmentation de la T.V.A. ne pouvant permettre à elle seule de rétablir l'équilibre de notre commerce extérieur, à fortiori de le rendre excédentaire.

ÉTRANGER

Les démêlés du Brésil avec le F.M.I.

L'échéance de la fin de ce mois risque d'être difficile pour le Brésil. Le Fonds monétaire international a, en effet, repoussé au 10 juillet prochain le versement de la deuxième tranche de 411 millions de dollars sur le crédit global de 4,9 milliards de dollars sur trois ans qu'il a accordé en février dernier à ce pays, et qui était prévu pour le 31 mai.

Ce report entraîne celui d'un versement de 635 millions de dollars que devraient effectuer les banques privées internationales, en fonction de la libération du prêt du Fonds monétaire. C'est donc plus d'un milliard de dollars qui manquera au Brésil dans quelques jours pour rembourser 400 millions de dollars à la Banque des règlements internationaux et 540 millions de dollars aux banques privées, en remboursement partiel de leurs crédits-réalisés (Librope-Lansel).

Le motif invoqué par le Fonds pour justifier son refus de verser la date prévue est l'insuffisance des mesures prises par le Brésil pour réduire son inflation et son déficit budgétaire en exécution des engagements pris en février dernier. On sait que la

hausse des prix, théoriquement de 90 % pendant l'année 1982, s'est accélérée ces derniers mois pour atteindre un rythme annuel de 140 %, et que l'amélioration escomptée de la balance commerciale est moins rapide que prévue.

En réaction à la décision du Fonds, le ministre brésilien des Finances, M. Gervasio, s'est montré assuré de la « compréhension » des banquiers sur les difficultés de son pays. « Ils attendent le déblocage de la deuxième tranche du Fonds pour être remboursés ».

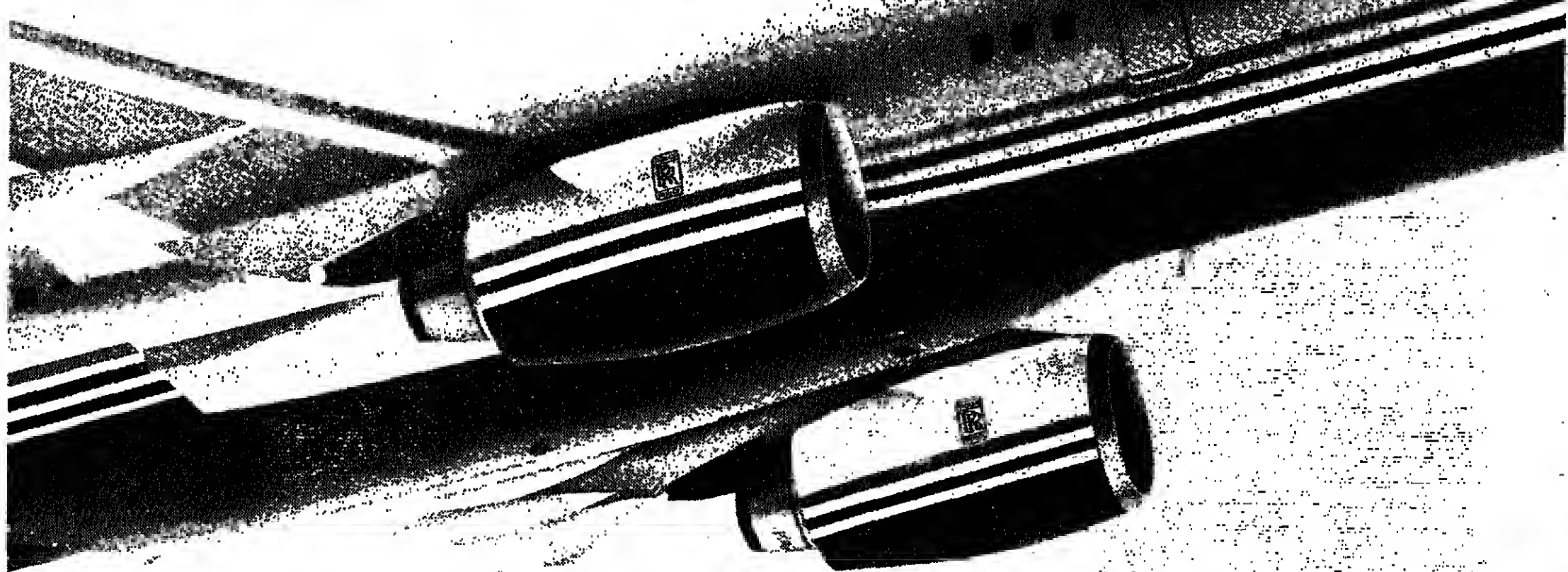
En fait, la communauté financière internationale prend conscience que le plan de réajustement mis sur pied au début de 1983 et portant sur 30 milliards de dollars, avec 10 milliards de dollars de crédits bancaires à court terme, doit être ramené : les délais sont trop courts, et, selon un banquier américain, devraient être accordés à quinze ans avec un intérêt fixe. C'est ce qui risque de se passer dans les mois à venir, pour éviter des défauts de paiement que personne ne souhaite.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	+ ou -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-IL	7,4670	7,4690	+ 185	+ 220	+ 360	+ 420	+ 1040	+ 1160
Scm	6,0650	6,0690	+ 120	+ 165	+ 255	+ 320	+ 775	+ 895
Yen (100)	3,1605	3,1630	+ 145	+ 175	+ 290	+ 330	+ 938	+ 995
DM	3,0015	3,0035	+ 175	+ 195	+ 345	+ 380	+ 1055	+ 1120
Flork	2,4690	2,4785	+ 140	+ 160	+ 270	+ 300	+ 800	+ 855
FR (100)	15,0390	15,0490	+ 250	+ 355	+ 480	+ 520	+ 1270	+ 1425
ES	3,6045	3,6075	+ 200	+ 230	+ 415	+ 455	+ 1320	+ 1400
L (1 000)	5,8540	5,8570	- 125	- 90	- 260	- 180	- 1120	- 970
E	11,5085	11,5775	+ 190	+ 260	+ 390	+ 520	+ 1275	+ 1500

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3/4	1/8	1/4	3/16	1/2	3/8	5/16	11/16
SE-IL	8 3/4	4 15/16	9 1/4	5 3/16	4 7/8	5 1/4	5 1/2	5 1/2
DM	4 9/16	4 15/16	4 13/16	5 3/16	5 1/2	5 7/8	5 7/8	6 1/4
Flork	4 7/8	5 1/4	5 7/16	5 13/16	5 1/2	5 7/8	5 7/8	6 1/4
FR (100)	10	11	10	11	10	11	10	11
ES	3 3/8	4 1/8	4 7/8	5 1/4	4 13/16	5 3/16	4 3/4	5 1/8
L (1 000)	15 1/2	14 1/4	15 1/2	14 1/2	15 3/4	14 1/2	17 1/2	17 1/2
E	10	10 1/2	10	10 1/2	10	10 1/2	10	10 1/2
Fr. franc	12	13	12 1/2	13 1/2	12 1/2	13 1/2	13 1/2	14



Réacteurs 535 de Rolls-Royce: Un succès grandissant.

C'est Rolls-Royce qui équipe les Boeing 757 mis en service au début de cette année. Des 757 qui transportent chaque jour de plus en plus de passagers sur les lignes d'Amérique et d'Europe. Des 757 qui consomment moins de carburant par passager que tout autre appareil grâce à la conception de Boeing

et aux réacteurs 535 de Rolls-Royce. Encore plus surprenant: un réacteur 535 nouveau modèle sera mis en service dès 1984 et offrira un rendement inégalé, doublé d'une réduction supplémentaire de 10% de la consommation de carburant. Performances étonnantes pour ce réacteur 535 qui allie aux progrès les

plus récents de la technologie les qualités du RB211 démontrées durant de nombreuses années de service sur les Boeing 747 et les Lockheed TriStar. Tel est le fruit d'une technologie avancée qui maintient Rolls-Royce en tête de la compétition internationale. Rolls-Royce équipe les avions civils et

militaires dans le monde entier ainsi que les navires de 25 marines nationales. Rolls-Royce c'est aussi le pompage du gaz et du pétrole et la production d'électricité.



ROLLS-ROYCE MÈNERA TOUJOURS LA COURSE DU FUTUR.

امكان العمل

ÉTRANGER

Un cadre supérieur, nouveau président du patronat danois

De notre correspondante

Copenhague. - A l'occasion de son assemblée générale ordinaire, la Confédération danoise du patronat s'est choisie un nouveau président, M. Bønned Hansen, pour succéder à M. Jens Thorsen qui souhaitait se retirer après six ans d'activité. M. Bønned Hansen, qui vient juste de fêter ses soixante ans, est le pre-

mier cadre supérieur à occuper des fonctions qui, traditionnellement, revenaient toujours à un « véritable capitaliste », c'est-à-dire à un chef d'entreprise propriétaire totalement ou partiellement de son affaire.

Fils de menuisier, il a, après des études d'ingénieur, fait presque toute sa carrière à la société F.L. Smith (ciment et béton), une des multinationales danoises qui a, en particulier, plusieurs succursales en France. Il en est actuellement directeur général.

Le nouveau président a annoncé, en prenant son poste, qu'il n'avait pas l'intention de révolutionner ni même de réformer une organisation qui, à son avis, « marche parfaitement ». Il est certain cependant qu'il y apportera un vent nouveau et des idées nouvelles. Son passage à la tête de la Fédération des employeurs de la métallurgie, de 1980 à 1983, n'est pas près en tout cas d'être oublié. Il y avait profondément encouragé la décentralisation des pourparlers pour les conventions collectives, et récemment il avait menacé de frapper d'amendes ceux de ses membres qui, en 1983, accordaient à leur personnel des augmentations de salaire supérieures à 4% (limite fixée par le gouvernement).

Dans l'immédiat, M. Bønned Hansen désire attirer de nouveaux membres à la Confédération, qui est un peu boudée par les petits patrons et « mettre en route un débat » pour la création d'un nouveau système de salaires, car il ne voudrait pour rien au monde que l'on revienne un jour à celui de l'échelle automatique indexée suspendu l'automne dernier par le Parlement jusqu'en 1985.

CAMILLE OLSEN.

Protectionnisme : les viticulteurs californiens aussi...

Certains secteurs de l'économie américaine souffrent eux aussi de l'augmentation des cours du dollar. On peut, par exemple, acheter aujourd'hui aux États-Unis de bons vins français ou italiens à un prix égal à la moitié de celui des vins californiens.

Concurrence déloyale ! ont proclamé les représentants des viticulteurs américains et les élus de Californie, qui estiment que ce sont les gouvernements européens, français et italiens notamment, qui sont responsables de cette situation en subventionnant leurs propres producteurs. Ils demandent à Washington de limiter les importations et d'étudier un système de droits compensatoires frappant les vins étrangers.

En fait, nul n'est dupe. Les viticulteurs américains ont pour eux les Européens, profitant d'une vendange californienne médiocre en 1982, na s'octroient une trop grosse part du marché américain du vin, en pleine expansion.

Les vins français représentent 34 % des importations américaines dans ce domaine.

FAITS ET CHIFFRES

NIGÉRIA

● Accord de rééchelonnement d'une partie de la dette du Nigeria. - Un accord de principe sur le rééchelonnement d'une partie de la dette extérieure à court terme du Nigeria vient d'être réalisé, a-t-on appris le 24 mai à New-York de source informée. La banque britannique Barclays devrait soumettre le 25 mai à Londres cet accord à l'approbation des banques européennes créditrices du Nigeria. Il prévoit, croit-on savoir, le rééchelonnement sur trois ans - avec une période de grâce d'un an - du remboursement de crédits à court terme d'un montant de 1,5 milliard de dollars. La dette extérieure à court terme du Nigeria serait supérieure à 3,5 milliards de dollars. - (A.F.P.)

NORVÈGE

● Le nombre de Norvégiens sans emploi était, fin avril, de 61 500 contre 37 800 en avril 1982 et 67 500 en mars 1983. La baisse du chômage d'un mois sur l'autre est traditionnelle, étant due à une augmentation saisonnière de l'emploi.

Les industries du bois, des ferromatériaux et de l'aluminium ont en revanche pu embaucher. Enfin, le gouvernement estime que les activités on shore de l'industrie pétrolière pourraient employer quelque 20 000 personnes supplémentaires dans les années à venir. (A.F.P.)

R.F.A.

● La balance west-allemande des opérations courantes devrait se solder cette année par un excédent compris entre 15 et 20 milliards de D.M., soit plus du double de l'excédent enregistré en 1982 (8 milliards de D.M.), estime la Deutsche Bank AG dans son dernier rapport de prévisions conjoncturelles. En 1981, les paiements courants de la R.F.A. avaient été déficitaires de 14,7 milliards de D.M.

Selon les experts de l'établissement, cette forte augmentation de l'excédent serait surtout imputable à une progression de 10 milliards de D.M. de l'excédent commercial, qui avait atteint 50 milliards l'an dernier.

SIEMENS

Information destinée aux actionnaires de Siemens

Progression des commandes en R.F.A.

Commandes enregistrées. Avec un montant de 78,4 milliards de francs, les commandes enregistrées par Siemens au cours de la première moitié de l'exercice commencé le 1er octobre 1982, ont progressé de 17% par rapport à la même période de l'exercice précédent, favorisées en cela par deux marchés d'urgence. Contrairement aux dernières années, où les moteurs de la croissance se situaient en priorité à l'étranger, seuls les ordres pris sur le marché intérieur ont nettement augmenté par rapport à l'exercice précédent.

Le montant des commandes enregistrées par Siemens sur le marché allemand s'élève à 42,2 milliards de francs, en hausse de 66% par rapport au premier semestre de l'exercice précédent. KWU a conclu de nouveaux contrats pour la construction des centrales Emsland et Neckar 2, mais même en l'absence de ces marchés substantiels, la croissance en R.F.A. au cours de ce premier semestre se serait établie à 9% environ. L'afflux des ordres durant les trois premiers mois de l'exercice a largement contribué à cet accroissement : les clients ont passé leurs commandes juste avant le 31 décembre, date d'expiration de la prime à l'investissement. Et cette vague de commandes nouvelles n'a pas été suivie au second trimestre par le creux que beaucoup redoutaient.

En revanche, les commandes enregistrées hors R.F.A., soit 36,2 milliards de francs pour la première moitié de l'exercice, sont en recul de 13% par rapport à l'an dernier. La stagnation conjoncturelle de nombreux pays industrialisés, les revenus en baisse des pays exportateurs de pétrole et les difficultés de paiement de certains États ont entraîné un ralentissement des travaux d'infrastructure et des investissements sur un grand nombre de marchés.

Chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires global, en hausse de 3%, ressort à 56,2 milliards de francs. Les ventes en R.F.A., 24,8 milliards de francs et à l'étranger, 31,4 milliards de francs, ont respectivement progressé de 4 et 3%. Le taux de croissance du C.A. des divisions Informatique et Technique médicale avoisine 15%, celui de la division Installations, qui ne bénéficie qu'à retardement

des effets de la relance dans le secteur du bâtiment, n'a pas tout à fait égalé le niveau de l'an dernier.

Carnet de commandes. Le carnet de commandes totalise 179,1 milliards de francs soit une hausse de 13% durant ce premier semestre. L'augmentation de 8% des stocks, qui s'élève à 54,2 milliards de francs, est uniquement due aux activités de centrales.

Personnel. Par suite de l'atonie conjoncturelle mondiale et de la mutation inévitable en faveur de technologies nouvelles utilisant moins de main-d'œuvre, le niveau d'activité est insuffisant dans un certain nombre d'usines. Siemens a donc été contraint de réduire de 3% les effectifs qui regroupent actuellement 315 000 personnes. Égale à 3% en R.F.A., la réduction n'aurait été que de 2%, si l'on avait fait abstraction du départ des stagiaires et apprentis. Le nombre des salariés à l'étranger a diminué de 4% en termes

comparables ; cette baisse n'est plus que de 1% en valeur absolue, si l'on tient compte de la première incorporation de 3000 personnes, provenant d'une filiale acquise par Siemens Allis-Inc., USA. Siemens a occupé en moyenne durant la période considérée 318 000 personnes, soit 5% de moins que l'an dernier à pareille époque. Les frais de personnel, 24,4 milliards de francs, se sont accrus de 1%.

Investissements. Au cours des six premiers mois de l'exercice, Siemens a consacré 2,2 milliards de francs contre 2,4 l'an dernier aux investissements, qui ont été moindres à l'étranger et aussi élevés que l'an dernier en R.F.A.

Bénéfice net. Le bénéfice net réalisé au cours du premier semestre s'est établi à 1,0 milliard de francs contre 0,9 précédemment, ce qui correspond à un rapport bénéfice net/C.A. de 1,9% contre 1,7% l'exercice passé.

En milliards de francs	du 1.10.81 au 31.3.82	du 1.10.82 au 31.3.83	Variation
Commandes enregistrées	66,8	78,4	+17%
Marché allemand	25,4	42,2	+66%
Marché étranger	41,4	36,2	-13%
Chiffre d'affaires	54,4	56,2	+3%
Marché allemand	23,9	24,8	+4%
Marché étranger	30,5	31,4	+3%

En milliards de francs	30.9.82	31.3.83	Variation
Commandes en carnet	158,3	179,1	+13%
Stocks	50,3	54,2	+8%

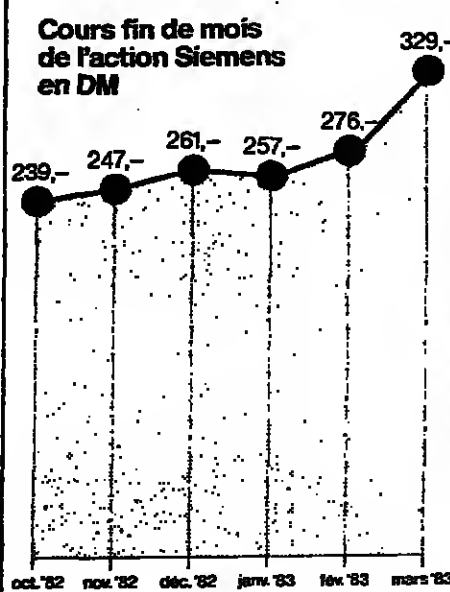
	30.9.82	31.3.83	Variation
Personnel en milliers	324	315	-3%
Allemagne	220	213	-3%
Etranger	104	102	-1%

	du 1.10.81 au 31.3.82	du 1.10.82 au 31.3.83	Variation
Effectifs moyens en milliers	333	318	-5%
Frais de personnel en milliards de francs	24,1	24,4	+1%

	du 1.10.81 au 31.3.82	du 1.10.82 au 31.3.83	Variation
Investissements en milliards de francs	2,4	2,2	-12%
Bénéfice net en milliards de francs	0,9	1,0	+11%
en % du C.A.	1,7	1,9	+12%

Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 31 mars 1983 : 100 FF = 33,345 DM.

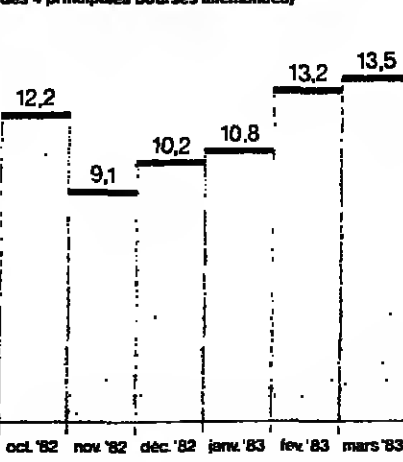
L'action Siemens, fleuron des bourses allemandes



Durant les six premiers mois de l'exercice considéré, le volume de transactions de l'action Siemens a une fois de plus atteint le niveau le plus élevé de toutes les valeurs industrielles allemandes. Le dynamisme de la demande a eu pour conséquence une montée en flèche du cours de l'action. La toute dernière augmentation de capital a suscité d'autant plus d'intérêt de la part de nos actionnaires. Grâce au prix traditionnellement peu élevé des actions nouvelles (100 DM seulement pour un cours supérieur à 300 DM sur les bourses des valeurs allemandes) la valeur du droit de souscription s'est encore une fois révélée intéressante. Les actions nouvelles ont été créées jouissance début de l'exercice.

Pourcentage de Siemens dans le volume des transactions boursières en R.F.A.

(selon les statistiques des 4 principales bourses allemandes)



Siemens AG En France: Siemens Société Anonyme

Copies Couleurs

sur film ou sur papier photo - qualité professionnelle
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12^e ☎ 347.21.32

(Publicité)

CONSEIL RÉGIONAL D'AQUITAINE

Contrats de pays

Avis d'appel aux candidatures : APPEL D'OFFRES RESTREINT

Objet : Production d'un film 16 mm sur les contrats de pays en Aquitaine.

Objectifs d'application : Description, par des exemples et des interviews, des actions économiques et des méthodes de concertation dans plusieurs contrats de pays, choisis dans les cinq départements d'Aquitaine (Dordogne, Landes, Lot-et-Garonne, Gironde, Pyrénées-Atlantiques).

Dossiers de candidature à adresser à

M. le Directeur Régional de l'Aide aux Collectivités locales, Hôtel de la Région - 9, rue de Condé, 33000 Bordeaux.

Les dossiers de candidature doivent parvenir au Directeur au plus tard le vendredi 3 juin (14 heures).

Tout dossier parvenu après cette date et cette heure sera retourné à l'envoyeur sans être présenté à la commission chargée de sélectionner les soumissionnaires.

Composition du dossier à fournir pour chaque candidat

Le dossier comprendra obligatoirement les renseignements suivants :
- nom et adresse, statut de la Société ;
- composition et curriculum vitae des personnes qui seront chargées du travail ;
- références de prestations similaires dans les collectivités locales (communes, départements, régions).



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Dividende complémentaire 1982

A l'Assemblée Générale des Actionnaires, tenue le 19 mai 1983 à La Haye, il a été décidé de fixer le dividende complémentaire pour 1982 à fl. 4,65 par action d'une valeur nominale de fl. 10, de telle sorte que le dividende total pour 1982, y compris le dividende intérimaire de fl. 3,20 déjà mis en paiement en septembre 1982, s'élèvera à fl. 7,85 pour chacune des actions.

Sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25 %) et contre remise du coupon n° 178 des certificats d'action au porteur munis de coupons, le dividende complémentaire sera payable en France, à partir du 31 mai 1983, auprès de

Lazard Frères & C°
121, boulevard Haussmann
Paris, 8°.

Les actionnaires ayant leur fiscal en France pourront obtenir une exonération (de 10 %) de l'impôt sur le dividende, si les coupons sont accompagnés, lors de leur présentation, de la déclaration « Inkomstenbelasting nr. 52 F », prévue pour l'application de la convention franco-néerlandaise de double imposition.

Ont droit au dividende complémentaire pour les actions au porteur dont les certificats sont munis d'une feuille de dividende qui ne se compose pas de coupons séparés (dits titres CF) ceux qui, le 19 mai 1983, à la

fermeture des bureaux, sont détenteurs de telles actions et dont les feuilles de dividende se trouvent à cette date en dépôt auprès de Sicovam. Le dividende complémentaire sera versé le mardi 31 mai 1983 sous déduction de l'impôt néerlandais sur le dividende (25 %) au « Centrum voor Fondsenadministratie B.V. » (Centre pour l'administration de valeurs mobilières), qui en assurera le transfert à Sicovam.

L'exonération (de 10 %) de l'impôt néerlandais sur le dividende est obtenue en présentant, lors de l'encaissement du « certificat de coupon » délivré par Sicovam, la ou les déclarations « Inkomstenbelasting nr. 52 F » ou « nr. 95 F ».

Les personnes domiciliées en France bénéficieront dans ce pays d'un crédit d'impôt d'un montant égal à la retenue de 15 % effectuée aux Pays-Bas. Lazard Frères & C° tiendra à la disposition des intéressés des instructions précisant les modalités de présentation.

Le crédit en compte ou le paiement de la contre-valeur du dividende seront effectués en France français au cours du jour, déduction faite de l'impôt français exigible et de la commission de change d'usage.

La Haye, le 20 mai 1983.

LA DIRECTION.

N.V. Koninklijke Nederlandsche Petroleum Maatschappij
(Royal Dutch)
Établie à La Haye, Pays-Bas

DATAFRANCE

la revue
des grands choix
informatiques

Une nouvelle revue d'informatique apparaît sur le marché. DATAFRANCE s'adresse aux dirigeants d'entreprise, pour leur permettre de dégager des éléments de prévision technologiques et économiques.

Dans DATAFRANCE, c'est le concept qui prend le pas sur l'exposé technique, ce sont les notions de rentabilité qui précèdent celles d'ampleur ou de provenance des matériels.

DATAFRANCE n'a pas d'équivalent sur le marché, vous devez absolument la lire.

AU SOMMAIRE DU PREMIER

NUMÉRO :
Cinq ans pour réussir la bureautique dans l'entreprise — L'utilité des logiciels — L'arrivée de Telecom 1 et les réseaux — Le garde-fou juridique du contrat — Les cartes à mémoire — Les prochains personnels d'exploitation — Pourquoi des mots de 32 bits, etc.



Pour recevoir sans frais votre carte de visite professionnelle à SPS Service Promotion, 49, rue de l'Université 75007 PARIS. DATAFRANCE paraît le 15 de chaque mois et est vendue uniquement sur abonnement.

NOUVEAU PLAN COMPTABLE

Dirigeants :
informez vos cadres,
formez votre
personnel comptable
grâce à

3 cassettes vidéo

1 - LE BILAN

2 - LE COMPTE DE

RÉSULTAT

ET L'ANNEXE

3 - LE TABLEAU

DE FINANCEMENT

+ 1 livret d'accompagnement

renseignements
et documentation :

PUBLI-UNION

1, rue Théodule Ribot

75017 Paris

Tél. : 227.89.20

Lisez

Le Monde DE

L'ÉDUCATION



BANCO CENTRAL S.A.

Société anonyme
au capital de 31 875 089 500 pesetas
Siège social : Alcalá n° 49, MADRID

Messieurs les actionnaires sont informés que l'Assemblée Générale ordinaire se réunira à Madrid (Pabellón X, Palacio de Cristal, de la Casa de Campo) le 10 juin à 12 heures sur première convocation et le 11 juin à 12 heures sur seconde convocation, avec l'ordre du jour suivant :

— Examen et approbation des comptes de l'exercice 1982 ;

— Ratification de la demande d'admission à la Cote officielle des actions émises en juin 1982 ;

— Nomination des commissaires aux comptes pour l'exercice 1983 ;

— Lecture et approbation du procès verbal de l'Assemblée.

Lisez

Le Monde DES

PHILATÉLISTES

L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

legrand

Réunie à Limoges, le 16 mai 1983, l'Assemblée Générale extraordinaire des actionnaires, après avoir renouvelé différentes autorisations accordées au conseil par l'Assemblée précédente, a décidé que le capital pourrait être partiellement représenté par des actions à dividende prioritaire sans droit de vote assorties d'un privilège (A.D.P.).

Le conseil d'administration du même jour a arrêté les modalités de l'opération qui ont été publiées au BALO du 23 mai 1983 :

— Le prix d'émission a été fixé à 2000 F ;

— Les actions nouvelles donnent droit à un dividende prioritaire fixé à 50 % de la valeur nominale — soit 50 F net par titre — et à un complément calculé de telle sorte que, compte tenu du dividende prioritaire ci-dessus défini, chaque action prioritaire reçoive au total 160 % du dividende revenant à l'action ordinaire ;

— La quotité d'exercice du droit de souscription (coupon n° 22) est d'une action prioritaire pour trois ordinaires, cette quotité tient compte de la reconnaissance individuelle à leur droit préférentiel de souscription des actionnaires appartenant aux groupes familiaux d'origine qui sont majoritaires ;

— La jouissance des actions nouvelles a été fixée au 1^{er} janvier 1983 ;

— Le capital sera porté à 107 680 900 F par l'émission de

149 267 actions prioritaires, soit un produit brut d'émission de 298 534 000 F.

La souscription sera ouverte le 1^{er} juin et close le 30 juin 1983.

Le président Jean Verspiessen a notamment indiqué que cette émission permettrait d'assurer le financement d'un important programme d'investissements, industriels et financiers (plus d'un milliard de francs en trois ans), et d'associer les actionnaires, anciens et nouveaux, aux perspectives de développement du groupe Legrand.

Les caractéristiques de cette opération évaluent, à l'égard des actionnaires anciens, toute dilution du bénéfice par action.

Par ailleurs, le président a rappelé que les principaux résultats de 1982 avaient pu être annoncés, dans une lettre d'information aux actionnaires, dès le 31 janvier 1983, soit, en données consolidées :

● Chiffre d'affaires : 2.842 MF + 15 %

● Bénéfice net (part du groupe) : 150 MF + 12 %

● Marge brute d'auto-financement : 307 MF + 9 %

(soit plus de 10 % du chiffre d'affaires consolidé).

L'année 1983 a bien commencé :

● Le chiffre d'affaires consolidé du 1^{er} trimestre est en augmentation de 14,5 % par rapport à la période correspondante de 1982 (à structure non comparable).



Credito Italiano 82

L'Assemblée des actionnaires du Credito Italiano, tenue à Gênes sous la présidence de Monsieur Alberto Boyer le 22 avril 1983, a approuvé le bilan au 31/12/1982.

Le bénéfice net s'est élevé à **lires 42,2 milliards**, dont 27,2 distribués aux actionnaires (le dividende a été porté à **lires 85, —**) et 15 milliards à la Réserve.

Entre-temps, les amortissements se sont chiffrés à 32,8 milliards, les dotations à la "Provision pour risques sur créances" à 181,3 milliards, les affectations à la "Provision pour impôts et taxes" à 124,5 milliards, les dotations au "Fonds indemnité de départ au personnel" et à "Fonds divers" à 88,1 milliards et les affectations à la "Provision pour fluctuation valeurs" et à d'autres fonds patrimoniaux à 58,4 milliards.

(données en milliards de lires)			
PRINCIPALES DONNÉES DU BILAN	1982	1981	Différence %
Dépôts	31.602	28.751	+ 9,9
Titres et valeurs en dépôt	14.291	11.598	+ 23,2
Total des emplois en lires et devises	24.074	21.382	+ 12,7
Fonds propres et provisions (après approbation du bilan)	1.001	766	+ 30,7



L'Assemblée a en outre désigné le Conseil de Surveillance en nommant Commissaires titulaires, Messieurs Alberto Boschi, Aldo De Chera, Giorgio Galbani, Piero Giusti, Pasquale Lona, Président, Monsieur Alberto Boyer et Commissaires suppléants, Messieurs Roberto Grossi et Michele Palasciano. Le Conseil d'Administration, réuni, après l'Assemblée, a confirmé Président, Monsieur Alberto Boyer et Vice-Présidents Messieurs Leo Solari et Sergio Forzani.

Le dividende peut être encaissé auprès de toutes les Agences du Credito Italiano, de la Banca Commerciale Italiana, du Banco di Roma, de la Banca Nazionale del Lavoro, du Banco di Napoli, du Banco di Sicilia, de l'Istituto Bancario San Paolo di Torino, du Monte dei Paschi di Siena, du Banco di Santo Spirito et auprès du Monte Titoli S.p.A. à partir du 17 mai 1983 contre présentation du coupon n° 21 des certificats d'actions.

EMPRUNT ENERGIE

MAI 1983

Emprunt à taux variable et à taux fixe.
de 2 000 000 000 F en 400 000 obligations de 5 000 F nominal
au choix du souscripteur
garanti par l'électricité de France.

Emprunt à taux variable.
Montant minimum : 500 000 000 F.

Prix d'émission : 4 937,50 F par obligation.

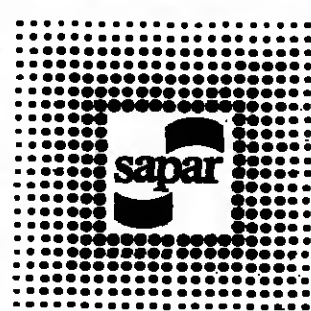
Jouissance : 6 juin 1983.

Intérêt annuel : égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement à l'émission des emprunts garantis et assimilés établis mensuellement par l'INSEE.

Intérêt minimum garanti : 9 %.

Durée : 10 ans.

Amortissement : par remboursement ou par, en totalité le 6 juin 1993.



Emprunt à taux fixe.
Montant minimum : 500 000 000 F.

Prix d'émission : 4 985 F.

Jouissance : 6 juin 1983.

Intérêt annuel : 14,80 %, soit 740 F par obligation.

Durée : 10 ans.

Amortissement : par remboursement ou par, en totalité le 6 juin 1993.

Amortissement anticipé : interdit sauf par rachat en Bourse et par offres publiques d'achat.

Cotation : demandée à la Bourse de Paris.

La Caisse Nationale de l'Énergie est chargée du service de l'émission.

Une note d'information (Visa COB n°83/140 du 10 mai 1983) peut être obtenue sans frais auprès de la SAPAR et des Établissements chargés du placement.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER DU GROUPE EDF

Société Anonyme de Gestion et de Contrôle de Participations
3-5, avenue de Friedland - 75008 PARIS

BALO du 23 mai 1983.

مكتبة الوطن

NEW-YORK

Nouvelle hausse

Pour la troisième journée consécutive, les cours ont monté mercredi à Wall Street. Mais le mouvement s'est révélé désordonné. D'abord en forte hausse, le marché a ensuite viré de bord, puis repris sa progression avant de perdre un peu de terrain. Finalement, l'indice des industrielles s'est inscrit à 1 229,01, soit à 9,97 points au-dessus de son niveau de la veille. Au plus bas de la séance, il était revenu à 1 207,62 et, une heure avant le coup de cloche final, le Dow - avait culminé à 1 234,04, son point le plus élevé de toujours (record absolu : 1 232,59, le 6 mai en clôture).

Le bilan par valeurs a été encore largement positif, avec 980 hausses pour 655 baisses.

Parallèlement, l'activité a de nouveau très sensiblement augmenté et 121,05 millions de titres ont changé de mains contre 110,16 millions précédemment.

Les investisseurs institutionnels ont été particulièrement actifs et des centaines de blocs de 10 000 titres ont changé de mains. Mais la clientèle particulière n'a pas chômé non plus.

ont passé le surlendemain, les opérateurs ont apprécié que la commission du marché monétaire du « Fed », réuni mardi, n'ait pris aucune décision visant à resserrer les conditions de crédit. A propos de l'important gonflement de la masse monétaire, dont beaucoup craignent qu'il n'agisse sur les taux d'intérêt, les experts l'attribuaient au double impact de l'échecance fiscale et des remboursements d'impôts. Cette explication a contribué à revigorer le marché.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

QUILMES. — Le bénéfice pour 1982 baisse de 28 % à 5,47 millions de dollars.

ORSAN. — Le résultat net pour 1982 de cette filiale de SIAS s'élève à 19,37 millions de francs contre 25,9 millions. Cette baisse de la rentabilité traduit l'intensification de la concurrence mondiale sur le marché du glutamate. Le dividende global est fixé à 61,50 F contre 55,50 F.

Un projet de fusion entre Oxsan et son principal actionnaire, contrôlé lui-même à 66 % par Lafarge-Coppée, sera examiné lors de l'assemblée extraordinaire qui suivra l'assemblée annuelle. L'opération se

ACCOR (ex-NOVOTEL). - Le nouveau groupe issu de la fusion de Novotel

et de J. Borel prendra le nom d'ACCOR. Rappelons que l'opération se fera par absorption de Novotel (23 actions Borel contre 3 actions Novotel). Accor se

situera au premier rang des entreprises mondiales de restauration, d'hôtellerie et de services, avec un chiffre d'affaires T.T.C. de 2 milliards de francs (donc

L'action Accor sera cotée dès cet été en

Bourse, où elle remplacera J. Borel.	Darb
est impartit pour publier les cots complets	

[illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible][illegible]

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette

[illegible]

LES CHANGES	COURS DES BILLETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
--------------------	--------------------------	-----------------------------

COURS prix.		COURS 25/6		AUX Vente		COURS 25/6	
7 472	7 471	7 250	7 050				
300 120	300 300	285	310				
8 843	8 843	4 500	500				
257 250	257 250	287	270				
84 040	83 800	90	86				
104 670	104 570	101	98				
11 718	11 818	11 300	12 100				
8 885	8 935	10 250	10 250				
5 054	5 056	4 847	5 300				
358 500	361 100	348	368				
98 410	98 410	95	102				
42 620	42 655	42	44				
5 378	5 386	5 250	5 250				
7 460	7 460	6 350	6 350				
8 047	8 056	5 930	6 230				
3 170	3 187	3 050	3 210				

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. CULTURE : « Le jeu du réel et de l'imaginaire », par Christian Zimmer ; « Paris sera-t-il la nouvelle Rome ? », par Manuel de Diegues ; « Pour une réédition de Simone Weil », par Gilbert Comte.

ÉTRANGER

3. LA PRÉPARATION DU SOMMET DE WILLIAMSBURG
3. AMÉRIQUES
4. AFRIQUE
- M. Cheysson condamne violemment Pretoria après le raid contre le Mozambique.
- La sécheresse en Afrique australe.
6-7. PROCHE-ORIENT
- LIBYE : mort d'Idris Senoussi.
7. ASIE
- LU : la Forêt en feu, de Simon Leys.

EUROPE

POLITIQUE

9-10. Le débat sur la réforme de l'enseignement supérieur.
11. Les élections de l'Elysée.

SOCIÉTÉ

12. JUSTICE : les retombées de l'affaire des Irlandais de Vincennes.
13. SCIENCES : le C.N.R.S. s'engage dans une nouvelle politique de diffusion de l'information scientifique.
27 à 31. Le XXIV^e Salon international de l'aéronautique et de l'espace au Bourget.

CULTURE

15. VARIÉTÉS : Claude Nougaro au Palais des sports.
- MUSIQUE : Super Bion au Palais des glaces.
- ARCHITECTURE : M. Mitterrand et la Tête d'Or.
18. COMMUNICATION : lancement de l'Agence parafinancière d'information.

LE MONDE DES LIVRES

19. Où nous mène Michel Tournier ? : John Le Carré sur la scène du terrorisme ; FEUILLETON : le tiers-monde, en 6 tomes.
22-23. ETHNOLOGIE : Claude Lévi-Strauss, une œuvre désormais incontournable ; Anthropologie de l'homme : Contes du Grand Nord sibérien.
24. HISTOIRE : les crises du vingtième siècle.
25. LETTRES ÉTRANGÈRES : Botho Strauß : Romans allemands.
26. RENCONTRES : les « inspirés » de Venise.

ÉCONOMIE

27-28. AFFAIRES : la création du compte de développement industriel.
36-37. CONJONCTURE.
38. SOCIAL : le plan gouvernemental pour les 15-25 ans.
39. ENVIRONNEMENT.
40-41. ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS - SERVICES (32) :
La maison : « Journal officiel » ; Météorologie.
Annonces classées (34-35) ; Carnet (32) ; Programmes des spectacles (16-17) ; Marchés financiers (43) ; Mots croisés (32).

Le numéro du « Monde » daté 26 mai 1983 a été tiré à 498 027 exemplaires

5 Répondeurs
dep. 795 F.
chez Duriez

AGREES P.T.T. • Répondeur simple 795 F. ttc. • Enregistreur sur mesure. Coupe des fin de message de votre correspondant. Vs gagnez beaucoup de temps à l'écoute : 1550 F ttc. • Consultable à distance par code vocal : 2600 F ttc. • Id. par boîtier codé : 3100 F ttc. • Id., vocal et boîtier : 3450 F ttc. • Téléphones tous modèles, toutes couleurs, depuis 385 F ttc. • Duriez, 132, Bd St Germain, M^o Odéon.

A B C D F G H

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

Vers un « accord politique » des mitterrandistes

Le groupe de travail de douze membres chargé d'élaborer un texte commun à l'ensemble du courant A (mitterrandistes) du parti socialiste, dans la perspective du congrès du P.S., s'est réuni une nouvelle fois, mercredi soir 25 mai, à l'hôtel de Lassay, résidence du président de l'Assemblée nationale, M. Louis Mermaz.

Les participants ont été saisis d'un document de cinquante-cinq pages rédigé par le premier secrétaire du parti, M. Lionel Jospin. Ce texte a été bien accueilli par les membres du groupe de travail, y compris par M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et ses proches. Ces derniers ont noté avec satisfaction que le document du premier secrétaire tient compte, selon eux, de leurs analyses. M. Christian Goux, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui a plusieurs reprises, avait développé des thèses critiques quant à l'orientation de la politique économique du gouvernement, a également donné son accord global. (Rappelons à ce sujet qu'à l'occasion de son « pèlerinage » à Solothurn [le Monde du 24 mai], M. Mitterrand avait souligné qu'il est « généralement sur la même longueur d'ondes » que M. Lionel Jospin.)

Le groupe de travail de soixante membres, dont la création avait été décidée le 7 mai, sera à son tour saisi du texte de M. Jospin, vendredi 27 mai, et le « groupe des douze » se réunira une nouvelle fois, lundi après-midi 30 mai, afin de procéder aux ultimes mises au point souhaitées par les uns et les autres.

Ce document est divisé en cinq chapitres : « Un monde en crise » (M. Jospin s'interroge notamment sur le fait de savoir si les socialistes ont correctement appréhendé la na-

ture et l'ampleur de la crise) ; « La politique économique suivie a-t-elle été bonne ? » (il s'agit d'une analyse des différentes étapes de la politique économique de la gauche et de la contrainte extérieure) ; « Gouverner : assurer la confiance en animant le changement » (comment « garder la confiance », affirme l'autorité de l'État, traiter les grands problèmes de société, tels que les droits de l'homme, la situation des immigrés, etc.) ; le place le rôle et le fonctionnement du P.S. ; la situation internationale.

De l'avis de l'ensemble des participants, il s'agit d'un document dense qui évite les pièges des textes « fourre-tout » destinés à créer une unité artificielle en édulcorant les thèmes susceptibles de souligner les divergences. Ce texte devrait permettre un « accord politique » au sein du courant A. Des divergences s'étaient exprimées au cours des précédentes réunions, notamment sur deux points : le rôle et le fonctionnement du parti, la politique économique et sociale du gouvernement.

M. Christian Goux s'est félicité des analyses formulées dans le document, notamment en ce qui concerne la politique d'importation, la nécessité de se garder aussi bien d'un protectionnisme à tout crin, qualifié de « mal pernicieux », et d'un libre-échange sans « garde-fou », le refus d'une politique visant à résorber le déficit du commerce extérieur par la seule réduction de la demande intérieure.

Dans son document, M. Lionel Jospin ne reprend pas, à propos du rôle du P.S., une formulation qui avait provoqué de vives critiques de la part des proches de M. Joxe. Dans un premier texte d'orientation (le Monde daté 8-9 mai), le premier secrétaire du P.S.

écrivait : « On ne peut être contre la politique gouvernementale (qui est forcément celle du président de la République) et appartenir à la direction du parti. » Les amis de M. Joxe se félicitent de cette disparition, bien que sur le fond M. Jospin maintienne son analyse.

Au cours de cette réunion, M. Jospin a fait état d'une entrevue qu'il a eue avec le premier ministre et au cours de laquelle M. Mauroy a semblé-t-il, souhaité que les membres de son courant (courant B) et ceux du courant A élaborent une contribution commune. Jeudi soir, les « douze » ont estimé préférable de s'en tenir à leur propre texte à ce stade des débats préparatoires au congrès, d'autant que le texte rédigé par les amis de M. Mauroy (le Monde du 21 mai) manifeste évidemment un soutien inconditionnel à tous les aspects de la politique du gouvernement.

D'autre part, le bureau exécutif du P.S., réuni quelques heures plus tôt, a débattu du projet de loi d'orientation du IX^e Plan. M. Pierre Joxe et Dominique Taddei ont souhaité que des délais plus importants soient accordés au Parlement pour l'examen de ce projet et ont regretté une insuffisance d'éléments quantitatifs. M. Joxe déplorait, dans le projet de loi, comme le « solide » d'une politique économique et non comme un objectif. M. Lionel Jospin a fait remarquer que les socialistes pouvaient difficilement planifier le chômage. Le premier secrétaire du P.S. a souligné, d'autre part, les risques que présentait une planification trop rigide, dans la mesure où elle prêterait de sa crédibilité à l'épreuve des réalités dans un monde incertain.

J.-Y. L. et L. Z.

M. Giscard d'Estaing à l'Elysée

« NOUS AVONS BESOIN D'UNE MONNAIE SOLIDE »

À la sortie de l'Elysée, M. Valéry Giscard d'Estaing, qui s'est entretenu un peu plus d'une heure avec M. François Mitterrand, jeudi 26 mai, a déclaré : « Dans la situation de difficulté et d'incertitude de la France, je constate que le président Mitterrand a jugé utile de me consulter. Je trouve normal de donner mon avis et de faire part de mon expérience quand cela est utile même si nous sommes en profond désaccord sur la manière de conduire les affaires de la France. »

« Sur le sujet de notre entretien, je suis favorable au retour progressif à la stabilité des taux de change. Je considère comme prématurée la convocation d'une conférence internationale sur ce sujet, et pour que les propositions de la France puissent être prises au sérieux et ne se retournent pas contre elle, nous avons besoin d'une économie vigoureuse et d'une monnaie solide. Quant à moi, je me consacre à la préparation du projet de cette société juste et paisible qui sera seule capable de répondre à l'attente et à l'espoir des Français. »

M. Giscard d'Estaing avait été accueilli sur le parvis de l'Elysée par M. Mitterrand. Un détachement de la garde républicaine rendait les honneurs.

NOUVELLE HAUSSE DE LA LIVRE FERMETÉ DU DOLLAR

L'effacement majeur sur les marchés des changes, jeudi 26 mai 1983, a été à nouveau la hausse de la livre sterling, qui a dépassé 1,55 dollar à Londres, contre 1,5740 dollar la veille, et atteint 11,87 francs à Paris contre 11,79 F. Cette ascension de la monnaie britannique est due, comme les jours précédents, aux sondages préélectoraux donnés une nette avance à M^{re} Thatcher lors du scrutin du 9 juin prochain.

Le dollar, qui avait un peu fléchi à la suite de ventes bénéficiaires et était revenu en dessous de 2,44 deutschemarks et 7,47 francs, s'est raffermi, retrouvant ses cours et même les dépassant à Paris, à 7,4750 F, nouveau record historique. Ce regain de fermeté est attribué à une nouvelle hausse du taux d'intérêt sur l'euro-dollar à six mois, porté à 9 1/2 %, en raison, il est vrai, de l'échec de la fin de mois.

La tenue du franc au sein du système monétaire européen est toujours satisfaisante, avec un mark se maintenant à 3 F, au voisinage immédiat de son cours plancher.

SCIENCES-PO

préparations de et annuelles sur place, et par correspondance 1^{re} et 2^e années - 2 centres : Quimper (en ou Neuilly)

CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722-34.64/745.08.19

M. JEAN-MAXIME LÉVÊQUE

LANCE UNE CAMPAGNE NATIONALE POUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ANTICIPÉES

M. Jean-Maxime Lévêque, président de l'Union nationale pour l'initiative et la responsabilité (UNIR) et ancien président du Crédit commercial de France, a estimé, jeudi 26 mai, qu'il est « urgent de sortir d'une spirale qui peut faire craindre le pire ». Selon lui, « l'économie est à la dérive, le tissu social se déchire, le fonctionnement de la démocratie est compromis. Il souligne que « tout, dans les circonstances actuelles, justifie de renvoyer le Parlement devant les électeurs pour tracer une nouvelle voie et tirer les leçons de l'expérience des deux dernières années ». « Si tel n'était pas le cas, ajoute-t-il, cette majorité et ce gouvernement, qui ont, hier, abusé de promesses envers les Français, abuseraient aujourd'hui du pouvoir qu'ils ont en leur sein. »

L'UNIR lance, dans ce but, une pétition nationale. Elle invite les Français à envoyer au président de la République les cartes postales qu'elle édite et qui réclament des élections législatives anticipées.

En Egypte

LE NAUFRAGE D'UN BATEAU SUR LE NIL AURAIT FAIT PLUS DE DEUX CENTES MORTS

Correspondance
Le Caire. — Plus de deux cents personnes pourraient avoir trouvé la mort à la suite de l'incendie, à l'aube du mercredi 25 mai, d'un bateau égypto-soudanais, le 10-Ramadan, près d'Abou-Simbel (Haute-Egypte) sur le lac Nasser.

Selon un bilan provisoire publié par la presse égyptienne, 44 cadavres ont été repêchés et 235 rescapés sont soignés dans les hôpitaux d'Abou-Simbel et d'Assouan sur les quelques 600 passagers du bateau et des deux péniches qu'il remorquait. On indique de bonne source que le 10-Ramadan transportait plus de 500 Soudanais, une cinquantaine d'Égyptiens et plusieurs étrangers, dont une dizaine parmi ces derniers ont été hospitalisés. L'incendie s'est déclaré à bord du bateau — qui fait la liaison Assouan-Wadi-Halfa (Nubie soudanaise) — à la suite de l'explosion d'une bouteille de gaz au buffet.

M. JEAN THOMAS

EST NOMMÉ AMBASSADEUR AU LIBÉRIA

Le Journal officiel du 26 mai annonce la nomination de M. Jean Thomas au poste d'ambassadeur au Libéria, en remplacement de M. Delos Santos.

INÉ en 1925, licencié en droit, M. Thomas a travaillé au Maroc de 1947 à 1956, puis à la Délégation générale du gouvernement à Alger de 1958 à 1962, avant d'être conseiller adjoint à Montargues (1963) et à Tizi-Ouzou (1965), et premier secrétaire à Londres de 1967 à 1970. Intégré dans le corps des conseillers et secrétaires des affaires étrangères en 1968, il a travaillé à la direction des affaires africaines et malgaches avant de devenir conseiller à Ouagadougou en 1973 et à Tunis en 1976. Depuis 1980, il était délégué dans les fonctions de sous-directeur du personnel.

M. NODINOT AU PARAGUAY

Le Journal officiel du 26 mai annonce la nomination de M. Jean-François Nodinot au poste d'ambassadeur au Paraguay, en remplacement de M. Baccou-Riboullet.

Né en 1933, licencié en droit et diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Nodinot a été intégré dans les cadres des affaires étrangères en 1964. Il a été notamment premier secrétaire à Madrid (1967-1970), deuxième conseiller à Lagos jusqu'en 1972, puis à la direction des affaires culturelles du Quai d'Orsay et au ministère de la coopération, enfin premier conseiller à Bagdad de 1977 à 1980. Depuis cette date, il exerce les fonctions de sous-directeur des affaires économiques et financières au Quai d'Orsay.

LE TIMBRE-POSTE A 1,80 F PASSE A 2 F AU 1^{er} JUIN PROCHAIN

Le timbre-poste à 1,80 F passera à 2 francs à partir du 1^{er} juin prochain, soit une augmentation de 11 %, annonce le ministère des P.T.T.

Si le tarif de la lettre du premier échelon de poids, jusqu'à 20 grammes dans le régime intérieur, subit cette augmentation, le tarif du pli non urgent restera en revanche fixé à 1,60 F.

Les taxes des autres prestations (paquets, service financier, surtaxe aérienne...) seront majorées de 8 %.

● M. Walid Joumblatt, chef de la communauté druze libanaise et du parti socialiste progressiste, qui se trouve depuis mardi 24 mai à Paris, a fait part mercredi à M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, des « craintes » que lui inspire la situation au Liban, où de violents accrochages opposent depuis plusieurs jours chrétiens et druzes.

LA RESTRUCTURATION DE LA CHIMIE

Un conflit semble inévitable entre M. Chalandon et M. Fabius

Elf-Aquitaine et Total n'ont pu parvenir à un accord sur le mode de dédommagement de la Compagnie française des pétroles pour le transfert de leur filiale chimique commune Ato-Chloé à Elf.

Dans une lettre aux présidents des deux groupes pétroliers MM. Chalandon et Granier de Lilliac, le ministre de l'Industrie et de la recherche M. Laurent Fabius, avait le 25 mai entériné un certain nombre d'accords intervenus entre les deux sociétés. Les avances consenties par Total depuis juin 1982 pour la filiale chimique commune Ato-Chloé, soit 180 millions de francs seront remboursées en espèces.

En outre, la moitié environ de la valeur des parts de Total dans Ato-Chloé, soit 250 millions de francs, sera payée à tempérament pendant cinq années à venir (le Monde du 12 mai).

En revanche, le ministre demandait aux deux groupes jusqu'au 25 mai pour s'entendre sur le règlement des 250 millions restants, faute de quoi ce paiement aurait lieu par transfert

d'actifs de la mer du Nord, en l'occurrence 2 à 3 % de la participation d'Elf dans la partie britannique du gisement de Frigg.

L'échec des négociations dans la nuit du 25 au 26 mai devrait donc conduire à cette dernière solution. Mais M. Chalandon a clairement dit à plusieurs reprises qu'il n'avait pas d'instructions à recevoir pour d'engager son entreprise, que celle-ci n'était pas une annexe du ministère et que jamais, lui présent à la présidence d'Elf, le groupe ne céderait des actifs pétroliers de valeur contre des actifs chimiques qui n'en ont aucune.

Alors que, généralement, la nomination de M. Chalandon comme administrateur d'Elf laissait présager sa reconduction à la tête d'Elf, ce refus — et le conflit ouvert désormais inévitable avec M. Fabius — pourrait remettre en cause cette nomination qui doit intervenir le 15 juin. En attendant, la restructuration complète de la chimie française reste suspendue à cette décision. — B. D.

MORT D'ANDRÉ COUTANT

L'inventeur de caméras

André Coutant, l'inventeur de caméras légères Eclair 35 mm et 16 mm, qui ont révolutionné la technique du cinéma, s'est donné la mort mardi soir 24 mai, dans sa propriété de Septeuil, dans les Yvelines, après avoir tué sa femme d'un coup de carabine. Il était âgé de soixante-seize ans. Il était président d'honneur des ingénieurs et techniciens du cinéma.

Avec André Coutant disparaît une des personnalités qui ont le plus contribué à modifier les méthodes de tournage en rendant la caméra mobile, susceptible d'être portée à la main par l'opérateur, la prise de vues et capable d'accompagner les personnes filmées dans leurs déplacements.

André Coutant s'intéressa au cinéma dès 1925 : il travailla successivement aux établissements Debrie, puis chez Gaumont et Eclair. Avec Jacques Mathot, directeur général d'Eclair, il met au point après la guerre la Caméflex, caméra 35 mm portable, puis la Caméflex standard 16/35 mm, qui sera utilisée dès les débuts de la télévision. Jean-Luc Giscard emploiera la Caméflex pour le tournage de *A bout de souffle*, filmé dans la rue. André Coutant mettra ensuite au point une caméra de 16 mm légère (5 ou 6 kg), en partie silencieuse et permettant la synchronisation son/images, au début des années 60. Il n'hésita pas à confier ce qui n'est encore qu'un prototype à Jean Rouch et Michel Brault qui tournent *Chronique d'un été* dans les rues de Paris. Chris Marker et Pierre Lhomme réalisent à la même époque, avec la même caméra, le *Joli Mai*, Marie Rispail les *Incarner de la terre*. Mais les inventions techniques d'André Coutant se comptent par dizaines.

Pour Michel Brault, André Coutant fut un des plus grands techniciens qu'il ait jamais connus. Pour Jean Rouch, il resta le premier constructeur à avoir tenu compte des besoins

GRÈVE DES GARDIENS AU MUSÉE DU LOUVRE

Nouvelle grève de gardiens au Louvre et dans d'autres musées nationaux (Jeu de paume, Musée de la céramique à Sèvres et Musée des arts et traditions populaires). Il s'agit d'une grève catégorielle concernant une quarantaine de gardiens d'origine antillaise qui demandent le paiement de la prime d'éloignement, dont ils devraient bénéficier comme tous Français travaillant outre-mer, et le droit annuel au voyage pour raisons familiales, jusqu'à présent prévu dans la catégorie « vol affaires ». Pour des raisons d'économie le ministère des finances a voulu limiter le premier avantage et appliquer les conditions d'un « vol vacances », comportant moins de services et plus de contraintes horaires.

Commencée le mercredi 25 mai, la grève, qui a été lancée à l'appel des syndicats F.O. et C.G.T. pour le maintien des avantages acquis, devrait être reconduite ce jeudi 26 mai, en l'absence d'une réponse positive du ministère des finances.

(Publié)

pour un oui, pour un non...
Un quart KRIEER brut de brut bien glacé
et la vie est belle!

POUR VOS YEUX

EXCLUSIF

NEO HMC de HOYA

mis au point dans les laboratoires de HOYA au Japon, ce verre de lunettes est spécialement conçu pour l'environnement moderne de notre civilisation. L'œil a une sensibilité différente suivant les couleurs ou longueurs d'ondes. Le concept révolutionnaire du NEO HMC de HOYA est de filtrer sélectivement les longueurs d'ondes protégeant ainsi l'œil dans sa partie la plus sensible.

Ce verre trouve son intérêt en toutes circonstances. Il soutage la vision, notamment du bleu, du tube cathodique, de la conduite de nuit et des éclairages violents en général. Si vous désirez adoucir les agressions que subissent vos yeux, si vos yeux sont sensibles, c'est incontestablement ce verre qui vous faut.

disponible chez tous les opticiens

Traité multi-couches, il a de plus une très grande transparence et procure un confort incomparable. Cette transparence demande un entretien quotidien. Nettoyez-le au coton-tige ou à l'eau tiède savonneuse. Son prix est d'environ 200 F par verre dans les premières puissances. Un certificat d'origine vous sera déposé.

TABEAU DE TRANSMISSION

الكتاب العربي